

Bonne conjoncture

■ Le FMI optimiste sur la croissance mondiale

■ Berlin et Paris se mobilisent pour redresser l'euro face au dollar

■ La Banque centrale européenne devrait relever ses taux

■ Laurent Fabius présente jeudi ses projets fiscaux

Lire pages 2, 9 et 17

Où va Jean-Pierre Chevènement ?

● Démissionnaire du gouvernement, le président du Mouvement des citoyens veut « organiser un pôle républicain » ● Vice-président du MDC, Sami Nair situe ce pôle « à gauche », contre « la mondialisation libérale » ● Notre enquête sur la galaxie « républicaine »

AU SOIR de son départ du gouvernement, Jean-Pierre Chevènement a affirmé sa détermination à « organiser un pôle républicain dans la gauche et dans le pays ». Sur TF 1, mardi soir 29 août, le ministre de l'intérieur démissionnaire a tout à la fois ménagé le premier ministre - « un homme de qualité qui a fait des choix politiques courageux » - et mis en évidence l'ampleur de leur désaccord. M. Chevènement estime que la démarche de Lionel Jospin sur la Corse est « un retour en arrière » : « Si on revient à une France d'Ancien Régime où chaque province vote sa loi, je considère que c'est une atteinte à la définition même de la France comme communauté de citoyens. »

Le Monde a voulu comprendre sur quelles bases le président du Mouvement des citoyens (MDC), dont l'université d'été a lieu les 2 et 3 septembre, entend exercer désormais « une magistrature d'influence dans la vie politique française ». D'où viennent ceux qui



Le Monde a voulu comprendre sur quelles bases le président du Mouvement des citoyens (MDC), dont l'université d'été a lieu les 2 et 3 septembre, entend exercer désormais « une magistrature d'influence dans la vie politique française ». D'où viennent ceux qui

Le Monde a voulu comprendre sur quelles bases le président du Mouvement des citoyens (MDC), dont l'université d'été a lieu les 2 et 3 septembre, entend exercer désormais « une magistrature d'influence dans la vie politique française ». D'où viennent ceux qui

Lire pages 6 à 8



GLEN BAXTER

LES SÉRIES DE L'ÉTÉ

Les folies d'Internet

Si triste chair

Daniel Schneidermann, notre explorateur des folies de l'Internet, s'est lancé en solitaire sur l'océan sauvage et glacé des sites X, les plus visités du Web. Des photos dénudées aux forums échangistes, des serveurs payants aux pages personnelles en accès gratuit, il est ressorti de ce périple privé de toute illusion.

p. 14

Jacques Chirac et la justice

L'IMPLICATION de Jacques Chirac dans l'enquête sur le financement du RPR ne devrait pas connaître de suites judiciaires. Le procureur général à la Cour de cassation, Jean-François Burgelin, a écrit, le 23 août, au procureur général de Versailles pour lui faire savoir qu'il n'entendait pas soumettre « le cas Chirac » à la Cour de cassation. Comme le cabinet de la garde des sceaux a fait savoir au Monde qu'il était « hors de question que M^{me} Guigou prenne la moindre initiative dans ce dossier », l'insurrection demeure dans une impasse. D'autre part, Le Canard enchaîné écrit, mercredi 30 août, que l'Elysée serait intervenu dans la privatisation controversée de la CGM en 1996.

Lire page 29

Les Russes se demandent s'il ne faut pas supprimer le mois d'août

MOSCOU de notre correspondant

Deux questions existentielles occupent depuis quatre jours les conversations des 16 millions d'habitants de Moscou et de sa région. Faut-il supprimer le mois d'août en Russie ? Et que peut-on donc bien faire sans télévision ? L'incendie, en début de semaine, de la tour d'Ostankino (les deux tiers de l'édifice haut de 540 mètres ont été ravagés) n'a pas seulement illustré « l'état désastreux du pays », selon les mots de Vladimir Poutine. Elle a privé la région de tout programme télé. Seule la chaîne privée NTV parvient encore à diffuser quelques émissions.

Ce silence des écrans a plongé Moscou dans une douloureuse introspection. Il y a ceux qui en ont assez de ce mois insupportable : en août 1998, c'était l'effondrement financier du pays ; en août 1999, la guerre au Daghestan et la crise politique qui vit la nomination de M. Poutine au poste de premier ministre ; et ce mois-ci des catastrophes en série, l'attentat place Pouchkine (12 morts le 8 août), le désastre du Koursk (118 morts le 12), l'incendie d'Ostankino (3 morts le 27). On

peut rappeler août 1991 : la tentative de putsch contre Mikhaïl Gorbatchev, dont l'échec signa la fin de l'URSS. Mardi 29 août, une radio organisait un débat sur cette « étrange fatalité » aoûtienne. Mercredi, l'hebdomadaire Moskovskii Novosti titrait : « Ah, s'il n'y avait pas août... Cette période n'est-elle pas terrible ? »

Terrible en effet, l'interruption de ces soap-operas, « Santa-Barbara », « Riches et célèbres », qui occupent les après-midi des retraités, des vigiles et des employés de bureaux. Le quotidien Komsomolskaïa Pravda publie des résumés des épisodes qui continuent à être diffusés dans le reste du pays. Qu'en est-il d'« Amours et secrets à Sunset Beach », n°s 132 à 139 ? « Emy humilié publiquement Mag... » Certes, mais les images ne sont pas là.

La grande panne fait aussi des heureux : les éditeurs de journaux, dont les tirages ont augmenté de 30 à 50 %, les vendeurs de cassettes vidéo et les sites Internet d'informations qui sont saturés de connexions. Les psychologues sont consultés sur les conséquences de cette absence de télévision

qui pourrait durer plusieurs mois : les retraités vont terriblement souffrir, note l'un d'eux ; les jeunes vont « se concentrer sur le sexe », ajoute un autre, jugeant inévitable un boom démographique.

Les services médicaux d'urgence ont noté une recrudescence d'appels de personnes angoissées ou ayant des troubles cardiaques. La police de Moscou se prépare : les « crimes d'ennui » commis par les gens désœuvrés, a expliqué un de ses responsables, pourraient se multiplier. En cette veille de rentrée scolaire, il a été demandé aux professeurs de donner « beaucoup de devoirs aux enfants pour qu'ils soient occupés et fatigués », a-t-il ajouté. Pendant ce temps, un vaste Monopoly s'est engagé entre le gouvernement, la mairie de Moscou et NTV, propriétaire du groupe Medias-Most, ennemi déclaré du Kremlin, pour rétablir des moyens de diffusion des chaînes. Le désastre d'Ostankino va probablement redistribuer les cartes et, derrière la neige des écrans, la bataille politique pour le contrôle des ondes fait rage.

François Bonnet



BORREDON T.

VOYAGES

Lumière andalouse

Les Espagnols ont baptisé la centaine de kilomètres de bord de mer entre Cadix (photo) et Tarifa, en Andalousie, la Côte de la Lumière. Parcours dans cette région baignée par la Méditerranée et l'océan Atlantique qui garde autant de traces de la conquête arabe que des aventures maritimes de Christophe Colomb et où la pêche au thon est un rituel millénaire.

p. 22-23

Une rentrée-choc



CLAUDE ALLÈGRE

MÊME s'il n'est plus ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre sera un des acteurs de la rentrée scolaire. Il publie un livre où il règle ses comptes avec ceux qu'il accuse d'être responsables de son éviction : le SNES, la presse et certains professeurs. Par ailleurs, le gouvernement s'apprête à choisir le site du nouveau synchrotron, un outil de recherche dont l'ancien ministre de la recherche ne voulait pas.

Lire pages 10, 11 et 21

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON, 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 831 - 7,50 F



Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS LES CLÉS DE L'INFO

Au sommaire du numéro de septembre

Une mondialisation en quête de règles

Jamais le monde ne se sera aussi bien porté et pourtant jamais il n'aura été aussi contesté. De nombreuses voix s'élèvent et des mouvements s'organisent pour contrer les effets négatifs de la mondialisation. Inégalités, environnement, sécurité alimentaire... : le citoyen planétaire réclame plus de règles

Plus : LES CLÉS DE L'INFO 4 pages pour décoder l'actualité

Chez votre marchand de journaux 12F-1,83€

POINT DE VUE

Corse : jacobins, ne tuez pas la paix !

par Michel Rocard

C'EST une affaire entendue, les Français en ont assez des problèmes corses. Cela ne veut pas dire qu'ils en aient assez des Corses eux-mêmes, mais on commence à gommer un peu trop la différence. C'est aussi une affaire entendue : la justice doit être sans faiblesse, comme la police. Les assassins doivent être arrêtés et punis, et l'Etat fut trop faible. Cela étant dit, je suis sidéré et, maintenant, très alarmé par beaucoup de commentaires sur ce sujet. Ils sont souvent dangereux, car ils sont de nature xénophobe. Ceux qui le nient vont créer le peuple corse par rejet.

Comment peut-on s'imaginer qu'il suffirait d'un projet d'accord pour ramener dans le droit chemin les quelques dizaines de tueurs, dont beaucoup de mafieux, qui, pour maintenir leur ligne de violence démente, sont de plus en plus obligés de se couper des troncs principaux du « nationalisme » corse ? Ce dont il s'agit dans ce processus n'est, hélas, pas d'arrêter par

un seul acte toute violence, ce n'est à la portée de personne. C'est seulement, mais c'est essentiel, et cela s'appellera un jour la paix, d'en tarir le recrutement. Il ne faut plus que les adolescents et les jeunes adultes corses, dans leur recherche de dignité, découvrent l'histoire de leur région comme celle d'une oppression.

Je n'ai pas une goutte de sang corse mais je n'aime pas que l'on me raconte des histoires, fût-ce au nom de mon pays. Je suis, amis jacobins, aussi fier que vous, sinon davantage car, député européen, j'évalue mieux la force comme les différences par rapport à nos concitoyens d'Europe ou du monde, des principes qui ont fait la République française et qui scellent son unité. Mais les principes fondamentaux de la République française se veulent libérateurs, et non oppressifs.

Lire la suite page 15

Michel Rocard, ancien premier ministre, est député européen.



ERAZM COLEK

HISTOIRE

Les accords de Gdansk

Il y a vingt ans, le 31 août 1980, Lech Walesa (photo) signait avec le pouvoir communiste polonais les accords de Gdansk, qui donnaient aux ouvriers le droit de s'organiser librement en syndicats. Ce paraphe ouvrait une ère qui allait aboutir à l'effondrement du système soviétique. La Pologne célèbre cet anniversaire, mais l'approche de la présidentielle complique singulièrement la commémoration.

p. 3 et 16

International	2	Communication	18
France	6	Tableau de bord	18
Société	10	Aujourd'hui	21
Carnet	12	Météorologie	24
Abonnements	12	Jeux	24
Régions	13	Culture	25
Horizons	14	Guide culturel	27
Entreprises	17	Radio-Télévision	28

CONJONCTURE La croissance économique mondiale devrait atteindre 4,7 % en 2000, selon les dernières estimations des experts du Fonds monétaire international (FMI)

qui seront officiellement publiées à Prague le 18 septembre. Il s'agit de la progression la plus forte depuis dix ans. ● LES ÉTATS-UNIS représentent toujours le moteur essentiel de l'ex-

pansion, mais l'Europe des Quinze y apporte désormais sa contribution. ● LE PRIX DU PÉTROLE, qui oscille autour des 30 dollars le baril, fait craindre une surchauffe des écono-

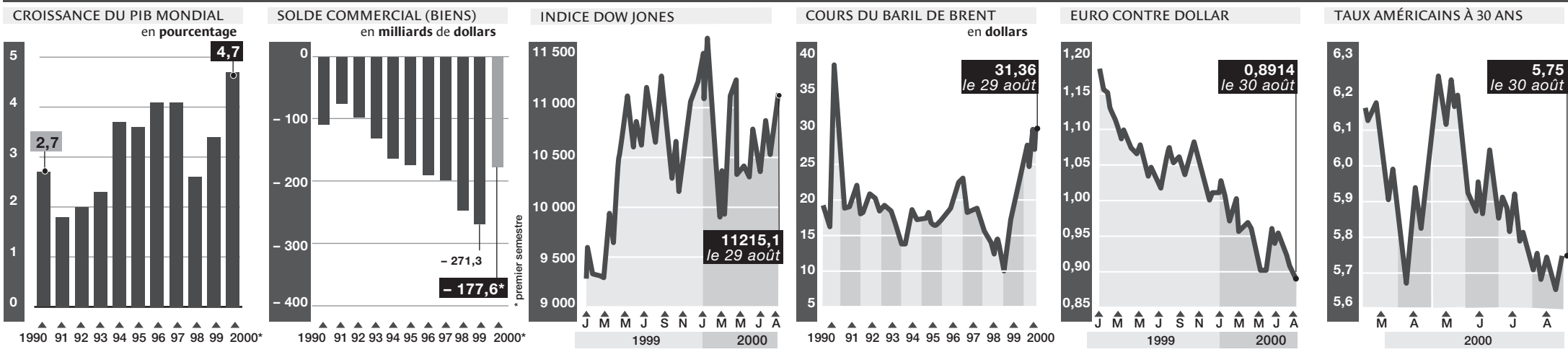
mies industrialisées et le retour de l'inflation. ● EN AFRIQUE, l'activité devrait s'améliorer et les pays en transition enregistreront une croissance solide pour la seconde année

consécutives. La pandémie de sida reste une sévère menace économique et humaine, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie. ● EN 2001, la croissance devrait ralentir à 4,2 %.

L'économie mondiale enregistre sa plus forte croissance depuis dix ans

Les experts du Fonds monétaire international brossent un tableau résolument optimiste et envisagent une croissance de 4,7 % cette année. Les Etats-Unis ont longtemps été le moteur de cette expansion, mais l'Europe commence à présent à prendre le relais

La croissance est soutenue... mais menacée par le déficit commercial américain, le yoyo de la Bourse, la flambée du pétrole, la chute de l'euro et la montée des taux



Source : Bloomberg

LA MÉTÉO mondiale pour l'année 2000 est au beau fixe. C'est en tout cas ce que prévoient les experts du Fonds monétaire international (FMI), dont le conseil d'administration devait se réunir à Washington, mercredi 30 août, pour mettre la dernière main au rapport sur les perspectives économiques mondiales (« World Economic Outlook ») qui sera officiellement présenté lors des assemblées annuelles des institutions de Bretton Woods, du 18 au 28 septembre à Prague, en République tchèque.

Malgré l'augmentation du prix du pétrole et les risques d'inflation qu'elle entraîne, le FMI a révisé en hausse d'un demi-point son précédent pronostic publié en mai. Cette année, la croissance mondiale devrait atteindre 4,70 %, un niveau inégalé depuis dix ans.

PLUSIEURS MOTEURS

L'embellie semble donc bien installée, et si elle ralentit légèrement en 2001 (4,2 % prévus), le panorama dressé par le FMI est résolument optimiste : « La croissance doit se poursuivre dans toutes les régions du monde, peut-on lire dans le document. Elle est tirée par la vigueur de l'économie américaine, l'accélération du redressement en Europe, la consolidation des économies d'Asie et le rebond des pays émergents d'Amérique latine, du Proche-Orient et d'Europe, aidés respectivement par des programmes d'ajustement au Brésil et la hausse du prix du brut. L'activité en Afrique devrait s'améliorer et les pays en transition de-

vraient enregistrer une croissance solide pour la seconde année consécutive. »

Voilà donc un an que la météo mondiale est bonne, excellente même en 2000. L'année dernière à pareille époque, les économistes avaient commencé à crier victoire, soulagés de constater que la crise monétaire russe, venue s'ajouter à l'effondrement des économies asiatiques, n'avait pas provoqué l'apocalypse tant redoutée. Les chiffres leur ont donné raison. Le ralentissement de l'activité en 1998 s'est avéré beaucoup moins brutal qu'après les précédents chocs de 1975, 1982 et 1991. En 1999, l'activité mondiale s'est élevée à 3,4 %, contre 2,6 % l'année précédente. La croissance mondiale s'appuie désormais sur plusieurs moteurs et ne repose plus exclusivement sur la vigueur de l'économie des Etats-Unis. Si cette dernière est toujours aussi dynamique (4,9 % selon le FMI en 2000), l'Europe commence à prendre sa part avec une croissance prévue de 3,4 % pour l'Euro-land. Seul le Japon reste à la traîne (1,4 %), et personne n'ose s'aventurer à parier sur l'avenir de l'économie nipponne. Le rebond actuel ne semble pas éphémère, selon le FMI.

L'analyse est la suivante : la planète bénéficie à la fois d'un effet de cycle traditionnel (après vingt ans d'hésitation, les économies sont à nouveau en haut de cycle) et de l'arrivée d'une vague technologique sans précédent. Ce que Laurent Fabius appelle le « fruit » des amours mécaniques entre Kondratiev et

Microsoft, et qu'on nomme aux Etats-Unis la « nouvelle économie ». Les deux phénomènes se combinent pour accélérer la croissance et améliorer sa qualité. Mais ils ont aussi pour conséquence d'introduire des incertitudes jusqu'ici inconnues. Ainsi, la Réserve fédérale américaine et dans une moindre mesure les autres banques centrales passent-elles leur temps à tenter de repérer les paramètres

pertinents de cette « nouvelle économie » pour en mesurer la contribution réelle. Vieille contre nouvelle économie, ou cohabitation harmonieuse des deux ?

Tout irait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Pas tout à fait. « Un certain nombre de pays continuent d'éprouver de sérieux problèmes économiques – dans certains cas en raison de catastrophes naturelles et des mouvements

Le pétrole ne faiblit pas

Les prix du pétrole étaient de nouveau en nette hausse, mardi 29 août à Londres, repassant au-dessus de 31 dollars le baril, dans le sillage de la forte hausse du marché de New York la veille. Le Brent est au plus haut depuis le 16 août. Il avait dépassé 32 dollars le baril le 15 août, son record depuis novembre 1990.

Les marchés continuent à s'interroger sur les intentions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui doit se réunir à Vienne le 10 septembre. Une augmentation de la production des dix pays (indépendamment de l'Irak, toujours soumis au contrôle de l'ONU) est, certes, envisagée. Mais, si elle se limite aux 500 000 barils par jour qu'implique la clause automatique adoptée à la dernière conférence, les livraisons ne seront probablement pas suffisantes pour faire face à la demande hivernale, compte tenu des bas niveaux des stocks. A New York, les prix du gazole ont atteint leur plus haut niveau depuis dix ans.

adverses dans les prix des matières premières –, tandis que la pandémie du sida est une sévère menace économique et humaine, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie », constate le FMI. De nombreux « risques et incertitudes » sont en outre susceptibles de gâcher l'euphorie de ce début de millénaire : « sérieux déséquilibres économiques et financiers dans l'économie mondiale, notamment le déficit record de la balance des paiements américaine et les surplus au Japon et en Europe ».

CONTAGION INFLATIONNISTE

Plus que tout, c'est une surchauffe mondiale que craignent les experts. Le FMI constate que « la plupart des banques centrales poursuivent leur politique de hausse des taux d'intérêt du fait que beaucoup d'économies développées tournent aujourd'hui à plein régime, voire au-delà (...). Sous l'influence des prix de l'énergie, les taux officiels d'inflation ont augmenté et les pressions inflationnistes sont une préoccupation dans les pays les plus avancés dans le cycle ». Toutefois, « la hausse des

indices généraux des prix est bien sous contrôle », estime le FMI pour qui cette situation reflète les marges de ressources inexploitées dans certaines régions du monde, particulièrement au Japon et dans l'Europe des Quinze.

La reprise de l'activité mondiale est-elle suffisamment solide ? La hausse du pétrole et le mécanisme de contagion inflationniste qu'elle contient conduira-t-elle les banques centrales à resserrer drastiquement leur politique monétaire ? Les pays émergents devront-ils faire face à nouveau à une défiance des marchés financiers ? La nouvelle économie va-t-elle s'étendre aux pays du Vieux Continent et soutenir durablement l'activité ? Les zones d'incertitude restent nombreuses. Et, par définition, la prochaine crise économique et financière ne viendra sûrement pas de là où on l'attend. 2001 devrait encore être une année faste. Au-delà, le monde n'est jamais à l'abri de bombes à retardement économiques.

Babette Stern

Ce qui pourrait compromettre les prédictions optimistes des experts

● **Le retour de l'inflation.** On peut dire que l'inflation n'a jamais été aussi basse dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement. Au point qu'il y a encore un an les débats portaient sur les risques de déflation mondiale. La vigueur de l'économie américaine, qui ne se dément pas depuis neuf ans (hausse de 5,3 % du PIB en rythme annuel pour le deuxième trimestre 2000 après une croissance de 4,8 % pour les trois premiers mois de l'année), et la hausse des prix du pétrole viennent à nouveau raviver le spectre de l'inflation.

Aux Etats-Unis, elle est pour l'instant contenue. La situation est plus incertaine en Europe. La Commission européenne a déjà prévenu que sa prévision moyenne de 1,8 % en 2000 dans la zone euro était compromise par la faiblesse de la monnaie unique et le niveau élevé des prix pétroliers. L'inflation devrait atteindre 2,4 % en moyenne dans cette zone. Pour l'instant, la hausse du prix du pétrole n'a pas eu d'effet sur la croissance. Si elle provoquait une accélération des hausses de salaires avec son enchaînement sur les prix, les banquiers centraux pourraient alors prendre peur très vite.

● **Une hausse brutale des taux d'intérêt.** « Le bon banquier central est celui qui ferme le bar lorsque la fête commence à s'animer », disait le banquier central d'Eisenhower, Arthur Burns. Faute de constater un ralentissement de la croissance américaine, Alan Greenspan, l'actuel président de la Réserve fédérale (Fed), va-t-il « fermer le bar » – autrement dit agir préventivement – et la BCE sera-t-elle tentée d'en faire autant pour donner du tonus à l'euro, à son plus bas niveau depuis trois mois ? La Fed, qui a relevé ses taux de près de deux points à 6,5 % en à peine plus d'un an pour

éviter que la surchauffe ne se répercute sur les prix, n'a pas jugé bon de procéder à un nouveau mouvement lors de la réunion de son comité monétaire la semaine dernière. Pour autant, le FMI souligne qu'« il est difficile d'apprécier jusqu'où la politique monétaire américaine (et dans quelques autres pays) devra être resserrée pour s'assurer que les pressions inflationnistes demeurent sous contrôle ».

● **Un faux démarrage du Japon.** Le Japon sort lentement de la récession (1,4 % en 2000) après deux années noires (-2,5 % en 1998, 0,2 % en 1999), mais cette embellie est-elle durable sans une modification de son modèle de croissance passé, axé sur l'exportation d'automobiles et d'électronique pour redynamiser la demande intérieure ? L'urgence est d'achever l'apurement coûteux du système bancaire et de retrouver une spécialité industrielle porteuse de nouvelle croissance. Entre-temps, le gouvernement tâtonne. Il semble devoir abandonner sa politique de relance par les grands travaux, qui est inefficace et a creusé le déficit budgétaire à près de 10 % du PIB. Les faillites d'entreprises se multiplient et la situation des compagnies d'assurance-vie dont les contrats prévoient des intérêts entre 2 % (pour les nouveaux) et 4 % (pour les anciens), alors qu'elles placent leurs actifs à des taux d'intérêt pratiquement nuls, est une véritable bombe à retardement. Tout comme les fonds de pension des entreprises, notamment sous-capitalisés.

● **Un accident de la nouvelle économie.** Il est convenu que la croissance américaine doit 15 % de sa vigueur aux nouvelles technologies : c'est ce qu'on appelle la « nouvelle économie ». Elle suscite beaucoup d'espoirs mais est encore fragile. L'évaluation trop opti-

miste des performances des start-up de l'Internet a contribué à alimenter une bulle spéculative. Une première alerte a eu lieu au printemps 2000, provoquant une légère correction de la Bourse. Les défaillances n'ont jusqu'à présent touché que de petites sociétés. La faillite d'une des vedettes d'Internet pourrait avoir des conséquences imprévisibles sur le Dow Jones, avec un enchaînement négatif sur les banques très impliquées dans la nouvelle économie, une remise en cause de l'effet richesse des consommateurs américains...

● **Une crise des changes.** Celle à laquelle on pense est une dépréciation accélérée de l'euro, malgré les bonnes nouvelles conjoncturelles de la plupart des pays de la zone. Les causes peuvent en être multiples : un « non » des Danois au référendum du 28 septembre sur l'adoption de l'euro, des sondages négatifs en Grande-Bretagne sur le même thème, la défiance persistante des opérateurs à l'égard de la monnaie unique faute d'une bonne visibilité de la politique monétaire de la Banque centrale européenne, un passage plus difficile que prévu des monnaies nationales à l'euro en 2002... Un euro à 0,8 ou 0,7 par rapport au dollar aurait un effet négatif sur les Bourses, nourrirait l'inflation, pousserait les taux d'intérêt à la hausse et ferait chuter les indices de confiance.

● **Une rechute des pays d'Asie du Sud-Est.** La reprise dans les pays d'Asie touchés par la crise est bien là, mais elle jugée « malsaine » par certains économistes en raison de l'absence de réformes structurelles. L'embellie conjoncturelle masque les difficultés microéconomiques non réglées. La Corée du Sud n'a pas abandonné son modèle antérieur d'investissements massifs, l'endettement des entreprises recommence à augmenter, la

réforme des chaebols n'avance pas et il est difficile d'évaluer l'onde de choc que pourrait provoquer la faillite de l'un de ces conglomérats. En Thaïlande et aux Philippines, on observe une montée inquiétante des créances douteuses ; en Indonésie, le système bancaire est sinistré et peu de progrès sont enregistrés dans les restructurations de dettes ; la hausse des taux d'intérêt américains rend la vie difficile aux banquiers centraux de la région ; depuis un mois, les monnaies décrochent par rapport au dollar. Les incertitudes politiques (élections législatives en novembre en Thaïlande, gouvernements très critiqués aux Philippines et en Indonésie, troubles séparatistes et rébellions musulmanes) dissuadent les investissements étrangers.

● **Une défaillance de l'Amérique latine.** Le Brésil, considéré au bord de la faillite il y a dix-huit mois, tire son épingle du jeu, même s'il aura des difficultés à résoudre le problème de sa dette privée et publique sans une baisse significative des taux d'intérêt. En revanche, l'Argentine, dont la monnaie est arrimée au dollar, n'a aucune marge de manœuvre. L'Equateur et l'Uruguay connaissent une période de récession sans précédent qui attise les troubles sociaux.

● **Le déclenchement d'un conflit.** Les points chauds sont suffisamment nombreux pour qu'on puisse écarter tout risque d'explosion. L'Irak avait surpris l'Occident en 1980, l'Irak en 1990, la Russie en 1998. Aujourd'hui, quels effets auraient sur la croissance mondiale une vraie guerre entre l'Inde et le Pakistan, une menace de Pékin sur Taïwan, une succession ratée en Arabie saoudite... ou une catastrophe nucléaire à l'Est ?

Ba. S.

BAC + 2 (DEUG, BTS, DUT...)
BAC + 3 (LETTRES, DROIT, ÉCO...)

INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

CONCOURS D'ADMISSION EXTERNE SESSION DE SEPTEMBRE



TITRE ISG HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT

Contact : Marion Maury - 8, rue de Lota - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 26

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Bill Clinton se rend en Colombie pour soutenir le plan de lutte antidrogue

Washington apporterait une aide de 1,3 milliard de dollars sur cinq ans

La visite éclair du président Clinton, mercredi 30 août à Carthagène (1 100 km au nord de Bogota), scellera le démarrage officiel du plan

Colombie de lutte antistupéfiants, avec une aide américaine de 1,319 milliard de dollars, alors que la politique d'éradication de la drogue dans les

pays andins d'Amérique du Sud, succès notable au Pérou et en Bolivie, se caractérise par un échec total en Colombie.

CARTHAGÈNE

de nos envoyés spéciaux

A la veille de sa visite de quelques heures, mercredi 30 août, à Carthagène, pour manifester le soutien des Etats-Unis au plan Colombie anti-drogue du président Pastrana, Bill Clinton s'est adressé à la population dans un message télévisé. Se voulant rassurant, il a affirmé qu'il ne s'agissait pas d'un plan américain : « C'est vous qui dirigez [...]. Nous n'avons aucun objectif militaire. Nous ne croyons pas en une issue militaire du conflit. Nous soutenons le processus de paix. Notre approche est à la fois pro-paix et anti-drogue. » Reprenant le titre du roman du Colombien Garcia Marquez, il a conclu en promettant non pas « cent ans de solitude, mais cent ans de partenariat pour la paix et la prospérité ».

Mais cette visite suscite l'inquiétude des pays voisins comme celle des organismes de la défense des droits de l'homme. Lundi à Washington, Amnesty International, Human Rights Watch et WOLA (Bureau de Washington pour l'Amérique latine) ont condamné la décision de M. Clinton de lever – pour « raisons de sécurité nationale » – les sept conditions mises à l'octroi de 1,3 milliard de dollars sur cinq ans. Une seule, celle qui prévoit que les militaires coupables de violations des droits de l'homme seront déferés à des tribunaux civils, vient d'être remplie, et encore partiellement selon ces ONG. Selon José Maria Vivanco, de Human Rights Watch, « le seul espoir pour les droits de l'homme réside dans l'application stricte de ces conditions ». « Accorder cette aide sans que celles-ci soient remplies serait envoyer un message erroné », a ajouté George Vickers, de WOLA.

TRAFIQUANTS ÉPARGNÉS

Les ONG font remarquer que le plan Colombie ne vise que les zones contrôlées par les FARC. Or, selon elles, les paramilitaires sont également impliqués dans la transformation et la commercialisation de la cocaïne et opèrent en liaison étroite avec les forces armées qui sont censées les réprimer. « Rien n'est prévu dans le plan pour lutter contre les paramilitaires, sauf sur le plan de la protection des droits de l'homme. Et encore, cette condition a été levée par Clinton », a précisé M. Vickers. Si le président américain ne pèse pas de tout son poids pour que M. Pastrana s'engage sé-



rieusement à réprimer les exactions de l'armée, ce plan perdra toute crédibilité.

Mais les ONG ne sont pas les seules à manifester leurs craintes. Le candidat républicain George W. Bush a souhaité, la semaine dernière, que « nos troupes ne se battent pas en Colombie ». Selon le

général divers, ils craignent que la fémigation des cultures et la probable recrudescence des combats entre la guérilla et l'armée colombienne ne provoquent l'arrivée de réfugiés, de guérilleros et de trafiquants de drogue sur leur territoire. Du Panama au Brésil, tous ont annoncé au cours des dernières semaines le

Bogota charge un diplomate d'une enquête à Amman

Le gouvernement colombien a chargé son ambassadeur en Egypte de se rendre en Jordanie pour y recueillir des informations sur la vente par ce pays de 10 000 fusils AK-47 à l'armée péruvienne, armes ayant ensuite échoué entre les mains de la guérilla colombienne. « Nous espérons que le gouvernement jordanien nous communiquera ce qu'il sait à ce sujet », a déclaré à la presse le président colombien, Andrés Pastrana, lundi 28 août lors de sa première intervention publique sur ce dossier. Si cette affaire « ne met pas en danger nos relations diplomatiques, ni avec le Pérou ni avec la Jordanie », elle nécessite toutefois « une enquête immédiate », a averti M. Pastrana. Le président péruvien, Alberto Fujimori, avait fait état, le 21 août, de l'implication de la Jordanie dans des opérations de trafic d'armes portant sur 10 000 fusils AK-47 en provenance d'Amman et parachutés aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) en 1999. – (AFP)

Los Angeles Times, « le spectre du Vietnam hante le plan Colombie ». Et les pays européens, sur lesquels Washington compte pour payer une partie importante du budget prévu, ne se bousculent guère pour apporter leur obole : seule jusqu'à présent l'Espagne a promis une contribution financière.

Quant aux pays frontaliers, ils s'inquiètent des « effets collatéraux » du plan Colombie. A des de-

renforcement du contrôle militaire des frontières. A long terme, les Etats de la région redoutent paradoxalement le succès du plan. L'éradication des champs de coca en Colombie pourrait en effet provoquer la prolifération des cultures illicites sur leur propre territoire. L'Histoire ne ferait que se répéter : importateur de feuilles de coca en provenance du Pérou et de la Bolivie dans les années 80, la Colombie

en est devenue le premier producteur à la suite des campagnes d'éradication menées par La Paz et Lima avec l'appui des Américains.

Fragilisés par les difficultés économiques et les incertitudes démocratiques de leurs institutions, les pays voisins redoutent les risques de « métastases que pourrait provoquer le plan Colombie », selon le ministre équatorien des relations extérieures. De par sa situation géographique, l'Equateur se sent particulièrement vulnérable. Le département frontalier du Putumayo et celui du Caqueta, où sévit la guérilla, sont en effet les objectifs prioritaires du plan Colombie. Selon les ONG, 40 000 à 50 000 paysans, une fois dépourvus de moyens d'existence, pourraient chercher refuge en territoire équatorien.

La forêt amazonienne protège le Pérou comme le Brésil d'un afflux de réfugiés, mais sur les fleuves frontaliers transitent drogue et précurseurs chimiques, armes et guérilleros. M. Fujimori, chef de l'Etat péruvien, dénonce depuis longtemps haut et fort les risques de contagion du conflit colombien. Pour le politologue Aldo Olan, « le Pérou a des raisons de craindre que le repli de guérilleros colombiens sur son territoire ne provoque la résurgence de mouvements armés, notamment du Sentier lumineux. En dévoilant l'existence d'un réseau de trafic d'armes, M. Fujimori voulait convaincre les Etats-Unis que sa présence est une garantie de stabilité pour la région. »

INDIGNATION VÉNEZUÉLIENNE

Pour le président vénézuélien Hugo Chavez, l'ex-putschiste au discours teinté d'anti-impérialisme, il ne fait pas de doute que le plan Colombie est un plan de guerre aux conséquences dramatiques pour les populations. Malgré le dynamisme des échanges entre la Colombie et le Venezuela, un vieux conflit frontalier envenime périodiquement les relations entre les deux pays. De l'avis d'un fonctionnaire vénézuélien, « Hugo Chavez s'inquiète, entre autres, des moyens exceptionnels donnés à l'armée colombienne sous couvert de lutte contre la drogue ». A en croire les déclarations des dirigeants de la région, le remède proposé par les Etats-Unis pour mettre fin au conflit colombien ne risquerait-il pas d'être pire que le mal ?

Patrice de Beer
et Marie Delcas

Nouvel attentat mortel de l'ETA au Pays basque

Le conseiller municipal du Parti populaire abattu à Zumarraga est le dixième élu tué en cinq ans

MADRID

de notre correspondant

C'est à un conseiller municipal de Zumarraga, en Guipuzcoa, Manuel Indiano Azauste, que l'organisation séparatiste basque ETA, qui poursuit sa sanglante offensive d'été, s'en est prise cette fois. Le jeune conseiller, qui n'avait que 29 ans, a été abattu mardi 29 août vers 10 h 30 du matin, dans le petit magasin de confiserie qu'il tenait au centre de la ville. On devait le retrouver dans une mare de sang, atteint d'une dizaine d'impacts de balles, ce qui conduit la police à penser qu'il y avait au moins deux assassins. Transporté à l'hôpital, il est mort peu après.

Aux yeux de l'ETA, le seul tort de Manuel Indiano Azauste, originaire de Madrid, où il sera enterré, était sans doute, bien qu'il n'ait jamais été un politicien particulièrement en pointe ou virulent, de représenter le Parti Populaire, la formation de centre-droit du président espagnol, José Maria Aznar. Un parti devenu une cible privilégiée, ces cinq dernières années où sont morts ainsi dix élus et conseillers du PP. Malgré la menace, Manuel Indiano Azauste avait préféré renoncer, il y a quelques mois, aux gardes du corps qu'il, disait-il, « l'empêchaient de vivre une vie normale ». La nouvelle de ce dernier attentat, le douzième attentat mortel depuis la fin des quatorze mois de trêve, en décembre, a d'autant plus marqué l'opinion qu'il s'accompagne de circonstances particulièrement tragiques. En effet, la compagne du jeune conseiller assassiné, enceinte de sept mois, a été hospitalisée d'urgence, car elle n'a pas supporté le choc émotionnel.

« NOUVEAU FORUM »

Sur le plan politique, le chef du gouvernement basque, le lehendakari Juan José Ibarretxe, dont le parti, le Parti nationaliste basque (PNV), est très décrié parce qu'il n'a pas rompu clairement ses accords avec les radicaux de Herri batasuna-Euskal Herriarrok, la « vitrine politique » de l'ETA, a proposé de lancer un nouveau « forum » sur la question basque. Forum auquel il a convié, entre autres, les socialistes, ce qui devait inciter M. Aznar, le chef du gouvernement, à une mise en garde : « Attention, devait-il dire au principal parti d'opposition, à

ne pas tomber dans certaines manœuvres déterminées du PNV. » Enfin, de son côté, le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, doit entreprendre cette semaine une importante tournée de consultations sur le Pays basque avec les principales formations politiques.

L'ETA a-t-elle voulu marquer, en assassinant un nouveau conseiller du PP, que, quels qu'ils puissent être les efforts des forces politiques, rien ne peut se faire sans elle ? Peut-être. En attendant, exception faite, comme c'est habituel, de HB-EH qui a « déploré la mort du conseiller », mais expliqué aussi que cet attentat était le résultat de la « stratégie basée sur la répression et l'imposition », les réactions de rejet ont été unanimes. Et de premières manifestations de protestation aux cris de « Assassins, ça suffit ! », se sont tenues à Zumarraga mardi soir.

« LÂCHÉTÉ SUPRÊME »

S'exprimant depuis la Pologne, où il était en visite officielle, José Maria Aznar a lancé un nouvel appel à « l'unité des démocrates face au terrorisme », et a pris le temps d'expliquer, visiblement ému, dans une ville symbolique comme Gdansk qui fêtait l'anniversaire du syndicat Solidarité, que dans son pays « il y a encore des gens qui payent de leur vie le fait de défendre la liberté, la démocratie et leurs idées ». De son côté, le secrétaire général du PP, Javier Arenas, promettait aux Espagnols que « l'Etat de droit triompherait et que les terroristes payeraient pour leurs attentats brutaux ».

La condamnation la plus dure devait venir du lehendakari lui-même. « L'ETA n'est pas plus crainte qu'avant, mais au contraire plus méprisée et plus isolée : tuer et assassiner, c'est la lâcheté suprême », déclarait Juan José Ibarretxe. Prise de position qui ne lui a cependant pas évité les critiques du secrétaire général socialiste, José Luis Rodriguez Zapatero, qui lui a demandé une nouvelle fois d'en finir avec les ambiguïtés et de rompre avec ceux qui appuient les terroristes. Ce mercredi, des rassemblements silencieux contre la violence sont prévus à midi devant les mairies et les institutions des grandes villes du Pays basque et de toute l'Espagne.

Marie-Claude Decamps

La justice suisse éclaboussée par un trafic de cigarettes

BERNE

de notre correspondant

Un présumé parrain de la mafia italienne arrêté en mai dans une clinique privée de Zurich ; un juge de Lugano incarcéré début août, puis remis en liberté provisoire trois semaines plus tard ; la femme du magistrat, elle-même ancienne avocate dudit « caïd de la contrebande de cigarettes » placée onze jours en détention préventive : tels sont les trois principaux protagonistes de la saga estivale qui défraie la chronique du canton italophone du Tessin. Avec ses rebondissements et ses multiples implications locales et transfrontalières, le scandale a fini par prendre l'allure d'un véritable « ticinogate », comme l'a surnommé la presse helvétique.

L'affaire a commencé au lendemain de l'arrestation, le 10 mai à Zurich, de Gerardo Cuomo, un Napolitain de cinquante-trois ans accusé par le parquet de Bari (Pouilles, sud de l'Italie) d'appartenir à une organisation mafieuse impliquée dans la contrebande de cigarettes, d'armes et de drogue. Quinze jours plus tard, l'Italie présentait une demande d'extradition et un jeune député indépendant interrogeait le gouvernement du canton du Tessin sur d'éventuelles complicités dont aurait bénéficié Cuomo pour fonder en 1993 une société d'import-export à Lugano, alors qu'il se trouvait déjà sous mandat d'arrêt international. Le 11 juillet, Berne acceptait formellement la demande d'extradition. Entre-temps, le cerveau présumé du trafic international de cigarettes était transféré dans une prison tessinoise.

CORRUPTION PASSIVE

Le vrai coup de tonnerre est arrivé avec l'arrestation, le 4 août, du président du tribunal pénal du Tessin, Franco Verda. Suspendu de ses fonctions depuis le 13 mai, le juge est soupçonné de corruption passive, d'entraves à l'action de la justice et de violations répétées du secret professionnel. Un procureur nommé pour la circonstance lui reproche d'avoir entretenu des relations amicales avec Gerardo Cuomo par l'intermédiaire de l'avocate de ce dernier, Désirée Rinaldi, épouse de Franco Verda depuis le mois de juil-

let. Le couple aurait, naguère, été vu en compagnie de Cuomo sur son luxueux yacht ancré dans un port italien.

Durant sa détention préventive, M^{me} Rinaldi-Verda a été confrontée à son ancien client à propos d'un versement de 350 000 francs suisses (environ 230 000 euros) qu'il lui aurait fait pour renflouer les caisses d'une société d'eaux minérales dont elle est propriétaire. De son côté, Franco Verda aurait averti Cuomo d'un jugement concernant le blocage par la justice suisse de sommes importantes appartenant à l'un de ses associés, Francesco Prudentino, considéré comme le boss de la mafia des Pouilles et le numéro un de la contrebande de cigarettes passant par le Monténégro.

FRICIONS ENTRE ROME ET BERNE

Le 25 août, le ministère public tessinois a confirmé deux nouvelles arrestations dans le cadre de cette affaire, celle d'un juriste de l'administration cantonale et celle d'un autre avocat du trafiquant présumé de cigarettes. Enfin, les quatre partis gouvernementaux se sont prononcés en faveur de la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur cette affaire et de tenter de rétablir la confiance d'une opinion désabusée par les scandales qui secouent les principales institutions suisses.

Cette affaire suscite aussi quelques frictions entre Rome et Berne. Coïncé entre la péninsule italienne et les Alpes, le petit Tessin (trois cent mille habitants) a toujours servi de plaque tournante à divers trafics et attiré les capitaux bien ou mal gagnés de l'Italie voisine. Dans le cas présent, l'Italie est l'un des seuls pays à maintenir le monopole d'Etat sur le tabac, tandis que la Suisse n'accorde pas l'entraide judiciaire pour la contrebande de cigarettes, considérée comme un simple délit douanier. Critiquant le manque de coopérations des autorités helvétiques, le ministre italien des finances, Ottaviano Del Turco, a déclaré que l'affaire Verda n'était qu'un des aspects juridiques d'un problème plus vaste, lié au système bancaire suisse et à son secret.

Jean-Claude Buhner

Vingt ans après les accords de Gdansk, Solidarité est relégué au musée

VARSOVIE

correspondance

Vendrait, vendrait pas ? Il est venu, car qu'il aurait été une cérémonie anniversaire des accords de Gdansk sans Lech Walesa ? Empâté, encostumé, mais souriant, il a même, contrairement à son habitude, évité de se mettre en avant. Ses mérites d'il y a vingt ans sont, à vrai dire, si évidents qu'il pouvait profiter de l'occasion pour remercier tous ceux qui avaient rendu possible cette « œuvre commune », dont « les droits d'auteur n'appartiennent à personne ». Il a exprimé sa reconnaissance aux ouvriers, aux intellectuels qui les avaient conseillés, aux journalistes qui, par leur présence, avaient dissuadé le pouvoir de recourir à la force, enfin aux prêtres et à la population de Gdansk pour leur soutien aux grévistes.

Les animosités tenaces qui opposent les héritiers d'août 1980 et les rivalités entre candidats à la prochaine présidentielle n'avaient donc pas complètement gâché une fête qui s'annonçait mal. Le successeur de Lech Walesa à la tête du syndicat Solidarité, Marian Krzaklewski, candidat lui aussi à la présidentielle, était présent, mais en retrait : en août 1980, il était en vacances. Tous n'avaient pas été invités et certains l'ont visiblement mal vécu. Comment expliquer autrement que *Gazeta*, le quotidien d'Adam Michnik, qui n'avait pas été convié, ait pré-

féré le lendemain pour sa une une photo d'un dalaï-lama lui-même ignoré par l'ONU...

Il y avait par contre le maire de Berlin, Eberhard Diepgen, venu dire merci à ceux qui avaient ouvert la voie à la réunification de l'Europe. Plusieurs premiers ministres, dont l'Espagnol Jose Maria Aznar et le Néerlandais Wim Kok étaient venus eux aussi, de même que la présidente du Parlement européen, Nicole Fontaine.

ABSENCE DES OUVRIERS

Un homme brillant par son absence, l'actuel président Alexandre Kwasniewski. Certains, y compris parmi les principaux animateurs de la grève d'août, auraient voulu qu'il soit là, ce qui aurait permis d'inviter d'autres présidents, et de montrer que les événements de Gdansk appartiennent désormais à l'héritage de tous les Polonais, quelle qu'ait été leur attitude à l'époque (M. Kwasniewski, âgé alors de 26 ans, entamait une brillante carrière dans les organisations de jeunesse du Parti, et s'il est venu à l'époque à Gdansk, c'est en spectacle, impressionné d'ailleurs par le peu qu'il en avait vu). Grandissime favori de la prochaine présidentielle, M. Kwasniewski aurait évidemment voulu être là, lui qui se veut l'homme de juste milieu et le représentant de tous. Mais il a convenu lui-même, non sans regret, qu'il était encore « trop tôt » pour

que l'anniversaire de Gdansk soit considéré comme une fête nationale. Après tout, soulignait pour sa part un commentateur du quotidien *Rzeczpospolita*, mieux valait sans doute laisser cette journée à ceux qui en furent les véritables héros, tandis que « les autres, et parmi eux Alexander Kwasniewski, pouvaient méditer sur tout ce qu'ils leur devaient ».

Reste ce qui constitue sans doute la véritable fausse note de cette cérémonie : l'absence à peu près totale des ouvriers des chantiers de Gdansk. Ils ne sont plus aujourd'hui que 3 500 – contre 16 000 il y a vingt ans – et le chantier est devenu une entreprise comme les autres. Mais si on a pris le soin d'y tracer une « allée de la liberté », entre le portail jadis couvert de fleurs d'où Walesa haranguait la foule et la salle où siègeait le comité de grève, on aurait sans doute pu penser à inviter ceux qui y travaillent. « Il y a 20 ans je rêvais de liberté et de démocratie, d'une Pologne où on n'oublierait pas les gens », expliquait l'un de ceux qui ont lancé la grève, Jerzy Borowczak, aujourd'hui chef de la section syndicale de Solidarité au chantier. « Aujourd'hui nous avons trois millions de chômeurs, et ce dont nous manquons surtout, c'est de solidarité. »

Jan Krauze

Lire aussi page 16

Les trois anciennes otages françaises de l'île de Jolo ont regagné Paris

Les autorités libyennes avaient organisé une cérémonie d'accueil haute en couleur à Tripoli

Les six ex-otages occidentaux de Jolo libérés dimanche ont regagné, mardi 29 août, leurs pays respectifs. Les trois Françaises, Sonia Wendling,

Maryse Burgot et Marie Moarbès, sont arrivées à Paris à bord d'un Falcon de l'armée de l'air, qui avait été les chercher à Tripoli. Les autorités li-

byennes avaient organisé une longue cérémonie d'accueil dans le quartier bombardé par l'aviation américaine en 1986.

TRIPOLI

de notre envoyé spécial

Surprise à Tripoli, mardi 29 août, lors des cérémonies d'accueil des six anciens otages de Jolo : le colonel

REPORTAGE

Au milieu de bouquets de roses et de plantes vertes, les six ex-otages, épuisés

Kadhafi n'était pas de la revue ! Tout au long de cette journée haute en couleurs et en saynètes surréalistes, il était officiellement retenu à Syrte pour la préparation d'un meeting.

Tout a commencé, à 9 heures du matin, par ce qu'on pourrait appeler une prise d'otages pacifique. En montant dans deux autobus devant l'hôtel Bab el Bahr, les quelque quatre-vingts journalistes étrangers présents étaient persuadés de prendre la route de l'aéroport pour assister à l'atterrissage de l'Iliouchine des otages. Un quart d'heure plus tard, ils se retrouvaient dans les faubourgs de Tripoli, à l'intérieur d'un casernement ceint de hauts murs et de portes blindées, le QG de Bab el Aziyya, qui, malgré des lauriers-roses et des eucalyptus, fleurit le bastion symbolique. Pour rappeler le raid de reprécailles meurtrier opéré le 15 avril 1986 par des F 15 de l'US Air Force contre la résidence du dirigeant libyen — causant la mort d'une de ses filles —, le bâtiment martyr a été laissé en l'état, symbole de la rage anti-américaine. Sur la façade de la résidence décapitée et éventrée par les bombes, les affiches en couleur des amis : Hosni Moubarak, Saddam Hussein, Laurent-Désiré Kabila, Hugo Chavez. Une fresque épique représente Mouammar Kadhafi en cavalier et le menton haut, repoussant l'invasion de la mer sur fond d'avions de chasse libyens détruisant des bombardiers US...

Sous l'oeil débonnaire de soldats au béret bleu, des ouvriers entreprennent de construire un podium et un dais devant la résidence ; les journalistes sont invités à attendre dans une salle de réception en ronde climatisée. Des bouteilles d'eau sont distribuées, mais pas la moindre explication. Le piège a fonctionné, le siège commence. Il durera plus de cinq heures, entrecoupées de brefs moments d'agacement. Peu après quinze heures, dans un ballet de Mercedes et de limousines noires, les officiels, les officieux et les six ex-otages occupent la scène. Bousculades, embrassades, émotion. Les six rescapés du cauchemar philippin, Sonia, Maryse, Marie, Monique, Callie et Werner, dont les visages sont désormais

Entre les deux, les représentants de la « révolution », qui vont, quatre-vingt-dix minutes durant, défendre et illustrer leur convictions humanitaires. Le très long entracte a trouvé tardivement son explication. Après l'atterrissage, les ex-otages et les représentants des gouvernements de leurs pays respectifs avaient été conduits dans un ancien palais royal pour se rafraîchir et se restaurer, mais surtout pour attendre la délégation sud-africaine, composée de Nkosazana Dlamini-Zuma, ministre des affaires étrangères, et de plusieurs membres de la famille de Monique et Callie Strydom. Comme le confesse Charles Josselin, ministre délégué à la coopération : « Chacun est tenu ici à une grande flexibilité. »

Paris poursuivra la normalisation avec Tripoli

Le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, estime qu'« aucune piste ne pouvait être négligée » pour la libération des otages de Jolo, et fait valoir que « le concours de la Libye, s'ajoutant à l'action des Philippins, a été accepté par les Allemands, par les Philippins, par les Finlandais et par [les Français] ». Dans un entretien publié mercredi 30 août par *Le Figaro*, M. Védrine fait remarquer que « la normalisation avec la Libye a débuté il y a un an et demi », après que le Conseil de sécurité de l'ONU eut suspendu les sanctions qu'il lui avait imposées. Ce processus, dit-il, « peut se poursuivre d'autant plus » après l'affaire de Jolo.

Les Africains, les Arabes, les Méditerranéens souhaitent que la Libye soit réhabilitée pour « consolider le nouveau cours » pris par sa politique étrangère, dit-il. Le colonel Mouammar Kadhafi « pourrait » être présent au sommet euro-méditerranéen de Marseille si ce sommet se tient, ce qui n'est pas certain, ajoute M. Védrine.

connus de tous, s'apprennent à vivre la fin de leur purgatoire. Au milieu de bouquets de roses et de plantes vertes, ils s'installent sur la tribune. A gauche, une exposition met en évidence les images effroyables des conséquences du raid américain : du sang, des larmes, des cendres. A droite, d'autres panneaux présentent les activités de la Gaddafi International Charity Foundation : aide aux miséreux et aux malades, visite d'orphelinats. Le mal, le bien.

Commencent les discours, avec traduction. Interminables. Surtout pour les six de Jolo, dont les sourires figés traduisent un état d'épuisement. Oubliant la version officielle, qui veut que seule la Fondation de Seïf El Islam Kadhafi, fils du colonel, soit intervenue, les orateurs libyens ponctuent leurs développements humanistes et leurs souhaits d'un monde plus fraternel et d'un « meilleur climat où il n'y aurait plus de kidnappings ni de

meurtres d'enfants » par des hommages appuyés au « grand leader ». « N'oubliez pas que l'événement heureux que nous vivons porte un nom, et que ce nom est Mouammar Kadhafi. »

Charles Josselin, s'exprimant « au nom de Jacques Chirac, président de la République, de Lionel Jospin, premier ministre du gouvernement et du peuple français », ne peut alors faire moins que de « remercier les autorités libyennes, en particulier le Guide et l'association caritative que préside son fils, pour la part qu'ils ont prise dans la libération des otages ». Le ministre français n'oublie pas les personnes encore retenues, et évoque « les efforts qui restent à déployer ». Il sera suivi et imité par le secrétaire d'Etat allemand Christoph Zöpel et le ministre libanais des ressources hydrauliques, Soleiman Traboulsi. L'émotion sera vive lorsque M^{me} Zuma, en costume traditionnel africain, la tête ceinte d'un bandeau turquoise, souhaitera « bon retour au pays » à ses compatriotes blancs, qui lui sauteront affectueusement au cou.

Le docteur Rajab Azzarouk, infatigable négociateur, ayant conclu les discours, ministres, otages et journalistes s'engouffreront dans la résidence, où les plafonds arrachés, les canapés déchiquetés, les murs béants composent un décor d'apocalypse entre Grand-Guignol et le studio Universal. « Je ne retiendrais pas le terme de mascarade », insiste pourtant M. Josselin, qui veut croire à « une autre relation de la Libye avec le reste du monde ». Sonia Wendling redit sa peine d'avoir dû laisser son compagnon à Jolo, et indique qu'elle parlera davantage lorsque tout sera fini. Maryse Burgot discute au téléphone avec ses camarades de la rédaction de France 2 et évoque la « mauvaise pioche » d'un reportage à risques. Et puis le groupe français regagne le Falcon. Paris sera une autre fête.

Robert Belleret

Washington réclame la libération d'un Américain détenu par Abu Sayyaf

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les Etats-Unis ont réagi, mardi 29 août, à la détention depuis la veille d'un de leurs ressortissants par Abu Sayyaf, réclamant « la libération immédiate et sans conditions de cet otage et des autres otages en captivité sur l'île de Jolo ». « Les Etats-Unis ne passent pas de marché avec des terroristes », a ajouté Washington, rappelant qu'Abu Sayyaf figurait sur la liste américaine des organisations terroristes internationales. De son côté, l'ambassade des Etats-Unis à Manille a annoncé l'envoi de six de ses fonctionnaires à Zamboanga, le port de Mindanao le plus proche de l'île de Jolo.

« Nous n'hésiterons pas à exécuter cet Américain si les gouvernements philippin et américain ne prennent pas en compte nos demandes », avait auparavant affirmé Abu Sabaya, un porte-parole d'Abu Sayyaf, ajoutant qu'un Américain valait dix Européens. Comme il l'avait déjà fait au lendemain de l'enlèvement, le 23 avril, de touristes européens sur l'îlot de Sipadan, proche de Bornéo, le groupe Abu Sayyaf a réclamé la libération de Ramzi Yousef, condamné aux Etats-Unis pour l'attentat contre le World Trade Center en 1993. Mais il a également annoncé deux demandes supplé-

mentaires – et non précisées –, dans un délai de trois jours.

De premières informations avaient indiqué que Jeffrey Craig Shilling, âgé de vingt-quatre ans, avait été enlevé à Zamboanga, alors qu'il rendait visite à Usani, sa fiancée ou épouse, originaire de Jolo. Il semble toutefois qu'il se soit rendu à Jolo-ville pour y rencontrer des parents d'Usani, parmi lesquels figure Abu Sabaya. Selon des sources non confirmées, ce dernier l'aurait invité à aller rencontrer dans son repaire Ghalib Andang, alias « commandant Robot », lequel détient encore six Européens, dont trois Français, et une vingtaine de Philippins. Usani a déclaré avoir plaidé, mais sans succès, auprès de Jeffrey contre cette visite à Jolo.

OFFRE LIBYENNE DE BONS OFFICES

Pour le moment, ce nouveau développement dans une série d'enlèvements amorcée le 20 mars avec la capture d'une cinquantaine d'écoliers et d'enseignants sur l'île de Basilan, voisine de Jolo, ne paraît pas remettre en cause l'accord sur la libération, à une date non précisée, des six derniers Européens détenus par Abu Sayyaf. Cet accord est en effet le fruit d'une négociation directe entre des émissaires libyens et les ravisseurs. En cas de libération

des Européens, Abu Sayyaf pourrait être tenté, par la suite, d'utiliser Jeffrey Shilling, aussitôt accusé sans preuve d'appartenir à la CIA américaine, comme ultime bouclier pour prévenir d'éventuelles attaques de l'armée philippine.

La Libye a annoncé qu'elle était prête, si les Etats-Unis le souhaitaient, à les aider dans la négociation pour la libération de leur ressortissant. Jugeant « prématuré » de se prononcer sur l'offre libyenne de bons offices, le porte-parole du département d'Etat a toutefois rappelé son soutien aux « efforts des négociateurs, quels qu'ils soient, pour trouver une solution rapide à cette affaire ». Le 23 août, Tripoli avait réagi sèchement en apprenant que le département d'Etat avait réitéré son hostilité au paiement de rançons, en échange de la libération d'otages. « Nous n'avons pas payé de rançon et nous n'en paierons pas car la vie humaine ne peut pas faire l'objet d'un marchandage », avait alors rétorqué Hassouna Chaouch, le diplomate libyen qui vient de proposer d'aider à la libération de Jeffrey Shilling. L'armée philippine estime néanmoins que l'équivalent de 40 millions de francs au moins ont déjà changé de mains.

Jean-Claude Pomonti

Les pays musulmans appuient la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est

LES ÉTATS-UNIS se sont félicités, mardi 29 août, d'une déclaration adoptée la veille par le Comité El Qods (Jérusalem) de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) sur le processus de paix. Cette déclaration « reflète la perception par les pays membres du caractère sensible des négociations en cours » entre Israéliens et Palestiniens, a déclaré le porte-parole adjoint du département d'Etat, Philip Reeker. « Nous nous félicitons des tentatives de contributions positives pour que ces négociations réussissent », a-t-il ajouté. Avant la réunion du Comité, le président Bill Clinton avait souhaité que les participants ne mettent pas de l'huile sur le feu des divergences israélo-palestiniennes.

Ce sentiment de satisfaction est partagé en Israël, où une « impor-

tante source politique », citée sous couvert d'anonymat par la radio, a estimé que l'OCI « n'a pas ligoté le président Arafat sur la question de Jérusalem ». Les participants à la réunion « ont décidé de ne pas trancher à la place d'Arafat », a ajouté cette source. « Les pressions américaines ont eu leur effet : le monde arabe n'a pas eu recours aux menaces ou aux déclarations de guerre », a renchéri le quotidien *Yedioth Aharonoth*.

LE RETOUR DES RÉFUGIÉS

Réuni lundi 28 août à Agadir, au Maroc, sous la présidence du roi Mohammed VI et en la présence du président Arafat, le Comité El Qods a exprimé « son opposition à toute limitation de la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est ». Il a appelé tous les Etats du monde à

reconnaître « dès sa proclamation » l'Etat palestinien, avec Jérusalem-Est pour capitale.

« Le comité confirme son soutien à l'Etat de Palestine et à sa souveraineté sur El Qods et tous les sanctuaires islamiques et chrétiens. Il confirme aussi qu'El Qods est la capitale de l'Etat indépendant palestinien », indique la déclaration finale, qui consigne par ailleurs le souhait des participants de voir reprendre les négociations de paix « sur la base de la résolution des Nations unies "Terre contre paix" », c'est-à-dire la résolution 242 consécutive à la guerre israélo-arabe de 1967.

Le Comité demande également à tous les pays du monde de ne pas transférer leur ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem, et plus particulièrement à l'administration

américaine de ne pas mettre en application la résolution du Congrès demandant un tel transfert. Une paix juste au Proche-Orient reste l'un des objectifs des pays membres de l'Organisation de la conférence islamique sur la base de la légalité internationale, soulignent les participants. Ils réclament également l'application de la résolution 194 des Nations unies sur le retour des réfugiés palestiniens, qui est « l'un des fondements principaux » d'un règlement final.

Pour la première fois, une délégation de six évêques chrétiens palestiniens a participé aux travaux du comité, de même qu'une délégation de dignitaires religieux musulmans conduite par le mufti de Jérusalem, l'imam Ikrima Sabri. – (AFP, Reuters.)

Le « Koursk » aurait été coulé par un nouveau modèle de torpille

MOSCOU. Un membre de la commission d'enquête officielle sur le naufrage du sous-marin *Koursk*, le 12 août, Sergueï Jekov, a déclaré, lundi 28 août, que le bâtiment avait coulé alors qu'il effectuait des tirs d'un nouveau système d'arme, selon l'agence Interfax. M. Jekov, un ancien sous-marinier et président de la Douma (assemblée) locale de la région de Primorié (extrême-Orient), a expliqué que le *Koursk* avait heurté un autre sous-mersible alors qu'il se préparait à lancer un nouveau modèle de torpille. Selon M. Jekov, la torpille aurait endommagé un autre bâtiment de la marine russe qui participait aux manœuvres militaires en mer de Barents. Par ailleurs, le vice-premier ministre russe Ilia Klebanov a annoncé mardi 29 août que les opérations de récupération des corps des 118 sous-mariniers décédés à bord du « *Koursk* » commenceraient en septembre et sera menée par « des plongeurs norvégiens et russes ». Toutefois, ni le gouvernement norvégien, ni la société Stolt Offshore, sollicitée pour étudier la remontée des corps, n'étaient en mesure, mardi, de confirmer cette information. – (AFP)

Un ministre palestinien demande des excuses à M. Barak

JERUSALEM. Le député arabe israélien Ahmed Tibi a demandé mardi 29 août des excuses au premier ministre israélien Ehud Barak qui aurait comparé les Palestiniens à des crocodiles, affirmant que « plus on leur donne à manger, plus ils en veulent ». « C'est Barak lui-même qui a prononcé ces mots, et cela procède d'une démonisation des Palestiniens. Le rabbin Ovadia Yosef [chef spirituel du parti orthodoxe Shass] les a réemment qualifiés de "serpents". Raphaël Eytan [un ex-chef d'état-major] les a appelés "des cafards" et Menahem Begin, défunt Premier ministre, a parlé d'eux comme des "bêtes féroces" », a également déclaré M. Tibi à la radio publique, ajoutant : « Comparer les Palestiniens à des animaux est devenu méthodique... C'est normal pour Barak ».

Les deux camps s'accusent mutuellement de l'échec, à Camp David, des négociations portant sur la conclusion d'un accord final avant la date-butoir du 13 septembre, qu'ils s'étaient eux-mêmes imposée. – (AFP, Reuters.)

La Turquie négocie l'achat de six navires de guerre à la France

PARIS. La Turquie négocie avec la France l'achat d'occasion de six bateaux de guerre que la marine nationale a désarmés depuis 1999. Il s'agit de six Avisos déplaçant 1 000 tonnes à pleine charge et destinés à la lutte anti-sous-marine et anti-surface au profit de missions de surveillance des eaux côtières. Cette acquisition entre dans le cadre plus général d'un accord de coopération en matière de défense, signé à la mi-janvier 2000 entre les deux pays. Ces Avisos A 69, construits à Lorient, devront subir des aménagements avant toute livraison. La marine turque a déjà acheté d'occasion à la France cinq chasseurs de mines, de la classe du *Circé* (500 tonnes à pleine charge), conçus à Cherbourg, qui avaient été modernisés et lui ont été livrés entre 1998 et 1999.

DÉPÊCHES

■ **LIBAN : le Premier ministre libanais a qualifié mardi 29 août d'« injustifiée » la mise en garde de Washington** qui a averti ses ressortissants sur les « risques que comporte leurs déplacements à l'intérieur du Liban » et leur a demandé de prendre des mesures de sécurité spéciales. Le département d'Etat a justifié son avertissement par la poursuite de l'instabilité au Liban mais ne fait pas état d'incident précis Payant poussé à publier cet avis. – (AFP)

■ **IRAN : le Mouvement des étudiants réformateurs a accusé mardi 29 août les forces de sécurité** d'avoir encouragé cinq jours de violence islamiste qui ont touché la ville de Khorramabad, entraînant la mort d'un policier. De nombreuses personnes ont été blessées, et 35 hospitalisées, après l'interruption lundi par des gangs extrémistes armés de couteaux et de matraques d'une conférence à l'université de la ville. Les commandos ont ensuite attaqué des bus ramenant des participants à cette conférence dans leurs campus respectifs. « Les organes officiels de l'Etat soutenaient ouvertement les agresseurs », a déclaré le dirigeant étudiant Mohamad Mehdi Tabatabaei. – (Reuters.)

■ **TURQUIE : la justice turque a levé lundi 28 août le mandat d'arrêt lancé deux semaines plus tôt** contre Fethullah Gulen, dirigeant d'une confrérie musulmane, pour « constitution d'organisation criminelle ». Toutefois, le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara, qui avait lancé la procédure, a jugé cette décision « erronée ». M. Gulen, 63 ans, se trouve aux Etats-Unis depuis plus d'un an pour un traitement médical. Ses disciples, considérés comme des islamistes modérés, ont mis en service plus de 300 écoles et des universités en Turquie et dans les pays turcophones. – (AFP)

■ **YUGOSLAVIE : un tribunal de Belgrade a inculpé, mardi 29 août, 14 dirigeants occidentaux accusés de crimes de guerre** commis durant les opérations menées par les forces de l'OTAN en 1999, rapporte l'agence d'information Tanjug. Le président américain Bill Clinton, son homologue français Jacques Chirac, et les chefs de gouvernement britannique et allemand Tony Blair et Gerhard Schroeder figurent sur la liste des accusés, aux côtés de Javier Solana, à l'époque secrétaire général de l'Alliance atlantique. Un porte-parole de l'OTAN, Mark Laity, a déclaré ne pas prendre « ce genre de choses très au sérieux. C'est de la propagande ». – (AFP)

■ **UKRAINE : la banque centrale d'Ukraine a reversé volontairement au Fonds monétaire international (FMI) 95 millions de dollars** en remboursement d'un crédit indûment perçu. La firme d'audit PricewaterhouseCoopers avait découvert lors d'un état des lieux de la banque centrale que le pays avait menti sur l'état de ses réserves en devises en 1997. En septembre 1999 le Fonds a suspendu ses prêts à l'Ukraine jugeant insuffisant le niveau de restructuration de son économie. – (AP)

Découverte d'un trafic d'armes entre la Suisse et le Kosovo

BERNE. Un trafic illégal de matériel de guerre destiné à l'Armée de libération du Kosovo (UCK) a été découvert début juillet en Suisse, a annoncé mardi 29 août le ministère public de la Confédération. Impliquant des Kosovars résidant en Suisse, des citoyens helvétiques et un homme d'affaires français, ce trafic portait sur l'achat d'armes anti-chars d'une valeur d'un million de francs suisses (645 000 euros). Provenant d'Europe de l'Est, ces armes étaient officiellement destinées à un pays africain, mais aboutissaient en réalité en Albanie. Selon les enquêteurs, des Kosovars domiciliés en Suisse avaient chargé l'homme d'affaires français de se procurer du matériel de guerre pour le compte de l'UCK. Entre avril et juillet 1999, ils lui ont remis, ainsi qu'à un associé suisse, quelque 4,5 millions de francs suisses. L'homme d'affaires français et un Albanais du Kosovo, arrêtés le 13 juillet et dont les identités n'ont pas été révélées, ont été placés en détention préventive. – (Corresp.)

Le Timor-Oriental reprend vie avec trois monnaies et quatre langues

Un an après les pillages et les saccages, la situation sur l'île s'est nettement améliorée

Le Timor-Oriental, saccagé et brûlé voilà un an à peine, revit. La phase d'aide d'urgence est pratiquement bouclée. La pauvreté respire : toi-

tures défoncées, murs calcinés, épidémies de paludisme et de tuberculose. Mais il n'y a pas de mendiants, le marché central de Dili déborde sur

les rues voisines, et les gangs armés de machettes, à l'origine de rixes, ne se montrent plus. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

DILI

de notre envoyé spécial

Hello Mister : un Chinois de Singapour n'a pas cherché longtemps pour trouver le nom de son supermarché, où des soldats australiens armés de fusils automatiques

REPORTAGE

A Dili, la reconstruction n'a pas fait disparaître les traces du conflit

croisent des civils australiens en short et chemisette. « Hello Mister » sont les deux premiers mots anglais enseignés à la population en 1999 à la télévision lors de l'arrivée de l'ONU. On trouve de tout, y compris des surgelés importés, à Hello Mister, et il n'y a qu'une chaussée à traverser, dans le centre de Dili, pour gagner le siège de l'Autorité transitoire des Nations unies pour le Timor-Oriental (Untaet), installé dans le palais refait du gouverneur.

Dans une rue située derrière l'évêché encore en ruine, où la messe dominicale de M^{re} Belo attire une foule de fidèles, menuisiers et charpentiers se sont remis au travail : lits, chaises, tables – ce qui s'était consumé l'an dernier revient sur le marché. Un couple de Chinois du cru est revenu : ils importent du bois de l'archipel voisin des Moluques en attendant de voir s'ils peuvent se réinstaller sur place. Leur vaste logement, près de l'aéroport, est occupé par une famille, et de leur hôtel de quatre étages, brûlé avant même son ouverture officielle, seule la structure noircie est intacte.

Sur le port, Ensul, entreprise por-

tugaise, s'attelle à la reconstruction de l'hôtel Makhota, acheté par Stanley Ho, milliardaire et roi du jeu de Macao. Derrière, dans de bien modestes bâtiments sans étage, *Suara Timor Lorosae* (La Voix du Timor-Oriental) vient d'emménager. Fondé fin mai par Salvador Ximenes Soares, ancien éditeur, ce quotidien national résume, en quatre chiffres, les handicaps du Timor-Oriental : 1 200 exemplaires, 12 pages, 4 langues et 3 000 roupies indonésiennes (2,50 francs) pour prix de vente. La plupart des articles sont en indonésien, langue officielle pendant un quart de siècle d'occupation, ou en tetun, la *lingua franca* du territoire, alors que le portugais a été choisi comme langue officielle provisoire. La quatrième langue utilisée par *Suara Timor Lorosae* est l'anglais, à l'intention d'une partie du personnel de l'Untaet et de dizaines d'organisations non gouvernementales étrangères. La roupie indonésienne règne sur les marchés timorais et les commerçants étrangers n'ont pratiquement recours qu'au dollar australien, alors que le dollar américain est la monnaie officielle provisoire, l'escudo portugais ayant perdu cette partie.

« La rentrée aura lieu en octobre. Dans le primaire, le secondaire et à l'université. Ce ne sera pas l'idéal, car il nous faut un peu plus de temps pour former les enseignants. Mais livres, cahiers et professeurs sont prêts », explique le père Filoméno Jacob, infatigable et courageux jésuite qui est chargé des affaires sociales dans le cabinet mixte formé en juillet et qui comprend un nombre égal de Timorais et de fonctionnaires de l'ONU. « Le plus difficile, ajoute-t-il, reste la formation des gens. » A l'université de Dili, le gou-

vernement australien finance, depuis la mi-août, la formation intensive de mille étudiants sélectionnés : deux mois de perfectionnement de la langue anglaise ou d'apprentissage sur ordinateur.

La télévision n'émet qu'une heure par jour et ne touche pratiquement personne, faute de récepteurs. Les émissions de la radio ont nettement progressé : de 4 heures à 15 heures quotidiennes, mais cinq émetteurs sur douze ne sont pas encore arrivés de Darwin, en Australie, et les milliers de petits postes promis par le Japon sont toujours « quelque part sur l'océan », selon un fonctionnaire de l'ONU. Trois Timorais au moins sur cinq n'auraient donc pas accès à la radio. Pour compenser l'absence de nouvelles et couper court aux rumeurs, l'Untaet distribue des feuilles d'information affichées à l'entrée des églises, fréquentées par les trois quarts de la population.

COMBATS DE COQS

Certains mauvais esprits évoquent la « reconstruction des conteneurs », une allusion à l'installation de bureaux climatisés dans des préfabriqués importés, faute de mieux, par les Australiens. Trois de ces derniers, dynamiques et accueillants, ont ainsi posé sur un terrain du centre-ville un hôtel de 86 chambres, le Paximus Lodge, avec toilettes communes, dont ils louent les cellules l'équivalent de 500 francs la nuit, petit-déjeuner compris. Mais la manne ainsi récupérée risque d'être bien temporaire. Déjà, venu de Leningrad (c'est gravé sur les clés de ses 300 cabines), l'*Olympia* va reprendre la mer, sans doute en direction du Proche-Orient : sa licence n'est pas renouvelée.

Une trentaine de restaurants se sont ouverts à Dili depuis le début de l'année, des hôtels endommagés ont été restaurés et des maisons d'hôtes surgissent un peu partout des décombres de septembre. Un restaurant a même eu l'idée de se loger dans une habitation laissée volontairement en ruine : l'Uma Mutuk (la « Maison brûlée »). Cet humour et ces services pour étrangers ne doivent pas éluder les progrès réalisés. Au marché et dans les petites échoppes, les prix ont nettement baissé depuis quelques mois avec la reprise de l'importation de produits indonésiens. Les transports en commun, minibus et taxis collectifs ont fait leur réapparition. Les jeunes trouvent davantage de petits boulots.

Le dimanche, dans une arrièrecour du centre commercial encore dévasté de Dili, des combats de coqs attirent une petite foule de parieurs. Des millions de roupies se jouent. Un coq vaut en moyenne 150 000 roupies (130 francs), et la lame d'acier, de fabrication allemande, dont il est armé en vaut autant.

Sur le port, le 12 août, le petit restaurant Beira-Mar a abrité l'une des premières réunions du tout-Dili : le lancement d'un club informel de la presse a été l'occasion d'un exposé de José Ramos Horta, prix Nobel de la paix 1996, sur le poids décisif des médias internationaux en 1999, quand le Timor-Oriental a brûlé. Des centaines de journalistes étaient alors sur place. Mais pour écouter Ramos Horta dans une salle comble ils n'étaient que quatre, les seuls présents ce soir-là au Timor-Oriental.

Jean-Claude Pomonti

Une épidémie de fièvre jaune s'est déclarée au Liberia

Une campagne de vaccination va être lancée avec le soutien de l'OMS, qui redoute une diffusion rapide de la maladie

L'ORGANISATION mondiale de la santé (OMS) a annoncé, mardi 29 août à Genève, qu'une épidémie de fièvre jaune apparue il y a quelques jours dans le nord-ouest du Liberia continuait sa progression, imposant la mise en œuvre de mesures préventives d'urgence. Une importante campagne de vaccination destinée à prévenir au plus vite 150 000 personnes les plus exposées au risque infectieux devrait démarrer jeudi 31 août avec le soutien de l'OMS, plusieurs organisations non gouvernementales et le gouvernement de Monrovia. Ce dernier avait confirmé le 16 août l'existence d'une bouffée épidémique de fièvre jaune dans la province de Grand Cape Mount, frontalière de la Sierra Leone. A cette date, 29 cas avaient été diagnostiqués, l'origine de l'infection ayant pu être confirmée par l'Institut Pasteur d'Abidjan.

On recense aujourd'hui 79 cas suspects et les spécialistes de l'OMS redoutent une diffusion rapide de la maladie dans un pays dont les structures sanitaires sont dans un état déplorable et dans lequel les mouvements de populations ne peuvent que faciliter l'extension de l'épidémie.

PARADE VACCINALE

La fièvre jaune est une maladie tropicale grave et hautement contagieuse due à la contamination de l'organisme par un virus transmis par le moustique *Aedes Aegypti*. Elle se caractérise par l'apparition de lésions importantes du foie et des reins dont les conséquences peuvent être fréquemment mortelles. La seule prévention contre la fièvre jaune réside dans la vaccination préventive, ef-

ficace, bien tolérée et qui assure une protection d'une dizaine d'années.

La résurgence de la fièvre jaune au Liberia n'est pas pour surprendre les épidémiologistes spécialisés dans les maladies tropicales. La dernière campagne de vaccination dans ce pays, qui date de 1999, avait été limitée à un seul camp de réfugiés. Auparavant, une campagne avait été menée en 1995 mais n'avait touché qu'une très faible partie de la population. L'inquiétude tient aujourd'hui au risque d'extension de l'épidémie des zones rurales de la province de Grand Cape Mount à celles, urbanisées, de Monrovia où vivent environ 1,5 million de personnes. On explique aujourd'hui, à Genève, que la facilité des moyens de transports dans cette zone laisse craindre une rapide diffusion du virus.

Inquiets de la situation ainsi créée, les responsables de l'OMS ont, au plus vite, organisé une parade vaccinale. En quelques jours, 180 000 doses de vaccin anti-fièvre jaune ont été réunies – fabriquées par les spécialistes de l'Institut Pasteur de Dakar – et acheminées vers le Liberia. Environ 150 000 de ces doses seront utilisées dans le nord-ouest du pays et le stock restant dans les régions frontalières de Sierra Leone. « Nous estimons que cette opération préventive coûtera environ 430 000 dollars, a expliqué au Monde Gregory Hartl, porte-parole de l'OMS. Cette somme n'a pas encore été réunie. Pour autant, nous avons jugé indispensable d'engager dès à présent les premières opérations vaccinales préventives. »

Jean-Yves Nau

L'idée : combiner l'Internet de seconde génération avec les dernières solutions et innovations en matière de mobilité. Siemens est la seule société au monde à pouvoir vous proposer, à partir d'une source unique, les réseaux les plus modernes, les équipements et les services associés. Pour en bénéficier : www.siemens.com/mobile-business



Il n'ira plus au supermarché

Il n'ira plus au bureau

Il n'ira plus à la banque

Rendez votre business mobile*

Le monde change. Et avec lui les comportements et les besoins. D'ici peu, plus de 200 millions de personnes feront leurs achats, participeront à des enchères, iront à la banque et réserveront leurs voyages où et quand cela leur plaît – via leur téléphone portable WAP.

Vous devez être prêt. Nous le sommes déjà : Siemens rend l'Internet mobile.

Depuis les réseaux complets jusqu'aux équipements les plus récents en matière de communication vocale, de transmission de données ou vidéo, nous vous conseillons et vous proposons l'ensemble des solutions mobile business.

Siemens est la seule société au monde à le faire et à vous garantir que vos services et vos produits seront disponibles partout, quel que soit le terminal d'accès. Et comme tout provient d'une source unique, c'est plus rapide, plus facile et plus fiable. Une chose est sûre : c'est aujourd'hui que vous décidez avec qui vous ferez votre business de demain.

* Les affaires mobiles

Information et Communication

POLITIQUE Jean-Pierre Chevènement a annoncé, mardi 29 août, qu'il souhaite « organiser un pôle républicain dans la gauche et dans le pays ». Il a précisé que son parti, le Mouve-

ment des citoyens, demeure au sein de la majorité. ● LA MOUVANCE RÉPUBLICAINE, davantage composée d'intellectuels que d'élus, est aujourd'hui émietlée, à droite et à

gauche, en de nombreux cercles et réseaux. Plusieurs de ses représentants participent à l'université d'été du MDC, les 2 et 3 septembre. ● SAMI NAÏR, vice-président de ce parti, ex-

prime le souhait, dans un entretien au Monde, d'établir « des convergences avec tous les mouvements sociaux dynamiques et tournés vers le progrès ». ● LES « SOUVERAINISTES » proches

de Charles Pasqua et du RPF observent avec intérêt l'initiative de M. Chevènement. Ils s'interrogent cependant sur sa faisabilité à l'approche de l'élection présidentielle.

Jean-Pierre Chevènement veut organiser un « pôle républicain »

L'ancien ministre de l'intérieur assure qu'il demeure dans la majorité de gauche. Il entend y exercer une « magistrature d'influence ». Les souverainistes de droite accueillent cette initiative avec un intérêt mêlé de scepticisme

VENUS du Parti socialiste, du communisme, de l'extrême gauche, et parfois de l'extrême droite, intellectuels de la politique plus que praticiens, liés par mille réseaux d'amitiés, d'aventures communes et autant de controverses doctrinales, ils seront tous là, ou presque, à Grasse samedi 2 et dimanche 3 septembre, pour l'université d'été du Mouvement des citoyens (MDC). Quatre jours après la démission de Jean-Pierre Chevènement, le calendrier paraît taillé sur mesure.

D'où viennent-ils, ceux qui rêvent de constituer ce « pôle républicain » auquel les appelle l'ancien ministre de l'intérieur ? Il y a, bien sûr, ceux du MDC, créé en 1993 sur le socle du « non » à la guerre du Golfe et du « non » à Maastricht. Pour beaucoup anciens du Ceres, l'ancien courant de M. Chevènement au PS dès les années 70 – comme Didier Motchane ou Georges Sarre – mais de nouvelles têtes aussi, comme Catherine Couard. Entrée au PS à dix-neuf ans, médecin urgentiste passionnée d'économie et candidate aux prochaines municipales à Montélimar, elle définit les chevènementistes comme « gransciens : des pessimistes actifs, ou plutôt des pessimistes de la pensée et des optimistes de l'action ». Elle ajoute : « On est restés des marxistes critiques. »

Mais le plus « flamboyant » de ce cercle assez austère est sans doute Sami Naïr, aujourd'hui député européen. Universitaire brillant, modèle de l'intégration républicaine, il passe dans les années 70 par le trotskisme, côté LCR, comme tel autre conseiller proche de l'ancien ministre tenu à la discrétion par ses fonctions administratives. « Mais ce n'est pas cela le plus important, dit-il aujourd'hui. Dans les années 60, je croyais à la révolution, dans les années 70, je me suis replié dans le travail intellectuel, dans les années 80 j'ai vraiment découvert la République avec Jean-Pierre Chevènement, Max Gallo, Régis Debray. » Avant de s'engager dans le combat

« contre le racisme et l'extrême droite », résume-t-il. C'est grâce à Jean-Pierre Chevènement que je suis revenu à la politique ».

Bien au-delà de son petit parti politique, le fondateur du Mouvement des citoyens bénéficie d'un « réseau d'amitiés intellectuelles », tissé depuis trois décennies. « On rejoint Jean-Pierre Chevènement sur un certain nombre d'idées ; on n'est pas son disciple », explique le sociologue Pierre-André Taguieff. C'est à la fin des années 80, sur « l'émergence de l'ethnonationalisme », dont « la Corse constitue un exemple actuel » qu'il a rencontré le ministre. Dès novembre 1998, M. Chevènement a lui-même théorisé les contours de ce « courant républicain aujourd'hui dispersé : si le MDC en exprime la cohérence idéolo-

gique, observait-il, il existe aussi à l'état de sensibilité au sein du PS et du PC, et plus encore dans l'électorat populaire ». « Bien évidemment, un courant intellectuel brillant illustre aussi, avec Régis Debray, Claude Nicolet, Max Gallo, Paul Thibaud, Emmanuel Todd, Jean-Claude Guillebaud, Jean-François Kahn et beaucoup d'autres, la forte persistance de l'idée républicaine en France », ajoutait-il.

Tous ont appartenu au club Phares et Balises, lancé en 1992 pour « faire entendre un filet de voix républicaine », dans le sillage intellectuel du chevènementisme. Sabordé en août 1996, quinze mois après l'élection de Jacques Chirac, ce club a permis la rencontre des républicains de droite et de gauche. Comme allait tenter de le faire, à nouveau, à partir de 1998, la

Fondation Marc Bloch, rebaptisée, depuis, Fondation du 2 mars : mêlant intellectuels, journalistes et hommes politiques du PCF, du MDC et des proches de Charles Pasqua ou de Philippe Séguin, ses animateurs sont aujourd'hui partagés. Philippe Cohen, rédacteur en chef de Marianne, constate que « sur l'Europe, les point de vue de Jacques Delors et de Jean-Pierre Chevènement ne sont pas éloignés » et l'ancien commissaire au Plan, Henri Guaino, plaide pour que se rapprochent « fédéralistes sincères » et « souverainistes éclairés ». Didier Motchane, François Morvan ou encore Pierre Lévy, auteur de « Bastille, République, Nation », ont, au contraire, choisi de rester fidèle au « souverainisme », considéré, par certains, comme un nouvel « internatio-

nalisme ». Membre du comité central de la LCR jusqu'en juin et en rupture de ban avec Alain Krivine, M. Morvan juge que, « face au libéralisme, doit se construire un discours républicain d'ensemble, avec des gens de gauche et les vrais héritiers du gaullisme ».

RUPTURE AVEC JACQUES CHIRAC

Parmi eux, Paul-Marie Coûteaux n'est pas le moins bouillonnant. Député RPF au Parlement européen, il sera lui aussi à Grasse. Certains chevènementistes préféreraient le voir ailleurs et, pourtant, il compte les convaincre que la popularité croissante de Jean-Pierre Chevènement devrait les inciter à sortir de la gauche « plurielle ». Pourquoi ne pas élargir le pôle républicain à la droite qui a

consommé sa rupture avec Jacques Chirac, pense M. Coûteaux ? Y compris pour la présidentielle.

Cette droite et cette gauche républicaines, il les connaît bien. Entré au Ceres à dix-huit ans, après un bref passage à Lutte ouvrière, et après l'ENA, il a travaillé pour Michel Jobert puis pour le gaulliste de gauche Philippe de Saint-Robert, avant de revenir en 1988, auprès du ministre de la défense Jean-Pierre Chevènement, pour rédiger ses discours. On le retrouve en 1993 auprès de Philippe Séguin dont il s'éloigne en 1995 sur le dossier européen. Il se rapproche alors de Demain la France, créée par William Abitbol, un proche de Charles Pasqua, et se retrouve tout naturellement sur la liste de ce dernier aux élections européennes. « J'ai une lecture capétienne de l'histoire de France, ce qui me vaut des sympathies chez les monarchistes », explique-t-il.

A Grasse, il retrouvera une délégation de l'association Franc, Front républicain des associations nationales et citoyennes, créée cet été par Jean-Louis Arajol, un autre membre du RPF passé par le Parti socialiste qu'il a quitté en 1989. Secrétaire général du Syndicat général de la police, syndicat de gauche, ce franc-maçon a participé à la création, en 1990, d'Initiative républicaine, pour la quitter en 1999. « Je n'étais pas parvenu à convaincre de la nécessité de rassembler la gauche et la droite républicaine », explique-t-il. Dans ses efforts de liaison entre la droite et la gauche, M. Coûteaux reçoit le total soutien de William Abitbol, venu de l'extrême droite et plus précisément d'Occident, avant d'être RPR, puis RPF. Il cherche désespérément le successeur de Charles Pasqua. Si cet homme providentiel capable de fédérer souverainistes et républicains de gauche vient de la gauche, pourquoi pas ?

Alain Beauvère-Méry,
Christiane Chombeau
et Béatrice Gurrey

Le président du MDC entend exercer « une magistrature d'influence »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT n'est plus membre du gouvernement, mais il demeure dans la majorité. Le ministre de l'intérieur démissionnaire ambitionne d'« exercer une magistrature d'influence dans la vie politique française », mais il conserve l'« amitié ancienne » qui le lie à Lionel Jospin, homme politique « avisé », « homme de qualité qui a fait des choix politiques courageux dans un certain nombre de domaines ». Lundi 29 août, le président du Mouvement des citoyens (MDC) est venu expliquer, au journal de 20 heures de TF 1, les raisons qui l'ont conduit à sanctionner par une démission son « désaccord » avec le premier ministre sur la Corse. Il est aussi venu annoncer son ambition « d'organiser un pôle républicain dans la gauche et dans le pays ».

Sur le dossier corse, « l'objet précis de mon désaccord, qui m'empêchait de présenter ce texte devant le Parlement sauf à renier toutes mes

convictions, et qui était non-conforme à ma dignité élémentaire, c'est la dévolution [à l'Assemblée insulaire] du pouvoir de faire la loi », a rappelé M. Chevènement. « Si on revient à une France d'ancien Régime où chaque province vote sa loi, a-t-il ajouté, je considère que c'est une atteinte à la définition même de la France par la citoyenneté, comme communauté de citoyens. Je ne souhaite pas ce retour

en arrière. Je pense que la République n'est pas une parenthèse à reformer ».

Reste à « rebondir », comme après les précédentes démissions de M. Chevènement, en 1983 et en 1991. Le président du (MDC) croit « qu'il est nécessaire d'organiser un pôle républicain dans la gauche et dans le pays », ne serait-ce que pour que la majorité « plurielle » ne soit pas « simplement la résul-

tante des poussées opérées par les Verts sur le Parti socialiste ». Le MDC, qui tient son université d'été à la fin de la semaine, à Grasse, dans les Alpes-Maritimes, « porte une certaine exigence républicaine, à laquelle beaucoup ne sont pas insensibles dans le pays et bien au-delà de la gauche » et peut servir de point de départ pour ce regroupement, estime M. Chevènement.

Ses propres amis mesurent le travail qui les attend. S'ils jugent, comme Georges Sarre, que « le gaullisme est devenu une caricature, le PC est incapable de se relever, le couple Verts-PS tombe dans la sur-recherche méthodique », ils ne se cachent pas non plus, comme Jean-Pierre Michel, député de Haute-Saône, que le MDC « était en léthargie quand "JPC" était au gouvernement ». « On s'est tu à l'Assemblée nationale, notre message était broyé, surtout au moment des européennes. Maintenant, nous retrouvons notre liberté de parole », espère M. Michel.

Vers une partielle à Belfort

Gilberte Marin-Moskovitz (Territoire de Belfort, MDC), députée suppléante de Jean-Pierre Chevènement, « partage entièrement » l'analyse de ce dernier sur la Corse et « approuve sa démission du gouvernement ». En 1991, après la précédente démission de M. Chevènement, elle avait déjà démissionné de l'Assemblée nationale pour provoquer une élection législative partielle et permettre à l'ancien ministre de retrouver son siège. Elle envisage de faire de même, aujourd'hui. « Il est certain que le fait de se retrouver à l'Assemblée nationale pourra lui permettre de peser sur les textes », observe M^{me} Marin-Moskovitz. Mais elle n'a pas encore donné sa démission. « Le moment n'est pas venu, nous en parlerons aux Journées d'été », c'est-à-dire dans quelques jours, ajoute la députée.

Sous le regard des « souverainistes » de droite

« **HOMME HONNÊTE** », « courageux », ayant la « stature d'un homme d'Etat ». La droite « souverainiste » du Rassemblement pour la France de Charles Pasqua fait l'éloge de Jean-Pierre Chevènement. Ses représentants se plaisent à relever leurs points communs. Comme lui, ils critiquent les accords de Maastricht sur la Corse, refusent l'Europe de Maastricht, s'en prennent à la mondialisation et campent sur des idées nationales républicaines. Est-ce à dire qu'ils envisagent de le rejoindre au sein du « pôle républicain » que le ministre démissionnaire appelle de ses vœux ? Certains s'apprentent à y travailler, d'autres, qui croient encore au clivage droite-gauche, sont plus réticents.

« J'ai toujours dit que, sur l'essentiel, le rassemblement des républicains des deux rives n'est pas impossible », explique Charles Pasqua. « Qu'un jour nous soyons amenés à avoir des actions qui se rejoignent, pourquoi pas ?, ajoute-t-il. Mais il faut laisser passer le temps. » C'est aussi ce que pense William Abitbol, député européen. « Je ne vois pas la droite s'associer à la gauche, et vice-versa, d'ici les municipales, explique-t-il. Ces élections sont trop partisans. La rencontre ne pourra se faire qu'autour de l'élection présidentielle. »

A entendre M. Abitbol, ce qui sépare les souverainistes des républicains de gauche serait bien mince : « Je suis pour la taxe Tobin et je suis allé soutenir José Bové à Millau... » A diverses reprises, depuis le débat sur Maastricht en 1992, leurs chemins se sont croisés. Cet ancien militant d'extrême droite espère qu'ils ne rateront pas le nouveau rendez-vous. « Je ne vois pas plus de destin national pour Chevènement que pour Pasqua s'ils se cantonnent au sein de leur propre camp. Ces hommes sont profilés pour tenter à nouveau ce

qu'on peut appeler la synthèse gaulliste sur la ligne de résistance à la mondialisation et à l'affaiblissement de l'Etat », estime-t-il. Mais qui fera cette synthèse ? « Il reste dix-huit mois avant l'élection. Pasqua est bien placé, mais si c'est Chevènement j'en ferais mon bonheur. » En attendant, M. Abitbol se propose de créer, avec deux autres députés européens RPF, Florence Kuntz et Paul-Marie Coûteaux, une association, Combat souverainiste, qui permettra « la rencontre de ceux qui se reconnaissent dans la rupture de Pasqua à droite et de Chevènement à gauche ».

CE QUI SÉPARE

Dimanche 3 septembre, M. Coûteaux sera présent à l'université d'été du MDC. Là, il compte plaider pour la création d'un comité de liaison entre républicains de gauche et de droite afin « d'élaborer une plateforme commune en vue de 2002 ». M. Coûteaux retrouvera à Grasse Claude Beaulieu, qui représentera le Front républicain des associations nationales et citoyennes (Franc), créé en août par un autre RPF, Jean-Louis Arajol, pour « réunir les républicains de droite et gauche ». M. Beaulieu espère convaincre M. Chevènement de signer, comme M. Pasqua, son appel pour organiser une manifestation sur la Corse.

Au RPF, certains sont cependant plus réticents à l'égard de M. Chevènement. Jacques Myard, député RPF des Yvelines, aime « échanger des idées » avec les républicains de tout bord, mais n'oublie pas ce qui les sépare : le pacs, l'immigration... « Jusqu'à nouvel ordre si le RPF et la droite arrivent au pouvoir, ce sera avec le RPR et l'UDF. Les électeurs veulent des choix clairs, affirme-t-il. Il faudrait une grave crise pour dépasser le clivage droite-gauche. »

Ch. Ch.

Sami Naïr, vice-président du Mouvement des citoyens « Nous recherchons des convergences avec tous les mouvements sociaux dynamiques »



SAMI NAÏR

« **Au-delà du différend sur la Corse, la démission de Jean-Pierre Chevènement amorce-t-elle une stratégie de rupture avec Lionel Jospin ?**

« La question est aujourd'hui de savoir si les discours d'investiture de Lionel Jospin en juin 1997 a tenu toutes ses promesses. Il avait alors placé son gouvernement sous le signe de la République, en matière de citoyenneté, d'école et sur le plan social. Cette ligne a bien été suivie la première année, mais écornée depuis. Je pense notamment, à l'affaire Michelin lors de la rentrée 1999 et à l'infléchissement libéral. Tout se passe comme si le mot d'ordre « retour en tout à la République » faisait déjà vieux. Nous préférons entendre encore la voix et pas seulement son écho.

« Pour nous, ce modèle n'est pas une rhétorique : il s'incarne dans l'équilibre des rapports sociaux, dans la défense d'un certain nombre d'acquis séculaires, dans le rôle de la France dans la lutte contre la mondialisation libérale. Nous n'acceptons pas qu'un marché déréglé soumette la collectivité à sa loi. Nous demandons que se mette en place un système de régulation du système économique international. C'est une conception de l'Etat républicain, fondée sur l'égalité des citoyens. La démission de Jean-Pierre Chevènement ne signifie pas une rupture avec Lionel Jospin. Elle signifie surtout un désaccord fondamental sur l'orientation choisie pour la Corse.

« **Vous annoncez vouloir construire un pôle républicain à gauche. Avec qui ?**

« Je voudrais le préciser : même si des républicains « de l'autre rive » peuvent être déçus, nous voulons construire un pôle à gauche. Ceux qui croient qu'ils peuvent nous attirer à droite se font des illusions. Notre ligne est nette et claire : nous sommes de gauche, où nous sommes convaincus qu'il existe un espace pour nos idées. Par exemple, au sein du PS, beaucoup sont conscients des menaces qui pèsent sur la République, notamment à partir des concessions qui ont été faites pour la Corse (dévolution d'un pouvoir législatif, enseignement obligatoire du Corse, etc.).

« En même temps, nous considérons que le combat pour la défense du modèle républicain peut mobiliser aussi ceux qui ne partagent pas nos positions sociales. Il y a des divergences, par exemple, entre les républicains sur ce qu'a proposé le Medef. Nous pouvons partager avec Charles Pasqua une certaine idée de l'Etat, mais non son soutien aux attaques du patronat contre les travailleurs. Ceux qui veulent nous rejoindre sur ces bases sont les bienvenus.

« **Les convergences que vous recherchez sont donc plutôt du**

côté de José Bové, voire d'Attac ?

« Nous recherchons des convergences avec tous les mouvements sociaux dynamiques et tournés vers le progrès. Nous sommes conscients du renouvellement des pratiques politiques, des nouvelles thématiques qui surgissent (égalité entre les sexes, droit des minorités, citoyenneté partagée, etc.). Nous sommes partie prenante du combat contre la mondialisation sauvage. Attac, c'est bien. C'est un mouvement civique, porteur d'avenir. Il ne faut pas chercher à le récupérer. Il faut l'aider, aller au-delà de la taxe Tobin. Cela passe par une réflexion, non seulement sur le rôle des acteurs de la société civile (ONG, etc.) mais aussi de l'Etat. Que peut, que doit faire l'Etat ? La France ne devrait-elle pas proposer, durant la présidence européenne, une stratégie commune de régulation ? Nous voulons ouvrir ce débat. José Bové mène un combat positif, nous menons le même combat.

« **Quelle est la traduction politique de votre démarche ?**

« Nous souhaitons que cette gauche soit présente dans toutes les échéances électorales à venir. Jean-Pierre Chevènement est l'incarnation de cette voie républicaine. Nous ferons tout pour qu'il réussisse dans ce combat.

« **Y compris lors de l'échéance présidentielle ?**

« Permettez-moi une sentence biblique : « Heureux celui qui sait ce qu'il fera dans deux ans. »

« **C'est pourtant bien la logique de votre démarche et vous n'êtes pas le dernier à plaider en ce sens depuis des mois...**

« Je dis que le point de vue répu-

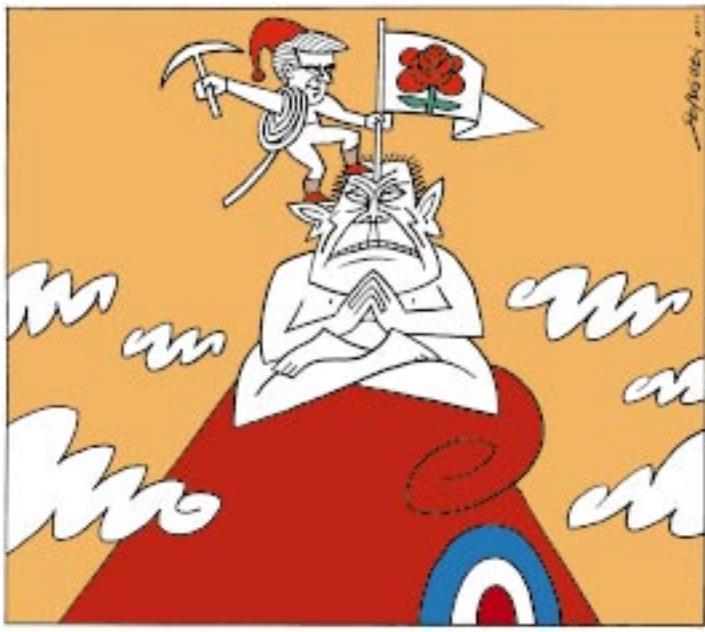
blicain de gauche doit être représenté dans toutes les échéances. Avant, pendant, après les élections.

« **N'êtes-vous pas en train de décrire la fin de la gauche « plurielle » ? Comment continuer à aller ensemble aux élections ?**

« Il est clair qu'il y a des différences fondamentales. Par exemple, entre nous et les Verts. Nous sommes des républicains sociaux, ils sont des libéraux individualistes, soit de gauche, soit apolitiques. Ils plaident pour le démantèlement du modèle républicain français qu'ils qualifient de jacobin. C'est pour nous inacceptable. Ils sont pour une Europe-mais pas, selon nous, sera dominée par les multinationales. Ce n'est pas l'environnement qui nous différencie. Nous sommes tout aussi convaincus qu'eux qu'il faut nous préoccuper de l'environnement et nous allons nous y atteler dans une perspective républicaine.

« Quant aux élections, les listes sont déterminées par des programmes. Si nous arrivons à nous mettre d'accord sur des programmes, qui sont des compromis, nous continuerons comme en 1997. Les négociations sont déjà très avancées avec nos partenaires. Nous y défendons nos positions. Nous appartenons à la majorité « plurielle » et à la gauche. Le fait que nous défendions notre propre idée de la République tient au sentiment qu'elle le mérite plus que jamais. Nous voulons donner un vrai contenu à la majorité « plurielle », avec et au-delà d'une appartenance au gouvernement. »

Propos recueillis par
Béatrice Gurrey



La droite entre hommages et critiques à l'égard du ministre de l'intérieur

REFUSANT de participer « au chœur des pleureuses pour déplorer la démission de Jean-Pierre Chevènement », Alain Madelin a réaffirmé pour l'essentiel, mardi 29 août, son soutien à la démarche conduite par Matignon sur la Corse, en dépit des vives critiques exprimées par certains élus DL. Lors d'une conférence de presse, le président de Démocratie libérale a également pris la défense du président de l'Assemblée de Corse et chef de file des députés libéraux, José Rossi, qui, selon lui, « n'a pas fait de concessions à Matignon ».

Affirmant sa volonté de « saisir la Corse au bond » en soutenant un accord qui « permet de déverrouiller le jacobinisme français », M. Madelin a demandé au gouvernement de « ne pas faire une exception corse, mais une politique de pouvoirs régionaux pour la France ». Concernant la Corse, le président de DL a toutefois souhaité « qu'il y ait de sérieux garde-fous », susceptibles notamment de prévenir tout « risque clanique, sinon mafieux ». Affirmant lui aussi que les démissions de M. Chevènement avaient été « chaque fois

une erreur », l'ancien président de l'UDF, François Léotard, a salué, mardi sur France Inter, la « méthode de clarté » choisie par le premier ministre en Corse.

A l'inverse, la plupart des responsables de la droite ont – à des degrés divers – rendu hommage à M. Chevènement, en imputant son départ à un processus corse qu'ils désapprouvent. Le président du groupe RPR du Sénat, Josselin de Rohan, note ainsi que M. Chevènement « fait preuve d'honnêteté » en refusant de « cautionner un pari aventureux et un accord douteux ». Selon le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Philippe Douste-Blazy, le départ de M. Chevènement ouvre « une crise de la méthode gouvernementale, dans la mesure où cette démission sanctionne une politique qui n'a pas voulu faire de l'arrêt de la violence un préalable à toute évolution du statut en Corse ». « La leçon de tout cela, c'est que la République, de grand principe, est ravalée au rang de sensibilité », a déploré pour sa part Philippe Séguin (RPR).

Jean-Baptiste de Montvalon

POUR SON BUREAU national de rentrée, mardi 29 août, le Parti socialiste a débattu, pendant plus de deux heures, davantage de la Corse que de la démission de Jean-Pierre Chevènement. Après le trouble exprimé par plusieurs socialistes, comme Jean-Luc Mélenchon ou Henri Emmanuelli, tous deux absents, François Hollande a sifflé la fin de la « récréation ». Le premier secrétaire du PS a exprimé son « respect » pour Jean-Pierre Chevènement, « les exigences qui sont les siennes et le travail accompli », mais il a surtout manifesté son « incompréhension » pour une démission qui lui paraît résulter d'une « lecture erronée » du processus de Matignon. Plusieurs participants ont abondé dans le même sens, en jugeant que le ministre de l'intérieur avait démissionné pour des raisons extérieures au dossier corse. « Jean-Pierre Chevènement a toujours montré que la gauche était sa vraie famille », a voulu rassurer M. Hollande, pour qui le MDC a toujours sa place dans la majorité.

Devenu secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Christian Paul, jusqu'alors chargé de l'agriculture au

secrétariat national, n'a pas introduit le débat corse et en a laissé le soin à Vincent Peillon. « L'alternative n'est pas la République ou la Corse mais la Corse dans la République », a souligné M. Peillon en répliquant à M. Mélenchon, qui avait estimé que « mieux vaut perdre la Corse que la République ». Le ministre délégué à l'enseignement professionnel a été au centre des critiques, plus encore que M. Emmanuelli. S'inquiétant d'un « certain barrisme de l'opinion », Henri Weber a reproché au chef de file de la Gauche socialiste de « participer à la stigmatisation des Corses en général ». « On peut être un excellent agitateur, mais au gouvernement ce n'est pas cela », a renchéri Pierre Mauroy, pour lequel le rôle d'un ministre n'est pas de jouer contre son propre camp. « On ne peut pas construire une République moderne contre ses territoires », a souligné l'ancien premier ministre.

Même si Louis Mermeas a reconnu « la légitimité des interrogations » de M. Chevènement, seule la Gauche socialiste a fait entendre une voix discordante. Marie-Noëlle

Lienemann a dit « partager » bien des « inquiétudes » du ministre démissionnaire et, avec Harlem Désir, elle a refusé de prendre part au vote sur le communiqué du bureau national. Ce dernier appuie « un accord politique global et sans précédent » qui a su à la fois « prendre en compte les spécificités de la Corse et respecter les principes qui constituent le ciment de l'unité républicaine ». « Le retour de l'Etat de droit reste et demeure une priorité de l'action gouvernementale en Corse », poursuit le texte.

DÉBATS FANTASMATIQUES

Solidaire des Corses attachés à l'ordre républicain, le PS « fait sien cette démarche qui ne s'est vu opposer à ce jour aucune alternative crédible ». Il rappelle qu'il sera « attentif à ce que l'enseignement de la langue corse se fasse dans le respect des principes de l'école de la République, à l'abandon définitif du recours à la violence et à la lutte armée ainsi qu'au refus de toute amnistie des crimes de sang ».

Jean Glavany, ministre de l'agriculture, a insisté, comme Elisabeth Guigou, sur le « rétablissement de

l'Etat de droit ». La ministre de la justice a souligné, comme M. Hollande, le besoin d'expliquer à l'opinion le contenu du processus de Matignon pour mettre fin à ce que M. Weber a appelé des « débats fantasmagiques ». « L'arrêt de la violence n'est plus un préalable à l'ouverture du dialogue, a noté M. Weber, mais la progression de la mise en œuvre de ce processus, conditionnel et réversible, est conditionnée par le silence des armes ».

Les premiers fédéraux de Corse n'ont pas mérogé leur soutien à ce que Laurent Croce (Haute-Corse) a appelé « le plan Jospin ». « Il faut arrêter de parler d'un accord de Matignon, on n'est pas en Palestine ! », a-t-il lancé. Jean-Marc Cibriani (Corse-du-Sud) a expliqué que les Corses avaient déjà beaucoup de latitude à l'école maternelle et dans le primaire pour faire enseigner leur langue mais que « beaucoup de Corses s'y refusent, car c'est très connoté indépendantiste ». Alain Vidalies, ex-popeniste, a apporté son soutien à un processus « historiquement important ».

Michel Noblecourt

Les adieux Place Beauvau : « Mettez-vous à la disposition de vos successeurs »

LE DERNIER JOUR, dans la vie des ministères, est toujours consacré aux souvenirs, aux promesses et aux pots d'adieux. Dans une toute autre circonstance – un limogeage, une défaite électorale – les couloirs sont envahis de cartons et l'on fait la queue devant la broyeuse pour éliminer des kilos de notes confidentielles ou de dossiers compromettants. Mais la démission de Jean-Pierre Chevènement était trop attendue pour que chacun n'ait pas déjà largement préparé son déménagement. Quant à la broyeuse à documents, le ministre démissionnaire a d'emblée prévenu ses collaborateurs : « Faites en sorte que la passation de pouvoir se passe au mieux, mettez-vous à la disposition de vos successeurs pour leur transmettre les dossiers. C'est la gauche, tout de même, qui nous remplace. » « La gauche tout de même » arrivera donc jeudi, sous les traits de Daniel Vaillant.

En attendant, « Jean-Pierre » a pris soin de faire ses adieux, collectivement ou en tête-à-tête, pour la petite vingtaine de ses collaborateurs les plus proches, à tous ceux qui l'avaient

accompagné pendant ces trois ans Place Beauvau, policiers, membres de la préfectorale, secrétaires, chauffeurs, conseillers. Plus de réunions, même pas d'affaires courantes à expédier. Juste un peu de nostalgie. Aux plus jeunes, aux âmes sensibles, aux amis abattus, M. Chevènement a donc donné ces petits cours de morale qu'il affectionne : « Les responsables politiques ne sont pas assez fermes dans leurs convictions, quoi qu'il en coûte parfois. C'est ce qui contribue à leur discrédit. Soyez fidèles à ce que vous croyez juste ».

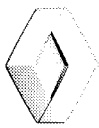
AMITIÉ ET EXASPÉRATION

Aux inquiets, il a montré les sondages et « ces lettres chaleureuses de gens de droite et de gauche » qui affirment leur soutien et pourraient constituer, dit-il, un « socle électoral ». Aux militants, il a redit sa conviction que le dossier corse ne fait que confirmer l'existence d'un « pôle républicain ». Aux initiés du pouvoir, il a confié son amitié pour Lionel Jospin mais son exaspération devant le pouvoir des

membres de son cabinet. Le conseiller pour la Corse de Matignon, Alain Christnacht, a dû entendre ses oreilles siffler.

Enfin, M. Chevènement s'est enquis de l'avenir professionnel de chacun. Au sein de son cabinet, l'immense majorité des conseillers, issus de l'administration ou d'entreprises publiques, réintégreront leurs corps ou leurs fonctions d'origine, police, préfecture, Cour des comptes ou conseil d'Etat. Karim Zéribi, le plus jeune – il a trente ans – et le plus atypique des conseillers, puisqu'il était contrôleur de train, devrait retourner à la SNCF. Jean-Marie le Baron, vieux compagnon « depuis 1968 » prend sa retraite et part faire de la plongée sous-marine. Ceux de Belfort repartiront à l'Est. L'un des conseillers de M. Chevènement a même prévu de rejoindre le cabinet de Martine Aubry... dont le départ du gouvernement doit avoir lieu à l'automne. On trouve parfois des fans du déménagement...

Raphaëlle Bacqué

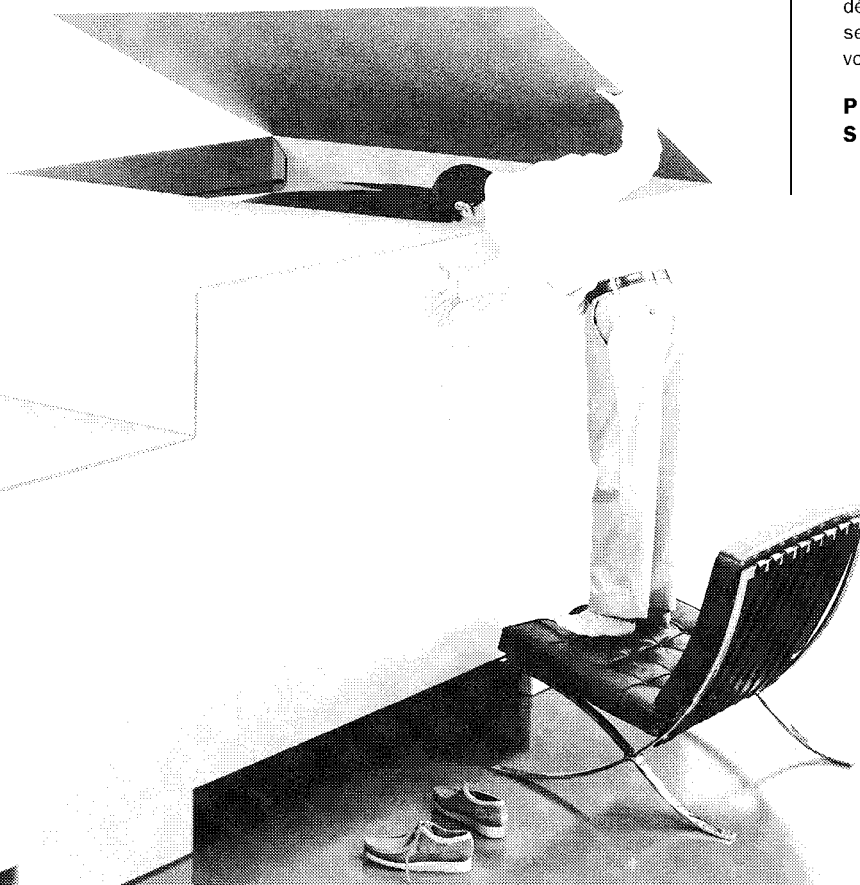


Qu'est-ce que vous achetez vraiment quand vous achetez une voiture ?

Le Réseau RENAULT

L'achat d'une voiture est un moment important et il y a certains points à ne pas sous-estimer. Quand vous achetez une Renault, vous ne choisissez pas seulement un modèle qui vous séduit, mais surtout vous bénéficiez également de tout un Réseau. Un Réseau dont le sérieux et la compétence vous sont entièrement dévoués, et qui s'engage à toujours mieux vous servir. Ne croyez-vous pas que vous et votre voiture méritez bien cela ? www.renault.fr

POUR QU'UNE RENAULT SOIT PLUS QU'UNE VOITURE.



Corse : de nouveaux acteurs pour une nouvelle étape

La majorité des élus insulaires saluent la « logique » ou la « cohérence » de la démission de l'ancien ministre de l'intérieur. Le dossier corse sera désormais assumé par un fidèle des fidèles de Lionel Jospin, Daniel Vaillant

Après la démission de Jean-Pierre Chevènement, les principaux élus de Corse ont, pour la plupart, salué, mardi 29 août, la « clarification » qu'elle devrait entraîner. Le président de l'Assemblée territoriale,

José Rossi, est le plus incisif et dresse un tableau peu flatteur du bilan de l'ancien ministre de l'intérieur. Jean-Guy Talamoni, chef de file des nationalistes, est plus prudent et voit surtout dans le départ de

M. Chevènement la volonté de « consolidation » du processus en cours par le premier ministre. Le dossier corse va désormais être assumé, au-delà de l'Hôtel Matignon et du conseiller du premier ministre Alain

Christnacht – devenu, depuis des mois, la « bête noire » de M. Chevènement –, par le nouveau ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, fidèle d'entre les fidèles de Lionel Jospin. Jean-Jack Queyranne, un autre proche

du premier ministre, sera en première ligne au moment du débat parlementaire sur la Corse. Nouveau secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Christian Paul est aussi un bon connaisseur du dossier corse.

SI, EN CORSE, la « logique » ou la « cohérence » de la démission de Jean-Pierre Chevènement sont unanimement reconnues, les commentaires divergent sur le « temps qu'il aura fallu au ministre de l'intérieur pour faire son choix ». José Rossi (DL) n'est pas le moins incisif. « A l'évidence, M. Chevènement n'était pas en situation pour défendre la politique du gouvernement. Donc il part », note le président de l'Assemblée de Corse. Et il ajoute : « Il part un peu tard et il

part d'ailleurs avec un bilan, dans la responsabilité qui était la sienne, qui est loin d'être fantastique puisque c'est sous Jean-Pierre Chevènement ministre de l'intérieur qu'on a assassiné pour la première fois dans l'histoire de la République un préfet. C'est sous Jean-Pierre Chevènement qu'un préfet de la République est reparti entre deux gendarmes. Et c'est sous Jean-Pierre Chevènement encore que les assassinats ont continué à se perpétuer en Corse. La sécurité n'est pas ga-

rantie dans l'île. C'est la première des libertés. Elle est due, cette liberté — cette sécurité — elles sont dues aux Corses comme à l'ensemble des citoyens français. »

« PROCESSUS CONSOLIDÉ »

Moins critique à l'égard de la personne de M. Chevènement, Jean-Guy Talamoni, chef de file des nationalistes, voit dans la démission du ministre de l'intérieur la « consolidation » du processus en cours. « C'est un élément positif

dans la mesure où Jean-Pierre Chevènement, qui était encore un obstacle sur la voie de la paix, tire aujourd'hui les conséquences de son désaccord avec le processus de dialogue, ce qui est honnête de sa part. Ce qui prouve également que Lionel Jospin a l'intention de poursuivre le processus. Aujourd'hui, le processus se trouve consolidé par ce départ. Cela dit ce n'est pas le départ de la personne Jean-Pierre Chevènement qui constitue un plus, mais c'est effectivement qu'entre une ligne jaco-

bine dure et une ligne novatrice, ce soit la seconde qui ait triomphé. Ça, c'est positif. »

Paul-Antoine Lucciani, élu territorial PCF qui avait nuancé son vote favorable au projet gouvernemental en raison des « espoirs économiques » qu'il contient et dit son inquiétude « des risques institutionnels qu'il suppose », regrette, en revanche, le départ de M. Chevènement. « Je comprends sa démission. Elle était devenue inévitable parce que le gouvernement

doit parler d'une seule voix. Je peux dire que je la regrette parce que Jean-Pierre Chevènement est un ministre de grand talent et quelqu'un, surtout, qui apporte au débat politique national. Ça n'est jamais médiocre avec lui. Sa voix manquera au débat gouvernemental. Elle sera encore présente dans le débat politique national qui va continuer. »

Nicolas Alfonsi, élu territorial PRG, avait dénoncé « les risques de rupture de l'unité républicaine » contenus dans les propositions gouvernementales et avait été l'un des deux élus territoriaux à voter contre ces propositions, en juillet dernier, à l'Assemblée de Corse. Il confirme aujourd'hui la « logique de démission au nom de la tradition républicaine bien comprise qui veut que, quand un ministre n'est pas d'accord avec une politique, il s'en aille, cela a toujours été la tradition dans d'autres gouvernements » et envisage des conséquences nationales issues de la situation locale. « Je crois que la difficulté pour le gouvernement Jospin est dans l'avenir, avec une montée en puissance des problèmes de la Corse au plan national. » Emile Zuccarelli (PRG), maire de Bastia, attend de M. Chevènement qu'il poursuive son combat politique. « J'espère qu'il va exprimer dans d'autres enceintes cette sensibilité qui est la sienne et qui est une sensibilité très vigilante sur l'indivisibilité de la République. Il y a, dans les projets du gouvernement sur la Corse, trop d'incertitudes que j'ai soulignées. Il faut que ces incertitudes soient levées. Je pense que Jean-Pierre Chevènement continuera à réclamer, comme je l'ai fait, la clarification nécessaire. »

Alain Christnacht, symbole de la « double trahison » de Matignon

IL EST sans doute le « premier préfet à avoir réussi à modifier deux fois la Constitution et à renverser un ministre de l'intérieur ». L'homme rit de la plaisanterie qui court à Matignon, un peu flatté, malgré les désagréments que lui occasionne sa soudaine notoriété. Rarement un conseiller ministériel aura été éclairé par les feux de la rampe comme l'a été, ces dernières semaines, celui chargé des affaires intérieures à Matignon, Alain Christnacht. Pourtant, de son passage à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), l'homme a gardé un incontestable sens du secret, doublé d'un sens très policier des conflits et de l'Histoire.

M. Christnacht est devenu très tôt la bête noire de Jean-Pierre Chevènement et de l'ancien ministre de la fonction publique, Emile Zuccarelli – autre victime du « processus » corse. Le maire de Bastia et le président du Mouvement des citoyens n'ont eu de cesse de répéter, sans jamais nommer l'habile négociateur de l'accord de Nouméa de 1998, que « la Corse n'est pas la Nouvelle-Calédonie ». Mais a-t-on jamais vu un conseiller dicter à un premier ministre sa politique, surtout sur un sujet aussi sensible que le statut de la Corse ? M. Christnacht, en réalité, a été le symbole d'un conflit qui l'a dépassé et dont les protagonistes sont plutôt Lionel Jos-

pin lui-même et son directeur de cabinet, Olivier Schrameck. Quand, cet été, les conseillers de M. Chevènement s'en prennent à ce « petit Trissotin de Christnacht », c'est pour éviter de nommer ceux qui, au fond, les ont désavoués.

Lors des fameux « lundis de Matignon », ces réunions hebdomadaires qui, d'avril à juillet, ont débouché sur le compromis largement adopté, le 28 juillet, par l'Assemblée de Corse, M. Christnacht impose de fait sa personnalité aux élus. José Rossi échoue assez vite à en prendre la « présidence symbolique ». Jean-Pierre Lacroix, préfet de Corse, se cantonne à un rôle technique. Jean-Paul Proust, alors directeur de cabinet du ministre de l'intérieur, se tait et mésestime, entre les deux réunions de ministres consacrées à la Corse, en juillet, l'importance de la « trousse » d'Olivier Schrameck, exhumant une décision du Conseil constitutionnel du 28 juillet 1993 pour permettre un transfert expérimental et limité de pouvoir législatif.

M. Christnacht devient tout naturellement le meneur des débats, non pas qu'il connaisse les élus corses mieux que d'autres : c'est à peine s'il a effectué trois voyages dans l'île. Mais il applique sa méthode calédonienne : partir du plus concret et du plus consensuel pour aller aux points

les plus controversés. Il a reçu « mandat politique » de Lionel Jospin. Il rend compte de chaque rencontre au premier ministre, en compagnie de M. Schrameck. De temps en temps, en compagnie de Clotilde Valter, son adjointe, il déjeune avec Paul Giacobbi, le président du conseil général de Haute-Corse, Jean Baggioni, président RPR du conseil exécutif de Corse, ou encore avec Pierre Chaubon, élu récent mais conseiller d'Etat. Il est aussi en liaison régulière avec José Rossi.

LE CONSEILLER PASSE AVANT LE MINISTRE

Lorsque, le 20 juillet, les élus corses se mettent d'accord sur « un pouvoir législatif encadré » pour leur assemblée et rendent un hommage unanime au conseiller de Matignon, M. Proust n'assiste pas au point de presse que M. Christnacht tient avec M. Lacroix. A ce moment-là, le conseiller de Matignon feint de s'amuser d'être devenu la tête de Turc de la Place Beauvau ou du Figaro, qui sous-entend régulièrement, dans ses colonnes, ses liens avec la franc-maçonnerie – ce qu'il dément. Mais le rire se fait plus jaune quand, le 19 août, l'ancien secrétaire national d'A Cuncolta François Santoni confie au Figaro Magazine que le « cabinet de Lionel Jospin » n'est peut-être pas pour rien

dans le double assassinat de ses amis de L'île-Rousse. A Matignon, on n'hésite plus à indiquer que, de notoriété publique, M. Santoni travaille pour les Renseignements généraux – ce que l'ancien responsable d'A Cuncolta a démenti dans *Le Monde* du 23 août.

Dès ce moment, l'affaire est entendue. M. Chevènement peut bien tenter de faire accroire qu'il maîtrise ses choix et le calendrier, Matignon a tranché. Le ministre de l'intérieur peut bien écouter les conseils de ses amis – le député Jean-Pierre Michel d'un côté, Sami Naïr et Didier Motchane de l'autre qui, le pressent de partir –, les dés sont jetés. M. Christnacht n'est plus que l'incarnation de ce que M. Chevènement appelle la « double trahison » du premier ministre : celle de l'assurance donnée qu'un accord pouvait se conclure avec les élus corses sans les nationalistes, celle que la parole du ministre valdrait avant celle d'un conseiller. Une fois de plus, comme lors du précédent remaniement de mars, Lionel Jospin tranche en faveur de M. Schrameck et de son cabinet contre un membre de son gouvernement. Fût-il son « ami » et l'un des cinq piliers de son dispositif « pluriel ».

Ariane Chemin

Michel Coddaccioni

Daniel Vaillant, le praticien du jospinisme

AMI FIDÈLE et discipliné de Lionel Jospin, il avait fini par oublier son rêve d'être ministre de l'intérieur. Lors des élections législatives de 1997, alors « numéro

PORTRAIT

Le jour de gloire est arrivé pour le maire du 18^e arrondissement de Paris

deux » du Parti socialiste, il s'était préparé à cette fonction en se spécialisant dans le domaine de la sécurité. Mais, majorité « plurielle » oblige, la Place Beauvau lui avait échappé au profit de Jean-Pierre Chevènement. Mardi 29 août, à la faveur de la démission de cet allié incommode, le jour de gloire est arrivé pour Daniel Vaillant. Le maire du 18^e arrondissement de Paris qui, en juillet encore, dans sa lettre trimestrielle, faisait de la « mise en place de la police de proximité » une de ses priorités, accède enfin, à cinquante et un ans, à la dignité de ministre de l'intérieur.

Paradoxalement, M. Vaillant faisait partie de ceux qui ne jugeaient pas logique que son désaccord sur la Corse conduise M. Chevène-

ment hors du gouvernement. « Le ministre de l'intérieur n'est pas ministre de la Corse, déclarait-il le 30 juillet. Le projet de loi sera le texte de tout le gouvernement. » Il avait même volé au secours, le 23 mai à l'Assemblée nationale, de son collègue de l'intérieur, qui avait fait grand bruit en estimant que l'Allemagne n'était pas tout à fait « guérie » du « déraillement » du nazisme. Sa pensée a été « trop contractée », avait-il plaidé, avant d'affirmer que... « l'essentiel c'est que le ministre de l'intérieur fasse bien son travail ».

Au ministère des relations avec le Parlement, M. Vaillant a mis sa chaleur au service de cette majorité « plurielle » dont il avait contribué à façonner le concept en négociant, en 1997, les accords électoraux avec les quatre partenaires du Parti socialiste. Après des débuts difficiles, il a souvent arrondi les angles au sein de la majorité. La plus grande fierté de ce jospiniste du premier cercle, complice du premier ministre jusqu'à l'abnégation, est de n'avoir jamais eu recours à l'article 49-3 de la Constitution, qui contraint les majorités réticentes à se plier à la volonté de leurs gouvernements sauf à vouloir les renverser.

M. Vaillant cultive son image d'homme modeste – « Je ne suis pas quelqu'un qui se pousse du col » –, celui qui agit au second plan, comme lorsqu'il dirige la campagne de M. Jospin à l'élection présidentielle de 1995, mais il aime trop « faire de la politique » pour dédaigner l'avant-scène. Porte-parole du gouvernement depuis mars 1998, il joue de sa proximité avec M. Jospin pour interpréter simplement sa pensée. Sans toujours éviter les petits « couacs » comme lorsqu'en juin, après la mort d'Hafez El Assad en Syrie, il fait état d'une communication du ministre des affaires étrangères s'interrogeant sur la capacité de son fils Bachar à « exercer durablement » le pouvoir. Sèchement, son collègue Hubert Védrine lui inflige un démenti.

CONVIVAL, UN PEU GOUAILLEUR

Nul ne conteste à M. Vaillant son enracinement populaire. Né le 19 juillet 1949, à Lormes, dans la Nièvre, d'un père mécanicien chez Renault et d'une mère guichetière à la Sécurité sociale, il quitte son Morvan natal à l'âge de neuf ans pour s'installer dans le 18^e arrondissement de Paris. A seize ans, l'enfant de la Goutte-d'Or parti-

cipe à la campagne présidentielle de François Mitterrand en 1965. Un an après, il rejoint la Convention des institutions républicaines (CIR) qui se fonde en 1971 dans le nouveau PS. Elu conseiller de Paris en 1977, alors qu'il travaille dans un laboratoire d'analyses médicales, il est le suppléant de M. Jospin, député de Paris, en 1981 et fait partie intégrante, autour de ce dernier, de la « bande du 18^e » avec Bertrand Delanoë et Claude Estier. Elu député de Paris en 1988, battu en 1993, il est réélu en 1994 à la faveur d'une partielle, puis de nouveau en 1997. Au PS, il prend, en 1988, la responsabilité des fédérations. En octobre 1995, M. Jospin en fait son « numéro deux » et lui confie le secteur des élections.

Sa convivialité un peu gouailleuse ne l'empêche pas de manier au besoin le fleuret. C'est lui qui, en 1997, édifie autour de François Hollande une « majorité de la majorité » du PS sans les amis de Laurent Fabius. C'est lui encore qui, maire du 18^e depuis 1995, mène la charge contre Jack Lang quand les socialistes parisiens doivent choisir leur champion pour les municipales de 2001.

Michel Noblecourt

Christian Paul, député modèle de la « génération 1997 »

Le ministre des listes électorales

Le candidat socialiste à la Mairie de Paris, Bertrand Delanoë, compte sur son ami, le nouveau ministre de l'intérieur et maire du 18^e arrondissement, Daniel Vaillant, pour veiller à la « clarification des listes électorales » de la capitale. « Ce que nous demandons au gouvernement, et je le demanderai à Daniel, c'est d'utiliser tous les moyens qui sont à sa disposition », a déclaré M. Delanoë sur BFM. Le maire de Paris, Jean Tiberi, estime, lui, que le nouveau ministre « devra répondre aux attentes de la population parisienne en matière de sécurité ». Il rappelle « l'absolue nécessité d'augmenter les effectifs de policiers » dans la capitale et souhaite rencontrer prochainement M. Vaillant.

LE RAPPORT de Christian Paul sur la Corse était « excellent », de l'avis de ses amis qui participaient au bureau national du PS, mardi 29 août (*lire page 7*). On l'imagine

PORTRAIT

Éclectique et consensuel, il « fait son miel de tous les courants de pensée »

sans peine défendre le statut de Mayotte, qui sera bientôt présenté en conseil des ministres, dans ses nouveaux habits de secrétaire d'Etat à l'outre-mer.

A quarante ans, M. Paul est le premier « jeune député socialiste » à intégrer l'équipe gouvernemen-

tale. Né à Clermont-Ferrand, entré au PS à dix-huit ans, énarque, il appartient à cette génération des nouveaux élus de 1997 qui, forcément redevables à Lionel Jospin, professent le renouveau de la politique. Lors du précédent remaniement, au printemps, la jeune garde jospinienne avait mal digéré le retour de ministres de l'ère Mitterrand et l'arrivée de la « techno » Florence Parly, conseillère de M. Jospin, au budget. Le choix de M. Paul est donc un signe en direction des « jeunes pousses », mais pas seulement.

M. Paul est « un bon cru 97 » : « Sérieux, travailleur, calme. Un actif pas trop réactif », résume le conseiller parlementaire de Lionel Jospin, Pierre Guelman. Un parlementaire éclectique et consensuel, qui « fait

son miel de tous les courants de pensée », raconte un ami. Rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur la Corse, en pointe sur le cumul des mandats, il connaît bien le monde rural et les nouvelles technologies. Persuadé que l'outre-mer « a beaucoup à gagner avec Internet », son secrétariat d'Etat sera, dit-il, son « ministère de la mondialisation »... même s'il est rattaché au ministère de l'intérieur, donc sous la tutelle de Daniel Vaillant, dont il est proche.

Les deux hommes se sont connus dans la Nièvre : M. Vaillant y a toute sa famille. M. Paul a découvert la région à la fin des années 80 en tant que sous-préfet de Châteauneuf-Chinon. En 1994, M. Vaillant a soutenu la candidature de M. Paul aux élections cantonales. Élu dans

le canton de Lormes, il devient, en 1995, maire de cette petite commune où est né M. Vaillant. En juin 1997, il est élu député sur les terres de François Mitterrand, que l'ancien suppléant, Bernard Bardin, avait perdues en 1993 au profit du RPR.

Il connaît bien la Place Beauvau. De 1990 à 1991, il a été chargé de mission au cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, puis conseiller technique de son successeur, Philippe Marchand. Le « statut Joxe » pour la Corse n'a aucun secret pour lui. Il a, aussi, un bon contact avec Alain Christnacht, conseiller du premier ministre pour les affaires intérieures et l'outre-mer. Il a le profil du remaniement.

Clarisse Fabre

Né le 2 novembre 1945, à Lyon,

docteur en droit, M. Queyranne a rapidement gravi les échelons au sein du PS et conquis ses mandats électifs. Dès 1967, il adhère à la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand, dans laquelle il rencontre Charles Hernu. C'est sous les auspices de l'ancien ministre de la défense que M. Queyranne assure son ancrage local. En 1977, il devient son premier adjoint à Villeurbanne, dans le Rhône. Quatre ans plus tard, il entre à l'Assemblée nationale, en tant que suppléant, à la suite de la nomination au gouvernement de M. Hernu. Il siège au Palais-Bourbon jusqu'en 1993, et est réélu en juin 1997. Maire de Bron de 1989 à 1997, il connaît aussi le conseil régional de Rhône-Alpes : c'est sous sa houlette que la gauche, faute de pouvoir s'imposer, a permis l'élection, à sa présidence, de l'UDF Anne-Marie Comparini, en janvier 1999, pour faire échec à Charles Millon. Il a récemment renoncé à briguer la succession de Raymond Barre à la mairie de Lyon, mais se dit « intéressé » par la présidence de la communauté urbaine.

Rue de Solférino, il fut un fidèle de Lionel Jospin, qui en fit le porte-parole du PS de 1985 à 1993, ce qui le tint éloigné des gouvernements de François Mitterrand. En 1997, il devient secrétaire d'Etat à l'outre-mer. Il y obtient des résultats tangibles, notamment sur le délicat dossier calédonien, ou encore l'évolution statutaire de Mayotte, sans jamais faire de vague.

Ministre de l'intérieur par intérim, du 4 septembre au 30 décembre 1998, il laisse Matignon prendre directement en charge certains dossiers, à commencer par la Corse, avant de s'effacer discrètement après le rétablissement de Jean-Pierre Chevènement. M. Queyranne laisse à son successeur, Christian Paul, le soin d'achever le parcours parlementaire du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer.

Jean-Baptiste de Montvalon

A son université d'été, le Medef évite avec soin les débats qui fâchent

Un plateau varié d'invités attendus à Jouy-en-Josas

L'ANCIEN leader soixante-huitard a répondu favorablement au Medef. Daniel Cohn-Bendit, député européen des Verts, débattit sur le thème « Le capitalisme est-il moral ? » le 1^{er} septembre, dans le cadre de la deuxième édition de l'université d'été de l'organisation patronale qui s'ouvre mercredi 30 août sur le campus d'HEC à Jouy-en-Josas (Yvelines). Michel Rocard et Nicolas Sarkozy discuteront de la « e-démocratie ». Jacques Attali planchera sur l'Internet et les pays en voie de développement. Denis Kessler, numéro 2 du Medef, lui, s'est réservé une douceur : « Le cinquième Kondratieff ».

Qu'il s'agisse de la « e-économie », du « e-consommateur » ou du « e-manager », le « e-Medef » a délibérément retenu pour ses trois jours de colloque-vitrine des thèmes sans rapport direct avec ses batailles du moment sur la « refondation sociale ».

La table ronde initialement envisagée sur les relations sociales dans le monde du Net a été annulée. Du coup, les syndicalistes ont compris que leur présence n'était plus indispensable. « On est punis », ironise Marc Blondel, patron de FO. Seul, le président de la CFTC, Alain Deleu, participera aux débats, intervenant lors de la fameuse discussion sur l'éthique du capitalisme avec, à ses côtés, Frère Samuel, Jean Boissonnat, ex-membre du conseil de la politique monétaire, et Philippe Herzog, député européen du PCF et ancien fondateur.

Parmi les intellectuels courtisés par le Medef, seul Zaki Laidi a répondu présent. Quant à l'invité-vedette Daniel Cohn-Bendit, il a déclaré au Monde être « très à l'aise » pour se rendre chez les patrons, en

pleine refondation sociale, car « il n'y pas de bon ou de mauvais moment pour discuter avec le Medef ». Derrière cette refondation, explique-t-il, il y a l'idée « intéressante » de « faire passer la négociation comme un temps fort des rapports sociaux ».

RENCONTRE ENVISAGÉE

Toutefois, la manière « dont le Medef s'y prend » est « problématique ». « Dany » juge que la nouvelle convention d'assurance-chômage est « un mélange compliqué » entre « la possibilité d'aider les chômeurs à retrouver une filière » et « l'impression donnée de ne vouloir prendre en charge que les cas réglés ». La situation actuelle « va devoir bouger », assure-t-il : « On n'est plus dans le tout ou rien ».

Les choses risquent en effet de s'accélérer en début de semaine prochaine. Déjà, le Medef, qui vient de déposer un recours sommaire au Conseil d'Etat – avec la CGPME (petites et moyennes entreprises), mais pas l'UPA (artisans) –, achève de rédiger une lettre à l'intention du gouvernement pour lui demander de recevoir au plus vite les organisations signataires. Cette nouvelle lettre pourrait être signée par l'ensemble d'entre elles.

Dans l'entourage de Martine Aubry, on juge tout à fait envisageable une telle réunion, mais en y associant les non-signataires (CGT, FO et CGC). Si elle devait se heurter à une fin de non-recevoir, la ministre de l'emploi a étudié tous les scénarios, y compris la création d'un établissement public à la place de l'Unedic.

Isabelle Mandraud
et Caroline Monnot

Impôts sur le revenu : le PS privilégie les « basses tranches »

Les socialistes demandent un geste pour les PME

A l'issue d'un bureau national, mardi 29 août, le Parti socialiste a publié un communiqué, non approuvé par la Gauche socialiste, pour exprimer le souhait que la

baisse de l'impôt sur le revenu « touche prioritairement les basses tranches », mais sans se prononcer explicitement sur le taux supérieur de 54 %.

QUAND il parle de la fiscalité, le Parti socialiste s'exprime un peu comme Jean-Claude Gayssot. Le ministre des transports s'était déclaré favorable à une baisse de l'impôt pour « tous les revenus du travail » (Le Monde du 29 août). Mardi 29 août, à l'issue d'un débat d'une heure, en l'absence du ministre de l'économie, Laurent Fabius, le bureau national du PS s'est prononcé dans un communiqué, non approu-

ve par la Gauche socialiste, pour des baisses d'impôts « à la fois substantielles pour être perceptibles par les Français, justes pour favoriser la consommation des ménages et efficaces pour stimuler la croissance et le retour à l'emploi ». Pour François Hollande, il s'agit aussi de renforcer « l'incitation au travail ». Chargé de l'économie au secrétariat national, Bernard Soulage a souhaité un plan de baisses d'impôts important qui se traduise par « trois fois 40 milliards de francs » d'allègements.

Les smicards pourraient être exonérés de CSG d'ici à 2003

Alors que Lionel Jospin doit rendre, jeudi 31 août, ses derniers arbitrages sur le plan de baisse des impôts pour la période 2001-2003 (Le Monde du 30 août), le gouvernement multiplie les réunions. Les derniers ajustements pourraient notamment concerner la CSG. Initialement, Martine Aubry estimait qu'une baisse de son taux (7,5 %) pour les salaires inférieurs à 1,3 ou 1,4 fois le SMIC, comme le proposait Laurent Fabius, créerait « une trappe à bas salaires ». La ministre proposait donc de remplacer cette baisse par un remboursement ultérieur pour les bas salaires, sous la forme d'un crédit d'impôt. Cette piste manque cependant de lisibilité et ne serait pas retenue. Pour limiter les effets de seuil, la baisse de la CSG serait dégressive en fonction de la rémunération, alors que le SMIC serait totalement exonéré de CSG d'ici à 2003. Cet avantage diminuerait au fur et à mesure que le salaire augmente, pour disparaître à la frontière de 1,3 ou 1,4 fois le SMIC. Coût de l'opération : une trentaine de milliards de francs sur trois ans.

Mais en se prononçant pour « une

n'est personnellement pas favorable, comme Jean-Marc Ayrault, à sa baisse.

DÉSACCORD DE LA GAUCHE SOCIALISTE

Mais l'important est que la baisse « touche prioritairement les basses tranches » et bénéficie en fait à « tous les salariés ». Pour la Gauche socialiste, Marie-Noëlle Lienemann s'est démarquée du consensus sur la baisse des impôts, comme Julien Dray qui, dans un communiqué, souligne qu'elle « ne peut être une priorité pour la gauche ».

Le PS veut aussi « alléger la fiscalité indirecte qui concerne tous les Français pour augmenter leur pouvoir d'achat ». Il souhaite un aménagement de la fiscalité sur les produits pétroliers et les moyens de transports automobiles afin d'« amortir l'impact des hausses de prix sur les ménages et sur les professions directement utilisatrices ».

Favorable à des baisses de taxes sur le fioul domestique, il observe aussi le silence sur une éventuelle suppression de la vignette automobile. Mais, lors du débat, de fortes réticences ont été exprimées par François Loncle, François Rebsamen, André Laignel, Louis Mexandeau et Jean-Pierre Sueur. Ces critiques ont souligné qu'une telle mesure pourrait « porter atteinte à l'autonomie des collectivités locales » et qu'elle serait « injuste socialement » en raison des écarts importants du montant de cet impôt, fixé en fonction de la puissance du véhicule.

Le bureau national du PS demande aussi une poursuite de la politique de baisse de la TVA, M. Soulage citant la restauration, ce qui suppose que Bruxelles assouplisse son attitude. Il s'est aussi prononcé en faveur d'« un mécanisme allégeant les prélèvements sur les bas salaires pour augmenter leur pouvoir d'achat », M. Soulage évoquant, sans trancher, « des dégrèvements ou des remboursements de CSG ». Le PS a aussi plaidé pour une fiscalité « différenciée » entre les PME et les grandes entreprises. « Les profits des grands groupes doivent être davantage taxés », indique le communiqué, et les bénéfices des petites sociétés en développement allégés. »

Michel Noblecourt

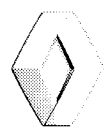
Les protestations contre la hausse du prix des carburants s'amplifient

LES PÊCHEURS de l'ouest et du sud de la France ont accentué, mardi 29 août, leur mouvement de grogne contre la hausse du prix du gazole. Le mouvement, parti le 18 août de Concarneau (Finistère) mais limité jusqu'alors au blocage des plaisanciers par les chalutiers des pêcheurs en grève, s'est étendu mardi au trafic commercial, avec le blocage de terminaux de car-ferries dans l'Ouest et de terminaux pétroliers dans le Sud.

A Cherbourg (Manche), où une trentaine de taxis ont rejoint le mouvement de pêcheurs pour réclamer la baisse du prix du gazole, le trafic des ferries vers la Grande-Bretagne et l'Irlande était paralysé. Dans le Sud, le terminal pétrolier du Port autonome de Marseille (PAM) a été bloqué, et 17 navires n'ont pas pu accoster. Des pêcheurs ont également entrepris mardi l'occupation de deux dépôts de carburant sur le quai du port de Sète et à Frontignan (Hérault).

A Concarneau, les représentants des pêcheurs bretons ont appelé à une action nationale de tous les marins français jeudi à Paris lors de la réunion du comité national des pêches, à laquelle participera Jean Glavany, ministre de l'Agriculture et de la pêche. Le carburant « pêche » coûte actuellement de 2,10 à 2,15 francs le litre, et les pêcheurs réclament un prix ramené à 1,20 ou 1,30 F.

Mercredi matin, les ports de Cherbourg, Granville (Manche), Saint-Malo (côtes-d'Armor), Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) et Port-La-Nouvelle (Aude) étaient bloqués, et des barrages filtrants étaient installés dans plusieurs départements. A Quimper (Finistère), une dizaine de marins pêcheurs ont déversé plusieurs tonnes de poissons devant la préfecture.

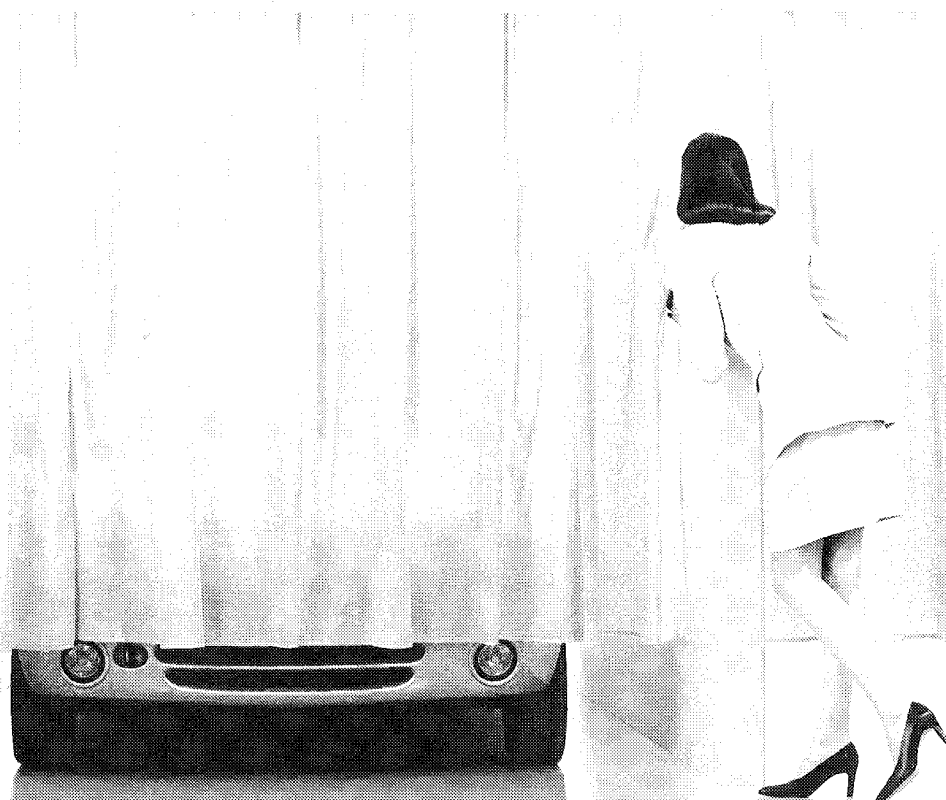


Nous nous engageons à ce que vous puissiez toujours essayer le modèle de votre choix.

Le Réseau RENAULT

Il est tout à fait normal d'avoir des doutes sur la couleur, la taille, les accessoires... et bien d'autres choses encore. Il n'y a qu'en essayant qu'on peut vraiment être sûr qu'un modèle vous va ! Quant aux équipements, le choix est parfois délicat. Alors, le Réseau Renault met à votre disposition, sous 8 jours, le modèle de votre choix. Essayage garanti dans la plus grande intimité ! www.renault.fr

POUR QU'UNE RENAULT SOIT PLUS QU'UNE VOITURE.



ÉDUCATION Claude Allègre, ancien ministre de l'éducation nationale, publie le 7 septembre un livre d'entretiens avec Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel*

Observateur. ● **DANS CET OUVRAGE**, dont la sortie coïncide avec la première rentrée des classes depuis qu'il a quitté le gouvernement Jospin, le 27 mars, M. Allègre dé-

nonce une nouvelle fois les conservatismes qui ont conduit à l'échec de ses réformes. ● **L'ANCIEN MINISTRE** s'en prend particulièrement à la presse, qui l'aurait « piégé », au

SNES, qui aurait juré sa perte, et aux profs de base, qui « ne connaissent rien de la vie, du chômage, des réalités des autres professions ». ● **DANS SA THÉORIE** du complot, M. Allègre

épargne en revanche Lionel Jospin, qui l'aurait abandonné et non trahi « après un passage à vide ». Il n'exclut pas de poursuivre une carrière politique au côté de son ami.

Claude Allègre désigne, dans un livre, les responsables de son échec

Pour l'ancien ministre de l'éducation, le SNES, principal syndicat du secondaire, la presse et certains professeurs de base sont les agents du complot qui ont conduit à son départ du gouvernement. Lionel Jospin, en revanche, est épargné par ce flot de critiques

ET DE QUATRE : en publiant, le 7 septembre, son livre d'entretiens avec Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, Claude Allègre s'offre une quatrième rentrée scolaire et politique. Absent des affaires depuis son départ du gouvernement Jospin, le 27 mars, mais présent sur la scène médiatique, l'ancien ministre, dans *Toute vérité est bonne à dire* (Robert Laffont/Fayard, 310 pages, 119 francs) résume sa pensée obstinée sur l'éducation, revient sur son parcours ministériel et politique et ménage Lionel Jospin, l'ami qui lui a dit, le 25 mars, « il vaut mieux que tu sortes ».

Sur cet abandon, M. Allègre fournit l'explication de l'intime qui connaît bien Lionel. Il s'agit du « lapsus » israélien : en visite en Israël, fin février, le premier ministre a employé le terme de « terroriste » pour qualifier le Hezbollah. « Ce lapsus l'a affecté. Il a commenté à se faire du souci. » Affaire de la « cagnotte », grèves de Bercy, « agitation soudaine des profs », élections partielles perdues, baisse de popularité dans les sondages... Ainsi déstabilisé, selon M. Allègre, M. Jospin a eu, après un « passage à vide », besoin de « reprendre la main dans une situation instable ».

Car rien, selon M. Allègre, ne lui a laissé présager sa fin précipitée. « Dans les deux dernières années, je n'avais pas grand-chose à me reprocher. Matignon n'avait tiré aucune sonnette d'alarme, ne m'avait pas critiqué sur la gestion. » De fait,

en janvier, les syndicats de l'éducation nationale, tout juste sortis des élections professionnelles qui avaient vu la FSU étendre son emprise aux dépens de la FEN, n'avaient pas encore repris l'offensive, après un premier trimestre atone. Les réformes lancées à coups d'annonces tous azimuts depuis trois ans semblaient suivre leur bonhomme de chemin et connaître un début d'application.

LES SYNDICATS ET LA PRESSE

Il aura fallu à peine trois mois pour que tout bascule, que les rancœurs accumulées depuis la prise de fonctions s'agrègent, que le malaise des enseignants s'exprime, dans des manifestations d'ampleur. Aussi la décision lui a-t-elle paru « précipitée et injuste ». Précipitée car M. Allègre espérait que Lionel Jospin ne céderait pas à la rue : « Il suffisait de tenir. Les vacances n'étaient pas loin. » Injuste car les réformes – « l'incarnais la réforme avec un grand R », dit-il – valaient mieux.

Si l'ancien ministre n'en veut pas à son ami, c'est que, pour lui, les responsabilités sont ailleurs. Claude Allègre, ne se reconnaissant aucune faute, brandit la thèse du complot. « J'ai été victime d'une opération organisée qui a conduit Lionel Jospin à me sacrifier. Ce n'est pas la colère des enseignants contre tel ou tel projet qui m'a fait tomber, c'est un complot, une cabale préparée patiemment, souterrainement, par les forces conservatrices du monde enseignant contre la per-

sonne du ministre. » Quelles sont ces forces ? Le SNES, d'abord, incarnation du conservatisme, qui « voulait sa revanche », après que la réforme de la gestion des carrières des enseignants – la déconcentration du mouvement national – lui eut infligé « une défaite majeure » et à qui M. Allègre a fait perdre 5 000 adhérents par an. Le principal syndicat des collèges et des lycées a, pour l'occasion, été appuyé par « une partie des dirigeants du PS, intimidés par le chantage du SNES qui a menacé de faire voter contre les socialistes aux prochains scrutins ». Et « dans sa campagne contre moi, le SNES a dépensé plus de 30 millions, avec agence de pub, spots au cinéma, etc. », affirme Claude Allègre. Un montant formellement démenti par le syndicat : son budget est d'environ 1 million de francs.

Deuxième responsable, la presse, et *Le Monde* en particulier, qui a popularisé, dès septembre 1997 l'expression « dégraisser le mammoth » puis, hébergé, en mars 2000, un débat sur la dissertation, « polémique parfaitement artificielle ». Radios et télévision ne sont pas en reste, qui l'auraient « piégé » à plusieurs reprises et desservi par leurs approximations. « Dans ce pays qui reste, en filigrane, royaliste et catholique, on a sacrifié la parole du ministre. C'est une grave erreur », estime celui qui n'a jamais réussi à maîtriser l'exercice de l'oral. « La caricature, l'excess, l'adjectif blessant, l'attaque personnelle, l'à-peu-

près sous prétexte de clarté, c'est une exclusivité des médias ! » Dans le lot, les journalistes spécialisés en éducation, dont « la plupart étaient très influencés par les syndicats », n'auraient rien compris. Seuls les éditorialistes trouvent grâce aux yeux de l'ancien ministre. « C'est grâce à ce soutien

ces enseignants qui « ne connaissent rien de la vie, du chômage, des réalités des autres professions », ces « responsables des absences, qui affaiblissent le système », ont à nouveau droit à un flot d'invectives. Le prédécesseur de Jack Lang a eu beau, au cours de son ministère, affirmer

« Abandonné », donc, mais non « trahi » par Lionel Jospin, l'ancien conseiller spécial et ministre de l'éducation pose un regard admiratif, voire affectueux, sur son ami de quarante ans. Tout en réaffirmant n'avoir pour seule passion que la recherche, M. Allègre a tiré suffisamment de satisfactions de son parcours en politique pour en garder un goût de « reviens-y ». De la cité universitaire d'Antony, en 1958, aux combats internes du Parti socialiste, des campagnes présidentielles de 1988 et de 1995 à l'exercice du pouvoir, les occasions de célébrer ce compagnonnage sont nombreuses. M. Allègre affirme défendre, comme il l'a fait au fil des années, avec quelques-uns comme Henri Emmanuelli, Dominique Strauss-Kahn, Daniel Vaillant, Pierre Moscovici, André Laignel ou Jean-Jacques Queyranne, « une sensibilité », qualifiée de raisonnable, au centre d'un PS ancré à gauche. « Jospin n'a pas de plan de carrière, il prend les choses comme elles viennent. Il a conscience de sa valeur. Il pense qu'il représente une bonne synthèse entre des convictions de gauche et des capacités d'organisateur. En somme, entre Lionel et Jospin. » Et de conclure : « Je continue à penser qu'il est un excellent candidat pour la présidentielle future ».

Nathalie Guibert

Un « plan médias » exceptionnel

Ceux qui espéraient, après trois ans de déclarations fracassantes, effectuer une rentrée scolaire sans entendre Claude Allègre en seront pour leurs frais. Le livre de l'ancien ministre de l'éducation nationale va bénéficier d'un « plan médias » exceptionnel. *Le Nouvel Observateur* lui consacre un volumineux dossier dans son numéro daté du 30 août. Dès dimanche 3 septembre, M. Allègre sera l'invité du journal télévisé de 20 heures sur France 2. Le 4, il s'exprimera sur France-Inter, avant de s'inviter sur les autres grandes radios d'information au cours de la semaine. Les hebdomadaires lui consacreront une bonne place dans leurs éditions de la semaine de la rentrée, tout comme les quotidiens nationaux et régionaux. Il sera sur le plateau de « Bouillon de culture » le 15 septembre, avant d'être l'invité de l'émission de Michel Drucker, « Vivement dimanche », sur France 2, le 6 octobre. Devraient également suivre LCI et l'émission de Michel Field, « Ce qui fait débat », sur France 3.

« J'ai pu réaliser mes réformes. » Et d'ajouter : « Pourquoi ne pas concevoir des journaux avec des journalistes moins spécialisés et plus indépendants ? »

Derniers responsables, les profs de base, au moins pour la partie qui « ne devrait pas faire partie de l'éducation nationale ». Ces mauvais profs, paquet déjà maintes fois soupesé d'une louche approximative à « 15 % à 20 % », « surtout des profs du secondaire »,

qu'il n'avait rien contre les enseignants, leur lancer « Je suis des vôtres » (*Le Monde* du 15 décembre 1998), le livre transpire de ce profond désamour. Fidèle à lui-même, M. Allègre ne renie rien des propos égrenés au fil des trois dernières années, des chiffres hasardeux sur l'absentéisme enseignant à l'inertie du « dinosaure » éducation nationale. Toute vérité n'était peut-être finalement pas si bonne à dire, pour un ministre en exer-

« J'espère que Lang ne va pas ressusciter Bayrou, mais j'ai quelques craintes »

VOICI quelques extraits du livre de Claude Allègre, *Toute vérité est bonne à dire*.

● **Le lâchage.** « Jospin, en fait, considérait que je devais réaliser les réformes qu'il n'avait pas pu faire, ou terminer, quand il était ministre de l'éducation. (...) Il se souvenait des grèves contre lui, et notamment celle des lycéens. Et il m'avait soutenu sans faiblesse au printemps 1999 où, pourtant, les affrontements avaient

été plus rudes que ceux de 2000. Après la première manifestation de mars, il m'a appelé, très gentiment. Il était amical, affectueux même. Il s'inquiétait de mon moral. (...) Ensuite, il y a eu la manifestation du 16 mars, plus nombreuse, plus agressive. Cette fois, il parlait à la télévision le soir même. (...) Le plus important, c'est qu'il n'a pas prononcé le mot « réformes ». Pourtant, le matin même, nous avions interrogé son cabinet. On nous avait rétorqué : « Le premier ministre réaffirmera la nécessité des réformes ». Le soir, plus rien. Nous avons compris : nous étions lâchés. »

● **La réforme.** « Je suis tenaillé par une phrase : « Qu'as-tu fais de ta vie ? » J'ai sans cesse peur de gâcher le temps qui m'est imparti. D'où cette volonté incessante de réformer. J'aurais pu être un bon gros ministre sympathique, dont on aurait dit : « C'est un bon ministre de l'éducation : il ne fait rien. » La direction du Parti socialiste m'aurait soutenu à fond. »

● **Jack Lang.** « Quand Mitterrand avait évincé [Jospin] en 1992, c'était au profit de Lang. Il avait lui aussi été blessé, parce qu'il trouvait cela injuste. (...) Puis Lang avait modifié, dilué, édulcoré les réformes qu'il avait faites. De tout cela, de quelques phrases aussi prononcées ultérieurement par Lang, il avait gardé une blessure. Au moment de la présidentielle, Lang avait dit : « C'est un loser. » Il y avait une distance entre eux... contrairement à moi-même, qui ai toujours gardé de bons rapports avec Jack Lang. Ironie : Jospin me remplaçait à son tour par Lang. Il a sans doute craint une réaction un peu vive de ma part. Par-delà les personnes, Lang et Fabius étaient le symbole d'une époque et d'une manière de faire de la politique dont nous nous étions démarqués... (...) J'espère que Lang ne va

pas ressusciter Bayrou, mais, je l'avoue, j'ai quelques craintes.

» J'entendais ces jours-ci Jack Lang parler du primaire comme l'objet prioritaire des réformes. C'est une vision démagogique. Elle plaît au SNES en répandant l'idée que le primaire va plus mal que le secondaire. C'est ridicule ! »

● **Dégraisser le mammoth.** « Pour moi, cela a été contre-productif. Je voulais fonder ma stratégie sur le soutien du pays et des parents pour faire bouger les choses et triompher du conservatisme enseignant. Mais je ne souhaitais pas le faire avec des mots comme « dégraisser ». Je n'avais l'intention de blesser personne. Et finalement, ça n'a pas été bénéfique pour mon action. »

● **Le SNES.** « François Bayrou avait abdicé devant le SNES et avait décidé de cogérer l'éducation nationale avec lui. L'administration venait de vivre quatre années où les syndicats étaient tout-puissants. L'administration était traumatisée. (...) Nous avons dû opérer une reconquête républicaine. »

● **Monique Vuillat, la secrétaire générale du SNES.** « [Quand je l'ai rencontrée pour la première fois, elle] m'a immédiate-

ment fait une impression déplorable. Elle ne discutait jamais des problèmes de fond. (...) J'avais connu certains dirigeants du SNES autrefois, quand mon père y militait. C'étaient de grands bonshommes. Ils avaient le souci de l'intérêt général, celui des élèves, ils parlaient de culture, de perspective historique, ils voyaient les problèmes avec de la hauteur. Avec Vuillat, on était en rase-mottes. (...) Un an après ma nomination, je le sais, Monique Vuillat a dit à François Bayrou : « J'aurais sa peau. »

● **Libéral ?** « Je voulais moderniser la gestion du service public pour que le privé cesse de progresser. (...) A partir du moment où les services publics ne sont plus un exemple, la doctrine socialiste n'a plus de substance. Ma conviction, c'est que la gauche a pour première mission de réformer les services publics. Si elle ne le fait pas, la France se trouvera dans une situation explosive. Et je pense qu'au prix d'une certaine tension avec une partie des enseignants, nous étions sur le point de réussir. »

» Une espèce d'idéologie de la gauche molle s'est instaurée. Si on est fonctionnaire, on travaille peu, (...) on échappe à

toute mesure de l'efficacité. M Dugenuou égale M. Dupied. Il n'y a pas de bons, pas de mauvais. Mais c'est une vision horrible ! Une vision mécanique, soviétique même. (...) L'effort comme le talent doivent être récompensés. C'est la vie. Et ce n'est pas être libéral que d'affirmer ça ! »

● **Le socialisme moderne.** « Vouloir être moderne à tout prix, ça m'a toujours paru ridicule. (...) D'un autre côté, prendre le socialisme traditionnel tel qu'il est et lui ajouter une dose de libéralisme pour faire moderne, ce n'est pas la solution. (...) J'ai trouvé dans ma vie politique deux personnes qui cherchaient à prendre en compte les faits, les évolutions, les réalités, mais qui souhaitaient réfléchir sur l'ensemble : ce sont Henri Emmanuelli – qu'on a caricaturé à tort comme archaïque parce qu'il refuse le conformisme – et Lionel Jospin, qui veut intégrer la modernité sans abandonner les principes de base du socialisme. Je me situe dans cette ligne, et notre complicité intellectuelle – quelles que soient les divergences conjoncturelles et les péripéties de la vie politique – se situe autour de cette volonté de synthèse entre modernité et tradition de justice sociale. »

Marketing - Commerce - Gestion

SESSIONS d'ÉTÉ

Concours commun

CEFAM, EBS, ESAM, ICD, ISTE

BAC + 4

Diplômes visés ou homologués

01 44 65 66 62

12, rue Alexandre Parodi - 75010 Paris

Chaque samedi avec

Le Monde

DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

La rumeur d'un retour en politique au côté de Lionel Jospin

CLAUDE ALLÈGRE, l'ami de quarante ans du premier ministre, est-il prêt à revenir en politique ? La longue confession qu'il livre à Laurent Joffrin s'ouvre sur un chapitre intitulé « La blessure ». Il y fait, par le menu, le récit du « mauvais souvenir » de ce samedi 25 mars 2000, où il fut mis en congé du gouvernement par le « Jospin des mauvais jours », « froid et mal à l'aise, fermé et fuyant ».

L'ancien ministre de l'éducation nationale, qui s'était alors, analyse-t-il aujourd'hui, senti « abandonné » davantage que « trahi », semble s'être résolulement engagé sur la voie du pardon. « Il y a Lionel et il y a Jospin, explique-t-il dans son livre. Lionel est chaleureux, drôle, bon camarade (...). Jospin peut être forcé, raide, formel. »

Au début de l'été, l'ami de toujours de Lionel s'est réconcilié avec Jospin. « J'ai été victime d'une opération organisée qui a conduit

Lionel Jospin à me sacrifier », résume M. Allègre, dédouanant celui dont il peut « comprendre » qu'il ait senti « la nécessité de bouger », de « rassembler tous les socialistes, toutes les tendances ».

Quelques jours après le remaniement du 27 mars 2000, M. Allègre avait lancé, sur France 2, à propos de M. Jospin : « Il voulait réussir à travers moi ce qu'il avait raté lui-même » – faisant référence à la manière dont l'actuel premier ministre avait dû, en 1992, céder son poste à l'éducation nationale en laissant en plan les réformes engagées. Cinq mois plus tard, la pique devient presque un hommage rendu à sa ténacité : « Jospin, en fait, explique M. Allègre, considérait que je devais réaliser les réformes qu'il n'avait pas pu faire, ou terminer, quand il était ministre de l'éducation nationale. »

Ce changement de ton alimente la rumeur d'un retour en politique de l'ancien ministre. Il pourrait,

dit-on, occuper des fonctions importantes dans la future équipe de M. Jospin pour l'élection présidentielle de 2002 et même – pourquoi pas ? – diriger sa campagne. Un de ses proches, embarrassé, fait remarquer que « les choses changent très vite, en politique ».

Interrogé par *Le Monde*, M. Allègre refuse de confirmer mais il ne dément pas. « Posez la question au premier ministre ; peut-être, lui, sait-il quelque chose », s'amuse-t-il, laissant entendre qu'il pourrait, tout aussi bien, entrer au gouvernement lors du prochain remaniement, s'investir dans la campagne de la présidentielle ou « partir en Amérique ». « On verra, on verra, bougonne-t-il. Puis il conclut : « Quoi qu'il en soit, compte tenu de la proximité qui a été la nôtre, avec Lionel Jospin, il serait étonnant, si je refais de la politique, que j'en fasse sans lui ».

Christine Garin

L'À-PEU-PRÈS

Aucun savant n'est omniscient. Scientifique de renom, imbattable sur l'origine de la Terre, Claude Allègre en fait la démonstration quand il tente de comprendre l'origine de sa mésaventure politique. Devenu, par ses maladroitures, le symptôme du mal qu'il prétendait diagnostiquer, brocardé en mammoth ministériel par la multitude du mammoth éducatif, il fut contraint de quitter le gouvernement de Lionel Jospin. La faute à qui ? A « un complot », nous dit-il, réinventant cette « pensée magique » qui rassure les enfants, mais inquiète les savants.

Cette vision policière de l'histoire n'appellerait pas de commentaire si, pour tenter de lui donner consistance, M. Allègre n'embarquait la presse, et plus particulièrement *Le Monde*, parmi les comploteurs. La charge fait plutôt sourire s'agissant d'un homme qui a toujours aimé fréquenter les médias au point de devenir éditorialiste à *L'Express* dès le lendemain de son départ du ministère. Elle amuse franchement

quand on se rappelle que, durant ses trois ans au ministère de l'éducation, Claude Allègre a accordé au *Monde* pas moins de quatorze entretiens et a pu y publier quatre points de vue (dont deux en première page). A tel point que certains enseignants nous faisaient alors le procès inverse de celui qu'instruit aujourd'hui l'ex-ministre. La lecture du livre de M. Allègre les rassurera : nous ne sommes ni complaisants ni comploteurs, simplement indépendants.

Sans doute est-ce une qualité insupportable à ceux qui ne voient la vie politique et intellectuelle qu'en termes de réseaux et de manipulations. C'est, hélas ! cette vision qui conduit M. Allègre à franchir la ligne rouge entre vie publique et vie privée en s'en prenant nommément à l'un de nos collaborateurs. L'ancien ministre impute aux médias « l'exclusivité » de « l'attaque personnelle » et de « l'à-peu-près ». Nous aurions préféré ne pas avoir à lui retourner le compliment.

E. P.

Un rapport officiel dresse le bilan des dégâts des tempêtes de décembre sur les bâtiments scolaires

L'étude ne permet pas d'établir un lien entre l'âge et la vulnérabilité des constructions

L'Observatoire national de la sécurité des établissements scolaires a rendu publics, mercredi 30 août, les résultats de sa mission sur les dé-

gâts causés aux établissements scolaires par les deux tempêtes qui ont traversé la France en décembre 1999. Ses conclusions infirment en partie

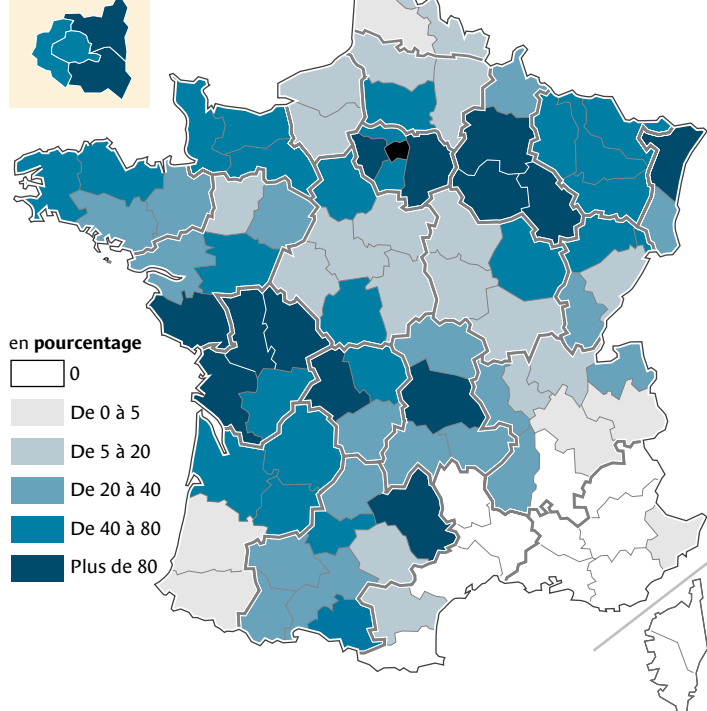
les craintes émises en début d'année. Le coût des réparations des lycées et collèges touchés, 600 millions de francs, est moindre que prévu.

LA QUESTION, alors, avait tourné à la polémique : pourquoi la tempête a-t-elle si durement touché des établissements scolaires flambant neufs ? Huit mois après les deux grandes bourrasques qui ont traversé la France entre le 25 et le 28 décembre 1999, tandis que les collèges et lycées les plus touchés n'ont pas achevé, pour la rentrée, de réparer les dégâts, l'Observatoire national de la sécurité apporte sa réponse. Son président, Jean-Marie Schléret, a rendu publics, mercredi 30 août, les résultats de la mission que lui avait confiée début janvier Ségolène Royal, alors ministre déléguée à l'enseignement scolaire. Ses conclusions sont mesurées : « Il n'y a pas eu plus de dégâts dans le parc scolaire que sur les autres constructions publiques et, s'il est vrai que ce sont les bâtiments neufs qui ont subi les plus gros dégâts, on ne peut pas en tirer d'enseignements de portée générale », indique-t-il notamment, après avoir dénoncé, en janvier, « le beau, l'esthétique et le pas-cher » des constructions des années 90 (*Le Monde* daté 9-10 janvier). Sont ainsi « tombés » des lycées neufs construits au prix de 6 000 francs le m², comme des constructions à 9 000 francs le m², un prix considéré comme tout à fait raisonnable.

Appuyée sur une expertise conduite par Socotec et 5 489 questionnaires remplis par les établissements ayant signalé des dommages, l'enquête de l'Observatoire montre que 48 % d'entre eux sont des lycées, 35 % des collèges et 3 % des écoles (les autres étant des universités ou des établissements privés). Les deux tiers des établissements publics n'ont subi que des dégâts mineurs, avec moins de 5 % de leurs bâtiments endommagés. Un quart, des dégâts limités. Et 9 %, des dégâts étendus, c'est-à-dire touchant plus de 30 % des bâtiments. Conclusion rassurante, « les

Les départements les plus touchés

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ PUBLIC AYANT SUBI DES DÉGÂTS LIÉS AUX TEMPÊTES



structures porteuses (piliers, murs, etc.) ont résisté, bien que les vents aient dépassé les prévisions de Météo France », atteignant 175 km/heure en Ile-de-France.

FACTURE REVUE À LA BAISSÉ

Les parties les plus touchées ont été les toitures et les terrasses, avec leurs innombrables « ouvrages particuliers » – faîtières, verrières, antennes et conduits de ventilation – qui, se détachant par rapport à la forme générale de l'immeuble, ont été à l'origine d'autres dégâts. Dans ce cadre, il apparaît que les traditionnels toits de tuiles et d'ar-

doises ont mieux résisté que les grandes plaques d'aluminium ou de zinc.

Mais l'âge des bâtiments n'a finalement que peu de liens avec leur fragilité. « Les dégâts les plus étendus se répartissent aux deux extrêmes de l'échelle : d'une part, sur les constructions d'avant 1960 ; d'autre part, sur celles des dix dernières années », relève le rapport. Pour Jean-Marie Schléret, c'est donc « moins l'âge des constructions qu'une accumulation de handicaps » qui les fragilise : gadgets architecturaux, auvents solitaires des toitures (comme au lycée de Car-

rières-sur-Seine, lire ci-dessous), défaut de conception, implantation dans des périphéries urbaines exposées au vent, exécution des travaux au rabais, malfaçons. De fait, 5 % des établissements touchés représentent plus de 50 % du montant total des réparations. Ce dernier a été revu à la baisse : il se situera autour de 600 millions de francs, et non de 1 milliard de francs comme il avait été estimé de prime abord. La région Ile-de-France, qui avait ainsi prévu 500 millions de francs d'investissement, estime les sommes nécessaires à environ 250 millions.

La question d'une éventuelle révision des normes de construction, soulevée par Claude Allègre dès le 4 janvier, n'est pas, pour Jean-Marie Schléret, la première à résoudre. L'Observatoire de la sécurité des établissements scolaires vient certes de transmettre son rapport au ministère de l'Équipement, qui a réuni, depuis février, une commission chargée d'évaluer l'application des normes en vigueur.

Mais l'Observatoire encourage surtout l'éducation nationale à expertiser ses établissements les plus vulnérables. A Alençon (Orne), un bâtiment démontable installé en 1975 et accueillant 60 élèves a été entièrement soufflé par la tempête. Il faut aussi, préconise-t-il, développer l'information des responsables éducatifs en matière de marchés publics comme de prévention des risques : « Aujourd'hui, que fait-on quand une alerte météo survient, pour que l'accès des enfants à l'école ne se fasse pas ? Que fait-on quand arrive une tempête et qu'il faut non pas évacuer comme on en a l'habitude, mais confiner les élèves dans un lieu approprié ? ». L'Observatoire plaide à nouveau pour « réglementer un contrôle périodique de la solidité des ouvrages ».

N. G.

La rentrée sera perturbée dans les collèges et les lycées les plus touchés

DÉCEMBRE 1999, une rafale de vent à 176 km/heure emporte un auvent, prévu pour résister à 125 km/heure ; il s'écrase sur une verrière, endommageant huit salles de classe. Huit mois plus tard, six de ces salles sont toujours inutilisables. Le jour de la rentrée, les élèves de seconde du lycée des Pierres vives à Carrières-sur-Seine (Yvelines) prendront leurs quartiers dans les préfabriqués installés deux mois et demi après la tempête sur le terrain de sport attenant à l'établissement. Construit il y a douze ans, le lycée avait coûté 63 millions de francs ; les travaux pourraient s'élever à 4 millions.

A Paris, les 126 6^{es} du collège Georges-Rouault (19^e arrondissement) découvriront, à l'instar de leurs camarades plus âgés, les joies du transport scolaire pour rallier le collège Vincent-d'Indy (12^e arrondissement), situé à une vingtaine de minutes de chez eux. Leur collège, l'un des plus touchés par la tempête à Paris, n'est toujours pas en mesure de les accueillir. Les travaux ont débuté mi-août ; officiellement, ils devraient s'achever début décembre. En attendant, les 5^{es}, 4^{es} et 3^{es} sont hébergés dans la cité scolaire Paul-Valéry. Cet éclatement sur trois sites a contraint les enseignants de Georges-Rouault à jongler avec les déplacements et a multiplié le nombre de personnes nécessaires à l'encadrement des

transports et de la cantine des quelque 500 collégiens déplacés.

Dans les jours qui ont suivi la tempête, l'éducation nationale et les collectivités locales ont fait preuve d'une grande réactivité. Des décisions d'urgence ont permis l'accueil quasi immédiat de tous les élèves. L'Ile-de-France, l'une des régions les plus touchées, a débloqué 50 millions de francs pour le transport scolaire ou la location de préfabriqués. En deux jours, les élèves de Georges-Rouault ont été recasés ; à Montreuil-Fault-Yonne (Seine-et-Marne), le lycée Flora-Tristan, très endommagé, a rouvert au bout d'une semaine pour la moitié de ses élèves et envoyé l'autre partie de ses effectifs dans des établissements voisins jusqu'aux vacances de février. « Par la suite, nous avons assuré le rattrapage des « cours tempête » les mercredis et samedis », assure Marie-Paule Cahin-Duby, la proviseur. A Carrières-sur-Seine, tous les espaces disponibles, y compris le réfectoire, ont été utilisés pour les cours. Seuls quatre jours ont été perdus.

Pourtant, passée les mesures d'urgence, le retour à la normale se fait parfois attendre : difficultés à déterminer les responsabilités, et donc les financements, entre le conseil régional, les architectes et les constructeurs ; désignation

d'experts (en Ile-de-France, sur 368 établissements sinistrés, le seul défaut de conception a été relevé au lycée des Pierres vives) ; délais pour les appels d'offres...

LES PLUS GRANDES PRÉCAUTIONS

Par endroit, les vitres ont été remplacées et les gravats évacués, mais les travaux d'envergure n'ont pas démarré. Ainsi, les internes du lycée Charles-Tellier de Condé-sur-Noireau (Calvados) vont-ils retrouver les dortoirs d'un établissement éloigné d'une dizaine de kilomètres. Au lycée Flora-Tristan, « tout le deuxième étage est encore sous bâche », indique la proviseur. Les travaux ne devraient pas être terminés avant la fin 2001.

Malgré les désagréments et l'énergie dépensée sur les chantiers, la plupart des responsables privilégient désormais les plus grandes précautions. Un principal de collège qui prépare sa rentrée sous un toit flambant neuf avoue attendre avec impatience les premières pluies, « pour voir si ça tient ». Tous ont en tête l'ampleur que la catastrophe aurait pu prendre si les élèves et les enseignants avaient été présents dans les établissements le 26 décembre.

Stéphanie Le Bars

Le tabac à rouler est beaucoup plus toxique que les cigarettes en paquet

LES CIGARETTES fabriquées à partir des tabacs à rouler commercialisés en France exposent ceux qui les consomment à des teneurs en produits toxiques (goudrons, nicotine et monoxyde de carbone) considérablement plus élevées que celles émanant des cigarettes en paquet. Telle est la conclusion d'une enquête menée par l'Institut national de la consommation (INC) et publiée dans le numéro de septembre du mensuel *60 millions de consommateurs*. L'INC a repris, dans cette enquête, une méthodologie adoptée par le ministère de la santé canadien et a effectué ses mesures à partir de cigarettes « roulées » contenant chacune 0,9 g de tabac. Ces cigarettes ont ensuite été « fumées » par une machine linéaire de type Filtrona 400, technique qui avait été utilisée il y a un an par l'INC pour démontrer que les taux de nicotine et de gou-

drons indiqués depuis 1991 sur les paquets de cigarettes sont notablement inférieurs à ce qu'inhalent véritablement les fumeurs (*Le Monde* du 27 août 1999).

Deux méthodes de mesure ont ensuite été mises en œuvre : l'une à partir de la norme ISO 3308 en vigueur (bouffées de 2 secondes et de 35 millilitres ; intervalle de 60 secondes entre deux bouffées), l'autre avec des paramètres plus proches du comportement réel des fumeurs (bouffées de 56 millilitres, intervalles de 26 secondes). Dans les deux cas, la longueur du mégot (23 millimètres) demeurerait inchangée. « Quelle que soit la méthode de fumage retenue, les teneurs en goudrons, nicotine et monoxyde de carbone sont beaucoup plus importantes que les valeurs que nous avions trouvées en 1999 pour les quinze marques de cigarettes analysées », expliquent les auteurs de cette étude. C'est

pour les goudrons, produits cancérigènes, que les résultats sont les plus inquiétants. Ainsi le plus « doux » des tabacs à rouler (le Old Holborn extra mild) conduit à faire des cigarettes contenant des teneurs en goudrons (24,2 mg ou 40,5 mg selon la méthode retenue) beaucoup plus élevées que la plus « chargée » des cigarettes vendues en paquet, la Royale Extrême, qui en contient 12 mg.

Les taux de nicotine (responsable de la dépendance) et de monoxyde de carbone (impliqué dans les affections cardiovasculaires) sont également très inquiétants. Pour l'INC, les tabacs à rouler les plus dangereux sont ceux commercialisés sous les marques Gauloises et Gauloises extra-léger, Old Holborn, Pall Mall, Drum demi-fort et Samson. La réglementation en vigueur, qui se borne à imposer aux fabricants le pourcentage de tabac et

des agents de saveur et de texture, permet de qualifier de « légers » des tabacs qui ne le sont en aucune manière.

De tels résultats sont d'autant plus inquiétants que les ventes des tabacs à rouler – épargnés par les hausses de prix – ont doublé entre 1991 et 1999, ces produits séduisant tout particulièrement les adolescents. « La persistance de ce mode de consommation du tabac permet des publicités pour les papiers à cigarettes, qui sont illégales mais qui n'ont toujours pas été sanctionnées », souligne, dans le mensuel de l'INC, le professeur Bertrand Dautzenberg, spécialiste de pneumologie (groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, Paris). Et le fait de fumer du tabac à rouler ouvre la voie à d'autres drogues comme le haschisch. »

Jean-Yves Nau

Enquête préliminaire sur les menaces de mort reçues par un avocat corse

M^e Garbarini défend plusieurs nationalistes

LA SECTION antiterroriste du parquet de Paris, dirigée par Irène Stoller, a ouvert, mardi 29 août, une enquête préliminaire sur les menaces de mort reçues, à Ajaccio, dans la nuit du 28 au 29 août par M^e Pascal Garbarini, avocat au barreau de Paris et défenseur d'un grand nombre de nationalistes corses. Les investigations ont été confiées au service régional de la police judiciaire d'Ajaccio (Corse-du-Sud). Le bâtonnier de Paris, Francis Teitgen, a été informé des faits. Les membres du conseil de l'ordre des avocats de Paris devraient prochainement se prononcer sur une motion de soutien à leur confrère menacé. Le procureur de la République d'Ajaccio, Jacques Dallest, a, pour sa part, entendu, en compagnie du directeur du SRPJ d'Ajaccio, M^e Garbarini, qui séjourne actuellement sur l'île pour ses vacances.

Pascal Garbarini a découvert, mardi matin, une lettre manuscrite anonyme, non oblitérée, dans la boîte aux lettres du domicile de ses enfants. Rédigé en langue corse, d'une écriture délibérément déformée, ce texte indique : « Les beaux jours sont passés, tant de sang et tant de trahisons, il est l'heure. » Dans le hall d'entrée de l'immeuble, une dizaine de mégots de cigarettes ont été retrouvés par l'intéressé. Cette découverte pourrait attester la présence prolongée d'individus qui, faute d'avoir pu rencontrer l'avocat, qui n'est pas rentré à son domicile, auraient alors opté pour la solution de la lettre anonyme. Les restes de cigarettes ont été transmis au laboratoire de police aux fins de recherches de traces ADN.

La justice et les services de police spécialisés dans les dossiers corses paraissent prendre au sérieux ces menaces contre la vie de M^e Garbarini. Ce dernier est le défenseur, en tant que partie civile,

des familles de Jean-Michel Rossi et de Jean-Claude Fratacci, les deux nationalistes assassinés le 7 août à L'Île-Rousse (Haute-Corse). Ami de Jean-Michel Rossi, il figurait parmi les personnes qui portaient son cercueil le jour des obsèques. Par ailleurs, il est l'avocat de deux figures du nationalisme, François Santoni, ancien secrétaire national d'A Cuncolta, et Charles Pieri, actuel secrétaire national du mouvement, dont la rivalité et la querelle sont aujourd'hui de notoriété publique.

UN RÔLE D'INTERFACE

Avocat reconnu pour sa connaissance des rouages de la justice dite « antiterroriste » par les magistrats du parquet et de l'instruction, il joue le rôle d'interface avec les responsables nationalistes et les familles des prisonniers. Présent sur le devant de la scène judiciaire depuis 1996, il a, dans un premier temps, surtout défendu des nationalistes proches ou membres du mouvement A Cuncolta nazionalista, alors dirigé par François Santoni, Charles Pieri et Marie-Hélène Mattéi. Depuis, des nationalistes issus d'autres tendances, naguère opposées à A Cuncolta, telle que Corsica viva, ont fait appel à lui, notamment les frères Salvini dans l'affaire de l'attentat à la voiture piégée, à Ajaccio, contre les bâtiments de l'Urssaf et de la direction départementale de l'équipement. Il est également l'avocat de Marcel Istria, mis en examen dans l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac.

Les menaces pesant contre sa personne pourraient illustrer les craintes manifestées ces derniers mois, par les autorités quant au regain de tension entre nationalistes et à la possible relance d'une guerre fratricide.

Jacques Follorou

Inquiétude sur les rayonnements émis par les portables

SELON UNE ENQUÊTE réalisée par le mensuel *Sciences et Avenir* de septembre, les rayonnements électromagnétiques émis par les relais de téléphonie mobile sont nettement supérieurs aux valeurs annoncées par les opérateurs. Au lieu du demi-volt/mètre annoncé, les mesures relevées par les experts engagés par le magazine s'échelonnent entre 2,6 et 13,2 volts/mètre. Elles restent dans les limites recommandées par l'Union européenne – 41 pour les fréquences de 900 mégahertz et 58 pour les fréquences de 1 800 mégahertz – mais sont le plus souvent supérieures aux normes italiennes et russes.

A propos des risques véritablement encourus par les personnes soumises à ces radiations, le doute subsiste concernant les faibles valeurs mesurées dans la proximité des antennes. La communauté scientifique reste divisée. Le risque d'incompatibilité électromagnétique entre les portables et les appareils de stimulation cardiaque (pacemakers) est, lui, établi.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : le frère de la petite Mickaela, quatre ans, retrouvée morte dans un trou d'eau à Pionnat (Creuse), a avoué être l'auteur du meurtre de sa petite sœur. Agé de dix-huit ans, le jeune homme, Mickael, a été mis en examen, mardi 29 août, pour « viol et assassinat » avant d'être incarcéré dans un lieu tenu secret. Les experts devront déterminer s'il peut être reconnu responsable de ses actes.

■ **Un jeune homme de dix-neuf ans a reconnu être l'auteur du meurtre du petit Elias Mokhtari, six ans, découvert étranglé dans une cave d'immeuble, dimanche 27 août, à Fameck, près de Thionville (Moselle).** Il a été mis en examen et incarcéré, mardi 29 août, dans la soirée pour « homicide volontaire » sur mineur de moins de quinze ans et « tentative d'agression sexuelle ».

■ **Un nationaliste corse a été mis en examen et écroué** par la juge d'instruction Laurence Le Vert, mardi 29 août, à Paris, pour « infraction à la législation sur les armes et les munitions en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs ». Jean-Baptiste Giorgi a été interpellé dans sa voiture, le 25 août, près d'Ajaccio, en possession d'une arme. Les gendarmes ont saisi des munitions, une combinaison et une cagoule à son domicile. M. Giorgi a affirmé avoir cessé ses activités clandestines depuis plusieurs années.

■ **SANTÉ** : le prix du stérilet a été baissé et son remboursement par la Sécurité sociale amélioré, ont indiqué, mardi 29 août, les ministères de la santé et de la solidarité. Un prix maximal de vente au public a été arrêté à 142 francs et son taux de remboursement fixé à 65 %. Le prix du stérilet était jusqu'ici choisi librement, souvent aux environs de 300 francs et son remboursement était « limité » à 44 francs. Pour les bénéficiaires de la couverture-maladie universelle, le stérilet est pris en charge à 100 %.

■ **LOGEMENT** : le décret encadrant les hausses de loyers du secteur privé pour l'agglomération parisienne est paru mardi 29 août au *Journal officiel*. Reconnu chaque année depuis 1989, ce texte permet, pour les loyers « manifestement sous-évalués », d'éviter à quelques milliers de locataires une hausse brutale du prix de leur appartement lors d'un renouvellement de bail. Il interdit aux propriétaires de procéder à un rattrapage « supérieur à la moitié de l'écart constaté avec les loyers pratiqués dans le voisinage ».

DISPARITION

Sir Lynden Pindling

Un « Moïse noir » aux fréquentations douteuses

PÈRE de l'indépendance des Bahamas, Sir Lynden Pindling s'est éteint à Nassau samedi 26 août, victime d'un cancer de la prostate. Leader de la majorité noire - plus de 85 % de la population de l'archipel -, il a gouverné durant vingt-cinq ans, malgré les accusations de corruption lancées contre lui.

Né le 22 mars 1930 à Nassau, fils d'un enseignant d'origine jamaïcaine, Lynden Pindling rejoint le Parti libéral progressiste (PLP) peu après sa création, en 1953. Il vient de terminer ses études de droit à Londres et prend rapidement la tête du PLP en promettant la justice sociale à la masse noire. Les Bahamas sont alors sous la coupe des « Bay Street Boys », dont le Parti bahamien unifié (UBP) représente l'élite blanche et commerçante qui contrôle l'archipel sous l'aile de la Couronne britannique.

Elu au Parlement en 1956, chef de l'opposition en 1964, Lynden Pindling, surnommé « Moïse noir », conduit le PLP à la victoire en janvier 1967. Devenu premier ministre - poste qu'il n'abandonnera qu'en août 1992 -, il forme le premier gouvernement noir de

l'archipel et lance la « révolution tranquille » qui mène les Bahamas à l'indépendance, le 10 juillet 1973. Dès le milieu des années 70, le cartel de Medellín s'intéresse à ce chapelet de plus de sept cents îles qui s'étire sur près de 1 000 kilomètres au sud-est de la Floride.

En 1983, l'année même où la reine Elizabeth II l'anoblit, Sir Lynden Pindling est accusé par la chaîne de télévision américaine NBC de recevoir d'importantes sommes des trafiquants colombiens, notamment du baron de la cocaïne Carlos Lehder. La commission d'enquête qu'il est contraint de constituer le blanchit, mais il ne parvient pas à expliquer l'origine de plus de 3,5 millions de dollars déposés sur ses comptes bancaires. Sir Lynden Pindling est battu aux élections de 1992 par Hubert Ingraham, un transfuge de son parti qui s'est rendu célèbre par ses attaques contre la corruption gouvernementale. Actuel premier ministre, Hubert Ingraham a rendu hommage à Sir Lynden Pindling, le qualifiant de « géant de notre temps ».

Jean-Michel Caroit

NOMINATIONS

CULTURE

Jacques Vistel, conseiller d'Etat, a été nommé directeur du cabinet de Catherine Tasca, ministre de la culture et de la communication, en remplacement de Gérard Metoudi, qui avait été nommé à ce poste en février auprès de Catherine Trautmann et qui devient conseiller spécial auprès de M^{me} Tasca.

[Né le 20 janvier 1940 à Sainte-Colombe (Rhône), licencié en droit, diplômé de HEC, Jacques Vistel a intégré le Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA, en juin 1966. Il a été notamment conseiller technique au cabinet de Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture (1974-1976), directeur adjoint des Musées de France (1978-1982), chef du service juridique et technique de l'information (1985), président de RFO (1985-1986), médiateur du cinéma (1987-1991). Depuis janvier 1999, Jacques Vistel était président de la 5^e sous-section du contentieux du Conseil d'Etat et, parallèlement, président de la commission mixte pour la diffusion de la presse française dans le monde depuis 1991 et président du Musée Rodin depuis 1993.]

DIPLOMATIE

Philippe Faure a été nommé ambassadeur au Mexique, par décret publié au *Journal officiel* daté 28-29 août. Il succède à Bruno Delaye, nommé le 18 juillet directeur général de la coopération internationale et du développement au ministère des affaires étrangères.

[Né le 13 juin 1950 à Toulouse (Haute-Garonne), Philippe Faure est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1974-1976). Il a été notamment conseiller technique au cabinet de Jean François-Poncet, ministre des affaires étrangères (1979-1981), puis en poste à Washington (1981-1987), à Madrid (1987-1990) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay, avant de rejoindre la Compagnie européenne de courtage en assurance et réassurance (1990-1997). Depuis septembre 1997, Philippe Faure était président de Marsh & McLennan France et parallèlement, depuis avril 1998, PDG de Damefa, société éditrice des publications Gault Millau.]

RELIGION

Le Père Jean-Marie Gaudel a été nommé responsable du secrétariat pour les relations avec l'islam (SRI), un service rattaché à la Conférence des évêques de France. Il succède à Gwénolé Jeusset, qui n'a pas souhaité renouveler son mandat de trois ans à ce poste.

[Né le 7 juin 1937 à Paris, Jean-Marie Gaudel est entré en 1954 dans la Société des missionnaires d'Afrique, plus connue sous le nom de congrégation des Pères blancs, et il a été ordonné prêtre en 1963. Missionnaire en Tanzanie de 1965 à 1969, puis de 1972 à 1975, le Père Gaudel a suivi des études d'arabe et d'islamologie à l'Institut pontifical d'études arabes et islamiques (Pisai) à Rome, de 1969 à 1972. A partir de 1975, il a enseigné l'islamologie, d'abord au Pisai, puis à l'Institut catholique de Paris. Titulaire d'un doctorat en études arabes et islamiques, Jean-Marie Gaudel a publié au Cerf, en 1991, une étude sur les cas de conversion de musulmans au christianisme.]

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

- Bon anniversaire,

Edith,

Dominique,
Emmanuelle, Amélie,
Rodolphe, Simon.

- Soixante-quinze ans, dont un bon nombre à la tête d'un réseau d'amis qui s'étend de la Provence à Berlin,

Bon anniversaire,

Jacques,

Le réseau.

Nicolas

a trente-cinq ans.

Il a toujours voulu atteindre ses rêves à cet âge.

Aujourd'hui, il a réussi !

Je veux lui dire que nous sommes très fiers de lui et de son parcours... et que nous l'aimons.

Que cet anniversaire soit pétillant et inoubliable.

Ktoul.

Michèle NOAILLY

est heureuse d'annoncer la naissance de sa petite-fille

Victoire,

le 25 août 2000,

chez

Colin et Muriel.

8, rue Joseph-Halleguen,
29000 Quimper.

Décès

- Grenoble. Nancy.

M^{me} Ginette Bildé,
Ses enfants et petits-enfants,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert BILDÉ,

ancien élève
de l'école Bréguet, Paris,
ingénieur électricien,
chef de fabrication
Bacco, Strasbourg,
directeur de l'usine
ABC Allibert, Grenoble,

survenu à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 août 2000, à 8 heures, en la salle de cérémonie du centre funéraire intercommunal, à La Tronche (Isère), suivies de l'inhumation au cimetière de Nancy-Préville (Meurthe-et-Moselle), à 17 heures.

- M^{me} Jeannine Dratwa,
son épouse,
M. et M^{me} Rémi Dratwa,
son fils et belle-fille,
M. et M^{me} Volery,
M. et M^{me} Robert,
ses filles et gendres,
Geoffroy, Alexandra, Jessica, Fabien,
Chloé, Inès, Barth,
ses petits-enfants,
font part du décès de

Fiszal Binem DRATWA,

dit Félix,
combattant volontaire de la Résistance
et déporté résistant,

survenu le 29 août 2000, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 1^{er} septembre, à 14 h 30, au cimetière de Bagneux.

Ni fleurs ni couronnes.

93, boulevard Beaumarchais,
75003 Paris.

Le docteur Jacques GERTNER

nous a quittés le dimanche 27 août 2000, à l'âge de cinquante-trois ans.

Il est mort pilotant son avion, sa passion.

Les obsèques auront lieu le jeudi 31 août, à 14 h 15, au cimetière de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy.

Rachel, Sophie et Delphine Gertner,
25, rue de l'Ouest,
75014 Paris.- L'administrateur,
Et les professeurs du Collège de France ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 25 août 2000, de leur collègue,

Antoine GUILLAUMONT,

professeur honoraire
au Collège de France,
titulaire de la chaire
« Christianisme et gnosés
dans l'Orient préislamique »
de 1977 à 1986.Collège de France,
11, place Marcellin-Berthelot,
75231 Paris Cedex 05.- Le président,
Le conseil d'administration,
Et les membres de l'Association
psychanalytique de France,
Ainsi que les analystes en formation à l'APF,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

docteur Christiane GUILLEMET.

A chacun manqueront profondément la finesse et l'originalité de son intelligence clinique. Le souvenir de la force avec laquelle elle savait transmettre sa passion pour le métier de psychanalyste, nourrie et approfondie par la pratique de la psychanalyse d'enfants, restera présent à l'APF.

Madeleine GÉROME JASPARD

s'est éteinte paisiblement le 28 août 2000.

Guy, Alain, Yves
Marie-Laure Jaspard,
Ses enfants,Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
souhaitent partager avec vous leur émotion lors d'une bénédiction qui aura lieu le lundi 4 septembre, à 14 h 30, en la chapelle de l'Est du Père-Lachaise.- M^{me} Josette Looren,
son épouse,
Christophe, Olivier, Guillaume,
Dominique,
ses fils,
Géraldine et Bernadette,
ses belles-filles,
Martin, Freddy, Emmanuel, Maxime,
ses petits-fils,
M^{me} Paulette Barrère,
sa belle-mère,
M. et M^{me} Emile Petitbon,
M. et M^{me} Patrick Lottin,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Philippe, Laetitia, Jennifer, Anthony,
ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond LOOREN,

survenu le 28 août 2000, dans sa soixante-douzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1^{er} septembre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e.

Condoléances sur registre.

Le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

7, rue Péguy,
75006 Paris.Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.- Gilberte Joly,
son épouse,
Aude Joly,
Damienne et Georges Hung,
ses enfants,
Pia,
Dylane et Niels,
ses petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques JOLY,

survenu à Noisy-le-Roi, le 29 août 2000, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 31 août, à 14 h 45, en l'église de Noisy-le-Roi (Yvelines).

Une bénédiction sera célébrée le vendredi 1^{er} septembre, à 14 h 30, en l'église de Nouic (Haute-Vienne), suivie de l'inhumation au cimetière local.16, allée de la Clairière,
78590 Noisy-le-Roi.

- Le Mans. Tunis. Aulnay-sous-Bois.

M^{me} Moulin-Harting,
son épouse,
Hermine et P.-Yves Olivo-Moulin,
Arthur, Agathe, Harold,
Anne et son fils Paul Moulin-Loué,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Paul MOULIN,

survenu le 12 août 2000, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Une pensée est demandée aux anciens du Centre de Celleneuve (Hérault).

- Le docteur et M^{me} Hubert Pouquet et leur fille Jeanne,
M. et M^{me} Michel Grassart et leurs enfants Paul et Alexandre,
M. et M^{me} Philippe Pouquet et leur fils Richard,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean POUQUET,

leur père et grand-père,

survenu le 23 août 2000.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en l'église de Magny-les-Hameaux (Yvelines), le 25 août.

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 29 juillet 1999,

Odette ROSENSTOCK-ABADI

nous quittait.

Elle rejoignait son mari,

Moussa ABADI,

décédé le 15 septembre 1997.

Ils restent unis dans nos pensées. « Les enfants et amis Abadi » vous prient de se joindre à eux pour les prières qui seront dites le mercredi 6 septembre 2000, à 18 h 30, par le rabbin Daniel Farhi, à la synagogue, 11, rue Gustave-Caillaudet, Paris-15^e.Karl FLINKER,
31 août 1991.« Le jour qui allongea le bonheur
entre lui et nous n'est nulle part. »
René Char.

- Il y a un an, le 30 août 1999,

Christian HANEL

nous quittait.

« Car il était trop grand l'abîme entre
ce qu'il ressentait et ce qu'il disait. »
Nicolas et Tobias.

- 31 août 1994,

Ernest SIMONAZZI,

« Tu n'auras pas été
dans les douces étoiles. »

Formation continue

L'INALCO Langues'O propose une formation diplômante pour adultes, en cours du soir. Certificat pratique de langue et culture orientales en arabe, chinois, hébreu, japonais, kabyle, russe et vietnamien. Préparation en deux ans. Cours du 25 septembre 2000 au 30 juin 2001. Places limitées à vingt personnes. Inscriptions, renseignements et tarifs jusqu'au 13 septembre inclus au Service commun de la formation continue Organisme de formation n° 11 75 PO 16275 2, rue de Lille, 75343 Paris Cedex 07 Tél. : 01-49-26-42-33 - Fax : 01-49-26-00-18 E-mail : formation-continue@inalco.fr

Cours

DECouvrez
L'INFORMATIQUE
A DOMICILEALDISA, premier organisme
de formation à domicile

- Configurer votre ordinateur,
- Vous aide dans sa prise en main,
- Vous forme sur les principaux logiciels,
- Vous initie à l'Internet.



Bureautique & Internet
300 formateurs en Ile-de-France

Pour recevoir notre brochure
Contactez vite le

01-46-10-50-32

CARNET DU MONDE - TARIFS AN 2000

TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS,	140 F TTC - 21,34 €
AVIS DE MESSE,	...
ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS	...
TARIF ABONNÉS	120 F TTC - 18,29 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,	550 F TTC - 83,85 €
MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS	Forfait
Toute ligne suppl. : 65 F TTC - 9,91 €	10 lignes

THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 F TTC - 12,96 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
☎ 01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36
01.42.17.29.96 - e-mail: carnet@mondepub.fr.

Abonnez-vous en toute liberté

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté
que je peux
faire suspendre
ou suivre mon
abonnement
pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un
déménagement, un numéro
exclusif : 0 803 022 021
(0,99 F TTC/mi)

**Vous faites arrêter votre
abonnement quand bon
vous semble**

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

**Vous ne payez rien
d'avance**

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

**Vous êtes sûr de ne
manquer aucun numéro**

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

Bulletin d'abonnement

Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 24 avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex - Tel: 01 42 17 32 90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour
seulement 173 F par mois (26,37 €)
par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire
ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 001MQAN2

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] [] Ville :

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Date et signature obligatoires :

Vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER <i>Le Monde</i> 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05		
TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER			
Nom			
Prénom			
N° rue			
Code postal [] [] [] [] [] Ville			
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° rue			
Code postal [] [] [] [] [] Ville			
DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER			
Code Établissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

En l'an 2000, devenez Citoyen du Monde



Abonnez-vous pour seulement

173F*

par mois

... Et entrez dans un espace
privilegié d'information et de
réflexion : actualité internationale,
économique et politique,
technologies, médias, sciences,
art et culture... Chaque jour,
passionnez-vous pour *Le Monde*



* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2000.

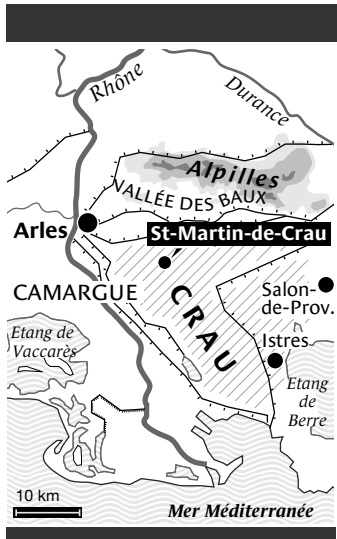
Les éleveurs de moutons ont-ils encore un avenir ?

La filière ovine est le seul secteur agricole à perdre à la fois ses producteurs et son potentiel de production. Concurrencés par le Royaume-Uni, l'Irlande et la Nouvelle-Zélande, les professionnels lancent une campagne de sensibilisation qui s'achèvera par une « transhumance » vers Paris

SAINT-MARTIN-DE-CRAU (Bouches-du-Rhône)

de notre envoyé spécial

« Peut-on imaginer une France sans moutons ; des moutons sans bergers ; des bergers sans revenus ? », ironisait Denis Grosjean, secrétaire général de la Fédération nationale ovine (FNO), lors du congrès de cette der-



nière, fin mars, à Chorges (Haute-Alpes). Les éleveurs de moutons vont mal et s'emploient à le faire savoir. La FNO, branche spécialisée de la FNSEA, a été sur la brèche durant tout l'été, pour une mobilisation qui culminera, début septembre, avec une marche des « moutons de l'espoir » sur Paris (lire ci-contre). Les éleveurs de la FNO, dont une délégation a été reçue, mardi 29 août, par Jean Glavany, entendent sensibiliser le public sur les difficultés d'une production située à plus de 85 % en zones défavorisées, où elle assure le maintien de l'emploi et l'entretien

du territoire. Et où la transhumance, loin d'être une survivance du passé, reste une pratique d'actualité, indispensable à la survie de la société pastorale et de son savoir-faire (lire l'étude consacrée à ce sujet par Patrick Fabre, jeune ingénieur d'élevage : Hommes de la Crau (Des coussouls aux alpages), éditions Cheminements).

Ainsi, un jour de début juin, non loin de Saint-Martin-de-Crau, trois semi-remorques bétailières attendent en file indienne leur chargement – quelque 400 bêtes chacun – pour sept heures de transhumance qui les emmènera pour les quatre mois d'été dans les estives de la Maurienne. Le retour des bêtes s'échelonne entre le début octobre et la mi-novembre afin d'économiser l'herbe en plaine. Autour de la longue bergerie, le coussoul (pâturage) s'étend à perte de vue, aride, caillouteux, parsemé de touffes d'herbe odorante. Paysage typique de cette plaine de la Crau sèche, ancienne delta fossile de la Durançe à un jet de pierre d'Arles, royaume du vent, sans ruisseau ni rivière. Plus de 100 000 moutons transhumant chaque année (autrefois à pied, dorénavant en camion) à partir de cette région, rude, ensoleillée, pastorale depuis des millénaires.

L'agitation est à son comble : éléments affolés, ruades, bousculades. Les trois chiens border collie, à la robe blanc et noir, silencieux et efficaces, ne cessent de courir ici et là. Un berger aide à l'embarquement en agitant la grosse sonnaïlle du flouca (jeune mâle castré, apprivoisé) dont le rôle traditionnel est d'entraîner le troupeau à sa suite. Aidé de son fils et de ses bergers, René Tavan, propriétaire du troupeau, la cinquantaine alerte, issu d'une longue lignée de moutonniers durs à la tâche, a

l'œil à tout. On le sent savourer pleinement ce moment. Les moutons, « c'est un choix de vie, dit-il simplement, avec beaucoup de difficultés, de travail incessant, mais je ne me plains pas. Je suis d'un naturel optimiste... » Il est vrai que, propriétaire de 7 500 mérinos d'Arles, une belle race rustique, René Tavan est l'un des

Une bergerie symbolique dans les jardins du Sénat

Début juillet, La Fédération nationale ovine (FNO) a lancé une « opération de sensibilisation » sous forme d'un manifeste national en faveur des éleveurs d'ovins. Cette campagne doit culminer, du 4 au 10 septembre, avec une semaine d'action syndicale, baptisée « Les moutons de l'espoir » : quatre itinéraires de transhumance doivent traverser 18 villes et converger vers Paris, où sera installée, dans les jardins du Luxembourg, du 7 au 10 septembre, une bergerie symbolique. La Fédération demande notamment la valorisation des compensations perçues par les éleveurs au titre de l'indemnité compensatoire de handicap naturel (ICHN) pour les zones de montagnes défavorisées.

plus gros éleveurs ovins de la région, peut-être même de France. Pourtant, il reprend, lui aussi, le leitmotiv des artisans d'une profession en grande difficulté : « Sans les primes, on ne passerait pas ! »

Alain Imbert, à la tête d'un élevage de 1 700 bêtes sur la commune de Saint-Martin-de-Crau, renchérit : « Nous n'y arrivons pas ; les charges sont de plus en plus lourdes. Bien sûr,

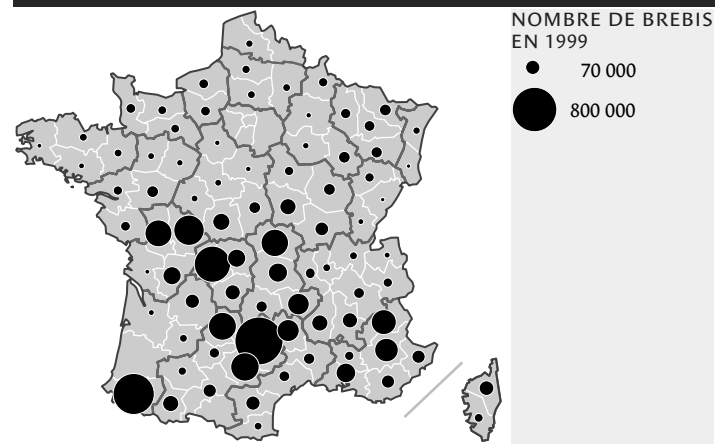
nous bénéficions de primes, mais nous préférons vendre nos agneaux à leur juste prix, sans avoir besoin de tendre la main à l'Etat pour tout juste équilibrer nos comptes. »

Rivale de la FNO, la Confédération paysanne a la même attente : plutôt que des primes, chaque moutonnier devrait bénéficier d'un revenu garanti, issu de la vente à un prix suffisant de ses produits, à partir d'un volume de production donné et adapté aux particularités de chaque région. La commission ovine de la « Conf » souligne que « la faiblesse du revenu a conduit de nombreux éleveurs à abandonner la production ovine, soit en cessant leur activité, soit en remplaçant leurs brebis par des vaches allaitantes ou des céréales, contribuant à grossir les volumes de ces productions déjà excédentaires. »

Pour les amis de José Bové comme pour ceux de Luc Guyau, la filière ovine est le seul secteur de l'agriculture française à perdre à la fois ses producteurs et son potentiel de production : en six ans, 20 % des éleveurs – soit une bonne quinzaine de milliers – ont passé la main, et le cheptel n'a cessé de régresser avec une diminution de plus de 300 000 têtes. Malgré les efforts des pouvoirs publics pour redynamiser la production, le secteur connaît les plus bas revenus de l'agriculture pour la plus forte charge de travail et un vieillissement inquiétant des producteurs : 50 % ont plus de cinquante ans, 20 % n'ont pas de successeurs. Et pourtant, le secteur n'assure que 45 % de la consommation intérieure.

Pêle-mêle, Denis Grosjean a dénoncé, au congrès de Chorges, « le manque de soutien véritable [des politiques], les prix trop bas qui ne permettent pas de se renouveler ou de réinvestir pour maintenir une ferme

Une concentration dans les zones défavorisées



Source : « Le dossier économie de l'élevage », n°290 B-avril 2000

ovine française dynamique ». « Il faut, a-t-il martelé, une segmentation claire [entre les différentes productions] dans un marché transparent pour une meilleure valorisation de nos agneaux. »

CRÉNEAU D'AVENIR

Le soutien à la production des agneaux identifiés sous les labels « agneaux de nos bergers » et « agneaux de tradition bouchère » a permis d'explorer, avec un succès grandissant, un créneau d'avenir. Mais, en dehors de la viande bovine pour cause de vache folle, la réglementation ne permet pas de rendre obligatoire la mention de l'origine nationale de la viande. Et la concurrence étrangère, souvent de qualité comme la néo-zélandaise, est rude. Au demeurant, 75 % des importations viennent du Royaume-Uni et d'Irlande.

Conscients des difficultés et de l'inquiétude grandissante des éleveurs, les pouvoirs publics ont cherché à prévenir la crise. Une mission

dite Thomas-Launay, du nom de ses auteurs, a remis, à l'été 1999, un rapport sur la situation dans la filière qui, selon les moutonniers, décrit bien ses difficultés mais n'apporte guère de solution. La table ronde sur l'agriculture du 21 octobre de la même année a été l'occasion pour Lionel Jospin d'annoncer une rallonge de 50 millions de francs en faveur du secteur. Enfin, le 14 février, Jean Glavany, ministre de l'agriculture, a lancé à Gramat (Lot) « un plan d'actions en faveur de la filière ovine qui vise à renforcer son efficacité économique, à favoriser l'installation des jeunes et à augmenter le revenu des éleveurs au travers des contrats territoriaux d'exploitation ». Ces mesures sont jugées insuffisantes par l'ensemble de la profession, qui reste sceptique sur leur impact potentiel, non seulement pour rééquilibrer les revenus des moutonniers, mais surtout pour sauvegarder leur profession.

A. H.

En Alsace, des ovins contaminés au cuivre

BOURBACH-LE-HAUT (Haut-Rhin)

de notre envoyé spécial

Elle bataille depuis douze ans pour établir la vérité sur la mort de ses huit cent cinquante moutons. Anne-Marie Singer, cinquante-neuf ans, est propriétaire d'une ferme « maudite » dans un hameau vosgien, Bourbach-le-Haut, à 15 kilomètres du ballon d'Alsace. Doit-elle la malédiction qui s'est abattue sur elle à sa qualité de femme et de citadine qui a engagé un retour à la terre ?

Son grand-père était pourtant un paysan d'un village voisin. Mais voilà, sa famille a quitté la région. En 1987, Anne-Marie achète avec sa mère et son fils la ferme du Niederwyhl, tout près du lieu de ses origines familiales. Dans cette vallée escarpée des Vosges, on élève depuis toujours des moutons, alors elle sera productrice de viande ovine.

La famille Singer démarre l'exploitation avec deux cents têtes. Mauvais présage : quelques semaines après le début d'activité, le chien de la maison meurt empoisonné. L'herbe ne repousse presque pas après la première saison de broutement. On évoque la sécheresse et l'acidité du sol. On recourt au traitement de la terre à la chaux et à l'engrais.

Rien n'y fait, le troupeau dépérit lentement, et les premières morts surviennent à partir de 1994. S'ouvre alors une longue série d'autopsies. L'examen d'un foie de bélier révèle une teneur en cuivre anormalement élevée. Anne-Marie Singer tient son explication. Désormais seule – sa mère est décédée et son fils est parti travailler à la ville –, la fermière vosgienne se lance à la traque de la contamination au cuivre. L'expertise du laboratoire de chimie de l'université de Strasbourg révèle qu'une

large superficie de la propriété doit être classée en « zone dangereuse ».

Un vétérinaire de Lyon explique la mort des ovins par une intoxication au cuivre. La fermière saisit le tribunal de grande instance de Mulhouse, tout en multipliant les analyses, en France mais aussi en Suisse et en Allemagne. Le tribunal produit une ordonnance qui dit : « Ces diverses pièces [celles produites par M^{me} Singer] sont de nature à établir que la cause de la mortalité des moutons est l'intoxication au cuivre et qu'il n'existe pas une cause géologique ou atmosphérique expliquant la teneur anormalement élevée du cuivre dans le sol. » Enfin, se fondant sur des prélèvements effectués par les brigades Vertes du Haut-Rhin, le laboratoire Environnement et minéralogie de Nancy écrit dans un rapport en date du 23 janvier que « la seule origine acceptable pour les quantités observées est l'épandage ; le cuivre a donc été apporté sur les terrains ».

CHEVAUX INTOXIQUÉS

Débutée pourtant en janvier, par le tribunal de Mulhouse, d'une plainte pour « dépôt de produits toxiques », M^{me} Singer, quasiment ruinée, a fait appel et espère associer d'autres personnes à sa lutte, comme cet éleveur de chevaux de Bourbach dont deux animaux sont morts d'une intoxication au cuivre. En août, de nouvelles analyses ont renforcé la thèse de l'épandage intentionnel de cuivre. M^{me} Singer, qui s'est heurtée dans ses démarches à de multiples difficultés administratives, est désormais soutenue par l'Association d'entraide des usagers de l'administration et par la Fédération nationale ovine.

Marcel Scotto

TROIS QUESTIONS À...

ROBERT MARTIN

1 Robert Martin, vous êtes président de la Fédération nationale ovine (FNO). Au cours du dernier congrès de cette organisation à Chorges (Hautes-Alpes), fin mars, vous avez brossé un tableau pessimiste de la situation pour la filière ovine, qui a pourtant profité d'une embellie grâce, si l'on peut dire, à l'effet « vache folle ».

C'est vrai, il y a eu une certaine embellie. Mais cette évolution a tendance à s'essouffler, d'autant que nous assistons à un phénomène général de baisse du prix de la viande et que la consommation de viande d'agneau stagne face à la concurrence étrangère, parfois de qualité. Il faut une nécessaire parité de prix entre les différentes productions de viandes pour permettre à nos éleveurs, dont le

nombre s'amenuise chaque année, de vivre décemment de leur métier. Nous sommes, actuellement, à la croisée des chemins. Notre secteur extrêmement fragile peut tout aussi bien s'améliorer comme s'enfoncer dans le marasme. Tout dépend des solutions qui seront apportées...

2 Le plan d'action en faveur de l'élevage ovin, lancé le 14 février, par le ministre de l'agriculture, laisse la FNO sur sa faim ?

Nous avons un avis très partagé sur le plan Glavany, dont l'application n'apportera pas le rattrapage de revenu annoncé, alors que l'avenir de la production ovine passe nécessairement par une amélioration du revenu des moutonniers. Ce plan n'est pas suffisant. Si nous ne remettons pas en cause l'Organisation commune de marché (OCM) ovine, nous demandons, par contre, qu'elle évolue ; que les pou-

voirs publics français prennent leurs responsabilités en défendant à Bruxelles un projet ambitieux d'adaptation de l'OCM ovine et que les pouvoirs publics européens appliquent une « prime intensificatrice » ovine. Car les producteurs d'ovins sont toujours au bas de l'échelle des revenus dans ce secteur, une situation qui risque de s'aggraver avec l'Agenda 2000 au travers de l'application des autres OCM.

3 L'instauration du contrat territorial d'exploitation (CTE) ovin préconisé par M. Glavany vous paraît aussi un peu court...

Ce CTE ne résout pas le problème de fond, de différentiel avec les autres productions. Il peut être un bon outil en période de croissance mais n'est pas fait pour des éleveurs qui ont des pertes de revenus.

Propos recueillis par Ali Habib

Impressionnant de valeur.



Processeur Intel® Pentium® III à 800MHz

Pour seulement

12 990 F TTC (livraison incluse)

Gateway Performance 800 SP

- 64 Mo de SDRAM
- Accès gratuit à Internet
- Phillips CD-RW*
- Microsoft® Windows® 98
- Lecteur de DVD-ROM
- MS® Works Suite 2000

Inclus Windows 98 Seconde Edition, la version grand public du logiciel préféré du monde

Gateway™

Venez dans nos magasins Gateway @

Appelez ou cliquez

Ouverts du lundi au samedi :

- Paris 8^{ème} – 63 bld Haussmann – Appelez le 01.53.05.14.50 – De 10h00 à 19h00
- Paris 17^{ème} – 5, place des Ternes – Appelez le 01.56.33.84.00 – De 10h00 à 19h00
- Centre Commercial Rosny 2 – Avenue Charles de Gaulle 93117 Rosny-sous-Bois – Appelez le 01.56.63.94.50 – De 10h00 à 20h00
- Centre Commercial La Part Dieu – Boutique 301 – Niveau 3 17 rue de Docteur Bouchut – 69431 Lyon – Appelez le 04.78.14.14.60 – De 9h30 à 19h30

0800 91 60 17

www.gateway.com/fr

Disponible dans les magasins FNAC

Le jour où j'ai vu le sexe du Web

A ce stade du débat, comme on dit, il est temps de plonger au vif du sujet. Ce voyage ne pouvait faire l'économie d'un détour par les quartiers chauds. Prétendre qu'on n'y songeait pas lors de l'embarquement serait faire preuve d'une certaine hypocrisie. Qui peut jurer, à vrai dire, que toute cette expédition ne fut pas simplement le prétexte à aller se perdre, avec d'excellents alibis professionnels, dans l'enfer du sexe et de la dépravation virtuels ? A la décharge de l'inter-naupornomane d'occasion, il n'est pas le premier. Je me suis amusé, je vous ai amusés, avec des écrivains, des skinheads, des scooters fantômes. Mais tous les recensements, toutes les statistiques le confirment : les images de sexe représentent la première source d'images échangées sur Internet. Les chemins du sexe virtuel sont même sacrément encombrés. Puisque tous les mâles de l'hémisphère Nord m'y ont précédé, donc, allons-y gaiement.

Comment donner au lecteur paisible une idée des dimensions de l'empire, glauque et vaste, du sexe sur Internet ? Il faut d'abord renoncer à prendre la mesure physique du phénomène, à recenser les offres. Tous les chiffres, tous les classements, seraient ici impuissants. Le sexe sur Internet ? Il faut imaginer simplement, là encore, l'océan, son scintillement, sa désespérance, ses lames implacables. Il faut imaginer une traversée en solitaire, les nuits et les jours interminables, les brûlures du soleil qui rongent la peau, l'épaisse et lourde solitude, qui vous assiege comme un banc de requins, et les nuits et les jours, et la prometteuse sauvagerie des levers de soleil. Il faut imaginer, après trente jours de traversée, l'écoeurement, et les paquets de mer qui vous submergent encore, encore une pleine page d'adresses de clubs échangistes, encore des photos, des films, de la conversation, des Webcam live, des Asiatiques, des adolescentes, des grosses, des grandes, classées par âge, par race, par taille, des hommes entre eux, des métis, des Noires, des Noires et Blanches, des colorisées, du gratuit, du payant, des mots de passe, des professionnelles.

Les premiers pas, à vrai dire, sont si faciles qu'ils en seraient presque décourageants. C'est peu dire que le sexe sur Internet ne se cache pas. Partout, on vous y rabat. Tous les chemins mènent à Sexland. Comme si vous vous trouviez dans une ville inconnue, où tous les chemins menaient à Pigalle, à Saint-Pauli, aux rues chaudes du port. Trois clics, et toutes les bannières, tous les moteurs de recherche, vous y conduiront. Tous les sex-shops virtuels sont d'ailleurs construits d'après les mêmes plans. Un petit tour gratuit pour vous mettre en appétit, trois petits clics à travers une dizaine de photos, et aussitôt, si l'on veut en voir plus, si l'on veut le film, le live, le chaud, les milliers de photos et de films qui vous attendent, il faut donner son numéro de carte de crédit. Tout est bon pour vous tirer le portefeuille. A quiconque est rebuté par cette odeur d'arnaque, il reste une solution : le secteur non marchand. On n'y croit pas, on redoute encore le piège.

Et pourtant il existe, portant haut les fières ambitions initiales d'Internet, le réseau qui devait révolutionner les rapports sociaux. Il porte un nom, en France : Multimania. Multimania est un « hébergeur en ligne », c'est-à-dire une sorte de vaste terrain de camping, sur lequel les internautes amateurs peuvent installer leurs tentes et leurs caravanes de pêche à la ligne, de généalogie, ou d'érotisme. Multimania, pour sa part, leur offre l'infrastructure : panneaux d'orientation, eau courante, électricité. Et Multimania, paraît-il, est un des buts d'excursion virtuelle les plus visités. Il ne faut pas chercher longtemps à comprendre pourquoi. Chez Multimania comme ailleurs, une seule

adresse : l'allée pudiquement baptisée « pour adultes ». Certes, tout relent marchand n'a pas totalement disparu. Des clubs ou des sites, plus malins que les autres, ont établi de subtiles passerelles du camping amateur vers le sexe tarifé. Les commerçants des quartiers chauds ont disposé leurs tentacules dans tous les recoins du Net gratuit. Ainsi, quand tel adepte de tel forum vous propose de visiter sa page personnelle, vous avez une chance sur deux de vous retrouver immédiatement à Arnauqueland. Un autre tri s'impose aussi. Une bonne proportion des sites affichés dans le sommaire de Multimania sont « en construction ».

Derrière le panneau d'un terrassier armé d'une pelle, l'hébergeur nous invite à remettre la visite à plus tard. Bon. S'agissant de sites dont le sommaire a pris le soin de rédiger un descriptif complet, « Maria fait l'éducation de son mari », « Couple du Sud-Ouest aimant découvrir des libertines et bonnes tables », « Découvrez les petites culottes de Laurence », et parfois en construction depuis plusieurs mois, ces déconvenues ne sont pas sans intriguer. On imagine l'armée de terrassiers de l'ombre, qui piochent dur à construire le mausolée des petites culottes de Laurence. On imagine plus vraisemblablement que ces sites fictifs ne sont pas pour déplaire à l'hébergeur, qui enfle ainsi sa statistique aux yeux des publicitaires. Mais passons. Entrons, donc, dans le vif du sujet.

La première spécialité de l'Internet gratuit, ce sont les photos de stars nues. Statistiquement, assurent les enquêtes, la photo de Laetitia Casta ou de Pamela Anderson nues est le produit d'appel le plus pratiqué sur le Net. La star est en noir et blanc sur une plage ou en couleurs sur un canapé, la photo est extraite d'un



Comment notre explorateur a traversé en solitaire l'océan sauvage et glacé des sites X. Comment il en est sorti, fantôme au cœur sec, privé de toute illusion

magazine italien ou anglo-saxon, qu'importe ? Elle est à disposition. Quelques pas suffisent à confirmer la statistique. On est en plein marché des voleurs. Quel est le parcours de ces photos ? Comment sont-elles arrivées sur ces sites ? Si l'on saisit bien l'intérêt de l'hébergeur à accueillir ces sites, qui lui assurent là encore de flatteuses sta-

tistiques de fréquentation, on se demande quelle étrange vocation pousse des centaines d'internautes à prendre pelle et pioche pour offrir aux foules le corps prostitué des idoles des jeunes. Qui sont-ils, ces offreurs à la sauvette ? Petits voleurs, ou flics en herbe ? Car on touche ici au sexe à conviction. Un pied dans l'effraction, un pied dans le judiciaire. Telle idole des teen-agers a commencé sa carrière en dévoilant bien davantage que son joli sourire et sa voix convaincante.

Vous voulez la preuve, cher public ? Cliquez ici. A l'autre bout de la chaîne de la notoriété, le banal et l'anonyme tiennent dignement leur place : la première ex aequo. Plutôt que les photos de stars, d'autres particuliers proposent une autre marchandise : eux-mêmes. Ceux-là vont plutôt en couples. Bienvenue chez les Sam'Suffit de l'échange. Une ou plusieurs photos, masqués ou à visage découvert, dans le salon familial ou sur la terrasse, à table ou dans la salle de bains : couple Multimania cherche couple Multimania, pour fricotage multimaniaque. Sorties, dîners, et plus si affinités. Valentin et Soraya, ma femme Sophie et moi-même Patrick, jeune couple sexy de Lyon, un couple échangiste de la région lilloise, tous se présentent à nous, amicalement. Chacun tient sa petite échoppe. Que cherchent donc nos hôtes ? Ils le définissent d'autant plus tranquillement que c'est souvent la même chose : des homologues. A la limite, une femme seule. Beaucoup plus rarement, un homme seul. « Une séduisante jeune femme », précise un jeune couple, région parisienne. « Il va sans dire qu'une bonne hygiène est nécessaire, ainsi qu'un minimum de conversation », précise le couple lillois. Les conditions sont clairement posées. On fait ceci, mais pas cela. Pas de violence. Scatos s'abstenir.

On cherche des moins de trente-cinq ans. Au-dessus, s'adresser ailleurs. Valérie est bi, mais pas Antoine ; généralement, d'ailleurs, madame n'hésitera pas à se frotter avec madame, mais pas monsieur avec monsieur. C'est aussi cela, Internet, un extraordinaire moyen de définir ses conditions, ses lignes d'échange. De passer des contrats. Comme dans une sorte de Bourse aux timbres. Tout a une valeur d'échange. Rien n'est gratuit. Les règles du troc, pour n'être pas écrites, sont parfaitement maîtrisées et assumées.

Une touche d'humour ne nuit pas. On ne va tout de même pas bâcler les préliminaires ! Savants strip-teases de page en page, photos truquées, caricatures. Du badi-nage, de la légèreté, que diable, on est en France ! Schtroumpf et Schtroumpfette ont mis en ligne tous leurs clichés. Chez eux. En lingerie coquine. A Center Parcs (au petit déjeuner, rangeant la vaisselle, dansant la valse en peignoir de bain dans le séjour du bungalow de Center Parcs, le visage évidemment masqué à la palette graphique). Plus sexy ? Clic, les peignoirs de bain tombent sur des bedons

Death Angel. Appelle Michelle, elle file son phone. Tu te fais défoncer, Michelle ? J'adore les relations coquines (Alexia). La prolifération des fautes d'orthographe. Ici, comme dans les forums, comme partout. La faute d'orthographe, fille édentée de l'urgence, pas le temps de se relire, répondre tout de suite, poster plus vite que sa décence, plus vite que ses souvenirs pour laisser sa vie derrière soi, la faute soudain plus érotique que toutes les obscénités, parce qu'elle révèle la faille, la fêlure, le désespoir, l'humanité. Parce qu'elle montre ce qu'on aurait tant voulu cacher. Parce qu'elle est le nœud du pacte entre les naufragés. La faute d'orthographe comme une soudaine odeur de transpiration, un rimmel qui coule dans un bal du samedi soir.

DONC, j'ai fait cette traversée. Je me suis embarqué, voyeur joyeux, heureux de naviguer de site en site, de Mariah Carey à Britney Spears, de Pamela à Vanessa, d'un salon l'autre. Ah ! la jolie enquête ! La bonne affaire ! Le bon prétexte ! Hélas ! me revoici après la traversée : un fantôme

Bienvenue chez les Sam'Suffit de l'échange. Une ou plusieurs photos, masqués ou à visage découvert, dans le salon familial ou sur la terrasse, à table ou dans la salle de bains : couple Multimania cherche couple Multimania, pour fricotage multimaniaque

quadrangulaires (cliquer sur l'image pour l'agrandir, proposent, obligeants, Schtroumpf et Schtroumpfette). Encore plus chaudes ? Clic, voilà. Hélas ! « les photos ci-dessous sont trop chaudes pour la fonction agrandissement en direct », regrettent les hôtes. Fin du séjour à Center Parcs, on est prié de rendre le bungalow avant midi. Se montrer au monde, oui, mais avec prodiges technologiques, expérimentation du dernier logiciel d'animation acheté à la Fnac ou télé-chargé en douce, narcissisme pimenté aux effets spéciaux.

COMME dans le secteur marchand, pour le reste, nous attend une interminable enfilade de forums, de chats (bavardages), de petites annonces. Sur Internet, on se cherche, on cause, on se propose, on s'aguiche, on trompe son mari, sa femme, ou simplement l'ennui. Déserts le matin, les salons, les forums, s'empressent à la tombée du soir, quand la journée de travail s'étire dans les bureaux, quand se profile, maussade, la perspective d'une interminable soirée solitaire. C'est l'heure où rôdent les loups et les louves de la grande ville. C'est l'heure où l'on se caresse du regard, où l'on jette ses mots comme des bouteilles dans les jambes innombrables de la foule. Des millions de mots, de petites annonces, de pseudonymes. C'est l'heure des Pamela et des Vanessa, c'est l'heure où les petits chefs de la machine à café se transforment en anges de la mort, où les assistantes virtuoses d'Excel s'éclatent sur Multimania. Des maîtresses. Des soubrettes. Des dominateurs. Caresser. Sucrer. Lécher. Viens. A trois. A quatre. A douze. En soirée. Toute la nuit. Je peux recevoir. Grand Sud-Ouest. Frontière belge. Bretagne et Pays de Loire, vive la géographie. Vingt-deux centimètres en action, vive la géométrie. Habillée en homme. Habillé en femme. Dans toutes les régions. Encore et encore. Choisir un pseudonyme. Tom, ou John, ou Jack, feront l'affaire. Arriver sur un chat. Bienvenue, Tom, marmonne machinalement l'animateur électronique. Attendre son tour. Observer. Hésiter. Puis se lancer dans la conversation. C'est fait. On est devenu un habitué. Un autre moi-même prend part au sabbat. Algul s'est joint à la conversation. Bienvenue, Algul. Algul a quitté la conversation. Death Angel s'est joint à la conversation. Bienvenue,

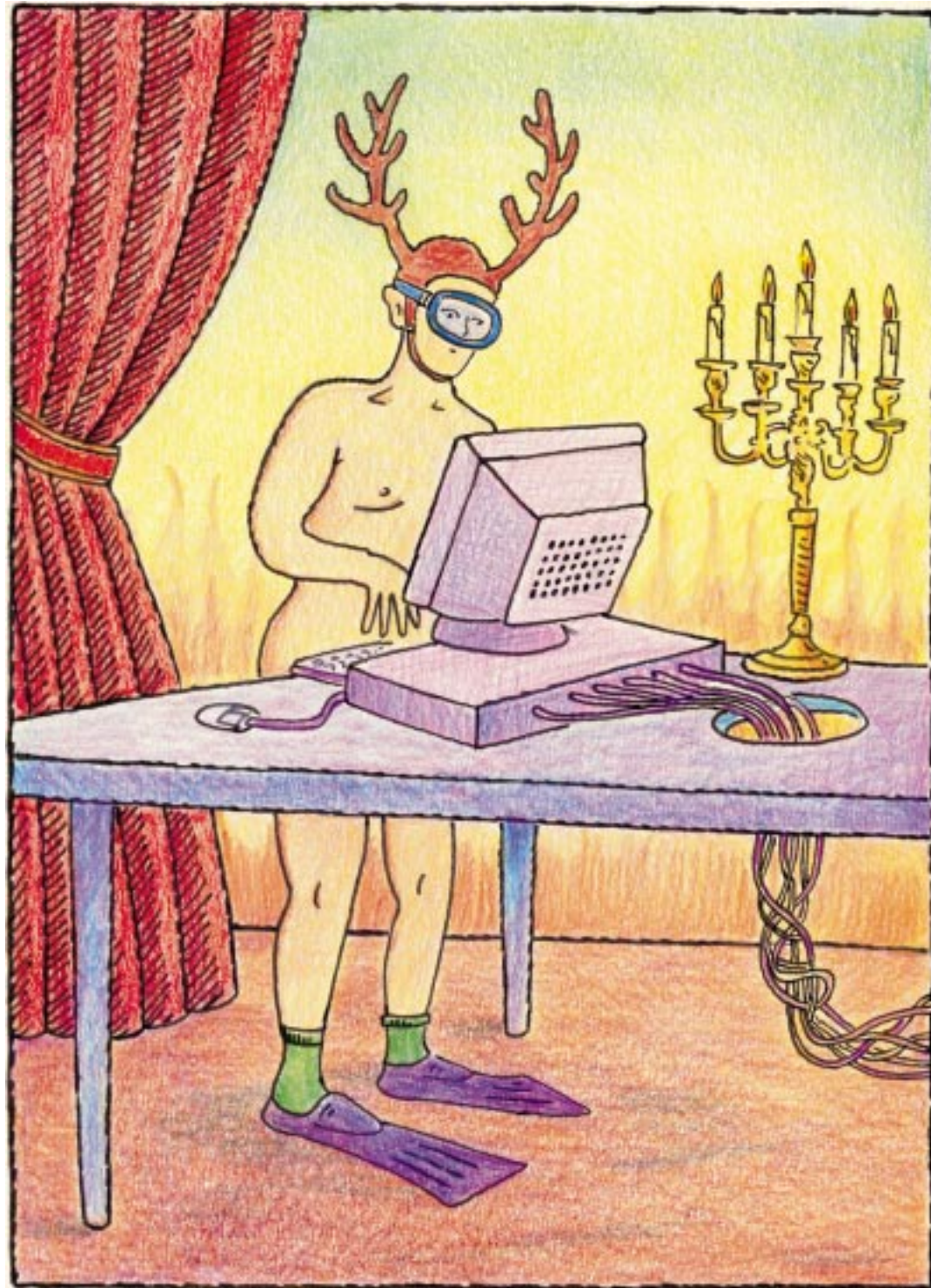
au cœur sec. J'ai perdu toute illusion. Une gigantesque usine à dessiccation. Je comprends que d'aucuns n'en soient jamais revenus. Il paraît qu'aux Etats-Unis existent des stages de désintoxication pour les drogués du sexe en ligne. Peut-être même - on n'a pas vérifié l'information - des malins ont-ils déjà monté des stages de désintoxication en ligne. Ni jour ni nuit. Le soleil, la soif. Mathilda May après Vanessa Paradis. J'ai voulu oublier Laetitia Casta aussitôt entrevue, mais elle m'attendait plus loin encore. Chaque jour, il me semblait que l'arrivée au port reculait encore. Tiens, voici encore Elle McPherson. Tiens, regarde Carla Bruni, Uma Thurmann, Demi Moore, Anna Kournikova, Christina Aguilera, Julia Roberts, Sarah Michelle Gellar, Jodie Foster, toutes ces autres dont tu ignorais même l'existence. Vois celle-ci sortir de l'eau, celle-là au bord de sa piscine. J'ai réduit la voileure ou hissé la grand-voile, mes boussoles s'affolaient, je m'inventais des raisons de retarder l'arrivée au port, mille sirènes virtuelles toujours renouvelées riaient de moi, petite coquille de noix perdue dans leurs doux rugissements. Je m'endormais épuisé, pour me réveiller en sursaut quelques quarts d'heure plus tard, quand un banc d'échangistes de l'Essonne menaçait de me faire démâter. Car ils ne dorment jamais. A tout instant ils vous guettent, et aucun bulletin météo ne vous préserve.

Que cherchais-je ? La belle question. Que cherche le navigateur qui s'embarque pour la traversée solitaire ? Quel vent intérieur le pousse, sinon un besoin maladif de vérifier ? De vérifier que je n'en ai pas manqué une, qu'aucun recoin ne m'a échappé. Le désir fou d'être le maître de cet océan, d'en cartographier chaque îlot. Et puis, pourquoi arrêter, décrocher, quand la partouze planétaire, elle, ne s'arrête jamais ? Et puis cette phrase, qui revient encore à cet instant précis, allez savoir pourquoi : sur Internet, personne ne sait que vous êtes un chien. Un sale tout petit clébard, tout seul sur un tout petit bateau.

Daniel Schneidermann
Dessin : Glen Baxter pour « Le Monde »

PROCHAIN ARTICLE :
Le jour où j'ai rencontré ma (très) chère voisine australienne

LE VOYAGE DE GLEN BAXTER



Inflation-chômage : la fin des certitudes

par Lionel Stoleru

RÉFLÉCHISSANT aux mécanismes de la crise de 1929, Lord Keynes publia, en 1936, sa révolution copernicienne : ce n'était pas la consommation qui tournait autour de la production, mais la production qui se déterminait par rapport à la consommation. Produire ne servait à rien, s'il n'y avait pas de demande. Cette révolution a déterminé toutes les politiques économiques d'après-guerre, du plan Marshall, destiné à recréer une demande en Europe, jusqu'aux plans de régulation des divers gouvernements.

C'est alors que les économistes ont découvert leur dilemme comélien : ou bien la demande était trop faible, et l'appareil productif du chômage, ou bien la demande était trop forte, et la surchauffe créait de l'inflation. L'économie était ainsi condamnée à cheminer sur une crête bordée de deux précipices : le chômage et l'inflation. Cet équilibre étant évidemment trop acrobatique pour être possible, il fallait donc se résigner à tomber d'un côté ou de l'autre. C'est ce qui se passa avec trente ans d'inflation, de 1950 à 1980, et vingt ans de chômage, de 1980 à 2000.

Bien entendu, les responsables politiques ne voulaient jamais admettre cette fatalité et le discours

s'en tint au refus du dilemme et à la volonté de n'avoir ni chômage ni inflation. Ce fut, du temps de l'inflation, le discours de Valéry Giscard d'Estaing sur « l'équicroissance ». C'est aujourd'hui, du temps du chômage, le discours de Laurent Fabius sur la « stabcroissance ». Les faits devraient pourtant inciter à plus d'humilité devant ce problème : non seulement nous avons eu cette alternance d'inflation et de chômage mais nous avons même eu les deux à la fois, durant ces quelques années « horribles » de stagflation, autour de 1980, et nous n'avons jamais connu de période « idéale » sans inflation ni chômage. La théorie de ce douloureux dilemme a été formulée, il y a plusieurs décennies, par l'économiste néo-zélandais Phillips, qui construisit la courbe de Phillips, où chaque point représente une année, avec le chômage sur un axe et l'inflation sur l'autre.

L'examen de cette courbe aux Etats-Unis est extraordinairement riche d'enseignements. On y voit un premier cycle, avec passage de l'inflation au chômage, de 1961 à 1972, puis le cycle du premier choc pétrolier, de 1972 à 1976, puis le cycle du second choc pétrolier, de 1976 à 1983. Après une décennie plus contrainte, de 1983 à 1992, on voit se dessiner le phénomène Clinton de la

nouvelle économie : de 1992 à 2000, le chômage et l'inflation baissent sans arrêt, pour la première fois dans l'histoire de l'économie mondiale. Comme cela paraît trop beau pour durer, les prophètes de mauvais augure ne cessent de prédire le retour de l'inflation, tandis que M. Greenspan, le patron de la Réserve fédérale, s'apprete à tout moment à en terrasser l'hydre à coups de marteau monétaire.

En Europe et en France, nous sommes très loin d'un tel schéma, ne serait-ce que parce que nous sommes très loin du plein-emploi et parce que la hausse du pétrole et celle du dollar nous apportent de l'inflation. Nous sommes donc plutôt dans un cycle traditionnel où le chômage baisse au profit de l'inflation, le calme relatif des prix étant dû en France au calme salarial lié au passage aux 35 heures. Mais il n'y a plus aucune certitude sur la sortie de ce cycle. La bonne politique économique en une telle phase est donc, du côté monétaire, de relever progressivement le taux d'intérêt pour calmer l'inflation, comme le fait la Banque centrale européenne et, du côté budgétaire, de soutenir la demande et l'emploi en baissant les impôts. En bref, l'Europe s'occupe de l'inflation et chaque pays s'occupe du chômage. L'Europe appuie sur le frein

monétaire et la France et l'Allemagne appuient sur l'accélérateur budgétaire en réduisant leurs impôts. Il faut néanmoins prendre conscience du fait que, si légitime soit-elle, cette conduite est sportive : appuyer au même moment sur le frein et sur l'accélérateur crée un risque important de dérapage et de sortie de la route. Or c'est bien ce qui se passe, puisque c'est le même jour du 31 août que la Banque centrale annonce ses décisions monétaires et que le gouvernement Jospin annonce ses décisions budgétaires.

Dès lors, la réalité se confronte aux anticipations psychologiques des opérateurs et des marchés : ont-ils confiance dans le pilote pour éviter le dérapage, ou n'y croient-ils pas ? Leur réponse n'est pas neutre, car ce sont eux qui feront réussir ou échouer la politique économique de rentrée. Si la BCE est crédible, l'euro remontera. Si Laurent Fabius est crédible, le chômage baissera. La bataille économique de rentrée est avant tout une bataille de confiance. Le gouvernement a tous les atouts pour la gagner, s'il parvient à en faire comprendre les enjeux aux Français.

Lionel Stoleru, ancien secrétaire d'Etat, est professeur d'économie à l'Ecole des mines de Paris.

Corse : jacobins, ne tuez pas la paix !

Suite de la première page

Le droit à la résistance à l'oppression est même un des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. Car il y a eu oppression, et il en reste de fortes traces. Je suis pour l'application des principes, mais pas au prix de l'oubli total du passé.

Il y a une révolte corse. On ne peut espérer la traiter sans la comprendre. Il faudrait tout de même se rappeler :

- que lorsque Louis XV acheta les droits de suzeraineté sur la Corse à la République de Gênes, il fallut une guerre pour prendre possession de notre nouveau domaine. La France y perdit plus d'hommes que pendant la guerre d'Algérie.

- que la Corse est restée « gouvernement militaire » jusque tard dans le XIX^e siècle, avec tout ce que cela implique en termes de légalité républicaine.

- que, pendant la guerre de 1914-1918, on a mobilisé en Corse, ce qu'on n'a jamais osé faire sur le continent, jusqu'aux pères de six enfants.

- que, de ce fait, encore en 1919, il n'y avait pratiquement en Corse presque plus d'hommes valides pour reprendre les exploitations agricoles. Les tout jeunes n'ont pas eu le temps de recevoir la transmission des savoir-faire. C'est ainsi qu'ils sont devenus postiers et douaniers.

- que c'est donc à ce moment que la Corse devient une économie assistée, ce qu'elle n'était pas auparavant. L'apparition de la « paresse corse » dans les blagues, les chansons et le folklore datent de là. On n'en trouve pas trace avant.

- que, d'autre part, le droit successoral traditionnel corse était fort différent du code civil. C'est ainsi que les « métropolitansés », si j'ose dire, Corses ou non-Corses, se sont injustement appropriés, bien des terres ancestrales. C'est aussi la raison principale pour laquelle beaucoup d'agriculteurs corses traditionnels n'ont pas de titres de propriété leur permettant d'obtenir du crédit.

- que, de la même façon, le code civil ne prévoit pas, et interdit même, la propriété collective. Or tout l'élevage corse, et notamment celui des porcs - la charcuterie corse est justement célèbre -, se faisait sur terres de pacage collectives.

- que la tuerie d'Aléria, les 21 et 22 août 1975, a été ressentie comme la fin de tout espoir d'une amélioration consécutive à des discussions avec le gouvernement de la République et a donné le signal du recours à la violence, parce que tous les Corses, je crois sans exception, ont très bien compris que jamais une riposte pareille à une occupation de ferme n'aurait pu avoir lieu dans l'Hexagone.

- que, d'ailleurs, treize ans auparavant, la Corse avait reçu du gouvernement français un autre signal dangereux. Suite à des incidents surve-

nus, déjà, à la fin des années 50, le gouvernement créa la Société de mise en valeur de la Corse, Somivac. Elle avait charge de racheter des terres disponibles, en déshérence ou non, de les remembrer, d'y tracer voies et chemins, d'y amener l'irrigation dans certains cas, puis de les revendre à des paysans corses. Les quatre cents premiers lots furent prêts à la vente au tout début 1962. De Paris vint l'ordre d'en réserver 90 % pour les pieds-noirs rentrant d'Algérie. 90 %, pas 15 % ou même 50 % ! Ce pourcentage est une incitation à la guerre civile.

- que l'on fit, en 1984, une découverte étrange. Le président Giscard d'Estaing, vers 1976 ou 1977, avait pris la sage décision d'assurer à la Corse la « continuité territoriale », c'est-à-dire la prise en charge par l'Etat de tout surcoût de transport lié à son insularité. Sept ou huit ans après - est-ce stupidité, manque de courage ou concussion ? -, l'administration avait assuré la continuité territoriale pour les transports de personnes et pour les transports de marchandises de l'Hexagone vers la Corse, mais pas dans le sens inverse ! Les oranges corses continuaient d'arriver à Marseille avec des frais de transport plus élevés que celles qui venaient d'Israël. Pour les vins et la charcuterie, ce fut la mort économique.

- et qu'enfin la Corse, comme la Martinique et la Guadeloupe, a subi pendant bien des décennies un monopole de pavillon maritime imposé par l'Etat, avec les conséquences asphyxiantes que l'on devine.

Certains ont voulu résumer tout cet ensemble de faits économiques par le concept de colonialisme. Le débat sémantique est sans intérêt, car il est sans conclusion. L'imbrication profonde de la population corse dans la population française et le très grand nombre de Corses qui ont très magnifiquement servi la France comme hauts fonctionnaires, officiers ou ministres, dénie un tel concept. Il suffit de savoir qu'une oppression particulière a gravement affaibli l'économie corse. Lorsque l'Histoire a un tel visage, il faut soit beaucoup d'inconscience, soit beaucoup d'indécence pour dire seulement aux Corses : « Assez erré maintenant. Soyez calmes et respectez les lois de la République. Vous bénéficierez alors pleinement de leur générosité. » De cette application uniforme et loyale, les Corses n'ont guère vu trace dans leur longue histoire.

Certes, il y a la part corse dans ce gâchis. Elle n'est pas mince : violence, clanisme, corruption. Naturellement, il faut sanctionner, et on ne l'a pas assez fait. Mais il faut tout autant comprendre comment le système se pérennise. Ici, l'histoire débouche sur la sociologie. C'est une évidence mondiale que toute société autosuffisante est beaucoup plus résistante à la corruption que toute société assistée. Or la Corse

l'est, largement par le fait de la France, depuis bien des décennies. Il n'est dès lors pas surprenant que cette puissante institution méditerranéenne, la grande famille, la gens, soit devenue l'instrument presque exclusif de la solidarité et de la défense collective. Tout commence bien sûr par la terre. En l'absence d'une véritable justice foncière, c'est la violence qui est devenue l'instrument de défense des droits personnels, et la loi du silence, l'omerta, la traduction inévitable de la solidarité familiale devenue clanique. On est vite passé de la terre à l'ensemble des activités sociales. De plus, là comme ailleurs en France, l'Etat distribue des subventions, puisque chez nous, au lieu d'être pour l'essentiel utilisés sur place comme dans les Etats fédéraux, les produits de notre fiscalité remontent au centre avant d'en retomber pour attester la générosité de la République. Dans un univers culturel où la légalité et l'équité étaient aussi peu apparentes, il n'est guère surprenant que les clans se soient organisés, violence et loi du silence comprises, pour contrôler à tout prix les processus électoraux et les flux financiers qu'ils induisent.

Mieux vaut une différence reconnue qu'une fausse uniformité oppressive

Voilà le gâchis dont il faut maintenant sortir. Les trois quarts des Corses, qui n'en peuvent plus de la violence, s'appuient désespérément sur l'Etat central malgré sa longue impéritie. Un dernier quart, qui s'est décrit comme autonomiste il n'y a pas si longtemps - comme nationaliste aujourd'hui -, n'a pas renoncé à voir enfin traitées correctement les lourdes spécificités de la situation corse. Ils sont prêts à chercher des solutions négociées et le disent, comme à renoncer à la violence. De ce fait, quelques centaines de desperados les ont quittés pour sombrer dans la violence pure. Ils n'obéissent plus à leur commandement. Comment en vouloir aux représentants élus de ces mouvements ? C'est au contraire leur honneur, et la garantie de sérieux de leur choix.

Comment traiter alors cette nécessité pour la Corse de prendre une part plus grande à la maîtrise de ses affaires pour les conduire en fonction de ses caractéristiques propres ? Le fait que l'on ait pu évoquer et citer dans le projet gouvernemental des « attributions législatives » a suffi à mettre le feu aux poudres. Trois questions se posent à cet égard.

La première : a-t-on vraiment lu le texte ? Le projet dispose que (c'est moi qui souligne) : « Le Parlement pourrait ainsi autoriser l'Assemblée territoriale de Corse à adapter, par ses délibérations dans certains domaines précisément déterminés et dans le respect des principes qu'il aura fixés, des dispositions législatives déjà en vigueur ou en cours d'examen. Les

délibérations adoptées par l'Assemblée de Corse dans ces conditions seraient, sous réserve de l'exercice des voies de recours devant la juridiction administrative, exécutoires. De valeur réglementaire, elles... » Que voilait le « législatif corse » sérieusement encadré par le législatif national ! Et craint-on vraiment que le Conseil d'Etat ou les tribunaux administratifs ne laissent se faire le démantèlement de l'Etat ? Si au final la substance de ces nouvelles attributions était plus franchement législative, c'est alors la compétence du Conseil constitutionnel qui serait de droit, autre garantie solide. De quoi a-t-on peur ?

Deuxième question : a-t-on vraiment lu la Constitution elle-même ? C'est notre loi fondamentale dans sa sagesse, et notamment par son article 34, qui entérine le problème et traite l'existence d'une vaste zone grise entre la majesté et la généralité de la loi, et les contingences du règlement. Je le sais d'expérience : pour un gouvernement qui souhaite faire prendre une mesure importante, le choix entre la loi et le décret est rarement évident. Il existe même dans la Constitution (article 37) une procédure qui permet au Conseil constitutionnel de dénoncer le caractère législatif de tel texte ou de telle matière pour renvoyer l'un ou l'autre au règlement. Pourquoi ne l'appliquerait-on pas aux affaires corses, à quelques grandes exceptions de principe près ? Les arguments de procédure constitutionnelle ne tiennent guère. Le seul argument constitutionnel de poids, c'est notre dévotion à l'uniformité. Mais là, c'est l'Histoire qui parle, plus que le droit. Mon choix est fait : mieux vaut une différence reconnue qu'une fausse uniformité oppressive.

Reste alors la troisième question. Si vraiment l'on croit, comme l'affectent nos jacobins, et comme je le crois moi-même, aux vertus exclusives de l'action politique et de la démocratie pour assurer à la Corse un avenir de calme et d'expansion, alors pourquoi vouloir en exclure les Corses eux-mêmes ? Le pari qui s'esquisse consiste à penser que les Corses fiers de l'être et qui revendiquent leur identité, une fois devenus plus nettement responsables, sauront traiter des difficultés d'existence de cette identité mieux qu'il n'a été fait par le passé. Refuser ce pari, c'est refuser la démocratie dans son principe. Refuser de donner une large autonomie à l'Assemblée de Corse c'est d'abord faire le calcul surprenant que les nationalistes pourraient y être bientôt majoritaires, ce que tout dément, mais surtout afficher clairement que l'on se méfie d'eux, que l'on ne croit ni à l'apprentissage de la responsabilité ni aux vertus des réconciliations négociées.

Lionel Jospin a eu un grand courage dans cette affaire. Il serait dommage et dangereux qu'une filiosité républicaine bornée l'empêche d'établir entre la France et la Corse de nouvelles relations fondées sur la confiance réciproque. La République en sortirait à coup sûr renforcée, alors que la persistance de la crise l'affaiblit gravement.

Michel Rocard

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Protéger le Timor-Oriental

VOILÀ un an, sur un territoire quadrillé par l'armée indonésienne et ses nervis locaux, la population du Timor-Oriental a eu le courage de voter massivement pour son indépendance au cours d'une consultation placée sous l'égide de l'ONU. Elle l'a payé cher : les miliciens pro-indonésiens et leurs chefs ont brûlé le pays ; ils ont forcé un tiers de la population à se réfugier dans les montagnes et un autre tiers à gagner le Timor occidental, partie indonésienne de l'île. Pour mettre fin aux destructions - et au massacre de plusieurs centaines de malheureux -, il a fallu dépêcher sur place une force multinationale de paix, en attendant de placer le territoire sous l'autorité « transitoire » de l'ONU et sous la protection de quelque huit mille casques bleus.

Après trois siècles de colonisation portugaise relativement bénigne et un quart de siècle de brutale occupation indonésienne, amorcée au début des années 70, tel a été le prix d'une indépendance dès la fin de 2001. Comme le révèlent des stigmates apparents partout et l'insécurité entretenue par des miliciens sur la frontière entre les deux Timors, l'enfementement continue de se faire dans la douleur et les larmes. Au Timor occidental, dans des campements où des miliciens font la loi, cent mille personnes attendent encore d'être rapatriées ou réinstallées ailleurs.

Lourde à manier mais pour une fois souveraine, l'ONU est dotée d'un mandat sans précédent. Il s'agit non seulement d'assurer la sécurité du territoire mais de jeter les fondations d'un Etat. Mainte-

nant que le cap de l'aide d'urgence semble franchi, les Nations unies peuvent aborder l'étape de la reconstruction, avec association progressive des Timorais orientaux à sa gestion. Mais l'épreuve est rude quand l'espérance commence à céder le pas aux frustrations d'une population dont les deux tiers des adultes sont encore au chômage.

Le territoire demeure, pour quelque temps, entièrement tributaire d'une aide internationale. Mais il aura l'avantage, à moyen terme, d'une population réduite à quelque huit cent mille âmes et le bénéfice de ressources propres, comme le pétrole et le café, ainsi que d'un potentiel d'autosuffisance alimentaire. Il a aussi la chance de disposer, en Xanana Gusmao, d'une figure peut-être capable d'imposer une réconciliation entre des clans différents et des camps longtemps opposés. Mais la pauvreté est extrême et l'insurrection, si longtemps négligée, est à reprendre à zéro, même parmi les adultes. Une présence voyante d'étrangers jugés riches entretient des tensions et leur départ, le jour venu, risque de provoquer une décompression.

Surtout, des militaires indonésiens ne jouent pas le jeu. Ils profitent de la dilution de tout pouvoir à Djakarta pour encourager la déstabilisation du Timor-Oriental. Sur ce plan-là, la communauté internationale doit faire rapidement preuve de davantage de fermeté. Elle doit menacer Djakarta de lui couper les crédits si les actions des miliciens ne sont pas neutralisées. Ce serait rendre service à la fois au Timor-Oriental et à l'Indonésie.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometou
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire générale de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef : Alain Frachon (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Fottorino (Équipes) ; Éric Le Boucher (International) ; Patrick Jareau (France) ; Anne Chemin (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Jossiane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecœur, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, L'éna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

« Faust » dirigé par Furtwängler

POUR les Français venus assister au Festival de Lucerne, les deux derniers concerts offraient un intérêt tout particulier puisque Wilhelm Furtwängler devait y diriger *La Damnation de Faust*. Leur attente n'a pas été trompée et l'exécution du chef-d'œuvre de Berlioz leur laissera un inoubliable souvenir.

Si bien qu'ils connussent la partition ils ont eu par instants l'impression d'entendre pour la première fois certains détails grâce à la minutie d'une préparation qui donne à chaque trait de chaque instrument l'exact relief qui lui convient, grâce à un merveilleux équilibre des sonorités, détachées ou fondues, selon ce qu'il importe de mettre en valeur. Ainsi le passage qui fait la transition entre la scène de la taverne d'Auerbach et l'air *Voici des roses* de Méphistophélès ; ainsi les mesures préludant à la ballade du roi de Thulé. Pages que l'on

serait tenté de dire étincelantes si ce n'était, au contraire, leur « fini » plus que leur éclat qui en fit le mérite.

Ce qui caractérise le *Faust* dirigé par Furtwängler c'est la manière dont le chef allemand mit en lumière la poésie de l'ouvrage. Sa tâche fut certes facilitée par la qualité de l'orchestre et des chœurs ; et auprès de Wilhelm Furtwängler il faut louer Albert Jenny, qui dirigea les études chorales. Il faut dire aussi que les quatre solistes sont des artistes de premier ordre. Il semble impossible de trouver deux voix dont les timbres soient mieux assortis que ceux de la soprano, Elisabeth Schwarzkopf, et du ténor Frans Vroons. Il n'y a que du bien à dire également de Hans Hotter, basse, et Fritz Mack, baryton.

René Dumesnil
(31 août 1950.)

Le Monde sur tous les supports

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le coup de maître de Lech Walesa

Il y a vingt ans, après deux mois de grève, les accords de Gdansk donnaient aux ouvriers polonais le droit de s'organiser librement en syndicats. Une époque se terminait, une autre commençait, qui allait aboutir, en 1989, à l'effondrement du système soviétique

JEUUDI 14 AOÛT 1980, à 5 heures du matin, quelques jeunes gens distribuent des tracts dans les rues de Gdansk. À l'intérieur du chantier naval Lénine, trois ouvriers d'une vingtaine d'années sortent des vestiaires avec des banderoles qui appellent à la grève. Ils se mettent à parcourir les allées du chantier, bientôt suivis par des centaines d'ouvriers parmi les quelque 16 000 que compte à l'époque cette entreprise phare de la Pologne populaire, qui construit des bateaux essentiellement destinés à l'URSS. Un peu plus tard, un électricien de trente-six ans franchit le mur d'enceinte et s'introduit dans ce chantier dont il avait été licencié quelques années auparavant.

Dix-huit jours plus tard, dans l'après-midi du dimanche 31 août, le même homme apparaît, en direct, sur les écrans de la télévision polonaise. Lech Walesa est désormais connu dans le monde entier, mais des millions de Polonais découvrent son visage. Ils le voient signer, avec un gigantesque stylo à bille qui rend la scène encore plus irréaliste, un accord qui, pour la première fois dans l'histoire d'un régime socialiste, donne aux ouvriers le droit de s'organiser librement en syndicats en dehors du contrôle du parti. Avec une étonnante assurance, il célèbre une victoire obtenue « sans la moindre violence », annonce que ce qui n'a pas pu être obtenu cette fois-ci le sera bientôt, maintenant que l'essentiel est acquis – ces « syndicats libres autogérés » sont « notre garantie pour l'avenir ». Sur quoi, en homme qui s'exprime, déjà, au nom du pays tout entier, il appelle à la reprise du travail pour le lendemain, et entonne, de concert avec le vice-premier ministre, qui a conduit la négociation au nom du bureau politique du parti, l'hymne national. Dans le bureau de l'Agence France-Presse à Varsovie, parmi tous ceux qui sont rivés sur l'écran de télévision, il n'y a pas un Polonais qui n'ait les larmes aux yeux.

Au terme de plus de deux semaines de tension extrême, où la crainte d'une intervention soviétique se mêlait au souvenir de la sanglante répression des grèves de décembre 1970, ce dénouement paraît proprement invraisemblable. Ou, si l'on préfère, il annonce qu'une autre époque se termine, qu'une autre commence, qui conduira, neuf ans plus tard et à nouveau en Pologne, au premier effondrement d'un régime communiste en Europe.

Ni Walesa ni la grève de Gdansk ne relevaient certes de la génération spontanée. Il y avait eu, dix ans plus tôt, dans les deux principaux ports de la côte baltique, Gdansk et Szczecin, ces grèves et ces manifestations ouvrières que le



Août 1980 (ci-dessus). Lech Walesa s'adresse aux ouvriers en grève du chantier naval Lénine à Gdansk.

Dans l'après-midi du dimanche 31 août (ci-contre), Lech Walesa signe, avec un gigantesque stylo à bille – rendant la scène encore plus irréaliste – un accord qui, pour la première fois dans l'histoire d'un régime socialiste, donne aux ouvriers le droit de s'organiser librement en syndicats en dehors du contrôle du parti.



parti avait à l'époque résolu de régler à la mitrailleuse, mais dont la leçon n'avait pas été oubliée, ni d'un côté ni de l'autre : le premier secrétaire de l'époque, Gomulka, y avait perdu le pouvoir. Et parmi les grévistes d'alors il y en avait eu quelques-uns, comme Walesa précisément, qui s'étaient obstinés, défiant la police politique, à rendre hommage chaque année aux victimes du massacre, avant même de commencer à militer dans des structures clandestines. Ils avaient reçu, entre-temps, le renfort déterminant d'intellectuels, qui avaient constitué, après la répression d'autres émeutes, en 1976, un Comité de défense des ouvriers (le KOR). Enfin, depuis qu'au début de juillet le parti, acculé par ses échecs économiques, avait décidé une hausse des prix, les grèves s'étaient multipliées dans le pays (cent soixante-dix-sept pour le seul mois de juillet, avec pour exigence des hausses de salaire).

Mais, en août, le mouvement était un peu retombé. A la veille du 14 août, ceux qui, à Gdansk, étaient dans la confiance et préparaient l'action du lendemain se comptaient facilement sur les doigts des deux mains.

Le pouvoir, pourtant, ne s'y trompa pas. A peine la grève eut-elle pris au chantier Lénine (et dans celui de Gdynia, distant de vingt kilomètres, où un seul ouvrier, tout juste embauché, avait lancé le mouvement et pris le contrôle de l'entreprise) que plusieurs régiments furent mis en état d'alerte et les téléphones coupés entre Gdansk et le reste du pays. Le bureau politique, réuni le jour même, demanda au premier secrétaire, Edward Gierek, qui venait d'arriver en vacances en Crimée, de revenir à Varsovie, ce qu'il fit dès le lendemain.

Ce qui inquiétait les dirigeants, évidemment informés par les indicateurs dont ils disposaient par-

tout, c'est la présence de membres du KOR, qui participaient étroitement à la conduite de la grève et alertaient les médias étrangers. Surtout, dès le début, des revendications politiques avaient été avancées. Et puis la grève s'étendait rapidement sur la côte (plusieurs entreprises de la région de Gdansk et les chantiers navals de Szczecin, tout à l'ouest du pays). On décida de négocier rapidement, d'accepter de fortes augmentations de salaire et la réintégration des ouvriers licenciés, et même de promettre des syndicats libres au chantier de Gdansk.

En même temps, le responsable de la police, de l'armée, des services spéciaux (et de l'Eglise) au sein du bureau politique, Stanislas Kania, est chargé de gérer la « liquidation » de la grève, qui semble devoir s'achever. En effet, samedi 16 août, Lech Walesa annonce sur les haut-parleurs du chantier Lénine que la grève a

atteint ses objectifs et qu'elle est terminée. Les ouvriers commencent à quitter en masse le chantier (on leur a promis l'impunité s'ils cessaient le jour même l'occupation), et puis le lendemain c'est dimanche. C'est à ce moment qu'une conductrice de tramways, qui a elle-même déclenché une grève dans les transports en commun de Gdansk, se rue sur Lech Walesa en hurlant : « Vous nous avez vendus. Maintenant ils vont écraser les autres entreprises comme des punaises. » Consternation, hésitation. Walesa demande conseil à Bogdan Borusewicz, l'homme qui en coulisse a préparé la grève (lire ci-dessous), mais lui aussi est désespéré. Tout se joue à ce moment. Walesa reprend son micro et lance : « Nous continuons la grève, par solidarité ! » Encore faut-il retenir les ouvriers. Trois femmes se précipitent vers les grilles du chantier. L'une d'entre elles, Alina Pienkowska, obtient qu'un portail, par lequel s'écoule un flot d'ouvriers, soit fermé un moment, le temps qu'elle s'adresse à eux pour les exhorter à rester.

Dans la nuit de samedi à dimanche, ils ne seront en fait plus que quelques centaines à occuper ce chantier qui s'étend sur des dizaines d'hectares, mais le pouvoir ne réagit pas. Reste à tenir pendant toute la journée de dimanche. Une idée surgit : faire célébrer une messe, juste à l'intérieur, derrière le portail numéro 2. De l'extérieur, les habitants de la ville pourront y assister. L'affaire ne se fait pas sans mal, la hiérarchie catholique est réticente, mais la messe a lieu. (A Gdynia, le curé, sans rien demander à personne, a non seulement accepté de célébrer la messe, mais y est allé d'une homélie de soutien déclaré aux revendications des grévistes). Le lundi matin, des milliers d'ouvriers reviennent vers le chantier. Pour travailler, ou pour reprendre l'occupation ? On prend le risque d'ouvrir les grilles, et c'est gagné.

L'enjeu est désormais tout autre. Le comité de grève interentreprises rédige une liste de revendications qui fait frémir le pouvoir. Le lendemain, 19 août, le secrétariat du comité central adresse à toutes les organisations du parti un communiqué alarmé : « Les éléments antisocialistes présents dans les comités de grève ont avancé des revendications politiques et des slogans hostiles (...) qui sont en réalité une atteinte aux fondements du régime de la Pologne populaire. (...) L'exigence de syndicats libres est une manière d'obtenir la possibilité institutionnelle de conduire des actions antisocialistes. » Ce diagnostic (plutôt exact) établi, on décide de multiplier les arrestations parmi les membres du KOR les plus connus (Jacek

Kuron, Adam Michnik, etc.) et d'essayer de négocier directement avec les différentes entreprises, en ignorant le comité interentreprises et ses « conseillers ». La tactique échoue très vite. Un discours du premier ministre, suivi de sa démission, laisse totalement indifférent les grévistes. Le premier secrétaire du parti intervient lui-même à la télévision, sans plus d'effet. Quelques jours plus tard, on essaiera même d'utiliser l'autorité du primat de Pologne, le vieux cardinal Wyszyński, avec lequel Gierek a eu un discret entretien. La télévision diffuse, fait sans précédent, des extraits d'une homélie qu'il fait lire dans toutes les Eglises de Pologne, et qui sonne comme un appel à la reprise du travail. Là aussi, la manœuvre échoue.

Tout se joue à ce moment : Walesa reprend son micro, et lance : « Nous continuons la grève, par solidarité ! »

De Moscou arrivent des mises en demeure de plus en plus fermes : il faut réagir, mettre un terme à la contre-révolution. La tentation d'utiliser la force se fait plus grande. Des plans sont préparés, un membre du bureau politique réclame l'élimination physique des meneurs de la grève. Mais les plus hauts responsables, Kania en particulier, soulignent que le recours à la police ou à l'armée présente désormais des risques trop grands : à lui seul, le Comité interentreprises de Gdansk représente cinq cents entreprises. Des grèves éclatent un peu partout dans le pays.

« Mieux vaut faire un demi-pas à droite qu'un pas vers le gouffre » répète à plusieurs reprises Gierek lors de réunions du bureau politique. On décide donc de négocier directement avec le comité de Gdansk, sur place, dans le chantier Lénine, comme l'exigent les dirigeants du mouvement. Un vice-premier ministre, Mieczyslaw Jagielski, s'avance, blême, au milieu d'une double haie d'ouvriers hostiles, conduits par Lech Walesa, qui le tient par le bras. « Nous sommes humiliés », dira-t-il ensuite dans un de ses rapports au bureau politique. Les négociations sont très dures. Même si Walesa et les dirigeants de la grève ne veulent pas pousser le pouvoir à bout, même s'ils souhaitent éviter une grève générale incontrôlable, ils refusent toute concession sur l'essentiel : des syndicats libres, la libération des prisonniers politiques. Le parti tergiverse, tente diverses manœuvres (un « renouveau » des syndicats officiels). Mais ses négociateurs sur place, aussi bien à Gdansk qu'au chantier de Szczecin, où existe un autre comité de grève, sont d'avis qu'il faut céder. Tous ceux qui se sont rendus à l'intérieur des chantiers sont impressionnés par l'ampleur du mouvement, son organisation, l'ordre qui y règne, le soutien que lui apporte la population.

Le 29 août, les mineurs de Silésie arrêtent le travail et occupent leurs puits. Les dernières velléités de recours à la force tombent d'elles-mêmes. Le comité central, réuni le 30, entérine la décision de signer les accords. Le parti a perdu la bataille, il en mesure les conséquences, mais il a désormais un autre objectif : regagner le terrain perdu, « enlever le pouvoir aux ennemis du système socialiste », comme l'avait dit quelques jours plus tôt Edward Gierek. D'autres que lui s'attelleront à cette tâche : Stanislas Kania d'abord, le général Jaruzelski ensuite, qui, après l'illustre intermède de l'« état de guerre » et de la « normalisation », perdra définitivement la partie.

Bogdan Borusewicz, ancien membre du Comité de défense des ouvriers

« Nous avons vaincu le régime avec sa propre idéologie »

MEMBRE du KOR (le Comité de défense des ouvriers) depuis 1976, puis, à partir du printemps 1978, du petit groupe constitué à Gdansk sous le nom de Mouvement pour des syndicats libres, dans lequel il avait introduit Lech Walesa, Bogdan Borusewicz peut être considéré comme l'initiateur et l'organisateur de la grève aux chantiers navals de Gdansk. Historien de formation, il était à l'époque, selon ses propres termes, « révolutionnaire professionnel ». Il nous reçoit aujourd'hui dans son vaste bureau de secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur. Un ministère qu'il s'appête à quitter, à contrecœur, son parti, l'Union de la liberté, ayant décidé de rompre la coalition gouvernementale qu'elle constituait avec l'autre formation issue de Solidarité, l'AWS.

« Qu'est-ce qui vous a décidé à tenter de lancer une grève au chantier Lénine, à ce moment précis ?

– Il fallait réagir. Le prétexte était le licenciement d'une ouvrière, Anna Walentynowicz. Depuis

le début de l'année, il était clair que le pouvoir s'employait à isoler les ouvriers, à les couper de l'opposition. En mars [1980], nous avions lancé un appel au boycott des élections au Parlement, et distribué 30 000 tracts dans la conurbation de Gdansk. Quand nous avons vu que le taux de participation à Gdansk était de 92,4 %, contre plus de 98 % dans le reste du pays, nous y avons vu le signe que nous avions une influence sur les masses. Et la police politique a dû en tirer la même conclusion : il y eut toute une série de licenciements de militants de notre groupe.

– En lançant la grève, aviez-vous imaginé qu'elle prendrait de pareilles proportions, avec le résultat que l'on sait ?

– Non, évidemment. Ce devait être un mouvement limité. Mais quand, au bout de trois jours, le pouvoir a cédé sur l'essentiel des revendications des ouvriers du chantier et que, sous la pression des autres entreprises de la région qui avaient cessé le travail, la grève a continué par solidarité, alors l'affaire a pris une dimension tota-

lement différente. C'est à ce moment qu'on a rédigé notre liste de vingt et une exigences. J'ai fait en sorte qu'on élimine les plus provocatrices : des élections libres, par exemple. C'était suicidaire : quelques centaines de grévistes (il n'en restait pas plus au chantier le dimanche 17 août) auraient demandé au parti de rendre le pouvoir ! De même on a remplacé « liquidation de la censure » par « limitation de la censure » : là, c'était à cause du précédent de la Tchécoslovaquie. Je savais à quoi avait conduit là-bas la « liquidation de la censure ». Par contre, il fallait que l'exigence la plus politique, celle de la liberté syndicale, figure en tête de liste, pour qu'elle soit incontournable pendant les négociations. Et si l'on a exigé aussi la diffusion de la messe à la radio, c'était pour neutraliser toute tentative du pouvoir d'utiliser l'Eglise contre nous. D'autant que je savais qu'en RDA il y avait depuis longtemps une messe à la radio.

– Comment expliquer que ce mouvement ait pu réussir ?

– Dans le pays, l'atmosphère

était à la grève. Et à Gdansk les gens étaient passés par cette « université ouvrière » qu'étaient été les événements de décembre 1970. Et puis il y avait une élite, faite d'intellectuels et d'ouvriers que l'on avait préparés psychologiquement depuis deux ans. Et de très fortes personnalités. Walesa, Andrzej Gwiazda [un ingénieur] et sa femme, Bogdan Lis, Alina Pienkowska [une infirmière, devenue depuis la femme de Bogdan Borusewicz], Anna Walentynowicz, etc. Chacun d'entre eux était très motivé, savait au besoin agir seul, en prenant des initiatives. Et puis la grève a été soigneusement contrôlée. Nous savions que nous ne pouvions à aucun moment lâcher la conduite du mouvement, sinon le pouvoir l'aurait repris à son compte. D'ailleurs, jusqu'en décembre 1980, c'est ce groupe de Gdansk qui a tout dirigé, avant que Solidarité ne devienne plus démocratique. Et puis il faut dire que nous avons eu de la chance. Par exemple, que Gierek soit parti pour la Crimée au moment précis où la grève a été lancée. Ça, je ne le savais pas...

– Pourquoi le pouvoir n'a-t-il pas fait donner la force ?

– Il y a eu des préparatifs en ce sens. Nous avons appris, par l'écoute des communications de la police, qu'une attaque contre le chantier était envisagée pour la nuit du 21 août. C'est à ce moment que j'ai demandé à la presse étrangère de rester pour la nuit au chantier – sans succès d'ailleurs. Les autorités pouvaient recourir à la force, techniquement ils étaient prêts. Mais le coût aurait été énorme. C'était une question de calcul politique.

– Le rôle de Walesa a-t-il été déterminant ?

– Il a été la locomotive de la grève, mais ça a été un effort collectif. Il était du chantier, il avait un tempérament de chef, et puis c'était un homme : il aurait été difficile, à l'époque, de faire accepter une femme à la tête du mouvement. Surtout, c'était un ouvrier, l'un des rares parmi le petit groupe d'organiseurs de la grève. Nous avons vaincu le système avec sa propre idéologie. »

Propos recueillis par Jan Krauze

J. K.

MONNAIE La Banque centrale européenne (BCE), dont le conseil se réunit jeudi 31 août à Francfort, devrait relever ses taux d'intérêt (actuellement de 4,25 %) d'un quart,

voire d'un demi-point. Ce serait la sixième hausse depuis novembre 1999. ● LES MARCHÉS s'attendent à ce tour de vis monétaire pour lutter contre l'inflation dans la

zone euro (2,4 %), qui dépasse l'objectif de 2 % fixé par la BCE. ● L'EURO s'échangeait mercredi 30 août à ses plus bas niveaux contre le dollar et le yen. ● LES DIRIGEANTS alle-

mands, malgré un mauvais indicateur économique publié la semaine dernière, qui avait provoqué une chute de l'euro, sont confiants dans la croissance de leur économie. In-

quiets des tensions inflationnistes, ils réclament une hausse des taux de la BCE. ● L'ECONOMIE britannique se porte bien malgré des taux d'intérêt élevés.

La Banque centrale européenne devrait remonter ses taux d'intérêt

Les responsables politiques et monétaires entreprennent de soutenir l'euro, qui bat des records de faiblesse face au dollar et au yen. Les marchés attendent, jeudi 31 août, un tour de vis de la BCE pour lutter contre l'inflation, due essentiellement à la flambée des cours du pétrole

ELTVILLE

de notre envoyé spécial

Comment enrayer la baisse de l'euro, qui a connu une nouvelle glissade, mardi 29 août, jusqu'à 0,8910 dollar ? Mercredi, lors des premiers échanges, la monnaie unique restait très faible à 0,8914 dollar. Depuis le mois de juin, l'euro a perdu près de 7,5 % de sa valeur. Face au yen, il atteignait mercredi matin son plus bas niveau, à 94,22.

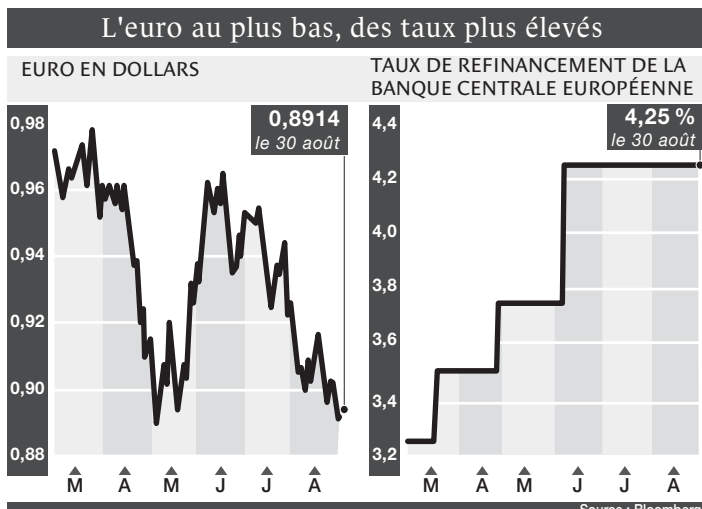
Les ministres français et allemands des finances, Laurent Fabius et Hans Eichel, vont jouer le Don Quichotte pour convaincre les marchés que l'euro est sous-évalué. Réunis sur les bords du Rhin, à Eltville, à l'occasion de la rencontre biannuelle des ministres des finances de l'Allemagne et de la France, les deux hommes ont annoncé leur intention d'aller faire ensemble la tournée des places financières internationales, afin de « bien montrer la force et la qualité de l'économie européenne aux investisseurs », selon M. Fabius, et de « lever cette méfiance vis à vis de l'Europe », d'après M. Eichel.

Le président de la Bundesbank, Ernst Welteke, a pour sa part affirmé que « lorsque les marchés réaliseront quelles sont les chances de croissance en Europe, alors l'euro sera sensiblement plus fort », tandis que le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, affirmait que « l'euro est une monnaie dont les données fondamentales justifient une valeur supérieure à celle observée sur le marché des changes. Progressive-

ment, les marchés vont lui donner une valeur supérieure. »

En attendant que ce vœu se réalise, la communauté financière tablait sur une hausse – la sixième depuis novembre 1999 – des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE), dont le conseil se réunit jeudi 31 août à Francfort. Sur les vingt-six professionnels du panel AFP/AFX, seize s'attendent à un relèvement des taux dans la zone euro lors de cette réunion de rentrée. A l'appui de cette opinion : la BCE a alloué mardi, lors de son appel d'offres à taux variable, 68 milliards d'euros, au taux de 4,71 % contre 4,50 % une semaine auparavant. Les taux à long terme en Europe ont accompagné le mouvement. En France, le taux de rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans s'est tendu à 5,46 %, tandis qu'en Allemagne, il s'est redressé jusqu'à 5,3 %. Il y a une semaine, ils se situaient respectivement à 5,34 % et 5,29 %.

Les marchés ont ainsi intégré un tour de vis monétaire de la BCE qui doit combattre l'inflation, due essentiellement à l'envolée des prix du pétrole et des matières premières, ainsi qu'à la dépréciation de l'euro. L'inflation a atteint 2,4 % en juillet dans l'Euroland (inchangé par rapport à juin, mais la hausse des prix hors énergie a progressé de 1,4 % contre 1,2 %), soit plus que l'objectif de 2 % que s'est fixé la BCE. « Surtout, pour la première fois depuis le lancement de l'euro, toutes les nations de l'Euroland ont une inflation (définie par l'indice harmonisé européen)



au-dessus de la barre des 2 % (cela va de 2 % pour la France et l'Allemagne à 5,9 % pour l'Irlande) », rappellent les économistes de la société de Bourse Exane.

En outre, la croissance de la masse monétaire M3 a progressé dans la zone euro de 5,3 % en juillet par rapport à l'année précédente, alors que la BCE s'est fixé un objectif de 4,5 %. La légère dérive par rapport à la croissance de juin (5,4 %) s'expliquerait par la forte croissance de l'agrégat pendant l'été 1999. Ces statistiques plaident pour une hausse du loyer de l'argent.

En Allemagne – où les prix à l'importation ont bondi de 10,9 % en août par rapport à l'année précédente –, des voix se sont élevées

pour demander à la BCE d'agir avec fermeté. « Je pense qu'un demi-point de hausse n'affecterait pas la confiance ni ne mettrait en danger la croissance », a déclaré le président de la Deutsche Bank, Rolf Breuer, cité par l'International Herald Tribune. Un tel mouvement, selon M. Breuer, « enverrait un message très fort selon lequel les autorités monétaires sont déterminées à combattre l'inflation, et c'est bien ». Dans une tribune publiée dans le quotidien des affaires Handelsblatt, l'économiste Rüdiger Pohl, président de l'institut de recherche économique de Halle (IWH), affirme que « la BCE ne peut pas rester sans agir, même si l'inflation n'a pas ses causes dans l'économie intérieure, mais dans la croissance sur les marchés mon-

diaux des prix de l'énergie et des matières premières ». Cette inflation importée risque de créer un climat inflationniste dans la zone euro. « Il serait grave d'arriver à une spirale prix-salaires et à des taux de marchés en hausse qui signaleraient des anticipations de hausse d'inflation », a déclaré le président de la reprise économique, affaiblirait de nouveau l'euro et augmenterait donc de nouveau l'inflation importée... que la hausse des taux était censée combattre. « Nous devons contenir l'inflation sans affaiblir la croissance », résume ce banquier central. Ernst Welteke ne s'inquiète guère d'une hausse du loyer de l'argent.

NE PAS TUER LA CROISSANCE

Il convient toutefois de ne pas tuer la croissance. Même si la BCE n'a pas pour objectif premier de favoriser cette dernière, un tour de vis monétaire trop fort, en affaiblissant la reprise économique, affaiblirait de nouveau l'euro et augmenterait donc de nouveau l'inflation importée... que la hausse des taux était censée combattre. « Nous devons contenir l'inflation sans affaiblir la croissance », résume ce banquier central. Ernst Welteke ne s'inquiète guère d'une hausse du loyer de l'argent.

« Les hausses d'intérêt qui ont eu lieu jusqu'à présent n'ont pas été un frein à la croissance », a affirmé le président de la Bundesbank, tandis que les ministres des finances français et allemands affichaient un bel optimisme pour l'avenir, qui sem-

blait valoir quitus pour une hausse des taux : « Les perspectives de croissance n'ont jamais été aussi bonnes qu'aujourd'hui au cours des dix dernières années », en Allemagne et en France, ainsi qu'en Europe, a affirmé M. Eichel. Et si l'Europe reste à la traîne de l'Amérique en l'an 2000, ce ne sera sans doute pas le cas l'année suivante. « En l'an 2001, la croissance européenne devrait égaler celle américaine », poursuit ce banquier central.

L'économiste Pohl n'a pas une foi absolue en la solidité de la croissance européenne, qui doit être durablement au-dessus de 4 % comme aux Etats-Unis, si l'Europe veut atteindre le plein emploi. C'est pourquoi il suggère à la BCE, en élevant ses taux d'intérêt d'un demi-point, d'indiquer qu'il s'agit de la dernière de la série, le taux de 4,75 % étant, selon lui, adapté à la tendance actuelle des prix. « Après les nombreuses petites hausses de derniers mois, il serait contreproductif de laisser l'impression que la prochaine hausse des taux serait immédiatement suivie d'une autre », affirme M. Pohl. Surtout, l'économiste allemand encourage vivement la BCE à ne pas « jouer aux défenseurs du cours de change. La faiblesse de l'euro ne tient pas au fait que la BCE n'a pas relevé ses taux, au contraire. Si la BCE prend l'euro en ligne de mire, c'est une invitation lancée à la spéculation internationale à jouer avec les cours de change. A ce jeu, la banque centrale perdrait à coup sûr. »

Arnaud Leparmentier

L'Allemagne semble repartie du bon pied

ELTVILLE

de notre envoyé spécial

« Recul technique ». Mardi 29 août, le président de la Bundesbank, Ernst Welteke, a balayé d'un revers de main les inquiétudes qu'avait suscitées le recul surpris en juillet du baromètre de l'institut économique de Munich Ifo, qui mesure le climat des affaires en Allemagne (Le Monde du 24 août). Les marchés financiers avaient fait plonger l'euro, les opérateurs se demandant si la croissance allemande n'avait pas déjà atteint son plafond. « Je ne crois absolument pas que l'Allemagne soit au sommet de la courbe de la croissance. Je ne vois pas de retournement », assure un banquier central.

Au deuxième trimestre 2000, la croissance a atteint 1,1 % par rapport au trimestre précédent, après 0,8 % au premier trimestre. Sur le premier semestre, la croissance est de 3,3 % par rapport à l'année précédente. Tout comme le chancelier Gerhard Schröder l'avait fait en août, le ministre des finances, Hans Eichel, a annoncé qu'il allait augmenter ses prévisions de croissance pour 2000 de 2,75 % à 3 %. Si un

tiers de la croissance s'explique par les exportations, la Deutsche Bank note que la moitié de la croissance du deuxième trimestre est due à la consommation privée, qui redécote enfin. Après des années de ralentissement, l'Allemagne semble repartie d'un bon pied. « Le sentiment que l'Allemagne est à la traîne derrière la France est largement derrière nous », poursuit ce banquier central.

LA MANNE DU TÉLÉPHONE

Il faut dire que l'horizon politique s'est largement éclairci. En juillet, le chancelier Schröder a fait adopter sa réforme fiscale, qui prévoit 57 milliards d'euros (373 milliards de francs) de baisses nettes d'impôts d'ici à 2005. Cette réforme donne de la visibilité aux investisseurs et bénéficie à tous, le taux marginal de l'impôt sur le revenu étant abaissé à 42 % et les bénéfices des entreprises à 25 %.

La mise aux enchères de licences de téléphonie mobile UMTS a rapporté 50 milliards d'euros. Affectée exclusivement au remboursement de la dette (plus de 1 500 milliards de marks), elle permettra à l'Allemagne de respecter pour la pre-

mière fois le critère d'endettement de Maastricht, affichant un endettement équivalent à 60 % du produit intérieur brut. La manne téléphonique permettra aussi à l'Allemagne d'afficher un excédent budgétaire en 2000 de 1,5 % du PIB, au lieu d'un déficit prévu de 1 %.

La Bundesbank demande que les 5 milliards de marks d'économies sur les intérêts que permet de réaliser l'affectation du produit des enchères UMTS au remboursement de la dette soient également consacrés au remboursement de la dette. M. Eichel devrait toutefois affecter 1 milliard à des investissements dans les transports et l'éducation. Mardi 29 août, les experts budgétaires des groupes parlementaires social-démocrate et Verts ont fait assaut d'orthodoxie en demandant que les 4 milliards restants soient eux aussi affectés au remboursement de la dette.

Après la réforme fiscale, le chancelier Schröder s'attaque à un autre dossier de fond : la réforme des retraites – qui devrait être adoptée à l'automne et entraîner la création de fonds de capitalisation. Pour parvenir à un accord avec l'opposition,

qui domine le Bundesrat (la chambre représentative des Länder), le chancelier Schröder est tenté de faire une alliance avec les Länder de l'Est, dirigés par la droite, répétant la manœuvre qu'il avait faite pour faire adopter la réforme fiscale.

MANŒUVRE POLITIQUE

Le chancelier cherche à marchander l'approbation de la loi sur les retraites contre la reconduction anticipée du pacte de solidarité qui permet de financer l'ex-RDA et pour lequel les riches Länder du sud de l'Allemagne (Bavière, Bade-Wurtemberg, Hesse), dirigés par des chrétiens-démocrates, renâclent à payer. La manœuvre politique permettrait ainsi de résoudre deux problèmes d'un coup.

Enfin, à l'heure où les Allemands redécouvrent – lentement – le goût de consommer, les Länder ont décidé, lundi 28 août, d'introduire un projet de loi autorisant l'ouverture des magasins jusqu'à 22 heures en semaine, jusqu'à 20 heures le samedi. Les conséquences concrètes d'une telle décision restent à mesurer, un précédent assouplissement

de la loi, en 1996, n'ayant pas entraîné de grand changement dans la vie de tous les jours.

Dans ce contexte, alors que les accords salariaux modérés signés en l'an 2000 ont permis aux entreprises de refaire des gains de productivité, le chômage devrait finir par baisser. Le chancelier Schröder table sur un recul à 3,5 millions du nombre des demandeurs d'emploi d'ici aux élections de 2002. L'Allemagne a changé de méthode de comptabilisation des emplois et inclut désormais 1,8 million d'emplois à temps partiel payés 630 marks (environ 3 000 francs) par mois, ce qui conduit à une hausse des emplois. Sur cette base, le nombre des emplois avait progressé fin juin de 730 000 en un an, « soit la plus forte hausse depuis la réunification », se réjouit le ministère des finances. Avec les anciens critères statistiques, le redémarrage apparaît plus faible : l'emploi n'avait crû fin mai que de 150 000 par rapport à l'année précédente. Mais la tendance est claire : l'Allemagne recrée des emplois.

Ar. Le.

L'économie britannique en bonne santé malgré des taux élevés

LONDRES

de notre correspondant à la City

Le sterling est au plus bas depuis sept ans contre le dollar (une livre vaut 1,4465 dollar) et se languit face à l'euro (une livre vaut 1,6228 euro), pourtant lui-même faible. En raison des goulets d'étranglement du marché du travail, plus tendu que jamais, la progression des salaires reste trop élevée par rapport à la productivité, alimentant ainsi les tensions inflationnistes et provoquant une réduction des marges et de la compétitivité du secteur manufacturier. Les syndicats et les industriels réclament une baisse des taux d'intérêt, jugés trop élevés (6 %), et responsables du ralentissement du niveau des investissements des entreprises. La non-participation de la livre à la monnaie unique inquiète les investisseurs étrangers, en particulier japonais. La flambée du prix du pétrole contribue au creusement du déficit commercial et dégrade la balance courante. Enfin la consommation des ménages donne des signes de ralentissement, comme l'atteste le récent tassement du boom immobilier à Londres.

Pourtant, malgré ces aléas, les Britanniques ont toujours le moral. La reprise économique, observée depuis le printemps 1999, est bien là, prudente et réaliste. « L'économie est fondamentalement en bonne santé, même si la productivité reste inférieure à celle des Etats-Unis en raison du sous-investissement dans la haute technologie. Tous les facteurs de la confiance sont présents. Il faut donc s'attendre à des élections anticipées en 2001, année qui verrait une poursuite de la croissance. Aux yeux de la City, ce scrutin sera le premier avec une Banque d'Angleterre indépendante du pouvoir politique, et garante de la stabilité économique », souligne, optimiste, Michael Hughes, économiste en chef auprès de Baring Asset Management.

La progression du PIB continue, en effet, d'être appuyée au rythme de 3 % grâce à l'essor des services, en particulier la finance, le tourisme et le commerce en ligne. Principal moteur du cycle de croissance actuel, la consommation des ménages reste soutenue, même si elle se situe à un niveau inférieur à celui de 1999. Autre atout du « bouledogue » britannique, à 3 %, en rythme annuel, au cours du premier semestre 2000, l'inflation est

certes supérieure à celle de la zone euro, mais reste maîtrisée. Le ralentissement de la spéculation immobilière à Londres tout comme le maintien de taux d'intérêt élevés devraient limiter la hausse du coût de la vie en 2000. Signe encourageant, l'inflation salariale dans le secteur privé s'est réduite, de 6 % l'an dernier à 4 %.

LA FONCTION PUBLIQUE RECRUTE

Troisièmement, le taux de chômage – 3,7 % lors du dernier trimestre – est le plus bas au Royaume-Uni depuis plus de deux décennies. Cette tendance à la baisse du nombre des demandes d'emplois non satisfaites devrait se poursuivre, en raison des recrutements prévus d'agents dans la fonction publique, la santé et l'éducation au cours des trois prochaines années et la poursuite du boom des industries du secteur tertiaire. La réforme du marché du travail ainsi que l'accent mis par l'équipe travailliste sur l'éducation et la formation professionnelle devraient faire sentir leurs effets dès l'an prochain. La création d'emplois dans les services compense largement la destruction d'emplois dans l'industrie manufacturière.

Malgré la forte croissance des dépenses publiques annoncée par le chancelier de l'Echiquier, les finances de l'Etat demeurent équilibrées, grâce, notamment, au produit de la vente des licences téléphoniques de la troisième génération et à la hausse des recettes fiscales provenant du pétrole de la mer du Nord. Le niveau de la dette continue de surcroît de diminuer. Les exportations hors de la zone euro ont profité du reflux de la livre par rapport au dollar, tandis que l'actuelle faiblesse de la livre par rapport à l'euro devrait relancer les ventes de produits britanniques en Europe.

« L'économie britannique est dans un cycle de croissance soutenu, plus soutenu peut-être que le veut la Banque d'Angleterre. Un atterrissage en douceur n'est pas de saison. A terme, le danger inflationniste est toutefois réel en raison de la politique fiscale et budgétaire un tantinet laxiste en cette année préélectorale », estime Michael Saunders, expert de conjoncture de Salomon Smith Barney, qui parie sur un retour du sterling par rapport au dollar pour la fin de l'année.

Marc Roche

J. Mo. et M. R.

« Zurban » relance la concurrence sur les guides de loisirs à Paris

Avec le soutien financier de la filiale numérique de Bernard Arnault, le nouvel hebdomadaire d'informations de proximité, accompagné de son site Internet, fait l'ambitieux pari d'atteindre 80 000 exemplaires sur un marché déjà très encombré

LE « PARIS QUI BOUGE » vaut bien un guide. Alban Sauvanet, trente ans, déjà à l'origine du magazine *Synopsis*, a réussi à en persuader Bernard Arnault. Le PDG du groupe de luxe LVMH et de Desfossés International (DI Group) a accepté de se lancer dans une aventure de presse centrée sur la capitale et la région Ile-de-France. Via sa filiale numérique Europ (at)web, il a investi 55 % des 30 millions de francs du capital de Metropole Media presse, société éditrice de *Zurban*, un nouvel hebdomadaire de sorties et de loisirs auquel est accolé un site Internet. Annoncé fin juin, puis retardé pour des raisons techniques, le premier numéro a paru mercredi 30 août.

Avec un nom générique qui fleurit bon la modernité et la « branchitude », ce magazine de

132 pages vendu 5 francs se veut l'équivalent du *Time Out*, l'institution londonienne, et de *Village Voice*, le magazine - gratuit - de la contre-culture new-yorkaise. De ses périples dans les métropoles internationales, Alban Sauvanet est rentré avec la conviction qu'il manquait à Paris un magazine d'informations locales qui soit le reflet de l'intense activité culturelle, nocturne, sportive, associative... d'une capitale réinvestie par ses habitants.

Le style, comme le contenu des informations, s'adresse à un public plutôt jeune, les 20-40 ans, en quête de sorties et de découvertes insolites. Le journal a aussi choisi de privilégier l'exhaustivité dans la fourniture d'infos pratiques commentées (restaurants, bars animés, shopping, loisirs pour les enfants, etc.). Le lecteur pourra aussi les

consulter sur le site Internet, conçu en complémentarité. Avec 40 salariés, dont une rédaction de 20 journalistes et une centaine de collaborateurs extérieurs dirigés par Jeannine Casavecchia - une ancienne du *Parisien libéré* -, *Zurban* poursuit un objectif ambitieux. Alors que le premier numéro sera distribué à 200 000 exemplaires à Paris et en Ile-de-France, le magazine espère fidéliser 80 000 à 85 000 acheteurs. Pour y parvenir, il bénéficie d'un budget de lancement de 15 millions de francs.

GUIDES DE POCHE

Zurban va affronter une double concurrence : celle des guides et des suppléments de la presse papier, ainsi que celle des « city-guides » sur Internet. Si, jusqu'à présent, Paris ne comptait pas d'équivalent du *Time Out*, c'est

qu'elle est la seule capitale à proposer à ses habitants et aux touristes deux guides de poche bon marché bien implantés : *L'Officiel des spectacles* (196 162 exemplaires de diffusion payée en 1999), vendu 2 francs, très prisé des étudiants, et *Pariscope* (123 633 exemplaires), un peu plus fourni, au prix de 3 francs. Editeur de *Pariscope* et de son site Internet très fréquenté, le groupe Hachette Filipacchi Médias ne craint pas la concurrence du nouveau venu. Bénéficiant d'une marque de référence, il n'entend pas changer « la ligne d'un guide pratique qui a su se diversifier sur les autres supports ».

Comme Hachette il y a quelques années, *Télérama* avait testé le marché pour lancer un magazine de ville, *Zig Zag*, assez proche de ce que sera *Zurban*. Le prix (10 francs) a été jugé dissuasif et l'essai s'est

révélu infructueux. Depuis, l'hebdomadaire culturel a étoffé son supplément parisien *Sortir*. « Nous n'avons peut-être pas encore eu le souci de le mettre en valeur », reconnaît Marc Lecarpentier, directeur du magazine culturel qui diffuse près de 300 000 exemplaires en Ile-de-France - dont 60 000 en kiosques à Paris.

Alors que *Nova*, mensuel « branché » et insolite des nouvelles « tendances » de la capitale, atteint près de 60 000 exemplaires, les quotidiens et magazines ont renforcé leur couverture de la vie parisienne. *L'Express*, avec son supplément hebdomadaire, et *Le Nouvel Observateur* proposent régulièrement des guides de bonnes adresses du Paris insolite ou coquin. Dans la bataille des journaux du 7^e jour, *Le Parisien* et le *Journal du dimanche* ont, eux

aussi, privilégié l'information de proximité dans la capitale. Enfin, *aden*, supplément du *Monde* consacré à la vie culturelle, s'est acquis un public régulier et songe à se diversifier sur la Toile, en particulier avec la Fnac.

PROFUSION DE SITES WEB

Pour s'imposer, *Zurban* devra aussi livrer bataille sur Internet. A côté des sites des journaux, dont ceux du *Monde*, de *Libération*, du *Parisien*, de Paris-avenue, de la Socpresse et de *Nova*, une floraison de start-up se sont engouffrées sur un marché riche de... promesses. Récemment est apparu Paris-capital.com. Dans quelques jours arrivera urbanpass.com, avant une version papier prévue en novembre.

Michel Delberghe

Campagne pour les sites Internet interdits de télé

L'INITIATIVE ne peut pas passer inaperçue. Lassés des tergiversations des pouvoirs publics sur la question de l'autorisation de la publicité télévisée pour les sites Internet de la distribution, du cinéma, de la presse et de l'édition, les principaux acteurs du secteur viennent de lancer une campagne publicitaire pour le moins atypique. Dans un décor réaliste de journal télévisé, un ministre est interpellé par le présentateur sur l'interdiction de cette forme de publicité. Surpris, l'homme politique tente d'élaborer une réponse, s'emmêle, bafouille, use de la langue de bois. Il s'enfuit même purement et simplement dans l'une des quatre versions de ce film. Avec un style inspiré des

« Guignols de l'info », la charge est cruelle pour le monde politique. Elle illustre surtout l'exaspération des initiateurs de ce film : les agences de publicité, les annonceurs, les régies de télévision, la presse magazine et quelques quotidiens, dont *Le Monde*, regroupés au sein d'une association baptisée Comité Pourquoi.

EXCÈS DE POUVOIR

Tout a commencé en février lorsque le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a estimé que les sites Internet des secteurs interdits pouvaient faire de la publicité à la télévision. Sa décision devait être annulée pour excès de pouvoir par le Conseil d'Etat, le 3 juillet. Ju-

geant ce retour en arrière dommageable pour les 223 000 entreprises qu'il affirme représenter, le Comité Pourquoi demandait rendez-vous à Catherine Tasca. Faute de réponse, les responsables de l'association, avec au premier rang Jacques Bille, président de l'Association des agences conseils en communication (AACC), ont décidé de faire ce film publicitaire provocateur. Diffusée depuis mardi soir sur les principales chaînes privées, cette série de spots n'a qu'un but : relancer le débat et obliger les pouvoirs publics à donner une réponse à ce « pourquoi » médiatique et provocateur.

Frédéric Roy

RFM déprogramme la langue d'oc

réaction d'indignation dans les départements du Lot et de l'Aveyron, où ce programme était largement écouté.

OUTIL PÉDAGOGIQUE

Jaqui Ten, animateur bénévole et créateur de l'émission en 1982, estime que « *Pels camins del país* » (« Sur les chemins du pays ») est à l'origine de cette déprogrammation. Le rendez-vous du dimanche matin, avec son fort accent et son parler multiséculaire, risquait-il de jurer avec la couleur musicale de la chaîne ? « D'une radio généraliste, nous devons passer à un produit RFM, avec un format à respecter, où l'occitan n'a plus sa place », confirme Danielle Piniewski, gérante de la société. La décision a provoqué une vive

comité de défense constitué afin de tenter un sauvetage de la tranche d'oc dominicale, « il n'y a rien de folklorique dans cette émission, qui aborde tous les sujets à caractère culturel ou associatif. Nous avons le droit d'être de quelque part et de parler une langue. Où irons-nous l'entendre, à présent ? ». « Pas à Fréquence 2, répond Danielle Piniewski. Nous employons neuf personnes et, pour assurer la pérennité de l'entreprise, nous avons dû nous appuyer sur RFM ; c'était ça ou fermer la porte. » Le comité de soutien devait manifester, mercredi 30 août à Figeac, devant les locaux de la station.

Elian da Silva

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

■ **EURO : les ministres français et allemand des finances**, Laurent Fabius et Hans Eichel, ont annoncé mardi 29 août qu'ils laisseraient à la Banque centrale européenne toute latitude pour la défense de l'euro (lire aussi page 17).

■ **FRANCE : le nombre de défaillances d'entreprises** a progressé de 4,75 % en mars 2000 par rapport au mois de février en données corrigées des variations saisonnières, a indiqué mardi l'Insee.

■ **Le nombre de permis de construire** délivrés de mai à juillet a cru de 21,7 % par rapport à la même période de 1999, alors que celui des mises en chantier a reculé de 13,8 % dans le même temps, selon les statistiques diffusées mardi par le ministère de l'équipement.

■ **ITALIE : l'inflation s'est révélée plus forte que prévu** en août, avec une progression de 2,6 % sur douze mois pour l'indice national des prix à la consommation, selon la première estimation dévoilée mardi par l'Institut national italien des statistiques.

■ **JAPON : les ventes au détail de la grande distribution** ont reculé de 4,9 % en juillet sur un an, continuant ainsi à freiner la reprise de l'économie nipponne, a annoncé mercredi 30 août le ministère du commerce.

■ **ÉTATS-UNIS : l'indice de confiance des consommateurs** dans l'économie, établi par le Conference Board, a baissé de 1,9 point en août pour s'établir à 141,1 contre 143,0 le mois précédent, a annoncé mardi l'Institut de conjoncture privé.

■ **Les ventes de logements neufs** aux Etats-Unis ont progressé de 14,7 % en juillet par rapport au mois précédent, avec un volume de 944 000 unités en rythme annuel, a annoncé mardi le département du commerce.

AFFAIRES

■ **CROUZET AUTOMATISMES : la société spécialisée dans les**

composants d'automatismes industriels, filiale de Thomson-CSF, va être cédée à Schneider Electric, ont annoncé mardi les deux groupes.

■ **ROLLS ROYCE : le motoriste britannique a annoncé mardi un contrat de 910 millions de dollars** avec la compagnie américaine de crédit-bail International Lease Finance Corporation (ILFC) pour motoriser des Boeing 777 et des Airbus A-330, ainsi que le futur avion géant A3XX.

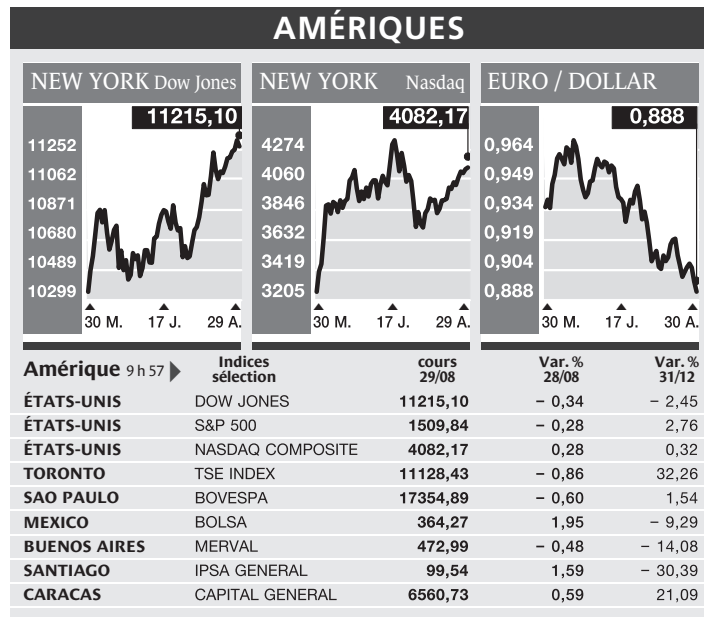
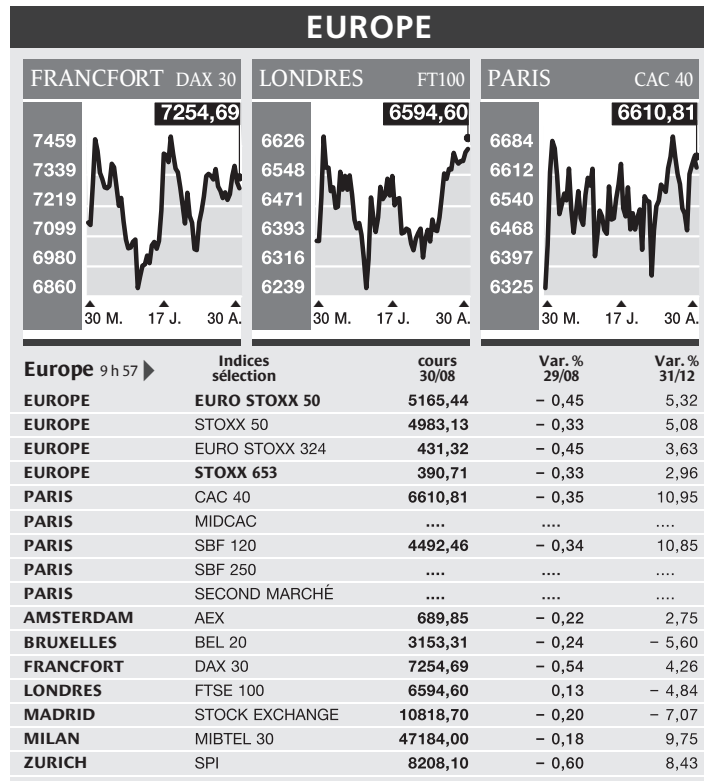
■ **KPN : l'Etat néerlandais a décidé de ne pas vendre** une partie des 43,5 % qu'il détient dans l'opérateur de télécommunications KPN, comme il l'avait annoncé en juillet, selon un communiqué du ministère des finances diffusé mercredi à La Haye.

■ **AUCHAN : le groupe de grande distribution s'est allié** au fournisseur d'accès Internet AOL pour offrir aux clients de ses magasins un service d'accès sous la marque « AOL avec Auchan ».

■ **CARREFOUR : le numéro deux mondial de la distribution** a annoncé mardi la cession des quatre hypermarchés qu'il exploitait à Hongkong, « devant la difficulté à trouver des sites de taille correspondant à son concept ».

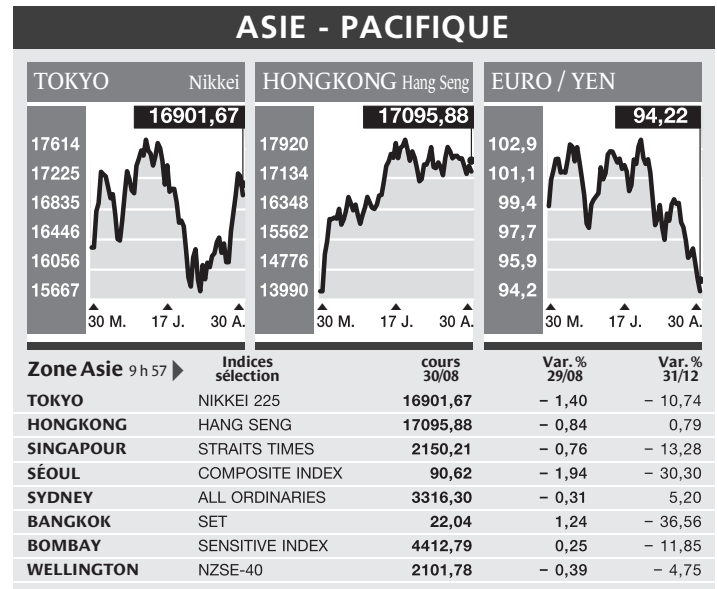
■ **COBRA : le groupe d'investisseurs Cobra, qui détient 17 % de la Commerzbank**, a chargé la banque d'affaires américaine Donaldson, Lufkin, Jenrette (DLJ) de trouver un acheteur à ses parts dans la quatrième banque privée allemande.

■ **COMMERZBANK : Gianfranco Guty, directeur général et administrateur délégué du groupe d'assurances italien Generali**, a confirmé mardi que des négociations étaient en cours avec la banque allemande, dont Generali détient 5 %. Celles-ci viseraient notamment à porter cette participation à 10 %.



Cours de change croisés

30/08 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	106,03000	0,94313	0,88895	0,13550	1,44355	0,57415
YEN	106,03000	....	94,22500	14,37500	153,05000	60,85500
EURO	1,12492	1,06129	....	0,15245	1,62435	0,64585
FRANC	7,38025	6,96035	6,55957	....	10,65315	4,23690
LIVRE	0,69274	0,65335	0,61565	0,09385	....	0,39765
FRANC SUISSE	1,74170	1,64265	1,54830	0,23600	2,51450	....



Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux	Hors zone Euro	29/08
FRANC	6,55957	EURO	1,15245	COURONNE DANOISE	7,4562
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	8,0715
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774	COUR. SUÉDOISE	8,4545
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238	COURONNE TCHÈQUE	35,3400
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	1,5680
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,3288
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0850
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,97660	DRACHME GRECQUE	337,6200
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607	FLORINT HONGROIS	261,1800
MARKKA FINLAND	5,94573	MARKKA FINLAND	1,10324	ZLOTY POLONAIS	3,9155

Taux d'intérêt (%)

Taux 29/08	Taux J.J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	4,76	4,71	5,50	5,55
ALLEMAGNE	4,66	4,89	5,30	5,43
GDE-BRETAG.	7,13	5,99	5,34	4,87
ITALIE	4,66	4,87	5,67	5,88
JAPON	0,31	0,33	1,90	2,59
ÉTATS-UNIS	6,53	6,31	5,80	5,75
SUISSE	2,75	3,35	3,82	4,20
PAYS-BAS	4,61	4,87	5,47	5,54

Matif

Cours 9h57	Volume 30/08	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
SEPTEMBRE 2000	19256	86,20	86,24
Euribor 3 mois			
SEPTEMBRE 2000	1	95,10	95,10

BOURSES

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris était en baisse de 0,20 %, à 6 620,76 points, dans les premiers échanges, mercredi 30 août. En Allemagne, l'indice DAX reculait de 0,51 %, à 7 257,03 points. Le Footsie de la Bourse de Londres gagnait 0,20 %, à 6 599,40 points. La Bourse de Tokyo a clôturé mercredi en baisse de 1,4 %, retombant sous les 17 000 points en raison d'un recul de la production industrielle japonaise en juillet après deux mois de hausse. Aux Etats-Unis, mardi, l'indice Nasdaq avait gagné 0,28 %, à 4 082,17 points, tandis que l'indicateur vedette de Wall Street, le Dow Jones, avait reculé de 0,34 %, à 11 215,10 points.

CHANGES ET TAUX

L'EURO restait sous pression face au dollar, dans les premières transactions mercredi 30 août, à la veille de la réunion de la Banque centrale européenne (BCE). La monnaie unique s'échangeait à 0,9914 dollar. De son côté, le billet vert remontait légèrement face au yen, après la publication de statistiques économiques au Japon plus mauvaises que prévu. Le dollar se négociait à 106,22 yens. Mercredi matin, les marchés obligataires européens poursuivaient leur mouvement de repli. Evoluant à l'inverse du cours, le taux de rendement de l'obligation d'Etat à 10 ans se tendait à 5,47 % en France et à 5,30 % en Allemagne.

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action **Billiton** a chuté, lundi 29 août, de 10,0 %, à 270 pence et celle de **Rio Tinto** a reculé 5,06 %, à 1144 pence. Billiton, qui a récemment lancé une offre d'achat amicale de 1,2 milliard de dollars sur les mines de cuivre canadiennes Rio Algom, a annoncé avoir conclu un accord sur le rachat de la participation de 56 % d'Alcoa dans l'affinerie d'aluminium Worsley en Australie pour 1,49 milliard de dollars, transaction financée en partie par une émission d'actions. Rio Tinto a de son côté lancé une contre-offre de 345 millions de dollars sur la compagnie australienne Ashton Mining, destinée à empêcher le sud-africain De Beers de détenir une participation dans la plus grande mine de diamants du monde.

● Le titre **Linde** a augmenté de 2,64 %, à 48,65 euros. Deutsche Bank a relevé de 10 %, à 60 euros, son objectif de prix sur le groupe industriel et gazier allemand. ● **Deutsche Telekom** a perdu 0,18 %, à 44,70 euros. Le président du directoire, Ron Sommer, a justifié la décision de son groupe de payer 16,58 milliards de marks (8,5 milliards d'euros) pour sa licence de téléphonie mobile de troisième génération en Allemagne, estimant qu'il s'agit d'un investissement à long terme. L'action de la filiale Internet du géant allemand **T-Online** a reculé de 1,39 % après l'annonce de la hausse de 59 % de son chiffre d'affaires, à 325 millions d'euros au premier semestre.

30/08 10h07

AUTOMOBILE

AUTOLIV SDR	SE	25,49	+ 0,47
BASF AG	BE	42,65	+ 0,35
BMW	DE	37,60	- 1,05
CONTINENTAL AG	DE	20,45	+ 0,24
DAIMLERCHRYSLER	DE	59,25	- 0,75
FIAT	IT	28,15	- 0,21
FIAT PRIV.	IT	17,47	- 0,29
MICHELIN /RM	FR	34,70	+ 0,06
PEUGEOT	FR	212	....
PIRELLI SPA	IT	2,96	- 0,34
DR ING PORSCHÉ	DE	3890	- 1,52
RENAULT	FR	49,86	- 0,48
VALEO /RM	FR	60,10	- 0,58
VOLKSWAGEN	DE	48,40	- 0,82
► DJ E STOXX AUTO P		236,45	- 0,73

BANQUES

ABBEY NATIONAL	GB	13,44	- 1,67
ABN AMRO HOLDIN	NL	27,94	+ 0,14
ALL & LEICS	GB	9,61	- 1,01
ALLIED IRISH BA	GB	15,31	- 0,32
ALPHA BANK	GR	33,45	- 0,04
B PINTO MAYOR R	PT	24,71	....
BANK AUSTRIA AG	AT	60,50	+ 0,41
BANK OF IRELAND	GB	10,90	....
BANK OF PIRAEUS	GR	17,61	- 0,50
BK OF SCOTLAND	GB	9,64	+ 1,37
BANKINTER R	ES	46,68	+ 1,48
BARCLAYS PLC	GB	28,18	- 0,86
BAYR.HYPO-ULVER	DE	65,50	....
BCA AG.MANTOVAN	IT	9,59	+ 0,42
BCA FIDEURAM	IT	16,80	- 1,06
BCA INTESA	IT	4,81	+ 1,26
BCA LOMBARDA	IT	10	- 0,50
MONTE PASCHI SI	IT	5,10	+ 0,39
BCA P.BERG.-CV	IT	20,19	- 1,17
BCA P.MILANO	IT	7,88	- 1,38
B.P.VERONA E S.	IT	12,79	- 0,08
BCA ROMA	IT	1,36	....
BBVA R	ES	16,94	- 0,35
ESPIRITO SANTO	PT	18,30	....
BCO POPULAR ESP	ES	33,90	- 0,15
BCO PORT ATLANT	PT	4,20	....
BCP R	PT	5,84	....
BIPOP CARIRE	IT	101,50	....
BNL	IT	4,08	- 0,73
BNP PARIBAS /RM	FR	106,60	- 0,19
BSCH R	ES	11,75	- 0,42
CHRISTIANA BK	NO	5,88	....
COMIT	IT	5,96	- 0,17
COMM.BANK OF GR	GR	44,81	- 0,39
COMMERZBANK	DE	36,80	+ 0,82
CREDIT LYONNAIS	FR	46,16	+ 0,35
DEN DANSKE BK	DK	138,81	- 1,24
DNB HOLDING -A-	NO	4,92	....
DEUTSCHE BANK N	DE	97,50	- 1,37
DEXIA	BE	158	- 0,88
DRESDNER BANK N	DE	51,90	- 0,38
EFG EUROBANK	GR	25,61	- 0,40
ERGO BANK	GR	18,36	- 0,24
ERSTE BANK	AT	48,70	+ 0,08
FOERENINGSSB A	SE	16,44	....
HALIFAX GROUP	GB	9,02	- 1,25
HSBC HLDG	GB	15,95	- 0,20
IKB	DE	16,75	+ 0,30
KBC BANCASSURAN	BE	52	- 0,48
LLOYDS TSB	GB	10,46	- 1,38
NAT BANK GREECE	GR	37,78	- 1,28
NATEXIS BQ POP.	FR	85,45	....
NORDIC BALTIC H	SE	7,57	- 0,78
ROLO BANCA 1473	IT	21,32	- 1,25
ROYAL BK SCOTL	GB	20,61	- 0,63
SAN PAOLO IMI	IT	19,61	- 0,56
S-E-BANKEN -A-	SE	13,37	- 0,44
STANDARD CHARTE	GB	16,34	- 0,69
STE GENERAL-A/	FR	67	- 0,59
SV HANDBK -A-	SE	18,04	+ 0,99
SWEDISH MATCH	SE	3,58	+ 0,33
UBS N	CH	164,76	+ 0,79
UNICREDITO ITAL	IT	5,67	+ 0,71
UNIDANMARK -A-	DK	85,83	....
XIOSBANK	GR	20,14	....
► DJ E STOXX BANK P		356,13	- 0,32

CONGLOMÉRATS

CGIP /RM	FR	50,45	- 1,08
CHRISTIAN DIOR	FR	64,80	- 0,46
D'ETEREN SA	BE	287,20	+ 0,10
AZEO	FR	71,50	- 1,24
GBL	BE	291,10	- 0,17
GEVAERT	BE	48	....
HAGEMEYER NV	NL	31,98	+ 0,41
INCHCAPE	GB	4,89	....
INVESTOR -A-	SE	15,49	+ 0,38
INVESTOR -B-	SE	15,73	....
MYTILINEOS	GR	8,38	....
NORSK HYDRO	NO	48,81	....
UNAXIS HLDG N	CH	278,37	- 0,46
ORKLA	NO	20,01	....
SONAE SCPS	PT	1,57	....
TOMKINS	GB	3,55	....
E.ON AG	DE	55,80	+ 0,18
► DJ E STOXX CONG P		329,98	....

TÉLÉCOMMUNICATIONS

EIRCOM	IR	2,45	....
BRITISH TELECOM	GB	13,62	+ 1,33
CABLE & WIRELES	GB	19,50	+ 1,35
DEUTSCHE TELEKO	DE	44,99	+ 0,65
E.BISCOM	IT	167,25	- 0,80
ENERGIS	GB	44,80	....
EQUANT NV	DE	41	....
EUROPOLITAN HLD	SE	11,12	- 2,08
FRANCE TELECOM	FR	129,20	- 0,77
HELLENIC TELE (	GR	20,81	- 2,29
HEL.TELEPH E	FI	102,60	....
KONINKLIJKE KPN	NL	105,70	....
LIBERTEL NV	NL	16	- 0,31
MANNESMANN N	DE	237	....
MOBILCOM	DE	109,99	+ 0,58
PANAFON HELLENI	GR	10,78	+ 0,14
PORTUGAL TELECO	PT	11,85	....
SONERA	FI	37,50	- 0,90
SWISSCOM N	CH	316,57	- 3,36
TELE DANMARK -B	DK	65,72	....
TELECEL	PT	14,85	....
TELECOM ITALIA	IT	13,67	- 0,07
TELECOM ITALIA	IT	6,57	- 1,05
TELEFONICA	ES	21,60	- 0,83
T.I.M.	IT	9,38	- 0,74
TISCALI	IT	44,90	- 0,44
VERSATEL TELECO	NL	29,50	+ 0,34
VODAFONE GROUP	GB	4,41	- 0,73
► DJ E STOXX TCOM P		918,65	- 0,34

CONSTRUCTION

ACCIONA	ES	37,72	+ 0,64
AKTOR SA	GR	5,69	- 2,54
UPONOR -A-	FI	19,35	....
AUMAR R	ES	15,98	- 0,31
ACESA R	ES	8,70	+ 0,46
BLUE CIRCLE IND	GB	6,85	....
BOUYGUES /RM	FR	65,50	+ 1,31
BOP	GB	5,11	....
BUZZI UNICEM	IT	9,42	....
CRH PLC	GB	30,95	+ 0,53
CIMPOR R	PT	24,45	....
COLAS /RM	FR	58,40	+ 0,69
GRUPO DRAGADOS	ES	8,92	- 0,22
FCC	ES	18,13	+ 0,06
GROUPE GTM	FR	127,30	+ 0,24
GRUPO FERROVIAL	ES	13,76	- 0,72
HANSON PLC	GB	6,76	....
HEIDELBERG ZE	DE	61	+ 0,83
HELL.TECHNODOR	GR	20,32	- 1,93
HERACLEES GENL R	GR	16,29	- 3
HOCHTIEF ESSEN	DE	26,50	- 1,67
HOLDERBANK FINA	CH	1339,42	- 0,05
IMERYS /RM	FR	131,50	- 0,08
ITALCEMENTI	IT	10,22	....
LAFARGE /RM	FR	83,45	- 1,36
MICHANIKI REG.	GR	5,45	+ 0,55
PILKINGTON PLC	GB	1,55	+ 1,68
RMC GROUP PLC	GB	10,85	+ 1,68
SAINT COBAIN /R	FR	150,30	- 0,46
SKANSKA -B-	SE	36,80	+ 2,50
TAYLOR WOODROW	GB	2,67	+ 3,80
TECHNIP /RM	FR	144,50	- 1,03
TITAN CEMENT RE	GR	39,97	+ 2,23
WIENERBAU STOF	AT	2,10	- 0,12
WILLIAMS	GB	6,22	- 1,04
► DJ E STOXX CNST P		226,53	+ 0,11

PRODUITS DE BASE

ACERALLA	ES	9,39	+ 0,54
ACERINOX R	ES	32,91	+ 0,03
ALUMINIUM GREEK	GR	39,39	- 0,34
ANGLO AMERICAN	GB	63,20	....
ASSIDOMAEN AB	SE	15,79	- 1,48
BEKAERT	BE	52,50	....
BILLITON	GB	4,40	....
BOEHLER-UDDEHOL	AT	36,99	+ 0,93
BUNZL PLC	GB	6,14	+ 0,27
CORUS GROUP	GB	1,08	- 1,49
ELVAL	GR	4,15	+ 4,48
ISPAT INTERNATI	NL	7,50	+ 2,74
JOHNSON MATTHEY	GB	17,01	- 0,38
MAYR-MELNHOF KA	AT	51,50	+ 0,19
METSAE-SERLA -B	FI	8,25	- 0,60
HOLMEN -B-	SE	25,08	- 0,47
OUTOKUMPU	FI	11,10	+ 1,83
PECHINEY-A-	FR	50,80	- 0,39
RAUTARUUKKI K	FI	4,60	+ 1,10
RIO TINTO	GB	18,34	- 1,57
SIDENOR	GR	4,44	- 1,32
SILVER & BARYTE	GR	33,32	+ 1,94
SMURFIT JEFFERS	GB	2,23	....
STORA ENSO -A-	FI	10,10	- 1,46
STORA ENSO -R-	FI	10,14	- 0,10
SVENSKA CELLULO	SE	21,47	- 0,55
THYSSENKRUPP	DE	17,11	- 0,52
UNION MINIERE	BE	39,60	- 0,25
UPM-KYMMENE COR	FI	29,05	- 0,95
USINOR	FR	12,31	+ 0,08
VIOHALCO	GR	10,37	- 1,82
VOEST-ALPINE ST	AT	30	+ 0,17
► DJ E STOXX BASI P		166,43	- 0,22

CHIMIE

AIR LIQUIDE /RM	FR	141	- 0,98
AKZO NOBEL NV	NL	50,70	- 1,27
BASF AG	DE	42,65	+ 0,35

BAYER AG DE* 47,45 - 0,32

BOC GROUP PLC	GB	16,82	+ 0,59
CELANESE N	DE	18,45	....
CIBA SPEC CHEM	CH	66,36	- 0,97
CLARIANT N	CH	386,48	- 1,32
DEGUSSA-HUELS	DE	31,05	- 0,16
DSM	NL	34,52	+ 0,64
EMIS-CHEM HOLD A	CH	4865,02	....
ICI	GB	7,56	- 1,28
KEMIRA	FI	6	+ 1,69
LAPORTE	GB	7,44	+ 0,44
LONZA GRP N	CH	544,44	- 0,47
RHODIA	FR	16,35	+ 0,25
SOLVAY	BE	74,35	- 0,80
TESSENDERLO CHE	BE	41,25	- 0,02
► DJ E STOXX CHEM P		368,66	- 0,54

PHARMACIE

ALTANA AG	DE	109,95	+ 0,87
ASTRAZENECA	GB	50,33	- 0,10
AVENTIS /RM	FR	82	- 0,79
BB BIOTECH	CH	1292,16	+ 0,81
GLAOX WELLCOME	GB	32,09	+ 0,61
NOVARTIS N	CH	1706,48	- 0,57
NOVO NORDISK B	DK	236,05	+ 0,28
ORION B	FI	21	- 0,24
QIAGEN NV	NL	50,90	- 0,20
ROCHE HOLDING	CH	11643,04	+ 0,42
ROCHE HOLDING G	CH	10141,13	+ 0,42
SANOFI SYNTHELA	FR	57	- 1,72
SCHERING AG	DE	60,05	- 1,40
SMITHKLINE BEEC	GB	14,50	+ 0,23
UCB	BE	43,25	- 0,12
► DJ E STOXX HEAL		542,38	- 1,02

ÉNERGIE

BG GROUP	GB	6,04	....
BP AMOCO	GB	10,52	+ 0,78
CEPSA	ES	9,52	- 1,24
COFLEXIP /RM	FR	140,50	- 0,35
DORDTSHE PETRO	NL	57	....
► DJ E STOXX ENGY P		373,88	+ 0,08

SERVICES FINANCIERS

3I	GB	26,32	+ 0,37
ALMANJ	BE	48,60	- 0,41
ALPHA FINANCE	GR	44,72	- 1,95
AMVESCAP	GB	22,23	+ 0,22
BHW HOLDING AG	DE	24,80	- 1,59
BPI R	PT	4,01	....
BRITISH LAND CO	GB	7	- 0,46
CANARY WHARF GR	GB	8,26	+ 0,60
CAPITAL SHOPPIN	GB	6,89	- 0,47
CLOSE BROS GRP	GB	20,48	+ 1,37
COMPART	IT	1,88	....
COBEPA	BE	72,60	....
CONSORS DISC-BR	DE	125	- 1,06
CORP FIN ALBA	ES	28,13	+ 0,29
CS GROUP N	CH	239,21	- 3,15
DEPFA-BANK	DE	97,50	....
DIREKT ANLAGE B	DE	56,25	+ 3,21
EURAFRANCE /RM	FR	594	+ 1,28
FORTIS (B)	BE	34,50	- 0,14
FORTIS (NL)	NL	34,70	+ 0,03
CECINA /RM	FR	107	- 0,56
GIMV	BE	73	+ 1,32
HAMMERSON	GB	7,22	....
ING GROEP	NL	75,22	....
REALDANMARK	DK	32,19	+ 0,42
LAND SECURITIES	GB	13,29	- 0,24
LIBERTY INTL	GB	8,62	+ 0,38
MARSHCOLLE LAU	DE	158	+ 1,28
MIDIOBANCA	IT	12	+ 0,33
MEPC PLC	GB	8,71	....
METROVACESA	ES	17,99	....
PROVIDENT FIN	GB	14,58	....
RODAMCO CONT. E	NL	43,45	- 0,69
RODAMCO NORTH A	BE	47,95	+ 0,33
SCHRODERS	GB	16,48	....
SIMCO N /RM	FR	76	- 0,65
SLOUGH ESTATES	GB	6,27	+ 0,26

VALEURS FRANÇAISES

Le titre de l'assureur Axa a débuté la séance du mercredi 30 août par une hausse de 2,72 %. Le groupe devait annoncer dans la journée la cession de sa banque d'affaires Donaldson, Lufkin & Jenrette pour un montant estimé entre 10 et 12 milliards de dollars (lire page 17). L'action du groupe agroalimentaire Danone a reculé de 0,96 %, dans les premiers échanges. Selon le Financial Times, Danone participerait au premier tour des enchères pour l'achat du biscuitier Keebler Flods, numéro deux américain du secteur. Le titre de l'éditeur de jeux vidéo Ubi Soft a bondi de 3,98 %, à l'ouverture. Le groupe a acquis l'éditeur de jeux américain Red Storm Entertainment pour près de 45 millions de dollars. Cette acquisition a permis à Ubi Soft de relever de 25 % à 30 % sa prévision de croissance pour l'exercice 2000/2001. L'action Saint-Gobain a débuté la séance sur une légère hausse de 0,07 %. Le spécialiste des matériaux de construction a annoncé détenir 93 % du capital de l'américain Chemfab à l'issue de son OPA. Le titre Vivendi est resté stable à l'ouverture du marché, mercredi matin. Les dirigeants de Vivendi ont entrepris une campagne de communication auprès de la communauté financière sur les bienfaits du rachat de Seagram.

Table of stock prices for various French companies including BIC, BNP, Bouygues, Canal+, Carrefour, Danone, etc.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 30 AOÛT Cours relevés à 9 h 57 Liquidation : 22 septembre

Table of monthly settlements for French companies, showing previous and current values in euros and francs.

Table of monthly settlements for various international companies like CEMUNEX, CMT Medical, etc.

Table of stock prices for international companies including IMERY, Infocram, Ingenco, etc.

Table of stock prices for international companies including TOTAL FINA ELF, Transicel, Ubi Soft, etc.

Table of international stock prices with columns for previous value, current value in euros, current value in francs, and percentage change.

ABRÉVIATIONS B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes. SYMBOLES 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; # contrat d'animation; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite; ◆ coupon réduit. DERNIÈRE COLONNE RM (1): Lundi daté mardi; % variation 31/12; Mardi daté mercredi: montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi: paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi: compensation; Vendredi daté samedi: nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 29 AOÛT Cours relevés à 18 h 07

Table of new market stock prices for companies like ABEL GUILLEM, AB SOFT, ACCESS COMM, etc.

Table of new market stock prices for companies like GUILLEMOT, GUYANOR ACTI, HF COMPANY, etc.

SECOND MARCHÉ

MERCREDI 30 AOÛT Cours relevés à 9 h 57

Table of second market stock prices for companies like AB GROUPE, ACTIELEC REG, ACTIELEC TEC, etc.

Table of second market stock prices for companies like GEODIS, GFI INDUSTRI, GO SPORT, etc.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 29 août

Table of SICAV and FCP funds including AGIPI, BNP, CDC Asset Management, Caisse d'Epargne, etc.

Table of SICAV and FCP funds including EURO CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT, EURO SOLIDARITÉ, etc.

Table of SICAV and FCP funds including LEGAL & GENERAL, LA POSTE, LCFE DE ROTHSCHILD, etc.

Table of SICAV and FCP funds including INTERSÉLECTION FR. D., SÉLECT DEFENSIF C., SÉLECT DYNAMIQUE C., etc.

★ Hors frais. ★★ A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.

SCIENCES Le site d'implantation d'une source de rayonnement synchrotron de troisième génération devrait être connu dans les prochaines semaines. Deux régions, l'Ile-de-

France et le Nord - Pas-de-Calais, sont favorites pour accueillir cet équipement très convoité, dont le coût est de 2,1 milliards de francs. ● LE GOUVERNEMENT doit trancher entre deux

logiques, la première de pôle scientifique, la seconde d'aménagement du territoire. Mais des considérations plus politiques pourraient peser sur son arbitrage. ● LE RAYONNEMENT

synchrotron, hier considéré comme un phénomène parasite, est devenu un outil indispensable pour les chercheurs et les industriels. Une cinquantaine de machines sont en fonction-

nement, en construction ou en projet dans le monde. ● LES PROGRÈS de la biologie et les besoins de la microélectronique font aujourd'hui exploser les demandes d'expérience.

Dernière passe d'armes pour l'implantation du synchrotron Soleil

Le gouvernement devrait annoncer prochainement la localisation de la nouvelle source nationale de rayons X. Deux régions, l'Ile-de-France et le Nord - Pas-de-Calais, sont favorites pour accueillir ce grand instrument scientifique, qui suscite aussi un intérêt croissant chez les industriels

QUI EMPORTE la mise ? L'Ile-de-France ou le Nord - Pas-de-Calais ? Le suspense sera bientôt levé : le gouvernement devrait annoncer dans le courant du mois de septembre le site retenu pour l'implantation d'une nouvelle source de rayonnement synchrotron. Ce dossier sensible aux implications scientifiques, économiques et politiques est désormais géré par Matignon.

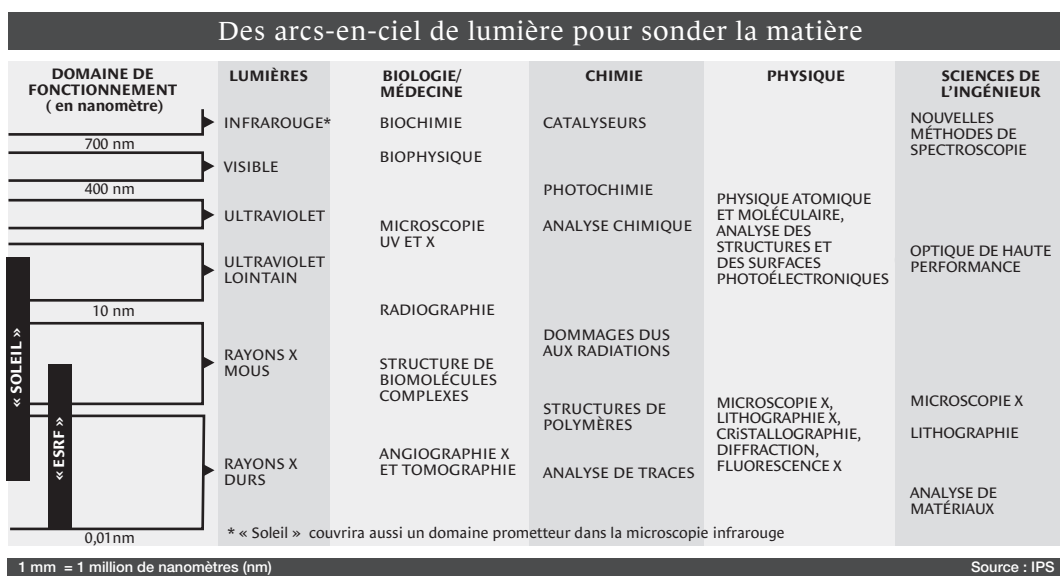
Rarement projet scientifique aura joué à ce point les Arlésiennes. Voilà plus de dix ans qu'ont été lancées les premières études d'un synchrotron français de troisième génération, au nom prometteur de Soleil. Il était destiné à remplacer les installations vieillissantes du Laboratoire pour l'utilisation du rayonnement électromagnétique (LURE) d'Orsay (Essonne) : l'accélérateur linéaire d'électrons et de positrons Linac, datant de la fin des années 50, et les deux anneaux de stockage de première et deuxième générations, DCI (d'une énergie de 1,85 gigaélectronvolt) et SuperAco (0,8 GeV). La nouvelle source était prévue pour fournir des faisceaux d'une énergie de 2,5 à 2,75 GeV.

En dépit de « l'approbation sans réserve » formulée par le Conseil

des grands équipements, comme du « caractère hautement prioritaire » reconnu par le Conseil supérieur de la recherche et de la technologie, ce projet, porté par le CNRS et le CEA, s'est enclavé dans les tergiversations ministérielles. On l'a même cru définitivement enterré lorsque, en août 1999, le ministre de la recherche, Claude Allègre, lui a préféré une prise de participation dans une machine anglaise, semant la consternation et la colère chez les chercheurs français.

DEUX LOGIQUES

Avec le départ de M. Allègre, en mars 2000, Soleil a refait surface. Sitôt nommé, le nouveau ministre, Roger-Gérard Schwartzberg, a estimé, sans remettre en cause l'accord franco-britannique, qu'il y avait place pour un autre synchrotron en France. Et de promettre, un peu vite, une décision « avant l'été ». Depuis, c'est l'expectative. Pourquoi cet atterroissement ? Parce que Lionel Jospin doit arbitrer entre les sept ou huit régions françaises candidates à l'accueil de ce grand instrument scientifique. Deux d'entre elles semblent en mesure de l'emporter : la région parisienne et la région lilloise.



Dans l'alternative qui s'offre au gouvernement, le critère financier n'est pas le plus déterminant. La plupart des régions se sont engagées à supporter l'essentiel du coût d'une opération chiffrée à 1,4 milliard de francs (210 millions d'euros) sur huit ans, pour l'investissement et le fonctionnement, et à 2,1 milliards de francs (320 millions d'euros), avec les salaires des

chercheurs. L'Ile-de-France met ainsi sur la table 1,2 milliard de francs, dont 225 millions du conseil général de l'Essonne. Quant au Nord - Pas-de-Calais, il est disposé à payer... ce que l'Etat demandera.

La difficulté du choix tient davantage à l'affrontement entre deux logiques, l'une scientifique, l'autre d'aménagement du terri-

toire. La première plaide en faveur de l'Ile-de-France, et plus précisément du plateau d'Orsay, qui offre au futur synchrotron non seulement des équipes de chercheurs déjà en place, mais surtout un environnement scientifique et un réseau industriel de premier plan. La seconde, au contraire, pousse à délocaliser cet équipement vers une région nordique qui souffre

d'un fort déficit en matière de recherche.

Le gouvernement est partagé devant ce dilemme : tandis que M. Schwartzberg, sans l'avoir jamais dit explicitement, penche pour la candidature de l'Ile-de-France, sa collègue chargée de l'aménagement du territoire, Dominique Voynet, est favorable à un choix autre que francilien. Les termes du débat sont toutefois plus complexes. Les Nordistes, qui proposent le site de Villeneuve-d'Ascq, près de Lille, se sont associés à la Belgique et peuvent donc se prévaloir d'une démarche européenne. De son côté, la région parisienne souligne qu'elle a déjà payé un lourd tribut à la décentralisation : son potentiel de matière grise s'affaiblit, alors que la véritable compétition n'est pas avec Lille, mais avec des métropoles européennes comme Londres, Munich ou Berlin.

« COUP DE POUCE » À M^{ME} AUBRY

En coulisses, d'autres considérations, plus politiques, pourraient faire la différence. Chaque camp possède d'influents avocats : d'un côté, le président (PS) du conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, et son vice-président, Manuel Valls, qui se trouve être le conseiller en communication de Lionel Jospin ; de l'autre, l'ancien ministre socialiste Michel Delebarre, président de la région Nord - Pas-de-Calais, et surtout Martine Aubry, qui s'apprête à quitter le gouvernement pour briguer la mairie de Lille et à laquelle le premier ministre pourrait être tenté de donner un « coup de pouce ».

Reste, dans tous les cas de figure, la question du synchrotron anglo-français. Le gouvernement britannique et la fondation privée Wellcome-Trust sont décidés à construire une nouvelle machine à Didcot, non loin d'Oxford, avec ou sans le concours des chercheurs français. M. Schwartzberg souhaite renégocier à la baisse la contribution de la France à cet instrument, tout en obtenant une participation des Anglais à la future source française. Mais rien n'est encore acquis : selon l'entourage du ministre, « une partie difficile se joue avec les Britanniques ». D'autres partenariats internationaux sont recherchés, notamment avec l'Espagne.

Nadia Lemaire

P. L. H.

Le Nord - Pas-de-Calais, rival de l'Ile-de-France, croit à ses chances

LILLE

de notre correspondant

« Nous avons un très beau dossier, techniquement solide et scientifiquement très crédible. » La région Nord - Pas-de-Calais croit à ses chances d'emporter le synchrotron. Elle constitue en tout cas la rivale la plus sérieuse du candidat « naturel » qu'est l'Ile-de-France. « Tant pour les perspectives de la recherche en France qu'en termes de politique d'aménagement du territoire, ce serait le bon choix », affirme Michel Delebarre, le président (PS) du conseil régional.

Depuis l'automne 1995, la région propose d'accueillir cet équipement scientifique sur le site de la Haute-Borne, à Villeneuve-d'Ascq, vaste espace de 150 hectares à proximité du campus de l'université des sciences et techniques. Sa candidature bénéficie de solides soutiens. Le conseil régional se targue d'avoir à ses côtés l'ensemble de la communauté scientifique nordiste et met en avant l'appui quasi unanime des élus de la région. Et non des moindres puisque Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, mais aussi adjointe au maire de Lille et candidate déclarée à la mairie, a, à plusieurs reprises, fait connaître clairement son soutien à la candidature nordiste. « Je le défends, car c'est un projet qui tient vraiment la route », plaide la ministre.

Le 29 juin, en ouverture d'une séance plénière du conseil régional, Michel Delebarre a fait voter une motion appelant à une décision urgente de l'Etat et revendiquant le synchrotron pour le Nord - Pas-de-Calais.

Parmi ses atouts, la région avance son positionnement au cœur de l'Europe

Ce texte a reçu une très large adhésion puisqu'une seule voix – un élu du Mouvement écologiste indépendant – s'est exprimée contre. Seuls les sept élus de Lutte ouvrière (LO) sont venus nuancer quelque peu cette belle unanimité en s'abstenant sur « une motion empreinte d'esprit de clocher ». « Chacun des présidents [de région] essaie de tirer la couverture à soi. Ce n'est pas vraiment l'intérêt de la science qui les dirige », expliquait Nicole Baudrin, conseillère régionale LO et candidate elle aussi à la mairie de Lille.

Alors que la décision semble imminente, la pression est montée d'un cran. Parmi ses principaux atouts, le Nord - Pas-de-Calais avance son

positionnement au cœur de l'Europe avec des conditions d'accessibilité – autoroutes, TGV et tunnel sous la manche – exceptionnelles. Autre argument de taille, selon les ténors nordistes : la maîtrise des terrains de la Haute-Borne, immédiatement disponibles. « Le chantier pourrait démarrer sitôt la décision prise, cela ferait gagner un temps précieux pour la réalisation de l'équipement », assure Michel Delebarre. D'autre part, la région revendique « des appuis européens importants », tels que le soutien du ministre de l'économie et de la recherche du gouvernement fédéral de Belgique, ainsi que des principales instances scientifiques et universitaires belges.

Quant à la question du financement, elle ne peut être, selon Michel Delebarre, l'argument qui jouera en défaveur du Nord - Pas-de-Calais. « Nous serons au rendez-vous du financement », garantit le président de région, qui indique disposer déjà de 250 millions de francs en provenance du Feder (Fonds européen de développement régional). Un engagement dans lequel il voit « un signe fort de l'Union européenne ». Le champion du dossier nordiste l'assure : « La participation des différentes collectivités territoriales sera à la hauteur du partenariat que souhaitera l'Etat. J'en ai pris la responsabilité. »

Sonder la matière avec un scalpel de chirurgien plutôt qu'avec un couteau de boucher

HIER phénomène parasite redouté des spécialistes de la physique des particules, le rayonnement synchrotron, découvert en 1944 en Union soviétique et en 1947 aux Etats-Unis, est devenu aujourd'hui un instrument incontournable pour sonder la matière. Certes, la plupart des expériences que ce pinceau de lumière hyperfin et hyperbrillant permet de mener restent pour une grande part du domaine de la recherche fondamentale.

Mais cette situation change. Les besoins se multiplient du fait de l'explosion, plus rapide que prévu, des découvertes faites dans les sciences du vivant, de la demande accrue des industries pharmaceutiques et du nombre croissant des demandes des industriels de la microélectronique et de la micromécanique. D'ailleurs, le nombre grandissant de machines en fonctionnement, en construction ou en projet (une cinquantaine en tout) témoigne de cet engagement pour le rayonnement synchrotron.

Une chose est sûre : sans synchrotron, pas de sources de rayons X très brillantes. Or c'est grâce à elles, expliquait il y a six ans l'ancien directeur général du Laboratoire européen de rayonnement synchrotron de Grenoble (ESRF), Ruprecht Haensel, que

« les chercheurs passeront d'une époque où ils étudiaient la matière avec un couteau de boucher à une autre où ils disposeront d'un scalpel de chirurgien ». Bien évidemment, il ne s'agit pas ici de recourir aux modestes bouffées de rayons X qui font le bonheur des radiologues. Ce que les chercheurs veulent, c'est une émission de lumière mille milliards de fois plus brillante que celle d'un tube à rayons X.

APPÉTIT EXCITÉ DES CHERCHEURS

Pour la produire, les physiciens utilisent une propriété particulière des électrons, minuscules particules qui, lorsqu'elles sont vigoureusement accélérées sur une trajectoire circulaire, émettent ce fameux rayonnement.

Il suffit alors de jouer sur l'énergie et la trajectoire des électrons pour couvrir un spectre allant de l'ultraviolet aux rayons X les plus durs. L'atout est de taille. Car si la lumière ordinaire joue un rôle majeur dans notre perception des propriétés macroscopiques de la matière, la lumière X du rayonnement synchrotron permet, par diffraction, cristallographie ou spectroscopie, d'étudier ses microstructures au niveau atomique ou moléculaire.

La machine très puissante et très moderne de l'ESRF à Grenoble et

celle, plus ancienne et plus modeste, du Laboratoire pour l'utilisation du rayonnement électromagnétique (LURE) d'Orsay ont fait, comme celles, nombreuses, des autres pays, la démonstration de leurs capacités à travailler dans tous les secteurs : désulfuration des produits pétroliers, description tridimensionnelle de la structure de protéines, élaboration de micro-outils, gravure de puces électroniques, combustion des diesels, composants pour des micromoteurs, élaboration des matériaux, contrôle des impuretés, analyse de l'interface peau-épiderme, état de santé des végétaux, ou encore, dans des domaines plus médiatisés et en prise sur l'Histoire, détection de la présence d'arsenic dans les cheveux de Napoléon et étude de la composition des fards et des crèmes utilisés par les femmes au temps des pyramides.

L'étendue du champ de recherche des machines à rayonnement synchrotron, et surtout de celles – comme la future source Soleil – dites de troisième génération, ne peut donc qu'exciter l'appétit des chercheurs, qui utilisent à plus de 70 % le temps d'étude offert par ces machines. Le reste est réservé, pour 25 à 30 %, à des laboratoires en contrat avec des industriels et, pour 1 à 2 %, à des

recherches strictement confidentielles menées par les grands groupes industriels. Des chiffres qui évoluent rapidement. Un exemple : à l'ESRF de Grenoble, qui tourne depuis déjà plusieurs années, les propositions sont deux fois supérieures aux possibilités offertes par la machine.

UNE AVALANCHE D'EXPÉRIENCES

« Ces dernières années, nous avons vu les demandes pour les sciences de la vie passer de quelques pour cent à 30 % aujourd'hui, explique Jean Doucet, chargé des relations avec l'industrie à l'ESRF et au LURE. 40 % même si l'on y ajoute l'environnement. » Avec les progrès récents de la biologie dus au décryptage du génome humain, ne va-t-on pas assister, dans les mois qui viennent, à une avalanche d'expériences sur la structure tridimensionnelle des protéines ? Rien n'est moins sûr.

Pour les satisfaire, la création de nouvelles lignes de lumière est en discussion à l'ESRF. L'installation, pour gagner un temps précieux, de systèmes robotisés de placement automatique des échantillons à étudier est également à l'ordre du jour. Tout comme la construction sur place, par un club d'industriels européens de la pharmacie, d'un laboratoire de cristallisation des

protéines. Une station entièrement dédiée au contrôle des impuretés de surface des composants électroniques est aussi sur le point de s'ouvrir aux industriels du secteur. Mais l'ESRF n'est pas tout et ne peut tout.

C'est la raison de la multiplication de projets non plus nationaux, mais avec des participations étrangères, comme le synchrotron Soleil en France, Diamond en Grande-Bretagne, SPS en Suisse, ANKA en Allemagne. Leur avenir est-il pour autant assuré ? Avec ses performances accrues et tirées vers les rayons X durs, Soleil devrait trouver sa place. « Il n'y a pas d'inquiétude à avoir, se réjouit Jean Doucet. La demande est là et ne peut que s'amplifier. »

Une donnée en témoigne : sur un budget annuel de 400 millions de francs, l'ESRF dégage entre 5 et 7 millions de francs de recettes provenant des industriels. « Et ce chiffre double chaque année », affirme Jean Doucet, qui pronostique « les 40 à 50 millions de francs à très court terme ». Mais à la condition expresse, prévient-il, d'aller vers les utilisateurs potentiels, tant industriels que chercheurs, pour leur présenter les formidables capacités de ces machines.

J.-F. A.

COMMENTAIRE

LE SCIENTIFIQUE ET LE POLITIQUE

L'affaire du synchrotron prouve que les hommes politiques s'intéressent à la science, et c'est tant mieux. Mais cette sollicitude, lorsqu'elle confond intérêt général et intérêts particuliers, pose question. Il est légitime que des élus veillent à servir la collectivité qu'ils représentent. Mais sont-ils encore dans leur rôle lorsqu'ils se transforment en lobbyistes ?

Le mélange des genres ne date pas d'hier. En 1984, le synchrotron européen, promis à Strasbourg, avait été donné à Grenoble par la grâce du premier ministre, Laurent Fabius, et l'entregent de Louis Mermaz, alors président de l'Assemblée nationale et du conseil général de l'Isère. Il n'a tenu qu'au changement de majorité, au printemps 1997, que la nouvelle source de rayons X n'échoie à Bordeaux, la ville d'Alain Juppé. Aujourd'hui, elle balance entre la région parisienne et la région lilloise. On chercherait en vain une logique scientifique à ce parcours à géographie variable.

Les politiques sont-ils seuls fautifs ? Les savants ont montré une capacité d'influence qu'on ne leur soupçonnait pas, en persuadant les élus qu'un synchrotron constituait un investissement structurant prioritaire – ce qui est loin d'être établi. Et les régions se sont lancées dans une folle surenchère. La responsabilité de l'Etat n'est pas moins grande. Jamais un équipement scientifique national n'avait ainsi été mis à l'encan. Aujourd'hui, on demande aux collectivités de financer la construction. Demain, peut-être, de payer les chercheurs. Au risque qu'un jour, ces collectivités et leurs partenaires industriels ne revendiquent le droit de décider, aussi, des programmes de recherche. Les raisons d'une telle dérive sont connues : la faiblesse endémique du budget de la recherche publique. Alors que les Etats-Unis, le Japon, mais aussi d'autres pays européens augmentent leur effort de recherche, ce renoncement à assumer une politique scientifique ambitieuse ne laisse pas d'inquiéter.

Jean-François Augereau et Pierre Le Hir



MONICA GUMM/WHITE STAR

Mémoire d'outre-mer sur la côte andalouse

CADIX

de notre envoyée spéciale

Par temps clair, on aperçoit les côtes africaines. Mais, quand le vent du levant s'en mêle, la magie du détroit s'accomplit. Le ciel s'emballé jusqu'à ne plus faire qu'un avec la mer, et les nuits généreuses s'illuminent de myriades d'étoiles insoupçonnées. Les Espagnols ont baptisé cette centaine de kilomètres de plages immenses, rafraîchies par les vents, entre Cadix et Tarifa la Costa de la Luz, la Côte de la Lumière.

Là, dans cette extrême pointe andalouse, accoudée au détroit de Gibraltar, deux mers et trois cultures, pacifiées après des siècles de conflits, rêvent ensemble du passé. Car si c'est à Tarifa la Blanche que la conquête arabe a commencé en l'an 710, pour for-

Eglises fortifiées, jardins secrets, guinguettes, « fino » et flamenco : itinéraire de Cadix à Tarifa, rivage espagnol en vogue, avec vestiges maures, souvenirs de Christophe Colomb et quotidien des pêcheurs de thon

mer ce qui allait devenir le royaume d'Al Andalus, c'est près de Cadix, dans le dédale de palais anciens et de jardins secrets d'El Puerto Santa-Maria, que Christophe Colomb, futur « amiral des mers océanes », arma ses navires pour partir, en 1492, à la conquête de l'Amérique.

Autant suivre ses traces et découvrir cette Costa de la Luz, au sortir de l'avion, au Puerto Santa-Maria, à l'une des innombrables terrasses de la Ribera del Marisco. Le temps d'apprendre à reconnaître un fino, sec, d'un amontillado, plus fruité, ces différentes phases du vin de Jerez, produit sur place. Le temps de se laisser séduire par le fondant des pescaitos (petite friture), par la chair délicate du cazon, poisson de la baie, accommodé en beignets épicés. Ou

encore de s'initier aux subtilités du flamenco : ici, en terra flamenca, les spectacles confidentiels, parmi les plus beaux, sont organisés par les clubs de fans d'artistes. Artistes souvent disparus, comme le chanteur Camaron de la Isla, originaire de San Fernando, la cité voisine, qui lui a édifié un mausolée.

Un dernier regard à l'émouvante maison-musée du poète Rafael Alberti avant de mettre le cap sur Cadix : une sorte de Venise sans canaux, avec, dans chaque rue piétonne, un carré d'océan pour perspective. Une île à la dérive dans le cours du temps. Celui de sa splendeur, lorsqu'elle concurrençait Séville pour le contrôle du commerce avec les Amériques. De cette « guerre » perdue, il lui reste l'éléance des balcons de fer ventrus, qui épousaient l'arrondi des robes à paniers, et le souvenir de ces visiteurs cosmopolites, assidus au théâtre : deux troupes y jouaient à l'année en anglais et en français.

CADIX LA BELLE

Plus encore que les Murillo et les Zurbaran du musée, ou la tour Tavira, orgueil des armateurs depuis le XVIII^e, ce sont les Gaditans qui racontent le mieux leur ville. Ici, disent-ils, « les arbres centenaires du front de mer, d'essence rare, viennent des anciennes possessions espagnoles d'ultramars ». Les bouquinistes abritent des trésors ; les religieuses du couvent des Reparadores confectionnent des gâteaux célestes, à base de jaune d'œuf sucré ; et Don Miguel, dans sa taverne, fondée en 1744, pratique avec maestria l'art de la manzanilla, ce vin racé à la robe topaze claire.

Populeuse et batailleuse, Cadix l'est restée. Dernier refuge des Cortès en 1812 face à Napoléon, elle rédigea la première Constitution libérale. A l'heure du carnaval explose ici une liberté que même le franquisme n'avait pu juguler. La ville s'amuse d'elle-même : les chiringotas, couplets ironiques déclamés ou chantés, ont atteint un art consommé. On les entend dans les petits cafés de la rue de La Palma. Si d'aventure éclate une alegría, ce chant « d'aller-retour » comme disent les Gaditans (exporté en Amérique, il est revenu au pays, imprégné de la nonchalante sensualité de La Havane), résumant l'étonnant syncrétisme de la Costa de la Luz, il est temps de prendre la route.

Sur la nationale 340, les hôtels, plutôt simples, y fuient l'extravagance. Le lieu où il faut se montrer, c'est la madrague pour capturer les thons. Car si la Côte de la Lu-



JÖRG REINER/WHITE STAR

Le rendez-vous millénaire des thons

En avril, les bancs de thons, venus des eaux froides de l'Atlantique à la recherche du détroit de Gibraltar, sont près des rivages de Zahara. D'où son nom : Zahara de los Atunes, Zahara des Thons. C'est pourtant la mort qui les attend dans les Almadrabas, les madragues de la Costa de la Luz. Une mort épique, au corps à corps avec les pêcheurs. Un rituel qui a inspiré Dali et suggéré à Cervantès, qui serait venu s'y perdre, des réflexions enthousiastes sur « cette fin de terre de la picaresque » qu'était Zahara au XVI^e siècle.

Les madragues, c'était une des richesses de la famille de Medina Sidonia, dont l'ancêtre, Guzman « El Bueno », défenseur de Tarifa face aux Maures, s'était vu concéder en 1292 le privilège de la capture des thons « entre le rio Guadimar et Gibraltar ». Le duc, qui avait armé une flotte pour livrer ses thons dans les ports méditerranéens, relevait une tradition tombée en désuétude à la chute de l'empire romain. Plin et Strabon en parlent et le médecin grec Hikesios le confirme. Salaisons et produits des madragues étaient si appréciés dans Athènes qu'ils entraient en contrebande, en raison de leur prix élevé. Aujourd'hui, avec le développement de la pêche moderne, il ne reste que quatre madragues, à Zahara de los Atunes, Conil, Barbate et Tarifa.

mière a, ces temps-ci, tant de succès, c'est qu'elle est avant tout l'anti-béton, l'anti-Marbella.

Les divinités du double sanctuaire phénicien et romain de l'îlot de Sancti Petri, face à un des plus beaux golfes de la région, donnent leur bénédiction. Conil de la Frontera, sa tour gothique et son marché aux épices sont déjà la promesse de l'Afrique. On suit la petite route qui serpente entre champs et taureaux. Elle monte à l'assaut du spectaculaire cap Trafalgar : l'escadre franco-espagnole de l'amiral de Villeneuve s'y est, en 1805, cassé les dents contre la flotte britannique commandée par Nelson.

Dominant de ses falaises fleuries et de ses piscines naturelles d'eau douce une mer toujours bleue, Los Canos de Meca est devenu un des villages à la mode. Artistes et écrivains s'y pressent. A quelques kilomètres de pinèdes, Barbate, la belle endormie, concentrée sur sa promenade de damiers roses bor-

dée de palmiers, propose les produits raffinés de sa pêche, et Zahara de los Atunes déroule des kilomètres de sable blanc, dont la célèbre plage des « Allemands ».

Il faut se dépêcher, les grues des promoteurs sont déjà là. Mais les anciennes tours de guet, qui protégeaient les pêcheurs de la barbaresque et des razzias mauresques, arrivent encore à les faire oublier. Le temps n'est plus où, comme l'écrivait Cervantès, « l'on risquait de s'endormir en Espagne et de se réveiller à Tétouan ». Intellectuels et vedettes de cinéma ont remplacé ruffians, coupe-bourse et filles légères, attirés par les anciennes pêcheries. Les tripots d'aujourd'hui, des bars sophistiqués, s'appellent L'Iguana ou Juanito. Mais la nuit retrouve des accents sauvages d'autrefois. On se rassemble dans les trois chiringuitos (guinguettes) de la plage, La Gata, La Luna et El Buyter. Et, à la leur des bougies, il n'est pas rare que quelqu'un se saisisse d'une guitare

EVASION
Publicités

HAUTES-ALPES
VOTRE SÉJOUR EN QUEYRAS
300 jours de soleil par an
Piscine, tennis, bainé, jeux d'enfant
Hébergement : Hôtels 2 ou 3***
Résidence hôtel ou studios
Plus haute commune 2040 m.
Site classé, chalets du XVIII^e
Hôtel BEAUREGARD** ☎ 04.92.45.86.86
ARVIEUX Au pied du fameux col de l'Izoard 1800 m.
Ferme de l'IZOARD*** ☎ 04.92.46.89.00
1/2 Pension de 255 à 390 F/jour
Pension de 317 à 451 F/jour
Résidence à partir de 2000 F/semaine
Se recommander du "Monde"

PROMOTION SEPTEMBRE SEYCHELLES
8J/6N à partir de 6 365 F TTC
Vol régulier + 6 nuits hôtel 4****, Sud Mahé + petit déjeuner buffet.
Base 2 personnes. Sports et animations. Enfants : 2735 F TTC - Nuits supplémentaires possibles.
www.directours.com
Minitel 3615 Directours 2.23 F/min et 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 Av. des Champs-Élysées Paris 8^e. ☎ 01.45.62.62.62

ANYWAY.com
VOLS ALLER/RETOUR*
Taxes aéroport comprises

ATHENES @ 1645F	LISBONNE @ 1190F
FORT DE FRANCE @ 1990F	RIO DE JANEIRO @ 3630F
MARRAKECH @ 1290F	SAINT MARTIN @ 1990F
MEXICO @ 3710F	CANCUN @ 3945F
VENISE @ 990F	

WEEK-ENDS
(vol + 3 nuits hôtel 2* + 2 petit-déjeuners)

ATHENES à partir de 1900F
BUDAPEST à partir de 2110F
STOCKHOLM à partir de 2590F

www.anyway.com
0 803 008 008 - 3615 ANYWAY*****

* Prix par personne à partir de susceptible de changement sans préavis. Pour la validité, nous consulter.
** 0,99F /min, *** 2,33F/min
AnyWay Lic. 075960011, RCS Paris B391482452, Caution Bancaire Banque de Bascque de Beau. ARCP : Générali Assurance et APS

Héliades
avec Héliades, en Grèce et nulle part ailleurs.
Balades en voiture à la découverte de la CRETE authentique
Ex : HÔTEL AROLITHOS : **2720** F HT (2970 F TTC)
Vol + séjour + location de voiture
Réservations : **0 803 803 113** (0,82 HT/min) ou **01 42 60 83 40**
Internet : **www.heliades.fr**



CELESTANO/LAIF

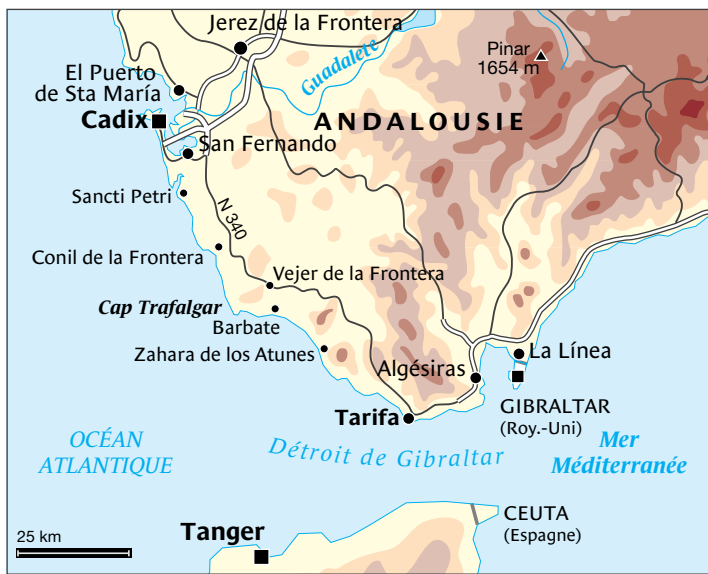


JOSE RAMON PLETON/COVER

Par temps clair, des hauteurs de Tarifa la Blanche, comme de ses plages, on devine la côte africaine (à gauche). Sur la Costa de la Luz, les spectacles de flamenco sont organisés par les « penas », les clubs de fans d'artistes (à gauche, en bas). A Cadix, la calle Virgen de la Palma (ci-dessus) et le détail d'une antique façade (ci-contre) témoignent de la splendeur passée de celle qui concurrençait Séville pour la conquête des Amériques. La pêche au thon, au large de Zahara de los Atunes : un rituel millénaire (ci-dessous).

et que la fête commence. Il ne reste plus, après un arrêt obligé aux ruines romaines de Baelo Claudia, sur une spectaculaire crique isolée, qu'à visiter l'ancienne citadelle arabe de Vejer, l'un des plus beaux villages andalous, qui domine la mer. Avant, bien sûr, Tarifa, entourée de plages immenses, paradis de la planche à voile et des oiseaux migrateurs. A l'ombre du château de Guzman « El Bueno », ancêtre de la puissante famille de Medina Sidonia - qui préféra voir égorgé son fils, pris en otage, plutôt que de céder la ville aux assaillants musulmans -, Tarifa demeure une ville de confins où églises fortifiées et ruelles arabes en dédale ont fini par s'appriivoiser.

Marie-Claude Decamps



JEAN MAURVIMAGNUM

Croisières : « Olympic-Voyager », le sprinter des mers

Dans sa catégorie, c'est le bateau de croisière le plus rapide au monde, avec une vitesse de 27 nœuds (50 km/h), quand l'allure moyenne des bateaux de ce type oscille entre 16 et 19 nœuds (30 à 35 km/h). L'ambition de ce sprinter n'est pas d'être le plus grand. Laisant à de véritables villes flottantes le soin de promener près de 4 000 passagers, il a choisi, délibérément, de n'en rendre heureux que 840. Dernier-né de la compagnie Royal Olympic Cruises, l'Olympic-Voyager allie design et tradition, bonne facture et attention aux détails. De la cabine intérieure de 13 m² à la suite avec balcon privatif, salon, bains, dressing et lits durs (soit 24 m² pour deux), en passant par des cabines spécialement conçues pour les handicapés. Cette célérité donne au voyageur qui part plus souvent et moins longtemps le loisir d'effectuer des croisières courtes, d'une amplitude plus grande, avec un nombre accru d'escales, elles-mêmes de plus longue durée. A l'origine de cette vitesse record, une technologie de pointe et un profil de monocoque. Si le pont supérieur, où l'on prend le soleil et le frais, vibre de toute la puissance des moteurs, les ponts inférieurs restent sereins, ce qui ravira les passagers, souvent malmenés, des cabines les moins chères. Ajoutons qu'il n'est pas désagréable de filer bon train dans la brise, en grillant des bâtiments de même tonneau. Difficile, lors d'une

brève croisière inaugurale, de juger de la qualité des repas servis à bord. Pour le reste, l'armateur, grec, est suffisamment sûr de son affaire pour avoir, d'ores et déjà, mis en chantier un huitième rejeun, l'Olympic-Explorer, qui devrait être lancé dans un an.

de notre envoyée spéciale
Danielle Tramard

★ Au programme de l'« Olympic-Voyager » : croisière des 3 continents, 8 jours, 8 escales (Grèce, Egypte, Israël, Turquie), à partir de 9 425 F (1 436 €) au départ de Paris ; navigation sur l'Amazone avec une nuit à Manaus (17 jours, à partir de 16 263 F, 2 479 €) et une autre sur l'Orénoque (12 jours, à partir de 11 257 F, 1 716 €). Renseignements auprès de Royal Olympic Cruises (tél. : 01-42-66-97-25). Autre vedette de la flotte, le « Stella-Solaris » (620 passagers) effectue un tour complet de l'Amérique latine en 58 jours (à partir de 43 537 F, 6 637 €), modulable en trois tronçons. A son programme : 26 ports et des escales de 48 à 72 heures, notamment à Callao (pour découvrir Lima), Buenos Aires et Rio. Ces prix sud-américains s'entendent port à port (en l'occurrence celui de Miami), en pension complète, sans acheminement ni transfert.

Carnet de route

● **Accès.** Le mieux est d'arriver en avion jusqu'à Jerez de la Frontera et de louer une voiture à l'aéroport. Seule la compagnie Iberia dessert Jerez, de Paris, Marseille et Nice, via Madrid. Les forfaits « avion-voiture » négociés par les voyageurs sont attrayants (voir ci-dessous). Séville, à 125 km de Jerez, est reliée par Air France en vol régulier et Nouvelles Frontières en vol charter.

● **Tables.** Cadix : apéritif, indispensable, à La Manzanilla, la taberna centenaire, de Don Miguel. El Faro (tél. : [00 34] 956-211-068) : la meilleure table, dans un cadre sans surprise, est La Terrazza, face à la cathédrale (tél. : 956-282-605), qui marie avec bonhomie poissons frais et tocinos del cielo (flans aux œufs épais) venus du couvent d'à côté. El Palmar : La Torre (tél. : 956-232-790), pour grignoter des pescaditos sur sa plage isolée. Barbate : El Campero (tél. : 956-432-300), qui propose 32 façons inattendues de déguster le thon. Vejer : on retiendra la vue de la terrasse de la Meson Juderia (tél. : 956-447-657), prise dans la muraille ; et à Tarifa, le Rincon de Juan (tél. : 956-681-018) dans le dédale de la ville arabe, et surtout la demeure-restaurant confidentielle Juan Luis (tél. : 956-681-265), qui accommode porc et jambons pour quelques privilégiés.

● **Etapes.** Cadix : Parador Atlantico au bord de l'eau (tél. : 956-226-905, chambre double 550 F, 83 €) ; Zahara de los Atunes : hôtel-restaurant Antonio (tél. : 956-439-141, 500 F, 76 €) ; hôtel Melia Atlanterra, confortable sur la plage (tél. : 956-439-000, 700 F, 106 €) ; petit, mais charmant, El Cortijo de la Plata, sur la colline, dans une ancienne ferme (tél. : 956-439-001, 400 F, 61 €). Pour ceux qui cherchent à s'isoler, dans un joli cadre, en bord de mer, l'hôtel Dos Mares, à 8 km de Tarifa (tél. : 956-684-035, 500 F, 76 €) ou l'Hurricane, avec jardins tropicaux (tél. : 956-684-919, 700 F, 106 €). Vejer : datant du XVIII^e, le Convento San Francisco (tél. : 956-451-001, 400 F, 61 €).

● **Forfaits.** Avec Donatello (tél. : 01-44-58-30-81 et agences) qui propose une formule « avion-voiture » à partir de 2 735 F (417 €) par personne, en partant une semaine à deux. Soit l'avion jusqu'à Jerez et une location de voiture en kilométrage illimité. Formule à laquelle on ajoute, à la carte et à sa guise, les étapes (prix par personne et par nuit) : notamment à Cadix, le Melia La Caleta (4 étoiles, 430 F), à Puerto de Santa Maria, le Monastère San Miguel (4 étoiles, 395 F après le 16 septembre) ou encore à Conil de la Frontera, le Fuerte Conil (4 étoiles) pour un forfait à la semaine, uniquement. Consulter également Mundicolor (tél. : 01-42-44-19-30), Marsans International (tél. : 01-53-34-40-00) et Nouvelles Frontières (tél. : 0825-000-825, 3615NF ou www.nouvelles-frontieres.fr).

● **Excursions.** Traversée de Tarifa à Tanger (Maroc) en 35 minutes, avec la compagnie FRS (tél. : 956-681-830). Croisières en mer pour voir baleines et dauphins : « Whale Watch Espana » (tél. : 956-627-013).

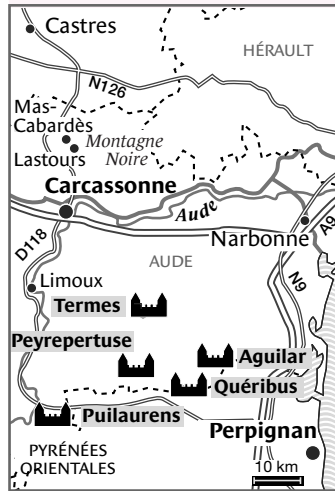
● **Achats.** Rillettes de thon, escabèches, salaisons et conserves à Barbate, dont c'est la spécialité. La famille Martinez-Dominguez, à l'enseigne « La Barbatena », les vend dans de précieux petits pots chapeautés de papier, comme autant de gourmandises de la mer, travaillées à la main et fumées au bois de pin. A déguster avec une bouteille d'or pâle de manzanilla ou de barbadillo. On trouve sacs et peausserie de Ubrique dans toute la région (cuir épais, gras, pleine peau). Robes pour les fiestas espagnoles chez Teresa dans le vieux Cadix. Et partout l'artisanat marocain.

● **Renseignements.** Office espagnol du tourisme, 43, rue Decamps, 75784 Paris Cedex 16, tél. : 01-45-03-82-51, Minitel 3615 Espagne, ou Internet (www.espagne.infotourism.com).

Week-end cathare dans l'Aude

La fureur des hommes et les outrages du temps ont certes vaincu le château de Puilaurens, dans les Pyrénées audoises, mais ses murs déchiquetés racontent toujours de terribles histoires. Les stigmates du drame qui se déroula dans ce pays cathare au XIII^e siècle restent partout présents. Le château de Puilaurens a bien abrité quelques victimes de la Croisade lancée contre les Albigeois, en 1208, mais ses ruines, tout comme celles des

quatre petits châteaux (Cabaret, Surdespine, Quertineux et la tour Régine), modèles de l'architecture militaire des XI^e, XII^e et XIII^e siècles, montent la garde sur un même socle rocheux. L'un d'eux, Cabaret, devait tenir tête, quelques années durant, aux croisés qui l'assiégeaient. Reliés par un chemin ocre, ces ruines altières rivalisent avec les cyprès effilés qui, dans un décor méditerranéen, se dressent autour d'elles.



Marketing oblige, le département a retenu l'expression « Pays cathare » pour sa promotion. L'appellation identifie les itinéraires, les prestations « authentiques et de qualité » qui sont proposés aux visiteurs et les produits : cassoulet, loup au pistou, tapenade noire, blanquette de Limoux et divers AOC. Autant de tentations dont les parfaits, les religieux cathares, se seraient sans doute détournés.

de notre envoyée spéciale
Stéphanie Barioz

★ Comité départemental du tourisme de l'Aude : tél. : 04-68-11-66-00 et site Internet www.audetourisme.com. A lire : Guide vert Languedoc-Roussillon et Guide bleu Hachette. Sur le catharisme, les ouvrages d'Anne Brenon, Jean Duvernoy et Michel Roquebert. ★ Carcassonne : Hôtel de la Cité (tél. : 04-68-71-98-71 ; chambres à partir de 1 200 F, 183 € et restaurant gastronomique, La Barbacane) ; un Relais & Châteaux, le Domaine d'Auriac (tél. : 04-68-25-72-22 ; chambres à partir de 650 F, 99 €, en haute saison, et restaurant). Gincla : Hostellerie du Grand-Duc (tél. : 04-68-20-55-02) ; pour les chambres d'hôtes, consulter les Gîtes de France (tél. : 04-68-11-40-70). Castelnaudary : Hôtel du Centre et du Lauragais (tél. : 04-68-23-25-95) et son cassoulet réputé. Villeneuve-Termenès : au château, la Rôtisserie médiévale (tél. : 04-68-70-06-06) utilise des recettes d'époque.

autres forteresses qualifiées de cathares, datent en fait d'une époque ultérieure. Puilaurens deviendra, avec Termes, Aguilars, Quéribus et Peyrepertuse, l'un des cinq « fils de Carcassonne », ainsi que l'on nomme ces citadelles du vertige qui, jusqu'au traité des Pyrénées (1659), joueront les sentinelles à la frontière catalano-aragonaise. Aujourd'hui, l'ancienne forteresse se conquiert au prix d'un bon quart d'heure d'ascension, le long d'un sentier abrupt, jalonné de plantes aux noms poétiques. Au sommet (697 m), l'imagination s'enflamme, attisée par les fantômes du passé et les courants d'air. Les « fils de Carcassonne » ne sont pas les seuls à entretenir le flambeau du souvenir. A Lastours, dans le Cabardès, région orientale de la Montagne noire,

Voyage au Maroc

VOYAGES

du jeudi 21 septembre
au dimanche 24 septembre 2000

Jean-Marie Colombani, les journalistes et les correspondants du Monde vous invitent à rencontrer des personnalités dans les domaines politique, économique et culturel à Casablanca, Rabat, Asilah et Tanger.

- **CASABLANCA**
Visite privée de la Mosquée Hassan II. Débat : « La nouvelle économie marocaine ».
- **RABAT**
Débat : « Les priorités du gouvernement » avec des responsables politiques marocains. Conférence : « L'islamisme au Maroc ». Rencontre avec des étudiants. Débat : « Le statut de la femme marocaine ». Conférence-débat : « La société marocaine en mouvement ». Débat : « Les médias marocains ». Visite de la ville. Deux nuits au Méridien Tour-Hassan 5* à Rabat.
- **ASILAH** - Visite complète de la « ville des arts ».
- **TANGER**
Rencontre avec des artistes et écrivains marocains. Visite d'une exploitation agricole et visite de la ville. Une nuit à l'hôtel El Minzah 5* à Tanger.

Prix : 10 000 F par personne

Programme détaillé sur www.lemonde.fr et www.vdm.com
Renseignements et inscriptions : Fabien Cazeneuve
VOYAGEURS DANS LE MONDE ARABE ☎ 01 42 86 17 90
fczenave@vdm.com Lic. 075950346

Encore des orages sur le Sud-Est

JEUDI. Des orages éclatent encore sur le Sud-Est et les Alpes. Le Nord-Ouest bénéficie d'un temps sec avant l'arrivée d'une perturbation située sur le proche-Atlantique qui abordera la Bretagne en soirée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - La journée est agréable avec quelques belles éclaircies ; les nuages se font plus nombreux en soirée et des pluies faibles font leur apparition par le Finistère. Il fait de 20 à 25 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Les nuages élevés qui circulent permettent néanmoins de belles périodes ensoleillées. Sur le Centre, les nuages sont plus nombreux le matin. Il fait de 20 à 24 degrés.

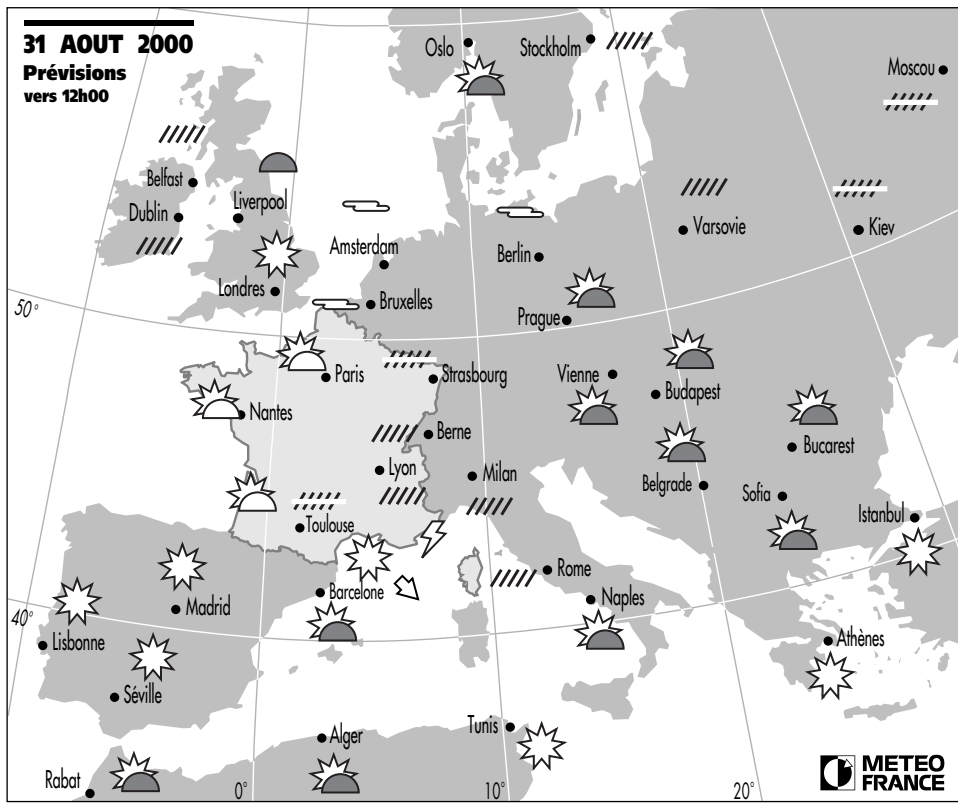
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Champagne, le nord de la Lorraine et l'ouest de la Bourgogne, le ciel est nuageux. Sur l'Alsace, les Vosges, l'est de la Bourgogne, la Franche-Comté, le ciel est très chargé, des ondées ainsi que

des orages se produisent. Il fait de 18 à 24 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur le Poitou-Charentes des éclaircies de plus en plus larges apparaissent. Sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées, le ciel est nuageux avec des averses en matinée. Il fait de 24 à 27 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages alternent avec les éclaircies sur le Limousin ; une ondée peut se produire. Sur l'Auvergne, des orages éclatent le matin puis quelques averses prennent le relais dans l'après-midi. En Rhône-Alpes, le ciel reste très nuageux avec des orages puis des averses. Il fait de 19 à 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - C'est une belle journée sur le Languedoc-Roussillon. Sur la Lozère et le Gard des orages peuvent encore se produire en matinée. Le ciel reste très chargé sur Provence-Alpes-Côte d'Azur, où des orages se produisent. Il fait de 23 à 28 degrés.



http://www.ebookers.fr

Soif de vacances? Les prix sont frais sur ebookers.fr

ebookers.fr
Vous êtes déjà là-bas

ADL met clé ebookers
© 2000 ebookers.com plc. Licence L177500047

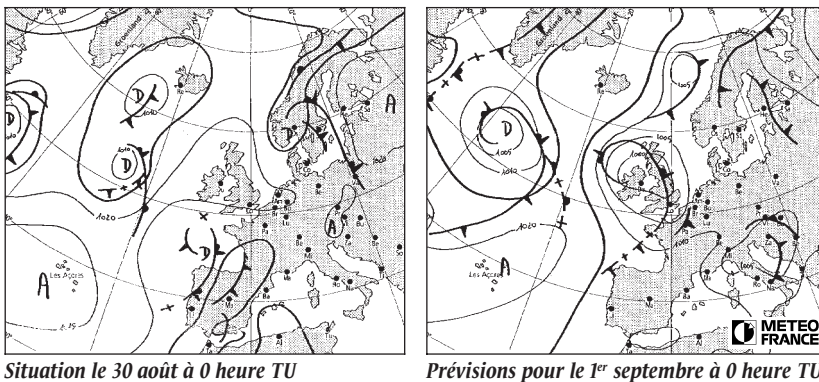
PRÉVISIONS POUR LE 31 AOÛT 2000

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	20/28 P	NANCY	13/24 S
BIARRITZ	15/22 S	NANTES	13/25 S
BORDEAUX	17/26 S	NICE	21/25 P
BOURGES	13/23 S	PAU	13/22 S
BREST	13/21 S	PERPIGNAN	18/23 S
CAEN	14/20 S	RENNES	12/24 S
CHERBOURG	13/22 S	ST-ETIENNE	11/20 P
CLERMONT-F.	14/20 P	STRASBOURG	14/23 N
DIJON	14/22 S	TOULOUSE	16/22 S
GRENOBLE	14/19 P	TOURS	12/25 S
LILLE	10/21 S		
LIMOGES	14/21 S		
LYON	16/21 P		
MARSEILLE	20/27 S		

PAPEETE	22/29 S	KIEV	13/22 P	VENISE	18/23 P	LE CAIRE	23/32 S
POINTE-A-PIT.	25/31 P	LISBONNE	18/27 S	VIENNE	15/19 N	NAIROBI	15/26 C
ST-DENIS-RÉ.	20/26 S	LIVERPOOL	13/18 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	13/30 S
		LONDRES	12/21 S	BRASILIA		RABAT	19/26 N
		LUXEMBOURG	11/23 S	BUENOS AIR.	3/13 S	TUNIS	25/40 S
		MADRID	14/29 S	CARACAS	27/31 S		
		MILAN	18/25 N	CHICAGO	23/29 S		
		MOSCOW	12/18 P	LIMA	15/18 C		
		MUNICH	14/20 C	LOS ANGELES	14/19 S		
		NAPLES	23/28 N	MEXICO	13/23 S		
		OSLO	10/16 N	MONTREAL	19/27 S		
		PALMA DE M.	20/30 N	NEW YORK	23/26 S		
		PRAGUE	12/17 N	SAN FRANCIS.	11/16 S		
		ROME	21/28 P	SANTIAGO/CHI	11/17 S		
		SEVILLE	18/34 S	TORONTO	20/27 S		
		ST-PETERSB.	15/19 C	WASHINGTON	24/26 P		
		GENEVE	13/25 S	AFRIQUE			
		HELSINKI	14/17 P	ALGER	22/30 N		
		ISTANBUL	11/19 P	DAKAR	26/29 S		
			20/26 S	TENERIFE	21/32 S		
				VARSOVIE	12/20 P		

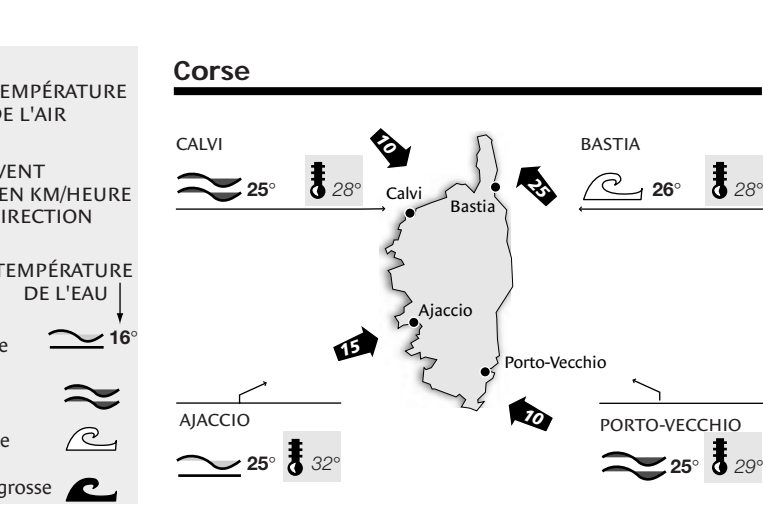
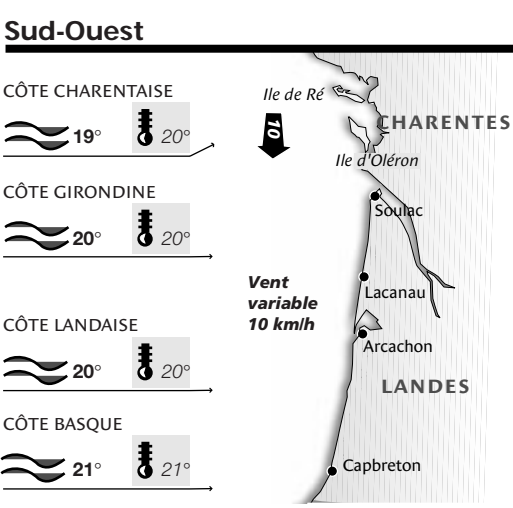
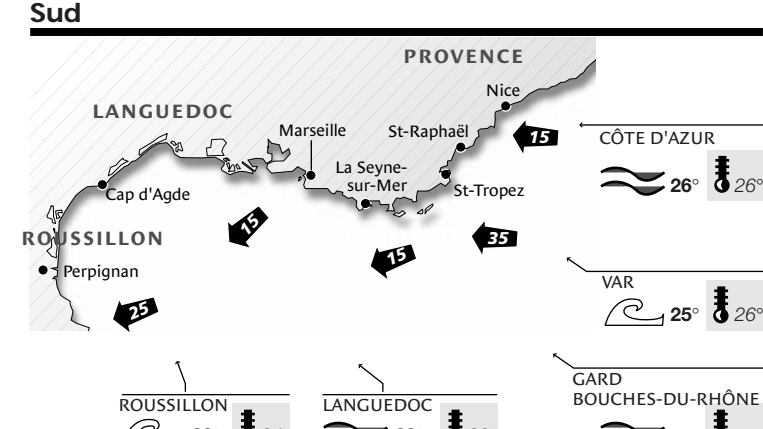
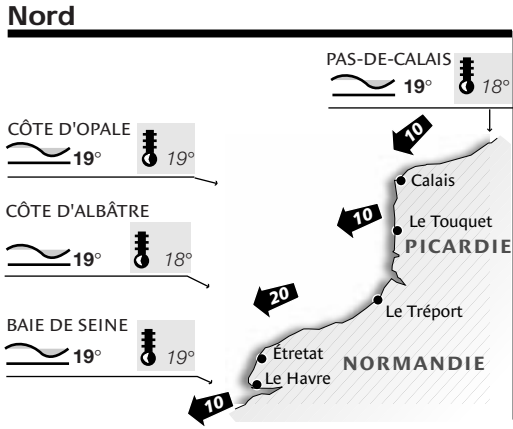
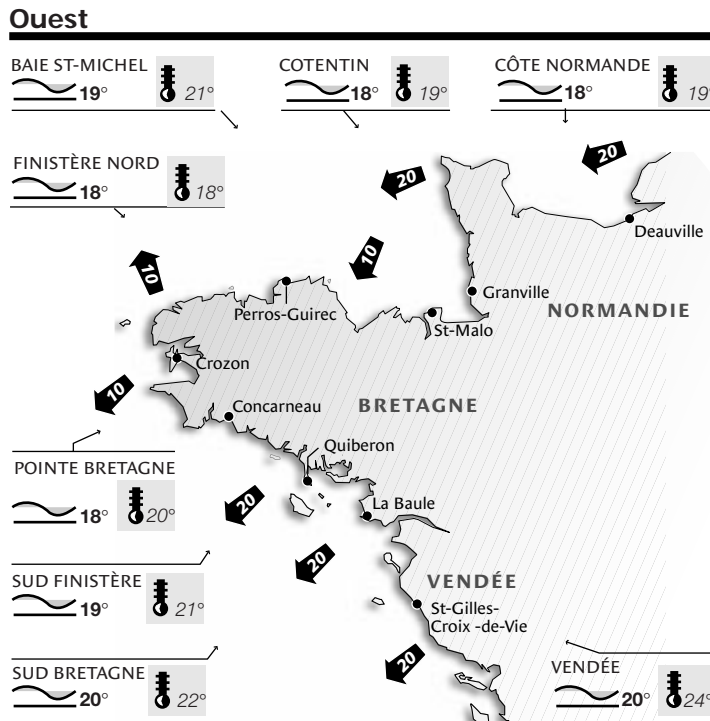
18/23 P	18/23 P	18/23 P	18/23 P	18/23 P	18/23 P	18/23 P	18/23 P
15/19 N	15/19 N	15/19 N	15/19 N	15/19 N	15/19 N	15/19 N	15/19 N
17/28 S	17/28 S	17/28 S	17/28 S	17/28 S	17/28 S	17/28 S	17/28 S
3/13 S	3/13 S	3/13 S	3/13 S	3/13 S	3/13 S	3/13 S	3/13 S
27/31 S	27/31 S	27/31 S	27/31 S	27/31 S	27/31 S	27/31 S	27/31 S
23/29 S	23/29 S	23/29 S	23/29 S	23/29 S	23/29 S	23/29 S	23/29 S
15/18 C	15/18 C	15/18 C	15/18 C	15/18 C	15/18 C	15/18 C	15/18 C
14/19 S	14/19 S	14/19 S	14/19 S	14/19 S	14/19 S	14/19 S	14/19 S
13/23 S	13/23 S	13/23 S	13/23 S	13/23 S	13/23 S	13/23 S	13/23 S
19/27 S	19/27 S	19/27 S	19/27 S	19/27 S	19/27 S	19/27 S	19/27 S
23/26 S	23/26 S	23/26 S	23/26 S	23/26 S	23/26 S	23/26 S	23/26 S
11/16 S	11/16 S	11/16 S	11/16 S	11/16 S	11/16 S	11/16 S	11/16 S
11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S	11/17 S
20/27 S	20/27 S	20/27 S	20/27 S	20/27 S	20/27 S	20/27 S	20/27 S
24/26 P	24/26 P	24/26 P	24/26 P	24/26 P	24/26 P	24/26 P	24/26 P
22/30 N	22/30 N	22/30 N	22/30 N	22/30 N	22/30 N	22/30 N	22/30 N
26/29 S	26/29 S	26/29 S	26/29 S	26/29 S	26/29 S	26/29 S	26/29 S
21/32 S	21/32 S	21/32 S	21/32 S	21/32 S	21/32 S	21/32 S	21/32 S



Sur les plages

Le 30 août 2000 vers 12 heures

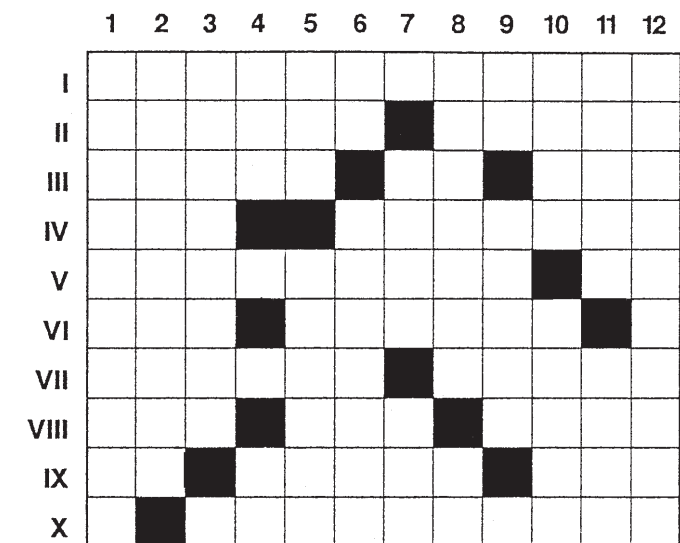
Sur la côte de l'Aquitaine, du Languedoc-Roussillon et de l'ouest de la Provence le temps sera pluvieux et orageux. Quelques ondées se produiront sur la Côte d'Azur. Sur les côtes de la Manche et du Finistère jusqu'à la Gironde, nuages et éclaircies alternent.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 208

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTELEMENT

I. Interdit de circulation. - II. Assez leste. Travaille en bordure. - III. Avait vraiment une tête à claques. Patron. Attrapé. - IV. Du gui mal ramassé. Les plus grosses ont un fort retentissement. - V. Elle a des limites si l'on ne veut pas être débordé. Note. - VI. Fruit rouge. Laisent des plumes en passant au lit. - VII. Cogner à quoi. Pour l'occuper, il faut parfois l'arracher. - VIII. Belle en mer. Le gros arrive le premier. Court plus vite qu'il ne vole. - IX. Points. Pour le repos de la Nippone. Passent et continueront à passer. - X. Est certainement plus riche maintenant.

VERTICALEMENT

I. Met les neurones au travail. - 2. Concentration qui fait l'affaire des gros. - 3. Envoyé dans l'espace en douceur. - 4. Traverse l'échiquier en diagonale. Métal dur. - 5. Personnel. Assurés de retrouver leur place. -

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

6. Roule en piste. Les pyramides sont proches de chez lui. - 7. Baronne Du-devant. S'élève dans la colère. - 8. A lire dans le détail avant de monter. Dans la seconde. - 9. Pour les intimes. Attendue par de nombreux téléspectateurs. - 10. Colères du passé. Préparat pour récolter. - 11. Choisis dans un sens, isolée dans l'autre. Race. - 12. A fait du propre en son temps.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 207

HORIZONTELEMENT

I. Qualificatif. - II. Nice. Ruine. - III. Initiative. - IV. Nom. Blé. Erse. - V. Quêta. Tancer. - VI. Ure. Shuntera. - VII. Ir. Ose. Lit. - VIII. Niveau. EEE. - IX. Acier. Fiat. - X. Selle. Geysier.

VERTICALEMENT

1. Quinquinas. - 2. Nourrice. - 3. Animée. Vil. - 4. Lit. Réel. - 5. Ici-bas. Are. - 6. Réal. Hou. - 7. Têtus. Fg. - 8. Cri. Anerie. - 9. Auvent. Ay. - 10. Tiercelets. - 11. In. Série. - 12. Fédérateur.

BRIDGE

PROBLÈME N° 1908

UN CHAMPIONNAT DU MONDE JUNIORS

Le chelem suivant a été réussi dans un championnat du monde juniors, près de Detroit. Il a permis aux Américains (deux femmes faisaient partie de l'équipe) de remporter le titre, alors que onze autres, avant la fin des Canadiens, avaient une nette avance !

♠ AV
♥ D
♦ V 8 5
♣ ADV 10 8 3 2

♠ 7 3
♥ R 8 7 5 4
♦ 4 3 2
♣ R 7 5

Ann : O. don. E.-O. vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
1 ♣	1 ♠	1 ♠	1 ♠
3 ♣	3 ♣	3 ♣	3 ♣
3 ♠	3 ♠	4 SA	4 SA
5 ♣	5 ♣	5 SA	5 SA
6 ♣	6 ♣	6 ♣	6 ♣

Le Canadien Roberts (Ouest) ayant entamé le 2 de Carreau pour le 8 et le 9, comment Martha Katz, en Sud, a-t-elle joué pour gagner le PETIT CHELEM À PIQUE contre toute défense ?

Réponse

Martha a trouvé une solution toute simple : après avoir pris l'entame avec la Dame de Carreau, elle a joué le 3 de Cœur, livrant ainsi Judith en pâture aux Canadiens ! Ensuite, il n'y a plus eu de problème quand Ouest, après avoir fait son Roi de Cœur, a contre-attaqué Trèfle. En effet, Martha, qui n'avait plus besoin de l'impasse à Trèfle, a mis l'As, puis elle a réalisé l'As de Carreau et As, Valet de Cœur (pour la défausse d'un Carreau). Elle a terminé en double coupe et a fait au total deux Cœurs (A V), deux Carreaux (A D), un Trèfle, deux coupes du mort (le 9 de Cœur et le 6 de Carreau) et cinq atouts de la main. Bravo !

Si Ouest avait rejoué atout, l'impasse à Trèfle n'aurait pas été indispensable, non plus, car le 9 de Pique était affranchi.

À l'autre table, les Canadiens avaient atterri à SIX TRÈFLES joués par Nord. Le chelem semble sur table, mais le brillant Américain Jeff Ferro en Est a entamé « vicieusement » le 9 de Carreau. Convaincu que l'impasse au Roi échouerait, le déclarant mit l'As, puis il prit la main avec l'As de Pique pour jouer la Dame de Cœur et faire l'impasse au Roi. Son plan (discutable) était de défausser un Carreau sur un Cœur, puis un autre sur le troisième Pique, mais il chute alors de deux levées.

COUP SANS NOM DANS LE TEMPS

Cette donne a été jouée dans un tournoi régional. Au début, cachez les mains d'Est-Ouest.

♠ 7 2
♥ D 5 3 2
♦ D 4 3
♣ R V 10 5

♠ 10 9
♥ V 9 8 4
♦ R 8 6 2
♣ 8 6 3

♠ N
♥ O
♦ E
♣ S

♠ A V 5
♥ R 10 7 6
♦ A V 9 5
♣ 9 7

♠ R D 8 6 4 3
♥ A
♦ 10 7
♣ A D 4 2

Ann : N. don. Tous vul.
Ouest Nord Est Sud
- - 1 ♦ 1 ♠
passe 1 SA passe 3 ♠
passe 4 ♠ passe passe...

Ouest ayant entamé le 6 de Carreau, petit du mort et le Valet d'Est qui joue le 9 de Trèfle pris par le 10 de Trèfle du mort. Puis il joue le 2 de Pique pour le 5, le Roi et le 9. Comment le déclarant a-t-il joué pour gagner le contrat de QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Note sur les enchères

La réponse de « 1 SA » sur l'intervention de Sud montre une main de 8 à 12 points, et le saut à « 3 Piques » indique de quoi jouer la manche.

Philippe Brugnon

FESTIVAL Le 23 août, un contrat a été signé entre l'Etat, représenté par la direction régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire, et l'association Entracte qui, sous la

houlette de Jean-Bernard Meunier, gère, depuis vingt ans, le Festival de musique baroque de Sablé-sur-Sarthe. ● CETTE « scène conventionnée musique et danse anciennes »

est la première à associer, au sein d'une institution permanente, deux éléments essentiels des arts scéniques baroques, ainsi que l'explique au Monde Michel Clément, di-

recteur régional des affaires culturelles. ● LA COMPAGNIE L'Eventail, dirigée par Marie-Geneviève Massé, a été invitée à s'installer dans cette petite ville sarthoise et

à y travailler en résidence. ● AINSI qu'elle l'a confié au Monde, la chorégraphe y entreprendra un travail de production, mais aussi de formation, ouvert à d'autres disciplines.

La musique et la danse baroques célèbrent leurs noces à Sablé-sur-Sarthe

Une convention « musique et danse anciennes », première du genre, vient d'être signée entre l'Etat et l'association Entracte, organisatrice du festival de la ville sarthoise. Un signe de plus de l'attirance exercée par cette période sur un vaste public

LA SIGNATURE, le 23 août, d'une convention entre l'Etat, via la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) des Pays de la Loire, et l'association Entracte, chargée d'organiser le Festival de Sablé-sur-Sarthe et une saison d'hiver au Centre culturel municipal Joël-Le-Theule, est une première dans le domaine chorégraphique. Les scènes nationales et scènes conventionnées dévolues à la danse contemporaine existent déjà, mais rien n'avait été encore structuré de la sorte en faveur de la danse ancienne. Signée notamment par le directeur régional des affaires culturelles, Michel Clément, et le maire de Sablé-sur-Sarthe, François Fillon, cette convention « musique et danse anciennes » définit la mission de la façon suivante : « Un travail particulier sera réalisé autour des œuvres pour la scène, dans le prolongement des recherches effectuées à Sablé au fil des années autour de la relation musique-danse intégrant le chant, la gestuelle baroque et l'art déclamatoire. »

Cette décision est heureuse : cela fait plus de vingt-cinq ans que les premiers festivals de musique ancienne ont commencé d'imposer, en France, une musique qui s'est aujourd'hui presque intégrée à cette galaxie qu'on nomme « grand répertoire ». La musique baroque, en particulier, attire un très vaste public, non seulement pendant les festivals estivaux mais aussi pendant l'hiver, au sein des grandes institutions, comme le Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, dont la saison 2000-2001 est dominée par l'opéra baroque. Cette situation est bien différente de celle connue au milieu des années 70, quand des scénacles spécialisés, bientôt traités de « baroqueux », considéraient cette pratique comme une avant-garde équivalente, en propos et en audience, à celle de la musique contemporaine.

C'est peut-être parce qu'elle a perdu cette force de subversion, ou du moins qu'elle n'a plus suscité l'esprit d'aventure (lorsqu'une avant-garde s'institutionnalise, elle s'émousse en général), que la musique dite (souvent abusivement) « baroque » a fini par convaincre certains festivals, comme les Académies musicales de Saintes, d'explorer les marges de ce nouveau « grand répertoire » (le médiéval et le romantisme), voire de le mêler à la création contemporaine, tandis que d'autres, comme les festivals d'Ambronay ou de Beaune, continuent de proposer une programmation es-



LAURENT LAFOLIE

« Voyage en Europe », création de la compagnie L'Eventail au Festival de Sablé, le 23 août.

sentielle centrée sur des piliers du baroque, à l'exception de quelques redécouvertes d'ouvrages inédits.

A Sablé-sur-Sarthe, Jean-Bernard Meunier, directeur de l'association Entracte, continue, lui, de se concentrer sur la musique plus strictement baroque, mais assure ne pas le faire par conformisme : « Je crois toujours à la capacité qu'ont les musi-

ciens jouant ce répertoire à revoir leur copie et à évoluer quant à leurs positions esthétiques ou théoriques. Il est arrivé, à Sablé, que des artistes avouent s'être trompés de piste et remettent à plat leur conception d'une œuvre ou d'un compositeur. » Curieusement, cependant, Sablé-sur-Sarthe s'est attaché la résidence d'une formation qui n'est pas à proprement parler « baroque » : l'en-

semble vocal A Sei Voci se consacre plutôt à la période de la Renaissance, même s'il arrive à Bernard Fabre-Garrus, son directeur, de flirter avec le répertoire du premier baroque. « Nous avions plutôt l'intention, avoue Meunier, de nous attacher à une formation instrumentale baroque, par exemple, l'ensemble de Hugo Reyne. Mais A Sei Voci avait déjà de nombreux contacts avec des

institutions publiques locales et régionales, et il nous a paru intéressant de travailler avec eux, et je ne le regrette pas. »

Ce qui entre davantage dans le « cœur de cible » des activités de Sablé-sur-Sarthe : la danse ancienne. Depuis vingt ans, ce centre est le seul à avoir structurellement associé, chaque été, les recherches dans les domaines de la danse et de la musique baroques, en permettant à des représentants des deux disciplines de confronter leurs savoirs et leurs expériences. Et l'on sait que le contact qu'ont pu avoir des musiciens comme Antoine Geoffroy-Dechaume ou William Christie avec Francine Lancelot, chef de file français de la danse ancienne en France, a profondément modifié leur connaissance de la musique de ballet en leur indiquant de nouveaux tempos, de nouveaux appuis. « En vingt ans, nous sommes devenus un lieu de croisement fréquenté par beaucoup, rappelle Meunier. Aujourd'hui notre ambition est d'être non seulement un centre d'information, d'orientation et de formation et d'assurer des créations dans le domaine de la danse baroque. »

Pour ce faire, Jean-Bernard Meunier s'est associé à l'une des principales représentantes du mouvement chorégraphique baroque, Marie-Geneviève Massé, et à sa compagnie L'Eventail, dont l'excellence du travail aura pu être constatée, dans un spectacle à l'Opéra de Versailles (*Le Monde* du 4 juin 1999).

C'est peut-être parce qu'elle a perdu cette force de subversion, que la musique dite « baroque » a fini par convaincre certains festivals

Le directeur de l'association sarthoise est heureux de ce soutien nouveau, né de la convention. Il n'est pourtant que de 375 000 francs (57 170 euros) annuels de la part de la DRAC (dont 15 000 francs, 2 290 euros, dévolus à une autre manifestation, Rockyssimômes). Soit à peu près la moitié de ce que coûte un concert d'un orchestre symphonique de prestige... « Nous nous sentons encouragés, et c'est ce qui compte. Mais cela vient opportunément compléter l'aide majoritaire de la ville de Sablé (plus de la moitié du budget total) et celles du conseil général de la Sarthe, du conseil régional des Pays de la Loire et de nos recettes propres de billetterie. Mais, quand on sait que le prix d'un costume de danse baroque est d'environ 10 000 francs, vous aurez compris que, même en surveillant les coûts, la production de spectacles revient cher... »

Ambitieux mais lucidement modeste, Jean-Bernard Meunier préfère ce type de développement, à l'échelle de la petite ville de moins de quinze mille habitants qu'est Sablé, plutôt que le « modèle » montré par des résidences, souvent artificielles, où le partenariat d'une ville ou d'une région avec un ensemble ou une compagnie consiste essentiellement en quelques concerts ou spectacles de prestige, sans réalité autre que cette présence intempesive et le logo du subventionneur sur les documents officiels et les programmes des tournées internationales.

Renaud Machart

Budget et programme

● **Le budget annuel de fonctionnement de l'association Entracte** pour le Centre culturel Joël-Le-Theule de Sablé-sur-Sarthe est de 7,615 millions de francs. Il se décompose de la façon suivante :
- ville de Sablé : 4,045 millions de francs (620 000 euros) ;
- conseil général de la Sarthe : 705 000 francs (107 000 euros) ;
- conseil régional des Pays de la Loire : 890 000 francs (135 000 euros) ;
- direction régionale des affaires culturelles : 375 000 francs

(57,170 euros) ;
- recettes de billetterie : 160 000 francs (24,440 euros).

● **Prochains spectacles de la compagnie L'Eventail** :
- le 4 octobre : conférence dansée au Théâtre Montansier de Versailles. Tél. : 01-39-24-05-06.
- le 17 décembre : Arsenal de Metz. Tél. : 03-87-39-92-00 ;
- les 30 et 31 décembre : *Carnaval ou la Fête à l'envers*, Théâtre Montansier, Versailles ;
- 24 octobre : *Voyage en Europe*, espace Carpeaux, Courbevoie.

Tél. : 01-41-90-17-00 ou 17-02 ;
- du 29 novembre au 1^{er} décembre : reprise de *Pastorale de Noël*, musique de Marc-Antoine Charpentier, région des Pays de la Loire. Et du 8 au 11 décembre, au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris. Tél. : 01-49-52-50-50 ;
- le 17 décembre : Arsenal de Metz. Tél. : 03-87-39-92-00 ;
- Les 30 et 31 décembre : *Carnaval ou la Fête à l'envers*, Théâtre Montansier, Versailles ;
● **Site Internet** :
www.chez.com/minhson/eventail
E-mail : Minhson@chez.com

TROIS QUESTIONS À... MICHEL CLÉMENT

1 Vous êtes directeur des affaires culturelles de la région Pays de la Loire, depuis septembre 1998. Que pensez-vous de cette convention qui lie le Festival de Sablé au développement des musiques anciennes et de la danse ?

La création des scènes conventionnées est une initiative du ministère de la culture. A côté du réseau des scènes nationales, il s'agissait de monter un autre maillage d'environ cent cinquante établissements s'étant fait remarquer par leur programmation généraliste de qualité et leur soutien continu à la création. Le Centre culturel Joël-Le-Theule répond aux critères du ministère. Et Sablé est une ville reconnue pour son festival de musique baroque. C'est Jean-Bernard Meunier qui dirige cet ensemble culturel. Vous savez aussi que le groupe A Sei Voci est installé dans la ville.

2 Dans le cadre de cette convention, pourquoi avoir choisi d'accueillir en résidence la Compagnie L'Eventail, de Marie-Geneviève Massé ?

Il s'agit d'une des meilleures compagnies de danse baroque française. De plus, Marie-Geneviève Massé était d'accord pour quitter Paris et s'installer à Sablé. Son désir

de faire connaître la danse baroque dans notre région, de s'impliquer auprès des différents publics, nous a séduit, tout comme son projet d'un enseignement s'adressant aux professionnels. Avec l'accueil de cette chorégraphe, Sablé devient un centre complet de ressources des arts baroques.

3 Etes-vous vous-même amateur de musique baroque ?

Je me suis toujours intéressé à la musique. Dans mon ancien poste, à la DRAC Limousin, j'ai beaucoup œuvré à Limoges pour la reconnaissance du travail, par ailleurs excellent, du violoncelliste et chef d'orchestre Christophe Coin. En revanche, je ne connaissais pas la danse baroque, que je découvre avec Marie-Geneviève Massé. Son *Voyage en Europe*, qui ouvrirait cette édition 2000 du Festival, m'a surpris par sa créativité. Je craignais que la danse baroque soit un ensemble de codes légèrement ennuyeux. Il n'en n'est rien. Cette chorégraphie est non seulement une réussite esthétique, mais elle est très subtile par le rapport que les musiques choisies entretiennent avec les figures de danse. Je crois qu'à Sablé nous sommes partis pour une grande aventure, car ce projet est bien enraciné localement.

Propos recueillis par Dominique Frétard

L'Eventail de Marie-Geneviève Massé s'installe en résidence à Sablé

APRÈS une brusque flambée d'intérêt au tournant des années 80, en partie due au rôle prédominant et novateur de la compagnie Ris et Danceries, de Francine Lancelot et François Raffinot, la danse baroque a cessé de faire parler d'elle. Pourquoi ? Serait-elle devenue ennuyeuse ? Se cantonnerait-elle dans la reconstitution historique, pas à pas, oubliant ce qu'elle avait de joyeusement iconoclaste, il y a quinze ans, dans son désir de se tourner vers la danse contemporaine ?

« Quand on crée, on crée, affirme Marie-Geneviève Massé, une ex-danseuse de Ris et Danceries, fondatrice en 1985 de la compagnie L'Eventail. J'invente alors, riche de toutes les connaissances que j'ai de l'époque baroque. La reconstitution des partitions chorégraphiques, je la réserve aux ateliers, qui ont pour but de découvrir et de partager un patrimoine qu'il ne me viendrait pas à l'idée de remplacer par une de mes créations. La vérité historique est la nourriture et le support qui permettent de créer. »

Le travail de la chorégraphe lui vaut d'être accueillie pour trois ans en résidence de création à Sablé. Marie-Geneviève Massé sera attachée au théâtre du Centre culturel Joël-Le-Theule, et deux studios spacieux seront mis à sa disposition. Autre attrait de cette résidence :

l'augmentation importante des subventions. Bénéficiant d'une convention quadripartite (ville, département, région, Etat), elles devraient s'élever à 900 000 F (137 200 €).

« J'ai été impressionnée par la force que cette musique apportait à mon corps, par cette harmonie incomparable »

« Je déménage à Sablé et j'y installe l'administration de la compagnie, explique-t-elle. Mais la résidence dont je jouis actuellement à Courbevoie continuera jusqu'à mai 2001, afin que mes danseurs aient le temps de s'organiser. A Sablé, je veux développer un centre de formation chorégraphique pour professionnels qui toucherait aussi bien les danseurs que les chanteurs ou les comédiens concernés par le mouvement baroque. J'aimerais que cet enseignement évolue vers une académie. Parallèlement, je souhaite enseigner aux enfants qui déjà s'intéressent soit à l'acrobatie, soit à l'escrime, deux disciplines en relation

directe avec l'époque. Dans les ballets de cour, on note souvent la présence d'enfants acrobates. D'autre part, la danse était réservée aux courtisans, gens d'armes, pratiquant l'escrime ; je vois des similitudes de positions entre l'escrime et la danse, notamment dans les oppositions de bras. Louis XIV l'a écrit, mais d'autres aussi, il y a une relation d'évidence entre la danse et la dextérité du métier de guerrier. »

La danse baroque n'est-elle cependant qu'un genre ancien n'ayant que peu de rapport avec notre monde actuel ? « Ce qui est actuel, parce que intemporel, c'est l'émotion. Ecoutez la Sonate pour deux violons de Rosenmüller, les concertos de Vivaldi, c'est bouleversant. Quand j'ai découvert la danse baroque, j'ai été impressionnée par la force que cette musique apportait à mon corps, par cette harmonie incomparable. La danse baroque, dans la manière dont elle est codée, fait origine, d'où sa force, sa résistance à survivre jusqu'à aujourd'hui. Je passe mon temps à essayer de faire partager cette émotion. »

A la question de savoir pourquoi la légendaire compagnie Ris et Danceries a disparu en 1995 sans être reprise par une des deux héritières « légitimes » qu'étaient Ana Yépès ou Béatrice Massin, Marie-Geneviève Massé ne répond pas. Elle sait qu'en France il existe seulement

quatre compagnies d'obédience baroque qui peuvent se vanter de travailler. « C'est peu, dit-elle. Il y a un a priori à vaincre, qui est celui des directeurs de salle mais aussi du public. Il s'agit de notre patrimoine. Il faut bien sûr faire partager ce qui est vivant. Il y a deux cent cinquante ans, l'arbre était petit, il s'est beaucoup développé, mais je ne pourrais pas être ce que je suis si ces racines n'avaient pas existé, si elles n'étaient pas toujours vivaces. »

Pour l'ouverture du Festival de Sablé, le 23 août une création d'esprit nomade, intitulée *Voyage en Europe*. Périple musical et chorégraphique conduisant en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et, pour finir, en Italie, entrecroisant des partitions de Campra, Purcell, Rosenmüller et Vivaldi. Cette pièce tout en mouvements sera reprise dès octobre au Théâtre Montansier de Versailles. La chorégraphe pense déjà à sa future œuvre, sur le *Don Juan* de Gluck : « Un ballet d'action chorégraphié par Gasparo Angiolini, un rival des idées du fameux Noverre qui n'aimait pas les effets, la danse qui danse trop. A l'inverse, Angiolini appréciait quand ça gigote. Moi aussi j'aime bien la danse qui bouge. Et bouger pour bouger. »

D. F.

Aux bonheurs cosmopolites de la Mostra

Sous le parrainage de Clint Eastwood, Européens et Asiatiques dominent le copieux programme du 57^e Festival de Venise

CLINT, Clint et encore Clint. Avant-première européenne de son nouveau film, *Space Cowboys* en soirée d'ouverture, Lion d'or à la carrière, rencontre-débat avec des critiques et historiens du cinéma, livre consacré à son œuvre : au début, il n'y en aura que pour le « cavalier pâle » du crépuscule du classicisme hollywoodien, star incontestée de cette 57^e édition du plus ancien festival de cinéma du monde, qui se tient du 30 août au 9 septembre. Ensuite, c'est un véritable festin cinéophile qu'a mitonné le directeur de la manifestation, Alberto Barbera, du moins à en croire le menu, qui annonce pas moins de 156 films.

Un menu très riche en spécialités asiatiques, comme il est désormais d'usage dans tous les grands festivals internationaux, et où les Européens de l'Ouest font excellente figure, tandis que les pays de l'Est ne brillent (c'est malheureusement devenu aussi une habitude) que par leur absence, et où les films de majors hollywoodiennes font défaut – c'est, là encore, en passe de devenir l'usage.

En compétition officielle, le jury présidé par Milos Forman et où figurent notamment Claude Chabrol, Tahar Ben Jelloun et la jeune réalisatrice iranienne Samira

Makhmalbaf, aura à départager vingt titres. Parmi eux, ceux de quatre films italiens, *Il Partigiano Johnny* de Guido Chiesa, *I Cento passi* de Marco Tullio Giordana, *Denti* de Gabriele Salvatores et *La lingua del Santo* de Carlo Mazzacurati. Ce simple chiffre est un record, si on songe à la faiblesse de la sélection péninsulaire dans les récents festivals. Les Français sont représentés par Xavier Beauvois avec *Selon Mathieu*, très attendu depuis *N'oublie pas que tu vas mourir*, et *Fils de deux mères* de Raoul Ruiz, mais aussi par des réalisations en coproduction ou en partenariat avec des producteurs ou de grands auteurs étrangers, le Lituanien Sharrunas Bartas avec *Freedom*, la Britannique Sally Potter avec *The Man Who Cried*, Barbet Schroeder parti tourner semi-clandestinement *La Vierge des tueurs*, dans les ruelles de Medellín (Colombie), ou Manoel de Oliveira avec *Parole et utopie*, voisinant avec son jeune compatriote Joao Pedro Rodrigues (*O Fantasma*).

Parmi les grands noms du cinéma international, il faut encore citer Robert Altman, qui présente *Dr. T and the Women*, avec Richard Gere, ou Stephen Frears, cette fois sous bannière britannique, qui signe *Liam*. Le plasticien Julian



« Dr T and the Women », de Robert Altman, est l'un des vingt films en compétition pour le Lion d'or.

Schnabel, qui avait fait des débuts remarquables derrière la caméra avec *Basquiat*, récidive avec *Before Night Falls*, un titre qui devrait plaire au juré Chabrol.

FORTE PRÉSENCE IRANIENNE

A peine un mois après avoir été primé à Locarno pour son *Little Cheung*, revoiçi le Hongkongais Fruit Chan, et sa compatriote Clara Law, partie, elle, tourner en Australie. Quant à Jia Zhang-ke, peut-être le plus prometteur des jeunes cinéastes de Chine continentale depuis la révélation de son *Xiao-Wu*, artisan *pickpocket*, il revient avec *Plateform*. Enfin, on attend avec apatit *Le Cercle*, nouveau film déjà très controversé en Iran du réalisateur du *Ballon blanc*, Jaffar Panahi.

Forte présence iranienne à Venise, donc, et plus particulièrement de la famille Makhmalbaf : tandis que Samira, la fille aînée, siège au jury, le père, Mohsen, co-signe avec Dariush Merjoui et Shahabodin Farokh-yar le deuxième film collectif consacré à l'île « off-shore » de Kish, et son épouse, Marzieh Meshkini, présente son premier long métrage, *Le jour où je suis devenue une femme*. On guettera également, hors compétition, le retour très attendu de Takeshi Kitano, parti tourner aux Etats-Unis son *Brother*, trois ans après son Lion d'or vénitien pour *Hana-Bi*, on se rendra au rendez-vous annuel sur le Lido que fixe désormais Woody Allen aux Européens, également

tête d'affiche de son *Escrocs mais pas trop*.

Dans les sections parallèles, outre *Merci pour le chocolat* de Chabrol, avec Isabelle Huppert et Jacques Dutronc, on retrouve Robert Guédiguian (*La ville est tranquille*) et Philippe Faucon (*Sarria*) tandis que Tony Gatlif a les honneurs du film de clôture avec *Vengo*. Enfin, parmi les nombreuses autres promesses du programme, on réservera une place particulière à l'histoire du cinéma italien selon Martin Scorsese, *Il Dolce Cinema*, et au toujours sidérant Joao Cesar Monteiro, dont la *Blanche Neige* risque de surprendre.

Jean-Michel Frodon

L'enfer de Takashi Miike

ENTRE AUTRES mérites, l'Etrange Festival, qui se tient au Forum des images à Paris, a celui de faire découvrir une nouvelle figure du cinéma japonais. Un nom déjà repéré par les plus avisés au dernier Festival de Rotterdam et au Marché du film du Festival de Cannes 2000. Takashi Miike est né à Osaka en 1960. Après de nombreuses années d'assistantat, notamment pour Shohei Imamura, il réalise son premier film en 1995 et suit, depuis, un rythme de trois ou quatre titres par an. Cinq films sont présentés qui dévoilent un univers infernal. *Rainy Dog*, réalisé en 1997, est un polar météorologique et dépressif. Dans Taïpeh, noyé sous des trombes d'eau, un tueur, flanqué d'un garçonnet muet qu'une femme hystérique lui a laissé un jour en prétendant qu'il était son fils, doit échapper à la vengeance d'un gang. Passé les premières minutes d'exposition, le récit semble s'arrêter dans une pure suspension des événements, avant de finir dans la tragédie violente.

LA STUPÉFACTION DU SPECTATEUR

Un tel film, totalement dénué de toute posture « artistique » ou « auteuriste », apparaît d'une sobriété exemplaire par rapport au précédent, *Fudoh* (« Graine de yakuzza »), produit en 1996. Un collégien y prend la tête d'un gang composé de garçons en culottes courtes et de Lolitas en costume d'écolière pour organiser, méthodiquement, le massacre d'un gang afin de venger la mort de son frère. Gamins tueurs aux cartables retenant de lourds pistolets automatiques, nymphettes envoyant des flèches grâce à une sarbacane plantée dans le sexe, toute cette débauche d'ultraviolence transgresse fébrilement l'imagerie du film de gangsters nippons.

Audition, réalisé en 1999, est une expérience étrange pour le spectateur. Une histoire d'amour menée placidement (un veuf auditionne des jeunes filles dans le but avoué de leur donner un rôle dans un film et le but inavoué de trouver une femme) bascule insensiblement dans

l'horreur pure, l'affect devient alors une ouverture vers la recherche d'une jouissance dans la douleur physique d'autrui. *Dead or Alive*, également réalisé en 1999, semble raconter le duel d'un policier et d'un gangster impitoyable, qui se cherche, au prix d'effroyables tueries, et se retrouvent enfin, en un duel qui provoquera (rien que ça) la fin du monde.

Les films de Takashi Miike suscitent la stupéfaction du spectateur. Partant des règles traditionnelles acceptées par lui, ils parviennent subrepticement (*Audition*) ou violemment à les transformer puis à les nier. La démesure sur laquelle son cinéma fonctionne relève moins du grotesque que d'une manière de gratter la réalité jusqu'à en saisir la vérité infernale. Des enfants qui jouent au football avec une tête coupée, une jeune fille qui s'amuse à découper, membre par membre, les hommes qui la désirent, des mises en scène zoophiles, une femme noyée dans les excréments, sont autant de visions dantesques, décourant l'essence d'un monde construit sur une violence innée qui se déploie par giclées sanglantes.

Takashi Miike est certes une révélation, l'émergence d'un cinéaste étonnant et unique. Ce n'est pas seulement, pourtant, un auteur de plus, mais aussi un des symptômes d'un renouveau du cinéma japonais, attaché depuis quelques années à interroger les conventions des genres et à les bousculer pour mieux les perpétuer. La présentation à l'Etrange Festival de deux films réalisés par Hideo Nakata (*The Ring* et *The Ring 2*) le confirme, révélant un fantastique moderne angoissant, construit sur une subversion progressive du quotidien. Une cassette vidéo réveille des fantômes, rend fous ceux qui la regardent et débouche sur leur mort annoncée.

Jean-François Rauger

★ L'Etrange Festival, Forum des Images, porte Saint-Eustache, Forum des Halles. Tél. : 01-44-76-62-00.

L'aventure continue à Aubrac pour les « écrivains découvreurs de montagne »

DEPUIS six ans, Francis Cransac, instituteur amateur de littérature qui ne rêve que d'approches transversales et de parcours buissonniers, a réveillé l'Aubrac, somptueux plateau assoupi en marge des voies de communication, en invitant à rencontrer des « écrivains découvreurs de montagne ».

Lancé timidement, le rendez-vous a vu sa fréquentation multipliée par dix en cinq ans. Son « patron » aura instruit dossier sur dossier pour obtenir le concours de partenaires publics, Europe

Cransac a cédé. Fidèle à sa volonté de rupture, il ne concède cependant rien aux nostalgiques des défuntés Rencontres.

Imaginant une résidence d'écrivains d'un genre inédit, il a invité, du 21 au 26 août, six auteurs et, pour pimenter l'aventure, un musicien, Victor Martin. Si le compositeur, déjà présent lors de précédentes éditions, est un complice et un fidèle soutien, comme Rémi Soulié et Marie-Hélène Lafon, deux anciens invités des Rencontres, Georges-Olivier Château-

guides, les six résidents (Autin-Grenier, souffrant, manquait à l'appel), choisis pour leur hétérogénéité, n'ont pu qu'être séduits par une terre âpre et forte, dont la beauté s'impose sans concession. Chacun des auteurs aura deux mois pour écrire une nouvelle qui sera publiée en recueil, fin décembre. Victor Martin, lui, a en commande une « fresque » qui célebre la Dômerie, où l'œuvre sera créée. Un chœur et une quinzaine d'instrumentistes, un récitant – Michaël Lonsdale est pressenti – et la figure d'Adalard reviendront visiter l'hôpital d'Aubrac.

UNE ALCHIMIE PRÉSERVÉE

Les lecteurs venus rencontrer les écrivains sur la terrasse de l'ancien sanatorium d'Aubrac ont pu constater que l'alchimie si particulière qui faisait le prix du rendez-vous depuis 1994 avait été préservée, malgré le changement radical de la formule, convivialité et simplicité ne s'imposant jamais au détriment de l'échange intellectuel et humain.

L'aventure devrait donc continuer, avec l'inauguration d'un nouveau cycle de trois rendez-vous, dont on ne connaît encore que les grandes lignes. La littérature médiévale européenne sera au cœur de la manifestation 2001. Il s'agira autant de (re)découvrir des textes fondateurs – les « récits d'aventures » seront au centre des journées des 25 et 26 août 2001, sous la houlette experte de Michel Zink –, mais aussi de mettre en valeur les auteurs contemporains qui ont puisé à la « matière médiévale ». Pour l'occasion, la manifestation renouera avec la mise en scène qui a fait le succès des Rencontres : expositions, soirées cinéma et création d'un spectacle vivant, en l'occurrence, *Aubrac orbital 2001*, de Victor Martin.

Philippe-Jean Catinchi

Trois cahiers présentent les travaux des éditions passées

En coédition avec les éditions du Rouergue, l'association A la rencontre d'écrivains... a déjà publié trois cahiers d'Écrivains découvreurs de montagne. Reprenant en un volume les travaux des trois premières éditions (1994, 1995 et 1996), le premier cahier était consacré à Giono-Ramuz-Pourrat, mais il est pour l'heure épuisé. Le deuxième, *Mystère et charme de Vialatte* (1999), reprend les textes de l'été 1997. Tout juste réalisé pour le rendez-vous du samedi 26 au Royal-Aubrac, le troisième cahier, *Littérature de sanatorium*, regroupe la petite vingtaine de communications présentées lors des 5^es Rencontres d'Aubrac en 1998 (236 p., 170 F, 25,92 €) avec un CD reprenant l'intervention d'Alphonse Boudard, le 29 août 1998, *Mon hostobiographie*. Il sera présenté à la Librairie de Paris, place de Clichy, mardi 19 septembre, à 18 heures, en présence des contributeurs. ★ Association A la rencontre d'écrivains..., 7, avenue Victor-Hugo, 12000 Rodez. Tél. : 05-65-68-57-29.

comprise, et donner à la manifestation la dimension dont il rêvait. D'une quarantaine de participants fédérés autour de Giono, ils étaient dix fois plus nombreux cinq ans plus tard pour rencontrer le « Génie conteur du Nord ». Mais tandis que le rendez-vous d'Aubrac s'impose, enjeu d'image pour une région peu visible, Cransac annonce son sabotage. Il refuse de durer par facilité, le concept de départ s'épuisant. Inquiets de cet arrêt, les partenaires politiques et financiers de la manifestation demandent le réexamen d'une décision qui brisait une dynamique inespérée. Francis

reynaud, Homeric, Denitza Bantcheva et Pierre Autin-Grenier ne connaissaient pas l'Aubrac. Justement, le séjour n'avait pas pour but l'écriture, mais l'immersion dans le monde du plateau. Au programme, marches, lectures, escapades – Homeric a ainsi accompagné des éleveurs à la foire de Laissac –, avec quelques passages obligés : les burons du plateau, Laguiolle et sa forge, Saint-Urcize, Conques, écrivain revisité par Soulagues... Et, pour havre commun, après deux nuits à l'Hôtel de la Dômerie, à Aubrac, trois autres chez le plus fabuleux des hôtes, le chef Michel Bras. Avec de tels

Conclusion des « Mots de Paris », de Jochem Gerz

LE 31 AOÛT, *Les Mots de Paris*, l'intervention de l'artiste Jochem Gerz sur le parvis de Notre-Dame, prendra fin. Les douze SDF qui ont participé à l'animation de l'œuvre invitent les passants à se joindre à eux pour la dernière nuit d'été et à partager leur petit-déjeuner au matin du 1^{er} septembre. L'entreprise aura duré trois mois pour les visiteurs, six pour les SDF en contrat emploi solidarité – ils ont bénéficié d'une formation diversifiée, notamment en communication, durant les trois mois qui ont précédé l'exposition – et bien plus longtemps pour l'artiste. Jochem Gerz a dû faire le siège de la Mairie de Paris et de l'Archevêché pendant plus d'un an pour décrocher l'autorisation de réaliser son projet devant un monument aussi visité que Notre-Dame. Un rectangle a été creusé dans le trottoir du parvis, une plaque de verre gravée des mots bruts des sans-logis le recouvre, et une fente pratiquée dans cette plaque permet de recueillir des dons. Un Atribus a été dressé, sous lequel quatre équipes de trois SDF se relaient pour commenter le projet ou raconter leur expérience dans la rue. L'œuvre de l'artiste allemand, soutenu par la Mission 2000, a pu sembler provocatrice, mais, pour les quelque 25 000 personnes qui se sont arrêtées pour glisser une pièce dans la fente et pour les douze SDF impliqués, l'Atribus a été d'abord l'occasion de rencontres et de partages. 100 000 francs ont été récoltés, ils seront reversés à l'association Aux captifs, la libération pour financer d'autres projets de réinsertion.

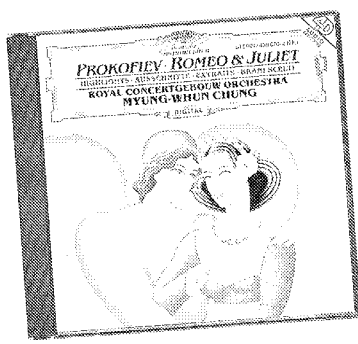
DÉPÊCHES

■ **OPÉRA** : le directeur du Bolchoï à Moscou, Vladimir Vassiliev, a été limogé. La sanction était attendue, en raison des critiques dont le célèbre Opéra russe est la cible. Elle a pour but d'enrayer son déclin artistique. Le président Vladimiroutine a signé, lundi 28 août, le décret de limogeage de M. Vassiliev qui doit prendre effet, mercredi 30 ou jeudi 31 août. Ancien danseur-étoile et chorégraphe, âgé de soixante ans, Vladimir Vassiliev s'identifiait pour le public russe au Bolchoï, où il a fait toute sa carrière. Nommé directeur en 1995, il a été confronté à toutes sortes de difficultés financières.

■ **CINÉMA** : le scénariste Joe Eszterhas appelle à ne pas soutenir les candidats démocrates Al Gore et Joe Lieberman, tant que ceux-ci n'auront pas clarifié leurs positions sur la censure. Joe Eszterhas, auteur des scénarios de *Basic Instinct* ou de *Showgirls*, demande au sénateur Lieberman, dans une publicité parue mardi 29 août dans un journal professionnel américain, de s'adresser directement aux réalisateurs et aux scénaristes des films que ce dernier réprovoque et appelle ses collègues à suspendre leurs contributions à la campagne démocrate tant que cette demande ne sera pas satisfaite. Le camp démocrate se défend de vouloir imposer une censure sur le sexe et la violence au cinéma, et se déclare en faveur d'une autorégulation volontaire de l'industrie du spectacle. ■ **INDUSTRIE MUSICALE** : le PDG de la compagnie MP3.com, Michael Robertson, a plaidé la bonne foi, lundi 28 août, à Manhattan, lors du premier jour du procès qui oppose MP3.com et Universal Music Group, filiale du groupe Seagram, pour non-respect des droits d'auteur. M. Robertson a indiqué qu'il pensait respecter la loi lorsque MP3.com avait créé une base de données en ligne de plus de 80 000 albums. Si des accords ont pu être négociés avec la plupart des grands labels, Universal a maintenu sa plainte. Ce procès doit déterminer le montant des dommages et intérêts.

RÉVISEZ VOS CLASSIQUES

Réviser cet été avec Le Monde, France Inter, la Fnac et Universal 55 chefs-d'œuvre de la musique classique.



prokofiev. roméo et juliette.

Jeux de l'amour et du hasard. Myung-whun Chung a sélectionné quinze extraits des trois suites du ballet *Roméo et Juliette* de Prokofiev. Il aurait pu ne choisir que les numéros les plus valorisants et s'en tenir à une démonstration purement technique. A la tête d'un Concertgebouw d'Amsterdam, rutilant et délicat à la fois, il décide, bien au contraire, de nous parler de poésie. Il exprime le lyrisme de ces pages avec clarté et engagement. C'est la traduction nostalgique, baignée de tendresse et de cruauté de la pièce de Shakespeare. Une telle probité doublée d'une si grande musicalité sont rares. Il faut en profiter.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann, "Musique Maestro".

Le Monde

A Lyon, Bob Morris dans le labyrinthe de la mémoire

Avec « White Nights », l'artiste américain signe sa troisième installation dans le même espace

ROBERT MORRIS : « *White nights* ». Musée d'art contemporain, 81, cité Internationale, quai Charles-de-Gaulle, Lyon-6^e. Tél. : 04-72-69-17-18. De mercredi à dimanche, de 12 heures à 19 heures. 25 F (3, 81 €). Jusqu'au 17 septembre.

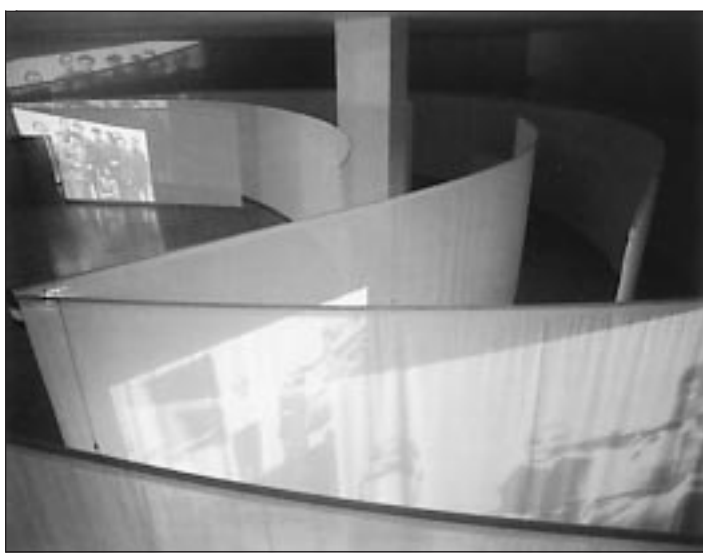
ROBERT MORRIS : « *From Mnemosyne to Clio: The Mirror to the Labyrinth* ». Un livre, une œuvre. Musée d'art contemporain, Lyon et édition Skira. 278 pages (bilingue, français/anglais). Diffusion Seuil : 150 F (22,87 €).

C'est le troisième (et dernier) été consécutif que l'équipe du Musée d'art contemporain de Lyon invite Robert Morris à occuper le même espace : un plateau de 800 mètres carrés au deuxième étage du musée. Pour sa première intervention, en 1998, l'artiste américain avait conçu une installation de pièces anciennes autour de celle que le musée avait acquise : *Williams Mirrors* (1977), un grand ensemble de douze miroirs répercutant à l'infini l'image du visiteur. Il confrontait ce jeu de réflexions abstrait à la présence très concrète d'un épais tapis de filasse multicolore dans lequel des miroirs étaient englobés (*Threadwaste*, 1968). Des lignes de poutres au sol traversaient, reliaient, ouvraient les différents espaces, quand un corridor aux parois courbes se rapprochant jusqu'à se rejoindre le fermait (*Passageway*, 1961).

Pour sa deuxième installation, en 1999, l'artiste impliquait plus immédiatement le visiteur, en l'amenant dans un labyrinthe aux murs de contreplaqué formant d'étroits corridors coudés, menant à des chambres en cul-de-sac dans lesquelles étaient projetés des films des performances réalisées par l'artiste dans les années 60, à l'époque où Morris, imprévisible, compliquait son « minimalisme » en introduisant dans son œuvre des cubes en miroir. C'est un peu plus tard que Morris s'est intéressé à l'image du labyrinthe, en intellectuel habitué à brasser les concepts, à confronter les cultures et les différentes approches de l'espace, en Extrême-Orient comme dans le monde occidental. Glissant de l'espace théâtral de la performance à celui de la nature, il élaborait des projets de tunnels, d'observatoires, et quelque part entre la sculpture et l'architecture, réalisait son premier labyrinthe aux murs de contreplaqué. De forme circulaire, il était directement inspiré du dessin de celui qui marque le sol de Notre-Dame de Chartres.

VOILAGES ET IMAGES PROJÉTÉES

Depuis, Morris a dessiné ou réalisé beaucoup d'autres labyrinthes, « une forme qui va plus loin que la mémoire [...] Outre le fait que ses origines disparaissent dans un passé révolu, la fonction du labyrinthe dans les temps anciens demeure un sujet de controverse sans fin. Ici, les métaphores affluent et refluent, les signifi-



« White Nights », une pièce percutante dont la charge d'images est inversement proportionnelle aux moyens utilisés.

cations labyrinthiques se reflètent dans la forme elle-même », remarque l'artiste dans le livre qui rassemble ses conversations avec Anne Bertrand, à propos des trois installations lyonnaises, et de quelques retours sur le passé.

C'est encore un dispositif labyrinthique que Morris a repris pour sa troisième installation lyonnaise : *White Nights*, une pièce particulièrement percutante, vouée à la mémoire, dont la charge d'images est inversement proportionnelle aux moyens utilisés : pas grand-chose au fond : des voilages et des images projetées recréant un moment de l'histoire de Lyon, pendant la seconde guerre mondiale. On s'y enfonce en passant entre les parois de tissus blancs qui ont pris la place des murs de contreplaqué, et que l'artiste fait converger vers l'espace central. Sur un petit plateau tournant, y sont placés un vidéoprojecteur et deux carrousels d'images d'archives lyonnaises. Celles-ci, confrontées aux projections des performances de l'artiste, se superposent dans le champ de vision du spectateur,

plongé au centre du manège d'images. Qui se font, se défont, s'étirent sur un fond mouvant, translucide, entre ombre et lumière, opacité et transparence, fragilité des images et persistance du souvenir. Entre le passé de Lyon : la foule rassemblée place des Terreaux pour acclamer Pétain, l'incendie du dôme de l'hôtel-Dieu, l'explosion du pont de la Guillotière... et d'autres passés : on ne situe pas forcément ces archives, dramatiquement banales : casques, bottes, lieux communs de tortures.

La voix profonde de Mirella Freni dans *Simon Bocanegra*, de Verdi, accompagne ces « Nuits blanches », dans lesquelles on peut oublier et reconnaître le Robert Morris des grandes mises en scène apocalyptiques, l'artiste au tempérament « saturnien » (c'est lui qui le dit), qui aime décidément les distorsions entre le terre-à-terre et la pensée de l'infini, et se plaît toujours à remonter plus avant dans l'histoire de l'art, de l'homme.

Geneviève Breerette

Le Carnaval de Notting Hill célèbre les Antilles dans les rues de Londres

Carnaval de Notting Hill, Londres, du samedi 26 au lundi 28 août.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Trois jours sous le signe du groove (sentiment de bien-être). Londres a vécu une nouvelle fois, sous le soleil et dans une ambiance bon enfant, au rythme du Carnaval de Notting Hill, organisé du samedi 26 au lundi 28 août. Cette trente-sixième édition rendait hommage aux traditions antillaises par la danse, la cuisine et la musique. Cette fête populaire a rassemblé plus de deux millions de personnes.

A l'origine de la manifestation, en 1966, un instituteur du quartier, Vernon, décida de former avec sa classe un groupe de musiciens qui défilait dans les rues. Depuis, le carnaval n'a eu de cesse de s'agrandir. Cantonné, à ses origines, à la communauté antillaise, le carnaval voit désormais ses participants se diversifier. Kurdes, Philippins et Brésiliens défilent au rythme des sound systems... Trois jours de fête où les communautés ethniques se rassemblent sous la bannière des Antilles.

Bien loin des années 70 - où les émeutes sociales et politiques prenaient le pas sur la fête - le carnaval n'est plus un lieu de revendication pour la communauté noire de Londres. Claire Holder, directrice du festival, y est pour beaucoup. Ancienne comptable, elle aidait à la fabrication des costumes dans les années 70. A la tête du festival, elle a cherché avant tout la

rentabilité en multipliant les partenariats. Cette année, la banque Western Union était omniprésente, distribuant foulards, sifflets et autre gadgets à la foule.

Organiser le Carnaval de Notting Hill, c'est d'abord « construire un projet éducatif », affirme Steph Harwood, chargée de la promotion. « Nous voulons que soit transmis avant tout l'esprit du carnaval », ajoute-t-elle. La journée du dimanche était ainsi entièrement consacrée aux enfants ; grimés et déguisés, ils ont défilé, aux côtés de leurs instituteurs, dans les rues du quartier, en dansant sur les différents styles de musique antillaise (soca, reggae, dub et ragga).

« GOOD VIBES » ET « GROOVE »

Mais si les enfants suivent des ateliers toute l'année et si les anciens prolongent la coutume, « les 15-35 ans, ne viennent que pour les sounds, ajoute, un rien déçue, Steph Harwood, sans considérer l'esprit de la fête ». Car, si les steel bands (ces orchestres de barils métalliques sculptés en tout une gamme de tonalités) remportent un franc succès auprès de la communauté antillaise, les sound systems drainent une population cosmopolite.

C'est aussi de ce côté-là qu'il faut chercher les véritables vedettes de la scène musicale londonienne. Radio 1, qui dépend de la chaîne de télévision BBC, a installé la plus grande scène du carnaval pour y produire les artistes du groupe Dreem Teem, constitué de DJ londoniens. TJ Cases confirme qu'il en profite

pour faire la promotion de son dernier titre *Do It Again*. Mais, plus généralement, il vient présenter un style de musique : le garage ; plus précisément le UK garage, du garage britannique. « C'est une musique plus sexy, basée sur le two-step. » Un rythme bien loin de la techno froide et électronique. Influencé par la soul music et le funk, il mixe derrière la voix suave de sa chanteuse new-yorkaise.

L'atmosphère du festival cette année ? TJ Cases parle, enthousiaste, de « good vibes » et de « groove ». Autre char, autre culture. Le sound system de Norman Jay est l'un des événements du festival. Il fête cette année sa vingtième participation au carnaval. Mais contrairement à TJ Cases, Norman Jay refuse de se ranger dans une catégorie musicale particulière. Son objectif est de participer au « melting-pot culturel », en mélangeant pop, reggae, house et funk. « C'est l'occasion rêvée de rassembler les Londoniens dans une atmosphère fraternelle et conviviale. » Convivialité représentée par le titre de leur double album, *20 Years of Good Times* (« 20 ans de bons moments »), dont la sortie en Grande-Bretagne aura coïncidé avec le carnaval.

Alors que le festival s'ouvre de plus en plus aux différentes cultures, la communauté blanche a du mal à trouver sa place. Dimanche, un seul char d'étudiants blancs défilait, déguisés en papillon, au son d'une techno sans saveur.

Sylvie Chayette

INSTANTANÉ

LA FLAMME DU JAZZ AVEC OLIVIER TEMIME

Parfois, en club, les premiers sets pourraient ne pas s'arrêter, tant il y a de complicité, d'amitié entre les musiciens. C'était le cas avec le quintette dirigé par le saxophoniste Olivier Temime, mardi soir 28 août au Duc des Lombards, à Paris. Cinq jeunes gens dans les vingt-cinq ans - seul Laurent Fickelson, pianiste, dépasse la trentaine -, au plus près de cet état imprévisible, impossible à calculer, comme si demain n'existait pas.

Ces cinq-là jouent « grave » comme le disent les adolescents. Les thèmes sont solides, interprétés à l'énergie, en plein contrôle. Les solos ont le temps d'être construits, sans penser à la durée. Chacun vient attiser la flamme d'une musique qui trouve ses sources chez Art Blakey (hard bop fondateur), dans les libertés formelles du quintette de Miles Davis ou du quartette du John Coltrane des années 60. Au répertoire personnel s'ajoutent des compositions de Wayne Shorter ou d'Elvin Jones.

Temime, originaire d'Aix-en-Provence, coupe iroquoise façon Sonny Rollins vers 1964, est l'un des activistes du collectif Nuits blanches, comme Alexandre Tassel (au bugle, cuivre plus enrobé que la trompette) ou Vincent Artaud (contrebasse). Le Petit-Opportun, à quelques centaines de mètres, les accueille régulièrement. Le quintette était au festival Jazz à Juan cet été, soirée jeunes talents, en même temps que le guitariste Nawfel.

A Marciac, Temime a été invité par Wynton Marsalis. Trois heures de jazz, cinq rappels ; ça tourne. A la batterie Robin Laurent, la boule à zéro, fait avancer le rythme de plusieurs crans. Parfait. Dans le public, Bob Dorough n'en perd pas une. Il a été le seul, avec Kenny Hagood, à chanter auprès de Miles Davis. Dorough sera au Duc les 1^{er} et 2 septembre. La bande de Temime y termine le mois d'août. Dans les deux cas, indispensable.

Sylvain Siclier

★ Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. A partir de 21 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. De 80 F à 100 F.

SORTIR

PARIS

Festival de comédies

Une idée pour oublier la grisaille de la fin de l'été et aborder la rentrée sous le signe de l'humour : passer quelques soirées au Théâtre Daunou pour assister au premier Festival de comédies. Neuf pièces sont à revoir ou à découvrir, parmi lesquelles *On soldo*, d'Eric Rouquette, et *Les Bodin's*, de Vincent Dubois et Jean-Christian Fraiscinet (le 31 août), *Les Mille-Pattes*, de Jean-Christophe Barc, *Un conseil très municipal*, de Christian Dob, *Eté 86 chez les Pujols*, de Marc Michel Georges... au cours de deux représentations par soirée.

Théâtre Daunou, 7, rue Daunou, Paris 2^e. Du 29 août au 16 septembre. Du mardi au samedi inclus, à 20 h 30 et 22 h 15. Relâche les 3, 4, 10 et 11 septembre. 1 spectacle (2 pièces) : 100 F ou 150 F.

LUSIGNAN (Vienne)

Aquarock

Au cœur du pays mélusin se tient, depuis 1995, un festival de musiques actuelles, terme qui marque bien la diversité de la programmation. Cette année, avec la découverte comme thème cardinal, Aquarock met l'accent sur l'apport des nouvelles

technologies aux styles musicaux. A l'affiche : Amon Tobin, Spaceheads, Electrotwists, Sayag Jazz Machine, Opa Tsupa et El Zef... de la danse : Black Blanc Beur, Les Géographes..., des chants... Aquarock, c'est aussi l'occasion de découvrir de jeunes artistes locaux : les Raz-Moket, à Jazeneuil le 30 août ; la compagnie de danse hip-hop Mélusik, à Lusignan le 31 août. *Aquarock, Lusignan (86)*. Du 30 août au 3 septembre. Samedi 15 h et dimanche 14 h, gratuit ; jeudi, vendredi, samedi, 20 h 30 : 80 F. Tél. : 05-49-89-07-55. Web : www.cc-paysmelusin.fr

BIARRITZ (64)

Le Festival *Le Temps d'aimer* a dix ans ! Pour cet anniversaire, la programmation est plus que jamais variée. Les Ballets Preljocaj voisinent avec Black, Blanc, Beur, Karine Saporta avec le Ballet Biarritz de Thierry Malandain. Signalons, parmi les dix-huit compagnies sélectionnées, la présence de Paul les Oiseaux (le 6), du *Cendrillon* « kathakali » d'Annette Leday (le 15), de Kubilai Khan Investigations (le 13), sans oublier Maryse Delente (le 14) ou Maguy Marin (le 16). Du 1^{er} au 17 septembre, office du tourisme, Javalquinto. De 10 heures à 18 heures. Tél. : 05-59-22-44-66. De 40 F à 170 F.

GUIDE

REPRISÉS CINÉMA

L'Étoffe des héros

de Philip Kaufman (Etats-Unis, 1983, 3 h 10).

Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40 ; *Publicis* Champs-Élysées, 129, av. des Champs-Élysées, Paris 8^e. Tél. : 01-40-30-30-31.

Un tramway nommé Désir d'Elia Kazan (Etats-Unis, 1952, 2 h 10).

Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89.

Infidèlement vôte de Preston Sturges (Etats-Unis, 1948, 1 h 45).

Reflet Médicis, 3, rue Champollion, Paris 5^e. Tél. : 01-43-54-42-34.

Le Roi des roses

de Werner Schroeter (Allemagne, 1984, 1 h 30).

Racine Odéon, 6, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-26-19-68.

FESTIVALS CINÉMA

Cinéma en plein air : les grands espaces

La Ballade de Narayama (Shohei Imamura, 1983) : le 31, 22 h.

Parc de La Villette, prairie du Triangle, Paris 19^e. Tél. : 08-03-30-63-06.

Cinéma français

Mr Moto's last Warning (Norman Foster, 1939) : le 31, 19 h. *Mr Moto takes a vacation* (Norman Foster, 1939) : le 31, 21 h.

Cinéma-thèque française, palais de Chaillot, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris 16^e. Tél. : 01-56-26-01-01.

Lola (Jacques Demy, 1961) : le 31, 19 h. *Cléo de cinq à sept* (Agnès Varda, 1962) : le 31, 21 h 30.

Cinéma-thèque française, salle des Grands-Boulevards, 42, boulevard Bonne-Nouvelle, Paris 1^{er}. Tél. : 01-56-26-01-01.

L'Étrange Festival

Le Gars des vents froids (Yasuzo Masumura, 1960) : le 31, 17 h 30. *Les Afranchis de Shinjuku* (Takashi Miike, 1995) : le 31, 19 h 30. *La Neuvième Configuration* (William Peter Blatty, 1980) : le 31, 22 h 30. *Femina Ridens* (Piero Schivazappa, 1969) : le 31, 20 h.

Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1^{er}. M^o Les Halles. Tél. : 01-44-76-62-00. Jusqu'au 5 septembre. De 20 F à 40 F la séance ; carte cinq films : 120 F.

Les Cent Jours du polar *La Femme à abattre* (Raoul Walsh et Bretagne Windust, 1950), le 31. *Action Christine Odéon*, 4, rue Christine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-29-11-30.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Pueblo Horno

de et par Daniel Emilfork. *Lucernaire*, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. M^o Vavin. Du mardi au samedi, 18 h 30. Tél. : 01-45-44-57-34. 90 F. Jusqu'au 16 septembre.

Un barrage contre le Pacifique de Marguerite Duras, mise en scène de Gabriel Garran, avec Marie-Christine Barrault, Valérie Decobert, Bruno Subrini...

Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg, Paris 10^e. M^o Strasbourg-Saint-Denis. Du mardi au vendredi, à

20 h 45 ; le samedi, à 17 heures et 20 h 45 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-42-08-77-71. De 80 F à 260 F. Jusqu'au 15 octobre.

Duy Thong Nguyen (haute-contre), Wally Karveno (piano).

Œuvres de Mozart. Haydn.

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. Le 31 août, 20 heures. Tél. : 01-42-26-00-00. De 80 F à 150 F.

Alain Kremski (piano). Œuvres de Brahms. Chopin.

Théâtre de l'île Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris 4^e. M^o Pont-Marie. Le 31 août, 21 heures. Tél. : 01-46-33-48-65. 90 F.

Les Solistes baroques

Œuvres de Vivaldi, Bach, Emmanuel Bardon (haute-contre).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. Le 31 août, 21 heures. Tél. : 01-42-77-65-65. Location Fnac, Virgin. De 100 F à 150 F.

Thierry Chauvet, Philippe Chayeb, Thierry Elliez

Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 31 août et les 1^{er} et 2 septembre, 21 h 30. Tél. : 01-42-33-37-71. De 50 F à 70 F.

Jon Regen

Chesterfield Café, 124, rue La Boétie, Paris 8^e. M^o Saint-Augustin. Le 31 août et les 1^{er} et 2 septembre, 23 h 30. Tél. : 01-42-25-18-06.

Joël Favreau

Tourtour, 20, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^o Châtelet. Les 31 août et 1^{er} septembre, 20 heures, jusqu'au 8 septembre. Tél. : 01-48-87-82-48. 60 F.

Les Oisillons tombés du nid

Guinguette Pirate, au pied de la BNF, face au 11, quai François-Mauriac, Paris 13^e. 20 heures, 40 F. Tél. : 01-56-29-10-20.

RÉGIONS

Voyage au cœur du temps en Berry Enluminures, sculptures monumentales, parchemins, œuvres rares illustrées sont à découvrir à l'exposition *Histoire du calendrier, images du temps*, réalisée par les Archives départementales du Cher et le Centre de l'enluminure et de l'image médiévale.

Abbaye de Noirlac, Bruère-Alli-champs (18). Tous les jours de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 45 à 18 h 30. Jusqu'au 2 octobre. 25 F et 35 F. Tél. : 02-48-62-01-03.

Les Nuits de Fourvière 2000 *L'Étoffe des héros* (Philip Kaufman, 1983) : le 31 août, 21 h.

Cinéma au Théâtre romain de Fourvière, 6, rue de l'Antiquaille, Lyon 5^e. 20 F et 30 F. Tél. : 04-72-32-00-00.

DERNIERS JOURS

3 septembre :

L'Art copte en Egypte Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris 5^e. Tél. : 01-40-51-38-38. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. 45 F.

Les Donations Volland Musée d'Orsay, 1, rue de la Légion-d'Honneur, Paris 7^e. Tél. : 01-45-49-11-11. De 9 heures à 18 heures ; nocturne jeudi jusqu'à 21 h 45. Fermé lundi. 40 F.

Sebastiao Salgado Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris 4^e. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. 30 F.

Jacques Villellé, Pierre Henry Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. Tél. : 01-44-84-45-45. Du mardi au jeudi, de 12 heures à 18 heures ; vendredi et samedi, de 12 heures à 19 h 30 ; dimanche, de 10 heures à 18 heures. Entrée libre.

Le Monde de l'éducation

Au sommaire du numéro de septembre

Dossier : L'école qui marche.

Des réponses originales aux problèmes de l'éducation...

- Entretien avec Jacques Derrida.
- Les livres sur l'éducation font la rentrée.
- Les élèves ont-ils besoin de leur mémoire ?
- Débat : trop de femmes dans l'éducation ?
- Les comédies musicales ont trouvé leur public.

Chez votre marchand de journaux

Le magazine des enseignants qui avancent

30F-457€

MERCREDI 30 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 19.55 et 23.55 TV 5 l'invité. Invité : Christian Jacq. **TV 5**
- 21.00 Révères d'un promeneur solitaire. **Forum**
- 22.00 Camargue d'hier et d'aujourd'hui. **Forum**

MAGAZINES

- 19.00 Nulle part ailleurs. Best of. **Canal +**
- 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Entre des peuples : Des Allemands, des Polonais et des Cachoubs. **Arte**
- 20.55 Ushuaïa nature. La vie malgré tout : Chili-Bolivie. **TF 1**
- 21.05 Strip-tease. Odeurs de sainteté. Fais ta valise. Miss. L'empire des sens. **TV 5**
- 22.45 La Route. Best of. **Canal Jimmy**

DOCUMENTAIRES

- 19.05 Le Rêve américain. [1/5]. Un avenir qui renaît. **Odyssee**
- 20.15 Reportage. Jouer avec les feux. **Arte**
- 20.30 Diana, princesse de l'image. **Planète**
- 20.50 Anatomy of A Homicide. **Série Club**
- 21.00 Guerre et paix en Irlande. **Histoire**
- 21.40 L'Age d'or de la RKO. [3/6]. Films de femmes. **Ciné Classics**
- 21.45 Musica. De Colenso à Nantes. Voyage en musique zoulou. **Arte**
- 23.25 Profil. Loco Lucho. **Arte**

Le Monde
TELEVISION

VOYAGE

- 18.00 C'était les vacances
Quoi de commun entre des Chinois sur la plage de Bedaïne, la famille de Fernand à Léon (Landes) et un groupe de Beurs faisant voile vers Ibiza ? Les vacances, tout simplement. A travers cette série documentaire, conçue pour Arte et produite par Doc en stock, la chaîne Voyage pose un regard un peu ironique mais jamais méprisant sur les différents modes de sortir de son ordinaire.

- 23.55 Portrait d'un solitaire. Philippe Poupon. **Planète**
- 0.50 La Guerre d'Algérie. [5/5]. La valise ou le cerceuil. **Planète**
- 0.55 Un siècle d'écrivains. Albert Camus. **France 3**

SPORTS EN DIRECT

- 18.30 et 1.00 Tennis. US Open (3^e jour). **Eurosport**

DANSE

- 23.00 La Veuve joyeuse. Chorégraphie de Ronald Hynd. Musique de Franz Lehár. Par le ballet national du Canada. **Mezzo**

MUSIQUE

- 20.10 Brigitte Meyer joue... Haendel, Mozart, Mendelssohn, Schumann. **Muzzik**
- 20.30 Haendel. *Concerto pour orgue*. Avec K. Richter. **Mezzo**
- 21.00 Récital Roland Gueneux. Lugano 1992. **Muzzik**
- 21.50 Motown Live. **Paris Première**
- 22.40 Musica. Cycle Voyages en musique : Rainbow Music. Octobre 1997, lors du Festival Fin de siècle à Johannesburg. **Arte**
- 0.25 Cesária Evora. Montréal 1995. **Paris Première**
- 0.30 Richard Strauss. *Burlesque pour piano et orchestre* en ré mineur. Avec Volker Banfield, piano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Elgar Howarth. **Mezzo**

THÉÂTRE

- 22.35 Mais n'te promène donc pas toute nue. Pièce de Feydeau. Mise en scène de Jean-Laurent Cochet. **TMC**

TÉLÉFILMS

- 20.45 Une femme nommée Jackie. Larry Pearce [3/3]. **RTL 9**
- 20.50 La Petite Maman. Patrice Martineau. **France 2**
- 20.50 Vengeances. Miguel Courtois. **M 6**
- 20.50 Etreinte fatale. Larry Elikann. **Téva**
- 20.55 Mort en eau trouble. Matthew Chapman. **France 3**
- 22.30 L'Amour en héritage. Douglas Hickox et Kevin Connor [1/4]. **Téva**
- 22.35 Sous les yeux d'un intrus. Douglas Campbell. **TF 1**

SÉRIES

- 20.45 New York District. L'ange gardien. **13^{ème} RUE**
- 22.00 Homicide. **Série Club**
- 22.35 Ally McBeal. La jalousie est aveugle. Sexe, mensonges et politique. **M 6**
- 22.50 Leaving L.A. Now ? (v.o.). **Série Club**
- 0.00 Friends. Celui qui participait à la fête bidon (v.o.). Celui qui avait la chaîne porno (v.o.). Celui qui cherche un prénom (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

- 15.40 Le Chat ■■ Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 16.05 Ligne rouge 7 000 ■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1965, 110 min) **O. Cinétoile**
- 16.40 Requiem ■■ Alain Tanner (France - Suisse, 1998, v.o., 100 min) **O. Ciné Cinémas 1**
- 17.05 Noël chez les Muppets ■■ Brian Henson (Etats-Unis, 1992, 85 min) **O. Cinéstar 1**
- 17.05 Les Copains d'abord ■■ Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1983, 105 min) **O. Cinéstar 2**
- 17.10 Les Gens de la nuit ■■ Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1954, v.o., 90 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 19.20 Nocturne indien ■■ Alain Corneau (France, 1989, 105 min) **O. Cinéfaz**
- 19.30 Le Charme discret de la bourgeoisie ■■ Luis Bunuel (France, 1972, 105 min) **O. Cinétoile**
- 21.00 La Dilettante ■■ Pascal Thomas (France, 1999, 115 min) **O. Canal +**



- 21.00 Innocent Victim ■■ Giles Foster. Avec Helen Shaver, Lauren Bacall (Grande-Bretagne, 1990, v.o., 90 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 21.15 Le Journal d'une femme de chambre ■■ Luis Bunuel (France, 1964, N., 100 min) **O. Cinétoile**
- 22.35 Les Evadés de la planète des singes ■■ Don Taylor (Etats-Unis, 1971, 95 min) **O. Ciné Cinémas 2**
- 22.40 Marie Stuart ■■ John Ford (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 120 min) **O. Ciné Classics**
- 0.10 Brigands Chapitre VII ■■ Otavio Lins (Fr.-Georg., 1996, v.o., 120 min) **O. Ciné Cinémas 2**
- 0.50 Vanya, 42^e rue ■■ Louis Malle (Etats-Unis, 1994, v.o., 115 min). **Arte**

JEUDI 31 AOÛT

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 19.55 et 23.55 TV 5 l'invité. Bertrand Piccard. **TV 5**
- 21.00 Holocauste tzigane, au nom de la mémoire. **Forum**
- 22.00 La Vie quotidienne des Français à la Libération. **Forum**
- 22.20 Comment en finir avec le néo-nazisme ? Invité : Daniel Vernet du Monde. **Arte**
- 23.00 8 mai 1945, naissance d'un monde nouveau. **Forum**

MAGAZINES

- 13.50 La Cinquième rencontre... L'Homme et son univers. La Terre : Les grands fonds. Invités : Claude Cotran ; Daniel Prieur. **La Cinquième**
- 14.40 C'est mon choix. Je suis au service des stars. **TSR**
- 16.45 C'est l'été. Invités : Sandrine Alexi ; Véronika Loubry. **France 3**
- 17.00 Les Lumières du music-hall. Les Soeurs Etienne. Robert Charlebois. **Paris Première**
- 19.00 Nulle part ailleurs. Best of. **Canal +**
- 20.05 Temps présent. Electrosmog : ces ondes qui nous font peur. Ikéa : Sauve qui peut les meubles ! **TSR**
- 20.50 L'Eté d'« Envoyé spécial ». Spécial Egypte. L'architecte et le pharaon. A la recherche de la septième merveille du monde. Alexandrie la Magnifique. Le mystère des pharaons. **France 2**
- 21.05 Les Aventuriers de la science. La voiture intelligente. La médecine à distance. Bienvenue dans un monde virtuel. **TV 5**
- 23.00 Ça va faire mâle. Invités : Gad Elmaleh ; Rudy Roseberg ; Gérard Darmon. **France 2**

DOCUMENTAIRES

- 17.00 Henri Guillemin : Pétaïn. [10/12]. L'asservissement consenti. **Histoire**
- 17.30 Les Grands Crimes du XX^e siècle. Le casse de la Boston Brinks. **TMC**
- 18.00 L'Actors Studio. Jerry Lewis. **Paris Première**
- 18.05 A travers la Chine avec le fleuve Jaune. **La Cinquième**
- 18.40 Histoires secrètes de la deuxième guerre mondiale. [9/26]. La bataille de l'atome : opération Télémark. **Histoire**
- 19.00 Voyages, voyages. L'île de Pâques. **Arte**
- 19.05 Pierre Bonnard, à fleur de peau. **Odyssee**

Le Monde
TELEVISION

CINEFAZ

- 21.05 Jaya, fille du Gange ■ Premier long métrage du romancier et journaliste indien Vijay Singh, adapté de l'un de ses romans, *Jaya Ganga* (Ed. Ramsay, 1985), *Jaya, fille du Gange* inspira ce commentaire au cinéaste Alain Corneau : « *Quand le plus divin des fleuves sacrés rencontre le cinéma, la magie est au rendez-vous* », tandis que le magazine américain *Variety* saluait « *la maîtrise du cinéaste* ». Le film de Vijay Singh

- 19.10 L'Œil des cyclones. [2/3]. **Planète**
- 19.35 De Gaulle et la gauche. **Histoire**
- 20.00 Médecine traditionnelle en Asie. [2/7]. Népal. **Planète**
- 20.00 100 ans de films d'horreur. Les géants. **Ciné Classics**
- 20.00 Paroles de manchots. **Odyssee**
- 20.15 Reportage. L'Homme de fer. **Arte**
- 20.30 Vols de guerre. [9/11]. Le bombardier d'assaut. **Planète**
- 21.20 Repos en paix. Une biographie de Joe Coleman. **Planète**
- 21.50 Le Retour du primitif. **Odyssee**
- 22.05 Couples légendaires du XX^e siècle. Edward et Mrs Simpson. Liz Taylor et Richard Burton. **TMC**
- 22.10 L'Age d'or de la RKO. [4/6]. Orson Welles et la RKO. **Ciné Classics**
- 22.15 Des trains pas comme les autres. [1/2]. Trains de luxe en Asie. **TV 5**
- 22.20 Diana, princesse de l'image. **Planète**
- 22.45 Quand l'île Saint-Louis nous est contée. **Odyssee**
- 23.00 Les Années belges. L'inconnu dans la maison. **TV 5**
- 23.00 Maria Joao Pires. **Mezzo**
- 23.20 Thema. Voyage au bout de la droite. **Arte**
- 23.20 Les Eléphants oubliés d'Afrique. **Odyssee**
- 23.30 Les Anneaux de la mémoire. **Histoire**
- 0.25 Maya, une histoire millénaire. **Planète**
- 0.25 Lointaine Sibérie. [3/3]. Présent et avenir. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

- 15.00 Cyclisme. Tour d'Espagne (6^e étape) : Benidorm - Valence. **Eurosport**
- 17.30 et 23.00 Tennis. US Open (4^e jour). A Flushing Meadow. **Eurosport**
- 20.30 Handball. Euro Tournoi 2000 de Strasbourg : France - Allemagne. **Eurosport**

DANSE

- 18.30 La Fleur de pierre. Ballet. Chorégraphie de Youri Grigorovitch. Musique de Serge Prokofiev. Par le ballet du Kirov. **Mezzo**

MUSIQUE

- 17.25 et 21.00 Papazian joue Chopin. Les vingt-quatre *Etudes* opus 10 et 25. **Muzzik**
- 18.15 Haendel. *Concerto pour orgue*. Par K. Richter. **Mezzo**

- 18.30 Andreï Gavrilov joue... Scriabine et Prokofiev. **Muzzik**
- 20.00 Papazian joue Chopin. Les vingt-quatre *Préludes* opus 28. **Muzzik**
- 20.30 et 1.00 Mozart. *Sonate pour piano en si majeur* K V 281. Par Daniel Barenboïm, piano. **Mezzo**
- 22.20 Hallelujah, Shows 11, 12, 13, 14 et 15. **Muzzik**
- 23.05 Richard Strauss Gala. Berlin, le 31 décembre 1992. Avec Martha Argerich, piano ; Kathleen Battle, soprano ; Cheryl Stude, soprano ; F. von Stade, mezzo-soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. **Paris Première**
- 0.00 Juliet Letters'. Avec Michael Thomas, violon ; Ian Belton, violon ; Paul Cassidy, alto ; Jacqueline Thomas, violoncelle ; Elvis Costello, guitare et chant. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

- 20.30 Fugues. Marion Sarraut. **Festival**
- 20.35 Les Audacieux. Armand Mastroianni. **O. TMC**
- 20.45 Avoir la haine. Uwe Friesner. **Arte**
- 22.45 A visage découvert. Stephen La Rocque. **O. TF 1**
- 22.45 Thérapie meurtrière. Rodney Gibbons. **TSR**
- 23.45 La Voix du Jehu. Otto Alexander Jahrreis. **O. Téva**
- 0.55 Un taxi dans la nuit. Alain-Michel Blanc. **13^{ème} RUE**

SÉRIES

- 18.10 Wonder Woman. Le crime est un art. **13^{ème} RUE**
- 18.25 La Vie à cinq. Les jeux de l'amour. **O. M 6**
- 19.00 L'Homme de fer. Le sergent sans alibi. **13^{ème} RUE**
- 19.20 Dharma & Greg. Bague au doigt et doigt dans le nez. **O. M 6**
- 20.05 Les Simpson. Les vieux sont tombés sur la tête. **O. Canal +**
- 20.55 Julie Lescaut. L'Ex de Julie. **TF 1**
- 21.55 Townies. Faith, Hope and Charity (v.o.). **Série Club**
- 22.10 Les Steenfort, maîtres de l'orge. Margrit. **Festival**
- 22.45 Le Caméléon. Corn Man (v.o.). [1/2]. The Inner Sense (v.o.). **Série Club**
- 0.05 L'Age de cristal. Les collecteurs. **13^{ème} RUE**
- 0.20 Chapeau melon et bottes de cuir. Le jeu s'arrête au 13. **O. M 6**
- 0.20 Frasier. Un week-end de fête. **O. Série Club**
- 0.35 Absolutely Fabulous. Jalousie (v.o.). **Canal Jimmy**
- 1.05 That 70's Show. Red exerce son autorité (v.o.). **O. Canal Jimmy**

ARTE

- 20.40 Soirée spéciale Allemagne
Le film *Voyage au bout de la droite*, de Nicholas Fraser, qui inaugure cette soirée, avait été l'objet de débats longs et passionnés en 1999, aux états généraux du documentaire, à Lussas. Certains reprochaient à cette œuvre un dispositif léger pour traiter d'un sujet grave, l'extrême droite en Europe. Suivi à 22.20 d'un débat avec Daniel Vernet du Monde sur le thème : comment en finir avec le néonazisme ?

FILMS

- 14.55 Le Chat ■■ Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 85 min) **O. Ciné Cinémas 2**
- 16.20 Hollywood Canteen ■■ Delmer Daves (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 125 min) **O. Ciné Classics**
- 16.40 Innocent Victim ■■ Giles Foster (Grande-Bretagne, 1990, v.o., 85 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 18.25 Quand le rideau tombe ■■ John Gage (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 95 min) **O. Ciné Classics**
- 19.20 Le Journal du séducteur ■■ Danièle Dubroux (France, 1996, 100 min) **O. Cinéstar 2**
- 20.30 Augustin, roi du kung-fu ■■ Anne Fontaine (France, 1999, 80 min) **O. Canal +**
- 20.45 La Loi de la haine ■■ Andrew V. McLaglen (Etats-Unis, 1976, 100 min). **RTL 9**



- 21.00 Faces ■■ John Cassavetes. Avec John Marley, Gena Rowlands (Etats-Unis, 1968, N., v.o., 125 min). **Paris Première**
- 21.05 Jaya, fille du Gange ■■ Vijay Singh (France - Inde, 1996, v.o., 85 min) **O. Cinéfaz**
- 21.05 L'Etalon ■■ Jean-Pierre Mocky (France, 1969, 90 min) **O. Canal Jimmy**
- 21.30 Blade ■■ Stephen Norrington (Etats-Unis, 1998, 115 min) **O. Canal + Vert**
- 22.10 Les Gens de la nuit ■■ Nunnally Johnson (Etats-Unis, 1954, v.o., 95 min) **O. Ciné Cinémas 1**
- 22.10 Les Copains d'abord ■■ Lawrence Kasdan (Etats-Unis, 1983, 100 min) **O. Cinéstar 1**
- 22.30 Requiem ■■ Alain Tanner (France - Suisse, 1998, v.o., 95 min) **O. Ciné Cinémas 3**
- 22.30 Août ■■ Henri Herré (France, 1992, 95 min) **O. Cinéfaz**
- 22.35 Ligne rouge 7 000 ■■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1965, v.o., 110 min) **O. Cinétoile**



- 23.10 Citizen Kane ■■ Orson Welles. Avec Orson Welles, Joseph Cotten (Etats-Unis, 1940, N., v.o., 120 min) **O. Ciné Classics**
- 0.25 Faisons un rêve ■■ Sacha Guitry (France, 1936, N., 75 min) **O. Cinétoile**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 17.35 Sunset Beach. **18.25 Exclisif.**
- 19.05 Walker, Texas Ranger. **19.55 J'ai deux métiers.**
- 20.00 Journal, Météo. **20.55 Ushuaïa nature.** La vie malgré tout : Chili-Bolivie. **22.35 Sous les yeux d'un intrus.** Téléfilm. Douglas Campbell **O.**
- 0.20 Affaires non classées. La dixième victime [1 et 2/2] **O.**

FRANCE 2

- 17.35 Jeux d'espions. **18.20 JAG.**
- 19.10 Un livre, des livres. **19.15 Qui est qui ?**
- 19.50 Un gars, une fille. **19.55 et 20.45 Tirage du Loto.**
- 20.00 Journal, Météo. **20.50 La Petite Maman.** Téléfilm. Patrice Martineau **O.**
- 22.35 Schimanski. Le Bouc émissaire **O.**
- 0.10 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 18.25 Questions pour un champion. **18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.**
- 20.05 Tout le sport. **20.20 C'est mon choix pour l'été.**
- 20.55 Mort en eau trouble. Téléfilm. Matthew Chapman **O.**
- 22.35 On en rit encore ! **23.30 Météo, Soir 3.**
- 0.00 C'est la vie. Vivre avec le SMIC. **0.55 Un siècle d'écrivains.** Albert Camus. **1.50 Fame.** Le grand chambardement.

CANAL +

- 16.25 Du sexe et des animaux. [3/6]. **16.50 Invisible menace.** Téléfilm. Christiane Balthasar **O.**
- En clair jusqu'à 21.00
- 18.25 Drôles de vies. **19.00 Best of Nulle part ailleurs.**
- 19.50 Flash infos, Le Zapping. **20.05 Les Simpson.**
- 20.30 Le Journal des sorties. **21.00 La Dilettante** ■ Film. Pascal Thomas **O.**
- 22.55 Meurtre parfait ■ Film. Andrew Davis (v.o.) **O.**
- 0.40 Le Siècle Coca-Cola.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.55 Les Feux de l'amour. **14.45 Moloney.**
- 15.40 Les Dessous de Palm Beach. **16.35 Dawson.**
- 17.35 Sunset Beach. **18.25 Exclisif.**
- 19.05 Walker, Texas Ranger. **19.55 J'ai deux métiers.**
- 20.00 Journal, Tercé, Météo. **20.55 Julie Lescaut.** L'Ex de Julie. **22.45 Made in America.** A visage découvert. Téléfilm. Stephen La Rocque **O.**
- 0.25 Très chasse. Bécassins au Maroc.

FRANCE 2

- 13.50 Maigret. Maigret et l'homme du banc **O.**
- 15.20 Tiercé. **15.40 Chiquinha Gonzaga.**
- 16.35 Waikiki Ouest. **17.35 Jeux d'espions.**
- 18.20 JAG. **19.10 Un livre, des livres.**
- 19.15 Qui est qui ? **19.50 Un gars, une fille.**
- 20.00 Journal, Météo, Point route. **20.50 L'Eté d'Envoyé spécial.** L'Egypte. **23.00 Ça va faire mâle.**
- 0.35 Journal, Météo. **0.55 Docteur Markus Merthin.**

FRANCE 3

- 13.40 Les Enquêtes de Remington Steele. **14.30 La croisière s'amuse.**
- 16.10 Va savoir. **16.45 C'est l'été.**
- 18.25 Questions pour un champion. **18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.**
- 20.03 Consomag. **20.05 Tout le sport.**
- 20.20 C'est mon choix pour l'été. **20.55 Le Gendarme et les Gendarmettes** ■ Film. Jean Girault et Tony Aboyantz. **22.35 Météo, Soir 3.**
- 23.10 La Crime ■ Film. Philippe Labro **O.**
- 0.50 Une maison de fous. **1.10 Fame.** La petite amie de Ian.

CANAL +

- 16.00 Babylone yé-yé. **16.30 La Dilettante** ■ Film. Pascal Thomas **O.**
- En clair jusqu'à 23.30
- 18.30 Drôles de vies. **19.00 Best of Nulle part ailleurs.**
- 19.45 Flash infos, Le Zapping. **20.05 Les Simpson.**
- 20.30 Augustin, roi du kung-fu ■ Film. Anne Fontaine. **O.**
- 21.50 Les Tragédies minuscules. **22.00 Le vent en emporte autan** ■ Film. Alejandro Agresti. **O.**
- 23.20 Les Moissons d'Irlande ■ Film. Pat O'Connor (v.o.) **O.**

ARTE

- 19.00 Connaissance. [3/3]. **19.45 Météo, Arte info.**
- 20.15 Reportage. Jouer avec les feux. **20.45 Les Mercredis de l'Histoire.** Entre des peuples : Des Allemands, des Polonais et des Cachoubs. **21.45 Musica.** De Colenso à Nantes. **23.25 Profil.** Loco Lucho. **0.25 La Lucarne.** Somnia ou le voyage en Hypnopompia. Téléfilm. Hélène Guetary. **0.50 Vanya, 42^e rue** ■■ Film. Louis Malle (v.o.).

M 6

- 17.25 Code Eternity. **18.25 La Vie à cinq.**
- 19.20 Dharma & Greg. **19.50 I-minute, Le Six Minutes, Météo.**
- 20.05 Notre belle famille. **20.40 Jour J.** Leçon de conduite. **20.50 Vengeances.** Téléfilm. Miguel Courtois **O.**
- 22.35 Ally McBeal. **0.25 Wolff, police criminelle.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 21.00 Concert. Œuvres de Chostakovitch. A la Roque d'Anthéron [3/3]. **22.10 Pages arrachées au journal de Michel Leiris.**
- 23.30 Carnets de voyage. Saint-Laurent : chroniques d'un fleuve sans fin. 3. Fragments du royaume de l'or. **23.30 Mythologies du monde entier.** La famille d'Œdipe. 3.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.30 Prom's de Londres. Concert donné en direct du Royal Albert Hall de Londres, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Michael Tilson-Thomas. Œuvres de Ruggles, R. Schumann, Stravinsky.
- 23.00 Soirée privée.

RADIO CLASSIQUE

- 20.40 Concert. Cantate : *Les Ultimes souffrances du Sauveur* Wq 233, de C. P. E. Bach, par le Collegium Vocale de Gand et la Petite bande, dir. Sigiswald Kuijken.
- 22.45 Concert. Donné par le Chœur et l'Orchestre de Paris, dir. Christoph Eschenbach. Œuvre de Brahms.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.50 La Cinquième rencontre... **15.20 T.A.F. T.A.F. : Agriculture.**
- 15.45 Cafés philo. **15.50 Eco & compagnie Europe.**
- 16.00 Accro. Dopage des sportifs. **16.25 Jeunesse.**
- 17.05 Alfred Hitchcock présente. **17.35 100 % question.**
- 18.05 A travers la Chine avec le fleuve Jaune. **19.00 Voyages, voyages.** L'île de Pâques. **19.45 Météo, Arte info.**
- 20.15 Reportage. L'Homme de fer. **20.40 Thema. Allemagne 2000, comment en finir avec le néo-nazisme ?** 20.45 Avoir la haine. Téléfilm. Uwe Friesner. **22.20 Débat.**
- 23.20 Voyage au bout de la droite. **1.25 La Joyeuse Entreprise.** Téléfilm. Christine Kabisch.

M 6

- 14.00 Les parents que j'ai choisis. Téléfilm. Linda Otto. **O.**
- 15.30 Code Quantum. **16.25 M comme musique.**
- 17.25 Code Eternity. **18.25 La Vie à cinq.**
- 19.20 Dharma & Greg. **19.50 I-minute, Le Six Minutes, Météo.**
- 20.05 Notre belle famille. **20.40 Paradis d'été.**
- 20.50 Legend. Film. Ridley Scott

Financement du RPR : le cas de Jacques Chirac ne sera pas soumis à la Cour de cassation

La chancellerie n'entend pas contraindre la haute juridiction à se saisir du dossier

L'INSTRUCTION sur les faits impliquant le président de la République, Jacques Chirac, dans l'enquête sur le financement du RPR, reste dans une impasse judiciaire. Le procureur général à la Cour de cassation, Jean-François Burgelin, a écrit, mercredi 23 août, au procureur général de Versailles, Henri Desclaux, pour lui faire savoir qu'il n'entendait pas soumettre le « cas Chirac » à la Cour de cassation. Le 6 juillet dernier, le procureur de la République de Nanterre, Yves Bot, avait adressé, via M. Desclaux, une requête à M. Burgelin par laquelle il sollicitait la saisine de la Cour de cassation par « un pourvoi dans l'intérêt de la loi » (*Le Monde* du 8 juillet 2000).

En théorie, la décision de M. Burgelin n'est pas sans appel. La loi permet en effet au ministre de la justice de donner au procureur général de la Cour de cassation l'« ordre formel » de former « un pourvoi dans l'intérêt de la loi ». Cependant, le cabinet de garde des sceaux a fait savoir au *Monde*, mercredi 30 août, qu'il était « hors de question que M^{me} Guigou prenne la moindre initiative dans ce dossier ». La Chancellerie assure que la ministre « ne donnera aucun ordre à M. Burgelin. Cette affaire doit se régler entre magistrats ». L'entourage de M^{me} Guigou affirme que « la ministre n'entend pas déroger à la règle qu'elle s'est fixée en arrivant place Vendôme, à savoir qu'elle ne donnerait jamais aucune instruction dans les affaires individuelles ou sensibles ».

Le procureur de Nanterre souhaitait que la Cour de cassation tranche le devenir de l'enquête sur le financement du RPR, menée par le juge Patrick Desmure, au cours de laquelle sont apparus des éléments mettant en cause Jacques

Chirac (*voir ci-contre*). Le juge, dans une ordonnance rendue en avril 1999, avait conclu que « des indices graves et concordants » pouvaient être retenus à l'encontre de l'actuel président de la République qui aurait « participé aux faits de prise illégale d'intérêts et de recel d'abus de biens sociaux ». Cependant, ce constat avait conduit le magistrat à se déclarer « incompétent », en raison de l'immunité du président de la République définie par une déci-

La lettre qui accuse

La mise en cause de Jacques Chirac dans le dossier du juge Desmure date de janvier 1999. Les policiers ont alors saisi, parmi les archives de la mairie de Paris, un courrier, signé de la main de M. Chirac. Daté du 16 décembre 1993, il figurait dans le dossier administratif d'une employée municipale, Madeleine Farard. Il ressort de cette lettre, adressée au secrétaire général de la Ville de Paris, Jean-Michel Hubert, que M^{me} Farard, pour qui M. Chirac demandait une promotion, ne travaillait pas à la mairie de Paris, qui pourtant la rémunérait, mais uniquement au siège du RPR.

Elle semble attester la parfaite connaissance par M. Chirac, à l'époque à la fois maire de Paris et président du parti gaulliste, d'un système de prise en charge par la municipalité parisienne de permanents du parti gaulliste.

sion du Conseil constitutionnel du 22 janvier 1999.

Or, le 11 janvier 2000, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles, saisie du dossier, avait rendu une décision paradoxale : tout en réaffirmant le « privilège de juridiction » dévolu au président de la République, la cour d'appel avait estimé que cette immunité pénale n'entraînait « aucune incompétence » du juge Desmure, invitant celui-ci à continuer ses investigations et soutenant qu'« une mise en examen [du président de la République] devenait possible après l'expiration de [son] mandat ». Pour sortir de cet imbroglio, le procureur

de Nanterre avait donc souhaité soumettre l'affaire à la Cour de cassation.

Dans la lettre qu'il a adressé au procureur général de Versailles, M. Burgelin, magistrat proche de la droite qui a notamment dirigé le cabinet du ministre (RPR) de la justice Albin Chalandon de 1986 à 1988, explique pourquoi il n'entend pas donner suite à la requête de M. Bot. M. Burgelin s'abrite d'abord derrière la décision du Conseil consti-

tutionnel conférant une immunité pénale au chef de l'Etat. « Le juge d'instruction, écrit M. Burgelin, dès lors, a justement retenu, pour justifier son incompétence, d'une part, le principe de la séparation des pouvoirs, d'autre part, la dimension exceptionnelle de la fonction présidentielle, à raison de l'élection de son titulaire au suffrage universel et du mandat qui lui est constitutionnellement confié d'assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. » M. Burgelin en vient ensuite à l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles, qui a incité le juge à continuer ses investi-

gations à condition de ne pas entreprendre de poursuites contre M. Chirac. « Je ne saurais partager cette conception », écrit le procureur général qui observe qu'« il ne suffit pas de ne pas évoquer le nom d'une personne dans un réquisitoire introductif ou de ne pas la mettre en examen pour qu'elle ne soit pas "en cause" ou "poursuivie", la chambre criminelle l'a indiqué depuis fort longtemps ». « Je pense donc, affirme M. Burgelin, que l'arrêt du 11 janvier 2000 n'est pas juridiquement fondé et le juge d'instruction est incompétent pour connaître d'éventuelles charges qui pourraient exister à l'encontre du président de la République et dont l'appréciation relèverait alors exclusivement du Parlement. » Alors qu'il soutient être parfaitement en phase avec l'analyse de la situation faite par MM. Bot et Desmure, qui jugent le dossier « bloqué », M. Burgelin conclut pourtant sa lettre en affirmant qu'il n'entend pas former le pourvoi réclamé. S'appuyant sur l'article 621 du code de procédure pénale, il affirme qu'un tel pourvoi n'a aucun effet à l'égard des parties. Il n'aurait qu'une portée symbolique et ne pourrait en aucune manière affecter la procédure en cours. « Si le pourvoi est accueilli, la cassation est prononcée, sans que les parties puissent s'en prévaloir et s'opposer à l'exécution de la décision annulée », précise notamment l'article 621 sur lequel s'appuie M. Burgelin. Le magistrat, qui se félicite des réquisitions de disjonction prises par M. Bot visant à « isoler » le cas Chirac de l'ensemble du dossier, n'exclut cependant pas que la Cour de cassation puisse en être saisie à l'issue de l'instruction, cette fois à l'initiative d'une des parties.

Fabrice Lhomme

Le pape condamne le clonage des embryons humains à des fins thérapeutiques

S'EXPRIMANT mardi 29 août à Rome devant les cinq mille participants au 18^e Congrès international de la Société de transplantation, Jean Paul II a condamné la mise en œuvre de la technique de clonage d'embryons humains à des fins thérapeutiques visant à obtenir des lignées cellulaires cultivées *in vitro* pouvant être utilisées pour corriger divers types de lésions dégénératives. « Il faudra toujours éviter les chemins qui ne respectent pas la dignité et la valeur de la personne. Je pense en particulier à d'éventuels projets ou aux tentatives de clonage humain, dans le but d'obtenir des organes pour la greffe : de telles procédures ne sont pas moralement acceptables, mêmes si elles ont des buts louables, du moment qu'elles impliquent la manipulation et la destruction d'embryons », a déclaré le chef de l'Eglise catholique. Cette prise de position fait suite au récent feu vert donné par le gouvernement britannique à des recherches impliquant la création d'embryons dans le cadre d'expériences de clonage thérapeutique (*Le Monde* du 18 août).

« DÉCISION IMMORALE »

Au lendemain de cette décision, qui sera soumise à l'approbation du Parlement britannique avant la fin de l'année, le Vatican avait très sévèrement condamné l'initiative britannique. Pour le Vatican, la décision du gouvernement de Tony Blair devait être jugée « immorale » car allant « à l'encontre du droit et de la justice » (*Le Monde* du 19 août). L'Eglise catholique a toujours fait valoir que la vie humaine commençait, à ses yeux, au moment de la fécondation de l'ovule par un spermatozoïde.

A ce titre, elle estime que le clonage humain à des fins thérapeutiques ne peut, en pratique, conduire

qu'à « créer une vie avant de la détruire ». S'il a repris cet argumentaire, Jean Paul II n'a pas condamné de manière définitive cette nouvelle voie de recherche dont les spécialistes estiment qu'elle pourrait, à court ou moyen terme, ouvrir la voie à une véritable révolution thérapeutique. C'est ainsi que le pape a encouragé le recours à des « cellules souches », prélevées sur des organismes adultes et qui, selon certains chercheurs, pourraient constituer un matériel biologique comparable à celui fourni par des embryons humains conservés par clonage. « La science laisse entrevoir d'autres possibilités d'interventions thérapeutiques qui ne nécessitent pas de clonage ou de prélèvement de cellule embryonnaire, l'utilisation de cellules souches prélevées sur des organismes adultes étant suffisante dans ce but, a-t-il déclaré. C'est vers ces chemins que la recherche doit s'orienter, si elle veut garder le respect de la dignité de tout être humain, même au stade d'embryons. »

Le hasard veut que la même position soit défendue par l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*, qui, dans un éditorial de sa livraison du 26 août, voit dans les cellules souches adultes humaines la véritable voie thérapeutique à venir. Devant les congressistes, Jean Paul II a encouragé les transplantations d'organes. Il a aussi adressé un appel à tous ceux qui ont des responsabilités sociales, politiques ou éducatives à s'engager pleinement pour « promouvoir une authentique culture du don et de la solidarité ». Dans le même temps, il a jugé « moralement inacceptable » toute « pratique visant à commercialiser des organes humains ou à les considérer comme des unités d'échange ou de vente ».

Jean-Yves Nau

« Le Canard enchaîné » met en cause l'Elysée dans la privatisation de la CGM

LA PRIVATISATION controversée de la CGM (Compagnie générale maritime) par le gouvernement Juppé pourrait se transformer en scandale politique à la suite de révélations du *Canard enchaîné* du mercredi 30 août. En dépit des dénégations (*Le Monde* du 29 août), de Jacques Saadé, patron du groupe CMA (Compagnie maritime d'affrètement), qui a racheté à l'Etat, en octobre 1996, la CGM, les conditions de cette opération restent obscures et la justice semble décidée à les éclaircir. Jacques Saadé a ainsi été mis en examen pour « abus de biens sociaux » par le juge de Nanterre, Bernard Augonnet. Il lui est reproché d'avoir acquis la CGM pour une somme inférieure à sa valeur en profitant d'amitiés politiques et d'avoir induit utilisé la trésorerie de la CGM au profit de la CMA.

Le *Canard enchaîné* révèle, dans un article intitulé « La police a saisi des documents qui embarquent le Chirac sur une drôle de galère », que non seulement le Trésor s'est opposé jusqu'au bout à la vente de la CGM à la CMA, mais, plus encore, que le premier ministre libanais d'alors, Rafic Hariri, proche du président de la République Jacques

Chirac, serait intervenu auprès de l'Elysée pour que M. Saadé, d'origine libanaise, obtienne la CGM. Un groupe public qu'il a finalement acquis pour 20 millions de francs et dont la trésorerie se montait, en octobre 1996, à 900 millions de francs à la suite d'une généreuse recapitalisation de 1,275 milliard de francs effectuée par l'Etat trois mois auparavant.

NOMBREUSES PERQUISITIONS

Le juge Augonnet a multiplié depuis plusieurs mois les perquisitions, notamment au Trésor, à la CMA et à la Commission de la privatisation. Selon le *Canard*, les documents saisis révèlent que le 11 octobre 1996, quatre jours avant la décision de la Commission de privatisation, le directeur de cabinet de Jean Arthuis, ministre de l'économie, Jean Lemierre, lui recommandait toujours de retenir l'offre concurrente de la CMA, celle présentée par le groupe Augier. Le 14 octobre, à la veille de la décision de la Commission de privatisation, Michel Laffite, conseiller de M. Arthuis, lui adresse une note soulignant notamment que « la solidité financière de la CMA n'est pas assurée ». Le conseiller invite par ail-

leurs son ministre à faire preuve de prudence avant de faire connaître son choix. « Je ne recommande pas au ministre de s'engager. M. Bernard Pons [alors ministre des transports], le premier ministre [Alain Juppé] et, semble-t-il, le président de la République seraient favorables à l'offre » de la CMA.

Enfin, la brigade financière a saisi au siège de la CMA des lettres adressées par Jacques Saadé à de nombreux hommes politiques demandant leur soutien, notamment Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, Renaud Muselier, député RPR des Bouches-du-Rhône, et Jean-Yves le Drian, député socialiste du Morbihan, maire de Lorient et ancien secrétaire d'Etat à la mer. Une de ces lettres mentionne une intervention du premier ministre libanais, Rafic Hariri, auprès de l'Elysée pour soutenir l'offre de Jacques Saadé.

Cette affaire serait sans doute passée inaperçue si un événement imprévu, une querelle de famille, n'était venue la mettre au grand jour. Johnny Saadé, le frère cadet et associé à parts égales de Jacques Saadé dans la CMA jusqu'en décembre 1996, estime avoir été dépourvu par son aîné. Johnny Saadé

a entamé depuis le printemps 1997 une multitude de procédures judiciaires en France et au Liban contre son frère, la CMA et sur les conditions de la reprise de la CGM. A défaut de faire la lumière sur les torts réels ou supposés de l'un ou l'autre des frères, elles ont révélé : que la cession de la CGM s'est faite à un prix dérisoire, que les comptes de la CMA sont douteux et que cette même CMA se trouvait, en octobre 1996, dans une situation financière difficile (*Le Monde* du 13 décembre 1998) que la Commission de privatisation ne pouvait ignorer.

Rafic Hariri a même tenté personnellement de régler le différend entre les deux frères, « nuisible aux bonnes relations entre le Liban et la France ». M. Hariri a fixé lui-même à 240 millions de francs le dédommagement que Jacques doit verser à Johnny. Mais l'arrangement a finalement échoué.

L'affaire CGM ne s'arrête pas là. Elle s'apparente, dans un épisode récent – le vol à Marseille d'archives au nez et à la barbe des policiers venus les récupérer –, à un mauvais roman policier. L'histoire remonte au 23 mars. Un certain nombre de policiers se rendent ce jour-là sur commission rogatoire du juge Augonnet dans une société marseillaise (Archives chrono) qui conserve les archives de la CMA. Ils viennent se faire remettre des documents relatifs à la privatisation de la CGM. Les policiers attendent un peu plus d'une heure l'arrivée des responsables de la société et la remise des caisses rangées parmi les 12 000 entreposées dans le hangar. Soudain, ils entendent des cris... et apprennent qu'un carton d'archives vient d'être dérobé par deux personnes qui s'enfuient sous leurs yeux en voiture. Coïncidence : il s'agit de la caisse numéro 278 dont le contenu est intitulé « CGM privatisation huit dossiers spéciaux » et « CMA documents primés CAF 5 31 12 95 ». Une plainte avec constitution de partie civile a été déposée auprès du tribunal de Nanterre et ce cambriolage étonnant devrait venir s'ajouter au dossier du juge Augonnet.

lue importante et se donne les moyens de financer une acquisition dans ses métiers de base. Des moyens nécessaires face à son riche rival, l'allemand Allianz. Mercredi 30 août, l'action Axa a ouvert en hausse de 1,74 %, à 175,5 euros.

Le Crédit suisse, lui, va creuser l'écart avec ses concurrents européens. CSFB et DLJ sont très complémentaires : la première est plus européenne et plus forte sur les marchés d'actions et le conseil en fusions et acquisitions, la seconde, plus américaine et plus forte sur certains marchés de taux, comme les obligations à haut rendement. A Zurich, le titre Crédit suisse perdait 3,7 %, à 367,50 francs suisses dans les premiers échanges.

Sophie Fay

Eric Leser

La biologiste Geneviève Berger est nommée à la tête du CNRS

UNE FEMME succède à une femme, une biologiste à une physicienne. Le conseil des ministres du 30 août a nommé à la direction générale du CNRS Geneviève Berger, précédemment directrice de la technologie au ministère de la recherche, en remplacement de Catherine Bréchnac, dont le mandat s'était achevé le 19 juillet.

Le départ de M^{me} Bréchnac, au terme d'un unique mandat de trois ans, paraissait inévitable, tant celle-ci avait entretenu des relations conflictuelles avec le précédent ministre de la recherche, Claude Allègre (*Le Monde* du 11 août). Le nouveau ministre, Roger-Gérard Schwartzberg, justifie son remplacement par un souci d'« alternance disciplinaire ». Le CNRS a été le plus souvent confié à des physiciens, discipline à laquelle appartient le président du conseil d'administration, Edouard Brézin. Le choix de M^{me} Berger, physicienne qui s'est ensuite tournée vers la biologie et la médecine, marque une rupture. « Les sciences de la vie sont une priorité pour le gouvernement et j'ai souhaité qu'elles soient représentées dans le duo qui anime le CNRS », explique le ministre.

Jeune (45 ans) et ouverte à l'interdisciplinarité, M^{me} Berger présente à ses yeux le « profil idéal »

pour occuper un poste souvent considéré comme un ministère bis de la recherche. Chercheuse reconnue – elle a reçu en 1994 la médaille d'argent du CNRS –, elle possède aussi l'expérience des milieux scientifiques et universitaires et est proche de l'équipe du ministère.

La nouvelle directrice du premier organisme scientifique français, fort de 25 000 agents dont 11 300 chercheurs et de 15,8 milliards de francs de budget, aura pour mission de « donner une impulsion nouvelle à la recherche fondamentale, tout en situant pleinement la science dans la société », indique M. Schwartzberg. Des moyens humains et financiers supplémentaires devraient donc être dégagés. Il est probable que, après la fronde qui avait agité la communauté des chercheurs contre les projets de M. Allègre, aucun grand chantier de réforme ne sera ouvert. Le CNRS attend désormais la nomination d'un nouveau président, M. Brézin ayant manifesté le désir de ne pas aller au bout de son troisième mandat. Plusieurs noms ont été avancés, dont celui du mathématicien Jean-Pierre Bourguignon, mais le ministre pencherait pour un physicien.

Pierre Le Hir

Tirage du *Monde* daté mercredi 30 août 2000 : 516 711 exemplaires. 1-3

LASSERRE
est
OUVERT

A partir de
septembre

FERMETURE
DIMANCHE et LUNDI

Tél. 01 43 59 53 43
17, av. F. Roosevelt